

sous la direction de
YOLANDE COHEN
(1987)

FEMMES ET CONTRE- POUVOIRS

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
Courriel : [mailto: mabergeron@videotron.ca](mailto:mabergeron@videotron.ca)

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec.
courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Sous la direction de YOLANDE COHEN

Femmes et contre-pouvoirs, Montréal : Les éditions du
Boréal Express, 1987, 244 pp.

[Autorisation formelle accordée par l'auteure le 26 mars 2007 de diffuser
toutes ses publications dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriels : yjcohen@wanadoo.fr
ou cohen.yolande@uqam.ca

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2003 pour
Macintosh.

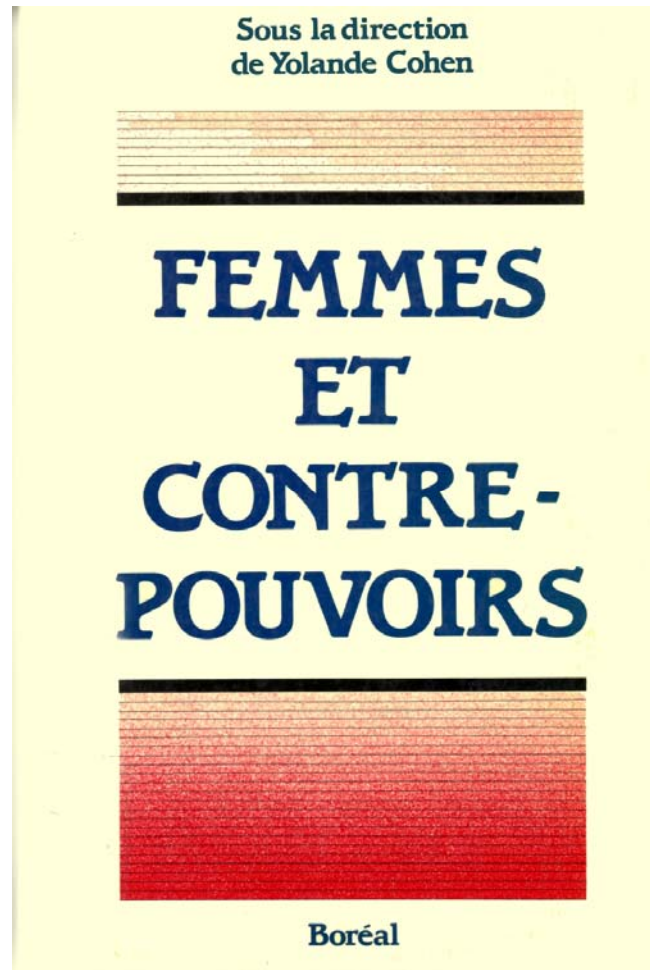
Mise en page sur papier format

LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 24 août 2007 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



**Sous la direction de Yolande Cohen
(1987)**



Montréal : Les éditions du Boréal Express, 1987, 244 pp.

Table des matières

[Avant-propos](#)

[Présentation](#)

Première partie EN PÉRIODES D'EFFERVESCENCE

1. [Les cas polonais en perspective \(Renata Siemienska\)](#)
suivi de :
[Un aperçu sur la participation des femmes \(Marta Petrucewicz\)](#)
2. [La transition vers la démocratie en Espagne \(Judith Astelarra\)](#)
3. [À propos des Mères de la Place de mai \(Gloria Bonder\)](#)
4. [L'anti-héroïne dans la révolution algérienne \(Marie-Blanche Tahon\)](#)

Deuxième partie EN PÉRIODES FROIDES

5. [Les saint-simoniennes \(Christine Planté\)](#)
6. [Les demoiselles catholiques italiennes \(Michela De Giorgio\)](#)
7. [Bénévolat et lobby féminin à Ottawa \(Caroline Andrew\)](#)
8. [L'Association des Cercles de fermières au Québec :
sociabilité et influence sociale
\(Yolande Cohen\)](#)

[*Je suis du temps...*](#)
[\(Denise Boucher\)](#)

Troisième partie
UNE POLITIQUE DES FEMMES

9. [Un héros des femmes portugaises \(Maria Belo\)](#)
10. [Une politique pacifiste \(Micheline De Sève\)](#)
11. [Une politique anti-patriarcale \(Somer Brodribb\)](#)
12. [Un catalogue de revendications \(Margaret Gillett\)](#)
13. [Une prospective pour l'an 2000 \(Élisabeth Badinter\)](#)
14. [Et la démocratie ? \(Yolande Cohen\)](#)

Quatrième de couverture

Quels enseignements peut-on tirer des diverses stratégies développées par les femmes pour affirmer leur place dans la société et plus particulièrement dans la vie politique ? Y a-t-il des conclusions à tirer de l'Algérie du Front de libération nationale, de l'Espagne de l'après-Franco, de l'Argentine des militaires ou de la Pologne de Solidarité ? À d'autres niveaux, quelles significations faut-il donner aux actions menées au travers des associations bénévoles (en Italie fasciste ou dans le Canada d'avant-guerre) ou encore par le biais de l'écriture (le cas des saint-simoniennes) ? C'est entre autres à ces questions que tentent de répondre les études inédites de ce livre. Permettant de comparer des expériences historiques et sociales très diversifiées, des spécialistes et des militantes de plusieurs pays proposent ici une vision renouvelée de l'émancipation des femmes.

Textes de :

Caroline Andrew
Judith Astelarra
Élisabeth Badinter
Maria Belo
Gloria Bonder
Denise Boucher
Somer Brodribb
Yolande Cohen
Michela De Giorgio
Micheline De Sève
Margaret Gillett
Marta Petrucewicz
Christine Planté
Renata Siemienska
Marie-Blanche Tahon

Au sujet des auteures

Caroline Andrew est professeur de science politique à l'Université d'Ottawa. Elle poursuit actuellement une recherche sur les femmes en milieu urbain et occupe des postes de direction au sein d'organismes professionnels (Association canadienne de science politique, Fédération des sciences sociales). Parmi ses plus récentes publications concernant les femmes, on relève : « Les femmes et la consommation collective : les enjeux de l'engagement », *Politique*, 5, hiver 1984 ; « Women and the Welfare State », *Revue canadienne de science politique*, XVII, 4, décembre 1984.

Judith Astelarra est professeur au département de sociologie de l'Université autonome de Barcelone en Espagne. Membre du Conseil du statut de la femme à Madrid, elle est très active au sein du Comité de recherche sur les femmes à Barcelone. Elle travaille à un projet de recherche sur le passage de la transition à la démocratie en Espagne et le rôle des femmes, et vient de publier un livre sur les femmes et le pouvoir en Espagne.

Élisabeth Badinter est philosophe. Connue pour ses nombreux travaux sur les femmes, elle est l'auteur de trois ouvrages : *L'un est l'autre : des relations entre hommes et femmes*, Paris, Odile Jacob, 1986, 361 p. ; *Émilie, Émilie : l'ambition féminine au 18^e siècle*, Paris, Flammarion, 1983, 489 p. ; *L'amour en plus : histoire de l'amour maternel (17-20^e siècle)*, Paris, Flammarion, 1980, 372 p.

Maria Belo est psychanalyste et membre de l'École freudienne de Paris ; elle occupe également un poste d'assistante à la Faculté de sciences sociales et humaines de l'Université de Lisbonne. Outre son engagement dans le parti socialiste portugais, elle prépare une monographie sur la situation des femmes portugaises.

Gloria Bonder est directrice du *Centro de Estudios de la mujer* à Buenos Aires en Argentine. Elle est également professeur à la Faculté de psychologie de l'Université de Buenos Aires et directrice du Centre de recherche des études sur les femmes. Ses principales publications sont : « Women's Studies : An Epistemological Review of the Paradigm in Human Sciences », *Desarrollo y Sociedad*, 13, CEDE, Universidad de los Andes, Colombia, janvier 1984 ; *The Educational Process in Women's Studies in Argentina. Reflections on Theory and Technic*, Feminist Pedagogy Editorial, Miculle et C. Portuguese, Routledge and Kegan Paul, London, 1984 ; « The Study of Politics from the

Stand Point of Women », *International Social Science Journal*, UNESCO, XXXV, 4, 1983.

Denise Boucher est écrivain et poète. Auteur de la pièce de théâtre *Les fées ont soif*, (Éditions Intermède, Montréal, 1978), et de *Cyprine*, (Éditions de l'Aurore, 1978) et de nombreux scénarios, chansons et pièces de théâtre, Elle a signé avec Madeleine Gagnon, *Retailles*, L'Étincelle, 1977.

Somer Brodribb termine une thèse de doctorat sur le thème du rapport du féminisme aux théories politiques, au département de sociologie de l'éducation à l'Ontario Institute for Studies in Education de Toronto.

Yolande Cohen est professeur au département d'histoire à l'Université du Québec à Montréal. Elle a publié en collaboration avec Nicole Laurin-Frenette et Kathy Ferguson, *Pouvoir, Politique, Bureaucratie*, IRL-Ateliers de Création Libertaire, Lyon, 1984, 135 p. ; *Les thèses québécoises sur les femmes*, Institut québécois de recherche sur la culture, Québec, 1983, 121 p. ; et dirigé le collectif *Femmes et Politique*, Les Éditions du Jour, Montréal, 1981, 228 p. Elle dirige actuellement une recherche sur l'histoire comparée des métiers féminins dans la première moitié du XX^e siècle (France-Québec) dont les premiers résultats sont publiés dans le bulletin du BIEF (Aix en Provence, 1987) et dans *Recherches sociographiques* (1987).

Michela De Giorgio est chercheur au département d'histoire moderne et contemporaine de l'Université de Naples en Italie. Membre fondateur de la revue *Memoria*, elle en anime le comité de rédaction. Ses principales publications concernant les femmes sont : *Destino, crattere, politica*, (en collaboration avec Gabriella Bonacchi), *Memoria*, 4, juin 1982, p. 30-54 ; « Donna e società », *Dieci anni della rivista del movimento femminile DC.*, *Memoria*, 2, octobre 1981, p. 128-132 ; « Primi Sintmi di un carattere appassionato, Dal collegio », *Memoria*, I, mars 1981, p. 94-102 ; « Politica e sentimenti : le organizzazioni femminili cattoliche, dell'età giolittiana al fascismo », (en collaboration avec Paola Di Cori), *Rivista di storia contemporanea*, fasc. 3, 1980, p. 337-371 ; « Ripensare la storia politica : Malcontente anime femminili », *Percorsi del Femminismo e storia delle donne*, supplemento al N.22 di Nuova DWF – *Quaderni Internazionali di studi sulla Donna*, p. 67-74.

Micheline De Sève est professeur au département de science politique de l'Université du Québec à Montréal. Elle a publié en collaboration avec Claire Duguay les trois articles suivants : « Tant d'amarres à larguer : une analyse des pratiques du mouvement des femmes », *Politique*, 5, hiver 1984, p. 51-73 ; « Critique féministe d'une crise qui est aussi patriarcale », dans G. Bernier et G. Boismenu, dir., *Crise économique, transformations politiques et changements idéologiques*, *Cahiers de l'ACFAS*, 16, automne 1983, p. 507-518 ; et « Le temps n'est pas encore à la fête ou pour un mouvement politique

féministe », *Cahiers du socialisme*, 10-11, automne 1982, p. 11-35. Elle a signé également « Travailler plus pour gagner moins. Les femmes et le développement », Étude bibliographique dans la revue *Études internationales*, 13, 4, décembre 1982, p. 733-740 ; « C'est au socialisme de devenir féministe », *Cahiers du socialisme*, 8, automne 1981, p. 82-107 ; *Pour un féminisme libertaire*, Montréal, Boréal Express, 1985.

Margaret Gillett est titulaire de la chaire MacDonald des sciences de l'éducation à l'Université McGill, Montréal. Elle est l'auteur de nombreux articles et ouvrages dont les plus récents sont : *Dear Grace, a Romance of History*, Montréal, Eden Press, 1986 ; *We Walked Very Warily : A History of Women at McGill*, Montréal, Eden Press, 1981 ; *The Laurel and the Poppy*, New York, Vanguard Press, 1967 ; *A History of Education : Thought and Practice*, Montréal, McGraw-Hill, 1966.

Marta Petrucewicz est professeur-adjoint au département d'histoire de l'Université Princeton (NJ) aux États-Unis. Spécialiste du « brigandage » dans le sud de l'Italie au 19^e siècle, elle complète actuellement sa recherche et rédige un ouvrage sur ce thème.

Christine Planté, agrégée de lettres modernes, enseigne au département d'histoire de l'Université de Paris VII. Elle participe au projet financé par l'ATP Femmes du Centre national de la recherche scientifique sur « les conditions d'émergence de la subjectivité féminine : quatre vies de femmes au 19^e siècle ». Elle prépare actuellement un essai sur la femme auteur au 19^e siècle et une thèse d'État sur Marceline Desbordes-Valmore.

Renata Siemienska est professeur associé à l'Institut de sociologie de l'Université de Varsovie en Pologne. Auteur de nombreuses études sur les femmes et la politique, elle vient de coéditer avec M. Vianelli un important volume sur la participation politique des femmes dans dix pays dont le Canada (Rome, 1986). Elle fut aussi responsable du numéro « Femme et politique » de la *Revue internationale de science politique* (1986).

Marie-Blanche Tahon est chercheur au département de communications de l'Université du Québec à Montréal. Ses travaux ont porté sur les femmes en Algérie. Elle travaille actuellement sur les femmes dans leurs rapports aux nouvelles technologies. Elle a dirigé avec André Corten deux ouvrages : *Les autres marxismes réels*, Bourgois, Paris, 1985 ; et *Le philosophe et le gendarme*, VLB, Montréal, 1986.

Avant-propos

[Retour à la table des matières](#)

La question du pouvoir telle que posée par les femmes dans et hors des mouvements féministes alimente un débat intense dont l'enjeu est bien l'avenir de la démocratie.

Pour rendre compte des diverses manières d'aborder ce problème, la confrontation des situations nationales, telles qu'appréhendées par des chercheurs préoccupés par le pouvoir des femmes, nous a semblé riche d'enseignements.

La plupart des textes présentés dans ce recueil ont d'abord fait l'objet de communications au colloque international « Pouvoirs et contre-pouvoirs : la place des femmes dans la vie politique » tenu à l'Université du Québec à Montréal du 4 au 8 juin 1985.

Nous n'aurions pu réaliser cette rencontre sans les généreuses subventions octroyées par le Secrétariat d'État du Canada (programme de promotion de la femme), le décanat des Études avancées et de la recherche de l'Université du Québec à Montréal et le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada. Qu'il me soit permis ici, en tant que récipiendaire de ces bourses, de remercier tout particulièrement le ministre Walter McLean et ses collaboratrices, à Ottawa Mauren Woodrow et à Montréal Lucie Marchessault, la doyenne Monique Lefèvre-Pinard et son collaborateur Guy Berthiaume de l'UQAM, Stephan Goban du CRSH, le ministère des Affaires internationales à Québec, ainsi que mes collègues du GIERF, de l'Association québécoise de science politique et des départements d'histoire et de science politique de l'UQAM.

Ce recueil, dont la fabrication a été rendue possible grâce à la collaboration étroite de toutes les participantes, doit beaucoup à l'aide que j'ai reçue de Micheline De Sève, Marie Vallée et Denis Béliveau dans l'organisation du colloque, à celle de Michela De Giorgio et Marie-Blanche Tahon pour l'organisation des textes, et enfin à Denise Brunelle pour son efficacité dans le traitement du texte.

Le support constant de mes parents, amies, collègues et étudiants m'a accompagnée tout au long de cheminements parfois sinueux. Qu'il me soit permis ici de leur manifester ma plus profonde gratitude et ma reconnaissance. À Marcel Fournier, enfin, je dois les lectures attentives de ces textes et sa générosité vigilante pour guider ma démarche.

Y. C.

Présentation

Yolande Cohen et Michela De Giorgio

[Retour à la table des matières](#)

En pure logique politique, la question de savoir si ce sont les hommes ou les femmes qui gèrent les affaires publiques devrait être de peu d'importance. Pourtant l'avènement de la démocratie libérale institue une séparation de fait entre le pouvoir public des hommes et la société privée des femmes. Dès lors qu'une société se dote du suffrage universel (masculin), elle adopte une définition des rôles sexuels qui aboutit pratiquement à l'exclusion des femmes du pouvoir politique. De cet état de fait et de sa permanence, il sera question ici.

Les théorisations les plus diverses attribuent aux déités patriarcales, au machisme universel et plus précisément à la démocratie libérale doublée du pouvoir phallocratique, l'exclusion des femmes de la politique. L'image la plus répandue est donc celle d'un pouvoir masculin auquel les femmes seraient au pire dévouées, au mieux étrangères. Derrière ce portrait peu gratifiant, se profilent les figures de ces femmes aliénées qui perpétuent un pouvoir qui les opprime et les exclut ; ou, si elles y sont admises, elles déploient un courage héroïque quand ce n'est pas le pur abandon de leur féminité.

Nous avons voulu délibérément rompre avec une forme de dogmatisme, certes efficace quand il s'agit de revendication, parfois moins évident au niveau de l'analyse. L'objet du colloque, qui réunit à Montréal une vingtaine de chercheurs de dix pays, fut une tentative pour aborder en toute franchise les questions soulevées par la participation « particulière » des femmes au politique. Plutôt que d'en occulter la forme parce qu'elle ne correspondrait sans doute pas aux ambitions que nous leur prêtions, nous nous sommes penchées sur les expériences et stratégies politiques diverses que les femmes ont déployées.

L'étude des pays plutôt périphériques des grandes démocraties occidentales, comme le Portugal et l'Espagne, des situations de crise (l'Argentine des années 70, la Pologne des années 80), mais aussi de la relative stabilité (le Québec et le Canada des années 20) permet de multiplier les points de vue. Le croisement de cas nationaux avec la thématique du féminisme et du féminin devrait déboucher sur une appréciation plus nuancée des grands problèmes qui nous préoccupent ; au-delà de la comptabilisation des votes et des postes, comment les femmes interviennent-elles dans un mouvement de démocratisation (cas de la transition espagnole), dans un groupe d'action catholique ou bénévole (cas de la *Gioventù Femminile Cattolica* italienne, des *Women's Council* d'Ottawa ou des Cercles de fermières canadiennes-françaises), à l'intérieur d'un mouvement de libération nationale (cas des Algériennes dans le FLN) ? Peut-on entrevoir des formes récurrentes de leur action au cours du 20^e siècle ?

Selon les époques, les femmes acquièrent une visibilité plus ou moins reconnue. Nul ne peut plus nier l'effet mobilisateur des guerres et des révolutions sur les populations touchées, hommes et femmes ensemble (colloque de Harvard, 1984). À cette historicité diversement interprétée, il faut ajouter les moments forts, mais particuliers, qui traduisent l'émergence d'une conscience parfaitement subjective du mouvement féministe. C'est ainsi que la lutte pour que le droit de suffrage soit accordé aux femmes obéit, au 20^e siècle, à la logique propre du mouvement d'émancipation des femmes, avec sa temporalité et son rythme particuliers. De ces premiers langages collectifs, qui apparaissent au détour d'une action ou qui sont sciemment planifiés, découle la visibilité sociale des femmes.

C'est précisément cette recherche d'une parole des femmes qui, par sa diversité, nous a conduites à l'interrogation majeure de ce volume ; en effet, mues par la volonté de comprendre les parcours originels dans leur inscription historique, nous avons choisi un thème qui devrait laisser émerger le langage social des femmes. Car, dès que les femmes ont la parole, une multitude de langues apparaissent, chacune porteuse d'espairs, d'ambitions, de styles et de manières. Cette pluralité d'attitudes nous est rapportée par des textes qui se réfèrent explicitement à un corps de savoirs étendu.

Perplexes devant une telle profusion de comportements, nous nous sommes interrogées sur celles qui nous en rapportaient l'existence. La recherche et la conceptualisation de chacune de ces études conféraient au chercheur sa propre physionomie. D'où la conscience de distinctions entre nous, et la jubilation toute nouvelle de constater qu'elle n'est plus synonyme de faiblesse ! Le cheminement est grand, depuis quinze ans, qui nous a menées du bloc compact et monolithique féministe à cette acceptation tranquille de notre engagement intellectuel.

Ainsi comment aborder le débat sur le passage de la transition à la démocratie ? Voilà un thème qui soulève toutes les passions et qui est abordé de diverses façons dans cet ouvrage. Selon qu'on est en Espagne, au Portugal ou en Argentine, l'expérience qu'elle soit militante, savante ou personnelle marque très fort l'interprétation que ces chercheurs en font.

Plus encore, le degré zéro du discours politique, celui qui touche à la narration et à la chronologie des événements, retient tout notre intérêt. On éprouve une véritable voracité à l'égard de tous ces détails qui nous semblent toujours plus révélateurs de la réalité que les grands discours si souvent menteurs... Notre préférence pour une narration collée à l'histoire, pour tout ce qui révèle des processus en cours, nous conduit à y donner une signification plus grande.

Ayant ainsi brisé le carcan des dichotomies considérées comme fondamentales (théorie/pratique, pouvoir et contre-pouvoir, infrastructure/superstructure, femmes/hommes, femmes héroïnes/femmes opprimées, femmes gagnantes/femmes perdantes), il devient plus aisé de repérer les rapports de force entre acteurs et structures sociales et les enjeux qui les animent. Bien que cette démarche pose la question essentielle d'une identification collective, même si elle est morcelée (le « nous » du groupe de femmes, des militantes...), il nous semble pourtant que le progrès soit net par rapport aux saint-simoniennes dont parle Christine Planté. Il renvoie au long cheminement du « nous collectif » enserré dans l'épopée de l'individualisme, d'un côté, et dans le grand soulèvement collectif, de l'autre.

Inséré dans le mouvement de libération des femmes, le « nous » est désormais présent dans la mentalité collective des femmes d'aujourd'hui. Il se traduit de façon éloquente par une prise en compte inédite du sujet féminin qui intervient à tous les niveaux de la société. Regroupées dans un commun projet d'émancipation, les femmes ont dès lors une identification forte sans qu'elles aient nécessairement à se poser comme alternatives dans les couples dichotomiques précités.

Et même si le projet émancipatoire reste vague, il suffit à ordonner l'action des femmes. Dès lors, ne se définissant plus seulement autour d'une revendication (le droit de vote), d'une oppression ou d'inégalités, les femmes trouvent en elles-mêmes les chemins de leur histoire. Ces différents parcours, clarifiés par la recherche et l'action féministes, deviennent des pôles de références pour toutes les femmes. Cette prise en compte du sujet féminin constitue l'affirmation nouvelle de son pouvoir. Car la différence n'est plus présentée comme une réglementation despotique des appartenances : nous/eux, nous les féministes/elles les autres femmes, nous qui combattons/elles qui subissent, nous qui ne faisons pas de compromis avec les hommes/elles qui vivent dans la complicité, la ruse, la séduction... La rapidité avec laquelle le

féminisme des années 70 a allié une politique de la différence avec la subversion sociale pèse d'un poids théorique, difficile à gérer.

La reconstruction des événements à partir de nos désirs de subversion absolue nous conduit à tracer des lignes de force dans l'histoire. Il n'est plus tellement question alors d'oubliées et d'héroïnes, mais plutôt de temps forts et de temps faibles, d'espaces ouverts et fermés, de grande participation politique et de petite intervention sociale.

* * *

Dans la présentation faite au colloque, Yolande Cohen a abordé le problème lié à la périodisation des stratégies avancées par les mouvements de femmes. À chaque époque correspond une certaine façon de s'engager, qui ouvre sur les rapports particuliers entre le champ du politique (des partis et des institutions) et celui des mouvements sociaux (de l'agitation et des contre-pouvoirs).

Dans les périodes d'effervescence, le conflit latent entre ces deux camps se cristallise et, presque toujours, sont remis en cause les rôles sexuels et la délimitation du privé et du public.

Quand vient le temps des refroidissements, c'est par l'affirmation de la différence, dans le champ du contre-pouvoir d'un social encore flou, que s'expriment les catégories minorisées par la politique.

Si l'intervention des femmes est semblable à celle des hommes dans les périodes d'effervescence (action publique et collective, militantisme), dans les périodes de refroidissement, l'accent est mis sur le mouvement lent de la reproduction, sur les effets permanents, invisibles, de l'influence sociale. Mais la révolution tranquille des phénomènes quotidiens, lents et profonds, modèle le politique jusqu'à en dénoncer le sens niveleur. Deux niveaux, d'essence radicalement différents, surgissent : d'une part, on cherche à s'intégrer à un modèle (celui de la démocratie) et, d'autre part, on le conteste rigoureusement et l'analyse politique s'en trouve complètement transformée.

Nous avons voulu explorer ces hypothèses et en avons fait l'articulation de cet ouvrage.

Dans l'époque particulièrement brillante des années qui ouvrent le siècle, on voit apparaître autant une mythologie de la femme nouvelle que les figures, encore exemplaires, de ces nouvelles femmes. La biographie ici se confond avec l'histoire sociale des modèles culturels ; à nous de comprendre les difficultés qui ont marqué les itinéraires de ces femmes à la recherche d'elles-mêmes au milieu des images de leur époque.

Nous voyons Armida Barelli, fondatrice de la Jeunesse catholique italienne, inventer une pratique d'intervention dans la grande politique tout en cherchant le soutien – phénomène inédit – auprès d'une autre femme, à la fois la vice-secrétaire du mouvement et son amie. Michela De Giorgio montre bien, au cours de son analyse des associations catholiques, comment à travers cette pratique émerge une nouvelle façon de concevoir le « nous collectif » en politique, même si le discours catholique en tisse la trame générale. Cette pratique du couple féminin militant, loin d'être typiquement italienne ou même seulement catholique, se retrouve dans des contextes laïcs tels que le *National Women Party* aux États-Unis tout au long de cette période. S'agit-il d'une réaction défensive à l'égard de l'extrême solitude créée par la vie politique ou au contraire d'une façon de vivre la politique plus intégrée à son quotidien ?

Dans le cas de cette identification aussi passionnée à leur « objet politique », il apparaît clairement que, bien qu'héroïques, ces débutantes en politique sont marquées par la difficulté d'investir le champ du politique au seul nom des femmes. Plus encore, en même temps qu'elles réalisent l'osmose entre leur mode de vie, déjà émancipé, et leur activité militante, elles se font piéger dans ce qui finit par devenir un carcan. En ce sens, ayant elles-mêmes enfanté leur propre créature politique (l'association catholique ou le parti national des femmes), elles s'identifieraient totalement à ce qui constitue un corps politique homogène. Or, c'est précisément cette entité politique, très proche du corporatisme et d'ailleurs largement revendiquée par le conservatisme catholique, qui fait déboucher l'action des jeunes femmes catholiques italiennes dans une sorte de conservatisme teinté de modernité. Cette politique de la différence radicale a fait gagner à la couche dirigeante son émancipation et une certaine reconnaissance sociale du fait féminin. Parce qu'il endossait un discours conservateur de retour aux valeurs féminines, on a fait de ce mouvement le précurseur du corporatisme fasciste. S'il est indéniable que le fascisme a repris à son compte la politique de la différence sexuelle, il n'en reste pas moins vrai que l'action de la Jeunesse catholique permet l'affirmation première des femmes en politique. Elle dévoile un mode d'appréhension du changement social inédit et encore peu élaboré.

En jouant dans les arcanes de la politique familiale et communautaire, les associations catholiques de femmes débouchent sur une appréhension du pouvoir et en remodèlent les contours. Caroline Andrew montre bien comment, à la même époque, le Conseil des organismes sociaux d'Ottawa a été à la base de l'État-providence, en préconisant l'élargissement des responsabilités de l'État dans les domaines de la santé, du bien-être et de l'éducation. Cette action concertée d'associations bénévoles s'exerce de façon particulière auprès de l'État et s'inscrit dans une redéfinition du rôle de ce dernier à l'égard de l'ensemble des citoyens. On voit bien à travers ces deux textes quelles ont pu être les stratégies déployées par les femmes pour « féminiser » la politique.

À l'instar de ces regroupements essentiellement urbains, les Cercles de fermières définissent un mode d'intervention particulier des femmes dans le monde rural québécois. L'association volontaire leur sert tout à la fois de lieu de sociabilité et de réseau d'entraide, d'instrument servant à la reconnaissance et à la valorisation de leurs savoirs et d'outil d'intervention publique. Yolande Cohen montre bien les difficultés qu'un regroupement, qui fonctionne sous le mode du consensus plutôt que du conflit, éprouve pour se définir des modalités d'action politique. Ce n'est ni au niveau du discours, alimenté abondamment par l'Église catholique, ni au niveau d'une revendication qu'il faut chercher l'originalité de ce groupe ; en fait, le Cercle de fermières permet que se développe une pratique d'autonomie relative pour ses membres. Leur regroupement en association confère aux fermières une influence nouvelle dans le milieu rural.

Si par le biais des cercles, les fermières expérimentent la formule de la démocratie à la base, elles n'envisagent pas pour autant d'articuler un discours politique en rupture avec la hiérarchisation des pouvoirs. Yolande Cohen pose la question cruciale du rapport entre les changements que les cercles impriment effectivement au monde rural et le renforcement du corporatisme canadien-français qui semble en être l'issue.

Bien que s'exerçant sur un autre registre, celui d'un pacifisme inhérent aux femmes, l'action et le rêve des pionnières de la paix poussent Micheline De Sève à s'interroger sur leurs rapports improbables. Elle soulève la question complexe du sentiment intime des militantes face à leur action. Dans l'idéal pacifiste, elle voit le mouvement potentiel des femmes vers une politisation qu'elle avait espéré être un parcours naturel dicté par la différence sexuelle, mais dont elle constate le relatif échec.

Étudiant la place reconnue aux femmes dans la lutte de libération nationale algérienne, Marie-Blanche Tahon questionne la nécessité, pour une révolution, de valoriser l'action des femmes et le rétrécissement de l'espace politique que cette valorisation peut signifier.

Critiques toutes deux à l'égard d'une marginalisation politique perçue par les militantes elles-mêmes, Micheline De Sève et Marie-Blanche Tahon s'interrogent sur ce qui les a conduites à une telle situation.

Pour Somer Brodribb, la réponse est apportée par les théoriciennes féministes qui, avec elle, critiquent durement l'État patriarcal et ses théoriciens les plus reconnus. Pour y faire suite et prendre acte, Margaret Gillett établit, à partir des propositions issues du mouvement féministe international, un éventail d'actions précises. Cet inventaire atteste qu'il existe bien des modalités concrètes d'action politique et sociale à la portée des femmes. La question est bien sûr de pouvoir les mettre en œuvre ; mais il s'agit aussi de choisir la

solution la plus efficace par rapport aux objectifs du groupe qui les porte et du contexte dans lequel elles s'exercent.

L'analyse des stratégies déployées par les groupes de femmes dans les contextes politiques nationaux donne tout son sens à leur action. L'exemple pris par trois chercheurs, de la transition à la démocratie, indique une préférence commune face à un problème national d'envergure. Elles témoignent du problème de la participation des femmes au débat politique national qui secoue leur pays. Chacune à sa manière comprend et interprète différemment ces questions.

Judith Astelarra regrette que les organisations féministes restent à l'écart du processus de démocratisation espagnol, en ne faisant pas valoir leurs capacités politiques particulières. Elle oppose ainsi les cadres féminins du parti socialiste, aptes à la gestion politique, aux groupes féministes autonomes qui acceptent difficilement la médiation de leurs savoirs politiques – séparatisme, auto-conscience, mouvements communautaires – dans l'arène politique. Cette médiation des savoirs politiques des femmes est au centre de la conceptualisation de leur participation politique.

À l'inverse, Gloria Bonder nous présente le cas des Mères de la Place de Mai comme l'événement accompagnant la chute de la dictature argentine. Les protagonistes ont, dans ce processus de transition, tenu à leur statut de mères, sans jamais revenir sur une qualification sociale dont elles n'avaient pas besoin de souligner les qualités morales.

Entre ces deux analyses de la transition démocratique apparaissent tout autant les différences nationales que les processus particuliers des modalités d'intervention politique des femmes. Plus que des stratégies divergentes (la politique égalitaire contre celle de la différence, le féminin et le féminisme), ces analyses reflètent l'intérêt des chercheurs pour la grande trame politique, tissée par l'ensemble des rapports sociaux.

Cet intérêt manifeste à sa façon les débats en cours dans les sciences sociales : histoire des mentalités et sociologie politique ; sciences économiques et anthropologie historique ; sociologie de la culture et approches biographiques. Ces analyses donnent des contours plus précis à ce qu'on entend par « macro » et « micro » étude. Le « petit » englobe la sphère privée, les rapports amicaux, les mythologies et les désirs des individus ; le « grand », les époques, les événements, les classes, les nations, les mouvements et les partis. Au centre de cette corrélation se situe l'exigence de comprendre de quelle façon concrète les individus font l'histoire et composent la société.

La féminisation accélérée de la société portugaise, due en grande partie à l'émigration des hommes seuls jusque dans les années 60, oblige à appréhender

l'histoire de cette société de plusieurs manières. Maria Belo interprète le cas portugais comme une démonstration de l'enfermement totalitaire qui se calque sur le féminin. Assimilant la dictature de Salazar tour à tour à celle d'une ménagère économe, d'une mère abusive et répressive, Maria Belo s'interroge sur le rapport entre cet aspect du pouvoir et l'image de la femme portugaise, seule à gérer l'économie domestique et familiale. La marginalisation économique du Portugal transparaît aussi bien dans les grandes affaires du pays que dans les choses de la vie quotidienne, conférant ainsi au symbole féminin une place reconnue dans l'accomplissement de l'histoire nationale. Cette reconnaissance soulève la question épineuse de l'association du féminin à l'autarcie en matière économique et à l'enfermement en matière politique.

Ce constat appelle pourtant des nuances. Le vécu social des femmes renvoie comme un miroir déformant l'image du pouvoir de Salazar. Ce dernier, incarnant au niveau national la politique d'une famille fermée sur elle-même, reproduit et amplifie le modèle de gestion du privé établi par les Portugaises. Ces femmes, qui racontent à Maria Belo leur vie, ont beaucoup de fierté à gérer leur famille et leur travail en l'absence de leur mari. S'agit-il pour autant d'une émancipation ? En quoi surtout peut-elle être bénéfique aux femmes elles-mêmes et au reste de la société ?

À cette étape-ci du raisonnement, il nous faut ajouter qu'un tel questionnement ne prend son sens que dans le contexte d'une appréciation des rapports politiques globaux. Le Portugal de cette époque illustre le cas fréquent d'une société où rien ne bouge en apparence, où même les rapports privés obéissent à des codes extrêmement rigides, caractéristiques des « sociétés froides ». À l'examen plus minutieux, les rapports entre les sexes évoluent pourtant : certaines femmes vont jusqu'à devenir députées du gouvernement salazariste.

Il s'agit alors pour nous de reconnaître cette forme d'émancipation, plutôt répandue au 20^e siècle, qui se développe dans un cadre répressif. Articulant souvent une forme de pouvoir totalisant, ces femmes nous sont présentées comme une simple version féminine des politiques réactionnaires ; et, bien qu'occupant des places secondes dans la hiérarchie politique, elles subissent le même opprobre. Il serait en effet aisé d'en faire les ancêtres des Madame Thatcher et d'ignorer les difficultés qu'elles ont eues à surmonter pour y parvenir. Elles ont vaincu les alibis, les apparences, les justifications, bref tout le « naturel social », sans nous rendre manifestes ni l'échange ni le contrat sur lesquels reposent leur démarche vers une émancipation imitative. Outre l'aspect de pionnières des femmes dans l'arène politique que nous devons leur reconnaître en propre, n'oublions pas qu'elles se sont hissées à cette place au nom des femmes et pour défendre leur cause. En conséquence, l'arène politique leur devient un espace familial ; mais c'est un lieu où les pouvoirs sont nettement identifiés et dans lequel elles s'assignent des limites, celles

précisément qui leur sont dictées par la représentation sociale de la différence sexuelle. En ce sens, les parcours politiques de ces femmes suivent des cheminements émancipatoires différents qui s'arrêtent tous aux seuils inférieurs de la hiérarchie politique. Ayant payé leur tribut à la vieille politique, en restant à leur place – le corporatisme et la hiérarchie – alors même qu'elles définissaient les contours d'une vision de la société qui tiendrait compte des femmes, ces femmes, ni héroïnes ni martyres, ont ouvert une brèche importante dans l'univers politique. Pourquoi ne l'ont-elles pas élargie ?

Les raisons de leurs blocages, quand on les cherche, tiennent plus à un phénomène de distanciation complexe que ces femmes ont entretenu à l'égard du politique qu'à leur exclusion des postes décisionnels. Vu leur situation en Italie, au Portugal et même au Canada, ces femmes dirigeantes de grandes associations et élues députées ne briguent pas nécessairement les postes qui pourraient leur échoir. Plus qu'un discours hostile, la politique ne leur offre aucun des réconforts qu'elles trouvent ailleurs dans leurs organisations, leurs regroupements, leurs familles. Caroline Andrew montre bien comment les militantes bénévoles du Conseil des organismes sociaux à Ottawa construisent leur pouvoir autour de l'action collective, antinomique à leurs yeux à l'émergence de chefs, de leaders, de vedettes. L'argument de l'aridité de la politique revient sans cesse pour expliquer le retrait de ces militantes reconnues des paliers supérieurs du pouvoir. Partagé aussi bien par celles qui revendiquent la séparation des sphères entre hommes et femmes, public/privé, que par les militantes appelant à la réalisation de l'égalité politique, ce discours de défiance à l'égard du monde politique et quasi unanime chez les femmes les plus engagées a de quoi surprendre.

On le retrouve à un autre niveau d'élaboration en Pologne. On peut se demander si la question de l'égalité n'est pas liée intrinsèquement au type d'État dont la démocratie libérale s'est dotée. Ainsi R. Siemienska montre bien comment les Polonaises placent au premier plan de leurs préoccupations la réussite de leur vie familiale. Elle suggère de comprendre la place des femmes dans la société polonaise à partir d'une structuration en termes de « groupes primaires » plutôt qu'en termes d'individus.

Ces niveaux de discours, bien qu'établis sur des prémisses différentes, révèlent une réflexion des femmes sur le pouvoir. En analysant leurs actions, on découvre 1) que leur invisibilité vient surtout du manque d'études qui leur sont consacrées ; 2) qu'elles ont néanmoins établi une réalité sociale féminine ; 3) qu'elles ont développé des stratégies particulières pour y parvenir. Ayant ainsi affirmé l'existence sociale et politique du sujet féminin, il nous faut lui reconnaître un pouvoir, celui-là même dont ces recherches témoignent. Ce qui laisse ouverte la question de la nature de ce pouvoir. La subversion politique préconisée par le féminisme ne serait-elle qu'une utopie ?

Entre l'émancipation et la libération, ne peut-il y avoir de place que pour l'altérité ? Altérité invariablement avancée autant par celles qui préconisent un « rattrapage » pour aboutir à l'égalité avec les hommes, que par celles qui entendent se camper dans leur différence.

Au niveau du politique, force est de constater que les brèches ouvertes par les mouvements féministes émancipateurs ne se sont pas transformées en places fortes pour les femmes. Comment, en effet, interpréter que le féminisme n'ait, nulle part, produit de cadres politiques nationaux ? Pourquoi n'arrive-t-on pas à s'identifier à un modèle de femme politique ? En bref, à quoi attribuer le fait qu'il n'existe apparemment pas de voie originale des féministes dans la politique ? Ou qu'il y ait des femmes au pouvoir mais pas nécessairement de pouvoir aux femmes ? Bien que ces questions aient toute leur place, il serait néanmoins erroné de les poser dans le cadre étroit et fermé du court terme.

Comme tout mouvement social émergent, le féminisme passe par des expériences diverses qu'il serait prématuré de caractériser en termes moralisants de victoires ou d'échecs.

La présence d'une vision essentiellement contestataire, égalitaire et communautaire des groupes féministes a interdit l'émergence d'une hiérarchie, sinon de chefs, et d'une bureaucratie nécessaires à l'accomplissement des tâches politiciennes. En dehors de certaines expériences, rapidement avortées, de partis de femmes, le mouvement spontané, l'association volontaire, le club sont les formes privilégiées d'action féministe en Occident durant ces vingt dernières années.

En outre, la peur d'introduire des différences entre femmes (de classe, d'ethnie, d'âge, de religion ...) nous a empêchées d'investir le champ théorique de l'inégalité. Ce qui nous a conduites à souligner les aspects complémentaires de nos actions.

En revanche, une des voies ouvertes par ces pratiques fut la conceptualisation de notre différence qui s'articule désormais autour du genre féminin (*gender*) et qui débouche sur une interrogation radicale des rapports hommes/femmes.

Constituant un corps de références commun, ces savoirs nous font cheminer dans les complexités des voies tracées par diverses expériences de femmes dans la politique. On nommera ces pratiques des stratégies, des tactiques, des résistances, des négociations qui, toutes, prennent forme et valeur dans la construction nouvelle de l'environnement politique. Elles enrichissent d'autant de nuances la compréhension que nous avons du monde. L'espace du politique s'en est effectivement trouvé changé.

Une autre question est celle de savoir ce qu'il advient des espaces politiques dégagés par l'intervention des femmes ? On a vu des femmes occuper des postes dans leurs partis et être élues partout en Occident ; elles ne sont pas toujours issues des mouvements de femmes, encore moins du féminisme, bien qu'en général, elles en reconnaissent l'impact. L'image qu'elles renvoient ne parvient pas à s'imposer comme un modèle séduisant, ni pour les femmes qui ne votent pas nécessairement pour elles, ni pour les féministes qui n'en font pas leur référence.

Tout se passe comme si les femmes agissaient pour un bien collectif dont on n'arrive pas à apprécier la valeur. Ce phénomène, valable aussi pour les hommes en politique – l'ingratitude de ce monde a été souvent signalée – prend tout son relief quand on sait le sort envié réservé aux autres héroïnes. On se tourne plus facilement sur le passé de certaines femmes politiques, rendu glorieux par les nombreuses biographies qui leur sont consacrées. Leur initiative nous parvient chargée de toutes leurs passions et de leurs difficultés, nous les rendant ainsi parfaitement mythiques. Et plus près de nous, celles qui retiennent notre attention, vivifient notre imagination, sont des poétesses, des romancières, les chantres modernes de notre libération. La vie exemplaire et l'œuvre de Simone de Beauvoir en témoignent éloquemment.

Dès lors, l'intention clairement affirmée par les politiciennes d'investir le champ du pouvoir trouve sa réalisation dans le combat égalitaire. Paradoxale pour un mouvement contestataire, cette insertion institutionnelle n'ouvre pas les perspectives entrevues. Les parcours des femmes politiques, semés d'embûches et de difficultés, ne sont pas légions. Ils dessinent une forme de pouvoir mineur pour celles qui l'exercent. Plus, ils augmentent le dualisme que ces femmes voulaient abolir : il est aujourd'hui encore pratiquement impossible pour une politicienne de faire valoir son désir d'être une femme et d'exercer son métier. Elle a toujours à concilier l'inconciliable, le féminin et le politique. Surtout, elle se présente comme ayant anéanti la distance entre les deux : elle intègre les modes de fonctionnement politique traditionnels comme si elle pouvait faire de la politique comme les hommes tout en se définissant comme femme. Mais pouvait-elle faire autrement et quoi ?

La critique féministe à cet égard relaye la critique formelle du pouvoir politique ; marqué d'un romantisme révolutionnaire inassouvi par les pratiques politiciennes, le féminisme de la différence s'apparente à l'utopie qui semble ne jamais pouvoir se réaliser mais qui, par sa force critique, modèle des comportements alternatifs. Élisabeth Badinter nous en fait percevoir certains aspects.

Ainsi ne doit-on pas reconnaître l'investissement croissant des femmes dans la politique comme un des effets les plus immédiats de l'action féministe combinée au développement de l'égalitarisme démocratique ? La visibilité des

femmes en politique s'en est trouvée largement améliorée et les revendications inscrites au catalogue du féminisme émancipatoire, prises en compte. La réduction des inégalités (action positive) entre hommes et femmes en est le résultat tangible. L'universalité du discours politique a été brisée par la seule présence de ces politiciennes. Les hommes qui se parlaient entre eux – la plupart du temps dans un langage militaire – sont désormais accompagnés par des femmes. Pourtant, cette cassure dans l'universalisme politicien déjà bien ébréché ne s'est pas accompagnée de l'invention d'un autre langage ni d'une autre utopie. Il nous revient la tâche urgente d'en faire la conceptualisation, car toute transformation sociale ne peut se faire sans sa conceptualisation.

Une chose est sûre, le Mouvement de libération des femmes a profondément transformé la réalité sociale et politique. À côté de ce fait incontournable, le féminisme bute sur les solutions qu'il doit désormais préconiser. Dans ce contexte, l'univers politique s'élargit forcément aux nouveaux modes d'intervention sociale et doit en rendre compte.

La perspective d'élaborer les utopies, mais aussi de développer des stratégies qui nous mènent à la libération des femmes, timidement amorcée par le féminisme émancipateur, reste pleinement ouverte.

PREMIÈRE PARTIE

EN PÉRIODES

D'EFFERVESCENCE

[Retour à la table des matières](#)

Première partie :
en périodes d'effervescence

1

Le cas polonais en perspective

Renata Siemienska *

[Retour à la table des matières](#)

L'absence d'un mouvement féministe en Pologne actuellement doit-il être considéré comme un signe du manque d'intérêt et d'engagement politique des femmes ? Pour expliquer la faible participation des femmes à la politique, on invoque habituellement des facteurs biologiques, socio-politiques, contextuels et structurels ¹. Cette classification apparaît très incomplète.

D'abord, elle ne tient pas compte de la complexité des éléments internes et de leurs interactions ni, ensuite, du fait que le sexe n'est qu'un des nombreux éléments de différenciation de la société. Ni les hommes ni les femmes ne forment des groupes homogènes du point de vue de leurs intérêts. Les différences de classe, d'ethnie, de religion, les régionalismes, etc. ² diversifient beaucoup plus les opinions, les attentes et les intérêts ; si bien que les membres des deux sexes appartenant à ces groupes sont plus proches les uns des autres que les membres du même sexe appartenant à des groupes différents. De plus, les conditions de développement de la conscience collective des femmes peuvent être déterminées par le système général des rapports dans la société et par la dynamique des changements qui s'y opèrent. Elles peuvent favoriser ou

* Adaptation française par Marie-Blanche Tahon et Yolande Cohen.

¹ Voir S. Welch, "Women as Political Animals ? A Test of Some Explanations for Male-Female Political Participation Differences", *American Journal of Political Science*, 21, 711-730 et Nancy Kingsbury, "Women and Politics : A Cross-Cultural View", conférence, 11^e Congrès interdisciplinaire international des femmes, Gronigen, Pays-Bas, 17-21 avril 1984.

² Voir John Robinson, J. Rusk et K. B. Head, *Measures of Political Attitude*, Ann Arbor, ISR, 1973.

non la formation de la conscience féminine et l'apparition spontanée de groupes féminins plus ou moins organisés.

GENÈSE D'UN MOUVEMENT

La discrimination sociale et politique des femmes, bien qu'elle se manifeste dans toutes les sociétés, revêt différentes formes. Il n'y a pas de corrélation univoque entre la situation objective et le degré de conscience des femmes face à l'état de choses existant et à leur volonté de s'organiser. Les organisations féminines se donnant pour tâche de défendre les droits de la femme et l'amélioration de sa condition peuvent exister avec un nombre même restreint de femmes conscientes de la spécificité de leurs intérêts. Par ailleurs, dans une société donnée, il peut exister des organisations féminines qui mobilisent les femmes pour accomplir des tâches jugées socialement importantes par les autorités mais pas toujours conformes aux attentes des femmes.

Les tentatives de création de mouvements féminins visant à changer le statut des femmes et à exercer une influence sur les décisions qui les concernent dépendent non seulement de la fréquence et de l'intensité de la perception de l'inégalité entre les sexes, mais aussi du fait que cette perception devient un facteur assez fort pour insuffler une volonté collective de changement. Les conditions subjectives favorisant la formation de groupes organisés sont au moins au nombre de quatre : le problème donné doit être jugé important en comparaison d'autres problèmes non résolus ou résolus de façon non satisfaisante ; la probabilité que l'action soit couronnée de succès dans le cadre d'un système défini ; le degré d'intégration des femmes dans un groupe assez nombreux pour en faire un groupe de pression uni par des intérêts communs ; la présence de certains groupes de femmes qui considèrent que la réalisation de leurs revendications implique de nouvelles institutions et des réformes du système en place.

La naissance d'un groupe organisé, qui puisse être reconnu par les institutions et obtenir que soient prises des décisions conformes à ses intérêts, suppose un certain pluralisme et un niveau de tolérance face aux déviations des principes qui règlent son équilibre.

On analysera ici les différents facteurs qui déterminent l'intérêt des femmes pour l'amélioration de leur condition ; on envisagera des moyens proposés pour accroître leur participation politique. Les attentes et les comportements doivent être pris en considération en tenant compte du mode actuel de fonctionnement du système, notamment des conditions objectives des différents groupes considérés en tant que sous-systèmes et de leurs interrelations ; du fonctionnement du système en tant qu'entité, soit la perception de la position des différents groupes par ces sous-systèmes sociaux à l'intérieur de la

structure totale ; enfin, des systèmes de valeurs, des modèles d'activité et des traditions historiquement établies, considérés en termes de comportements sociaux. Cette grille devrait permettre de mieux saisir la situation des femmes polonaises dans les années 80. Avant d'aborder le cœur du sujet, il est nécessaire de procéder à un très rapide rappel du contexte historique polonais.

CONTEXTE HISTORIQUE

De la fin du 18^e siècle à 1918, la Pologne a été successivement annexée par la Prusse, la Russie et l'Autriche-Hongrie, ce qui a pratiquement signifié l'exclusion des Polonais et bien sûr des Polonaises de la gestion des affaires publiques. Cette période est marquée par des luttes et des insurrections pour recouvrer la souveraineté nationale sous l'égide des propriétaires fonciers et de la noblesse car la bourgeoisie n'y est guère développée.

Plusieurs organisations féminines clandestines sont créées à cette fin. Elles revendiquent aussi le droit à l'instruction, au travail professionnel et les droits politiques pour les femmes. Ces revendications sont largement subordonnées à celle de l'indépendance nationale. Les femmes ont joué un rôle important dans le processus de socialisation politique étant donné, d'une part, l'absence des hommes, morts lors des soulèvements, déportés ou encore dans la clandestinité, et, d'autre part, la répression exercée par les États annexionnistes sur la nation polonaise : ce qui a valorisé la structure familiale, d'une part, et la conscience nationale (pas nécessairement étatique), d'autre part.

Les femmes polonaises obtiennent le droit de vote en 1918, lors de la fondation de l'État polonais, et les constitutions de 1921 et de 1935 leur reconnaissent des droits politiques et professionnels égaux à ceux des hommes, même si les dispositions des codes civils restent empreintes d'une inégalité entre les sexes.

Avec la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la Pologne connaît des changements socio-économiques et politiques majeurs. La socialisation des moyens de production et le changement du mode de gestion en un système hautement centralisé amènent les citoyens à considérer l'État comme le responsable des succès et des échecs de sa politique. Cette période est également marquée par l'industrialisation rapide d'un pays autrefois plutôt agricole. La promotion de l'égalité des droits entre les sexes au niveau de l'emploi telle que préconisée par l'idéologie officielle et les conditions de vie précaires incitent les femmes à travailler à l'extérieur du foyer. Leur niveau d'instruction, généralement bas, les amène à devenir des ouvrières non qualifiées. Toutefois, la promotion de l'instruction, en particulier pour la jeunesse ouvrière et paysanne, donne le sentiment, au début des années 50, d'un avancement social possible.

Que l'État soit pourvoyeur de privilèges et de droits amène les citoyens à le rendre responsable de la non-réalisation des engagements pris ou du manque de prérogatives satisfaisantes. L'évaluation du degré de réalisation par l'État du principe de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes est dès lors faite en fonction de la manière dont il s'acquitte de ses autres engagements. Que l'égalité entre les sexes ne soit pas pleinement respectée peut sembler secondaire par rapport à d'autres questions mal résolues comme la construction de logements, l'assistance aux personnes du troisième âge ou l'instruction. Par ailleurs, il ressort des nombreuses enquêtes sociologiques¹ que la famille se situe au premier rang des préoccupations des Polonais et des Polonaises.

Le modèle familial qui retient les suffrages est celui où la répartition traditionnelle des rôles entre la femme (enfants et ménage) et l'homme (gagne-pain) est respectée ; on valorise également les loisirs pris ensemble, avec les membres de la famille ; une importance très grande est accordée à l'équipement de la maison, ce qui a pour conséquence de limiter les dépenses non domestiques (excursions, voyages, habillement, etc.) ; en même temps, on assiste à la dévalorisation du rôle autoritaire du père ou des parents au profit de la libre expression des enfants. La répartition traditionnelle des rôles sexuels dans la famille et son rôle prépondérant sont incontestablement renforcés par l'influence des modèles diffusés par l'Église catholique, puissante en Pologne. L'importance accordée à la réussite de la vie familiale, et la conviction que les difficultés à satisfaire les besoins matériels et non matériels de la famille sont imputables à l'État, ont pour effet que ces difficultés mêmes jouent un rôle intégrateur des membres de la famille autour de buts communs.

CHEMINEMENT VERS SOLIDARITÉ

Comme le montre l'histoire des différentes communautés nationales, les événements concernant toute la société et les différentes crises ont une influence primordiale sur l'activité des femmes au sein de leur famille et de la société. Les crises peuvent avoir une influence stimulante sur les femmes en les amenant à devenir plus actives en dehors de leur foyer. Il faut toutefois nuancer selon le type de crise². Les crises de nature politique (guerre, crise politique interne) poussent les femmes à s'impliquer politiquement et, en cas de guerre, professionnellement. En revanche, les crises économiques sont souvent liées à une baisse de l'activité des femmes. La crise en Pologne, au début des années 80 – crise économique mais également politique, sociale et morale –, a entraîné, en août 80, la revendication de prérogatives plus larges pour les

¹ A. Jasinska et R. Siemienska, 1981.

² Voir Jean Lipman-Blumen, 1973.

femmes. Avant de les caractériser, et afin de mieux comprendre leur nature, il convient de décrire le type d'engagement politique des femmes et leurs organisations dans la période qui a précédé la crise.

Les problèmes des femmes – en plus de constituer un fragment de la politique générale du parti dirigeant, le Parti ouvrier unifié polonais, et de ses formations alliées, le Parti paysan unifié et le Parti démocrate – concernent les organisations féminines : la Ligue des femmes et les Cercles des ménagères rurales dont les actions sont coordonnées par le Conseil national des femmes ¹. Ces organisations ont pour but de faciliter les processus d'adaptation des femmes à la politique socio-économique réalisée par l'État, en les aidant à s'initier aux nouveaux types d'activité conformes à cette politique (éducation, adaptation au travail professionnel, organisation rationnelle du ménage, etc.). Lors d'une conférence organisée à l'occasion du cinquantième anniversaire du mouvement féminin, une des conférencières caractérisait ainsi l'évolution de la Ligue des Femmes : jusqu'en 1957, elle s'occupait principalement des problèmes de nature politique et sociale ; depuis, après la crise politique de 1956, une restructuration du programme a eu lieu afin de mettre l'accent sur les problèmes de la vie quotidienne des femmes ².

Les organisations féminines doivent également représenter les intérêts des femmes à côté des organisations politiques, des syndicats et des canaux administratifs. Mais lorsque ces canaux s'avèrent inefficaces, les femmes interviennent elles-mêmes par d'autres moyens de pression. C'est le cas, par exemple, de la grève des infirmières (profession quasi exclusivement féminine en Pologne) de 1963 pour une augmentation des salaires ³.

En 1970, la hausse sensible des prix des aliments provoque une vague de grèves, au déroulement parfois dramatique. Toutefois, deux mois après cette hausse, que l'équipe politique inchangée voulait maintenir, les ouvrières de Lodz, le plus grand centre textile du pays, déclenchent la grève. Les autorités ont jugé ce fait très significatif du développement de la situation socio-politique du pays, estimant que la grève des ouvrières témoignait de la profonde déception de la classe ouvrière. C'est cette grève qui a finalement forcé l'annulation de la hausse des prix. Cet exemple, ajouté à une précédente grève des infirmières en 1963, atteste qu'il s'agit d'actions engagées par des femmes. Mais, bien qu'elles les aient organisées elles-mêmes et qu'elles aient été seules à participer à ces mouvements de contestation, ces femmes

¹ Renata Siemienska, 1983.

² Voir C. Blonska, *The Fifty Years of Feminist Movement*, Rzeszow, 1960.

³ Voir M. Sokdowska, "Women in Decision – Making Elites : The Case of Poland", C. Epstein et R. Coser, *Access to Power : Cross-National Studies of Women and Elites*, George Allen Unwin, 1981.

inscrivaient leurs actions à l'intérieur d'inquiétudes beaucoup plus larges partagées par l'ensemble de la société.

Au milieu des années 70 apparaissent déjà les premiers symptômes de la crise qui va s'aggravant. Une nouvelle tentative de hausse des prix se heurte à la réaction immédiate des ouvriers dans certaines villes. Cette fois, ce sont les hommes seuls qui y participent. La décision est une nouvelle fois annulée sous prétexte qu'elle a été appliquée sans consultation préalable. Commencent alors à se constituer des organisations illégales qui réagissent au manque de réformes susceptibles de faire face à l'état de crise grandissant, et à la répression qui touche les ouvriers qui ont participé aux événements de 1976. Elles tentent de pallier l'inefficacité des canaux de transmission entre le pouvoir et la population. Dans ces organisations – par exemple, le Comité de défense des ouvriers (KOR), la Confédération de la Pologne indépendante (KPN) –, les hommes dominent nettement ; les femmes qui y participent ne représentent aucun point de vue spécifiquement féminin et ne réclament pas davantage de droits pour les femmes.

LA PLACE DES FEMMES ET DE LEURS REVENDICATIONS DANS *SOLIDARITÉ*

Le déclenchement de la grève aux chantiers de Gdansk, le 14 août 1980, qui joua un rôle historique, est notamment motivée par la demande de réintégration d'une femme, Anna Walentynowicz, opératrice de monte-charge, qui avait été limogée en raison de ses activités dans les syndicats illégaux. Cette demande est assortie d'une série de revendications d'ordre économique, qui deviendront de plus en plus nombreuses, dont celle de créer de nouveaux syndicats autonomes. Il faut souligner qu'Anna Walentynowicz ne symbolise pas ici une femme discriminée mais une travailleuse dont l'activité socio-politique a été réprimée par les autorités durant les années 70. À ce moment, les femmes s'engagent relativement moins que les hommes dans les grèves, mais elles leur apportent leur soutien.

Toutefois, on compte des femmes parmi les conseillers des comités de grèves sur le littoral. Elles participent aux grèves organisées par la suite, et contribuent à la création de cellules du nouveau syndicat Solidarité et d'autres syndicats autonomes. Elles représentent près de la moitié des effectifs de Solidarité. Elles jouent un rôle important mais essentiellement en tant que force de soutien. Les revendications concernant directement et uniquement les femmes dans les accords de Gdansk et de Szczecin, signés par les comités de grève interentreprises et les autorités en août et septembre 1980, sont les suivantes : 1) « instituer un congé payé de maternité de trois ans ». Le comité de grève interentreprises propose le versement d'une allocation égale au

montant du salaire intégral pendant la première année et à 50 % pendant la deuxième année ; 2) « assurer le nombre de places nécessaires dans les crèches et les maternelles aux enfants de travailleuses ¹ ». Sont également réclamées la hausse des salaires de toutes les infirmières et la possibilité pour les infirmières célibataires d'obtenir un logement. La satisfaction des deux premières revendications devait fournir aux femmes de meilleures conditions pour l'accomplissement de leurs rôles traditionnels, alors que les deux autres se rapportaient à un groupe professionnel composé essentiellement de femmes.

Ces accords ne renferment aucune mesure particulière pour favoriser une participation plus grande des femmes aux décisions politiques ou dans les établissements de travail. Les revendications relatives à ces questions parlent de manière générale d'accroître l'influence des citoyens. Dans le contexte des valeurs et du rôle qu'y joue la famille, tel que décrit précédemment, il n'est guère étonnant que « la question féminine » ait connu un tel sort. Il faut aussi souligner que ces grèves ont été organisées, abstraction faite des conseillers, par des ouvriers qui se prononcent le plus souvent pour le modèle de famille traditionnel. Ils réclamaient une amélioration de leurs conditions de vie telle que leurs femmes puissent rester à la maison. Plusieurs enquêtes rapportent que les opinions des femmes et des hommes sont largement convergentes sur cette question ².

Bien que les femmes forment près de la moitié des membres de Solidarité – leur représentation y est donc deux fois plus importante que dans les organisations politiques –, elles ne sont que rarement élues aux instances de décision. Aucune femme ne figure du côté des autorités parmi les signataires des accords de Gdansk ; et du côté du comité de grève interentreprises, on compte deux femmes (dont Walentynowicz) et seize hommes. À Szczecin, aucune femme n'est signataire de l'accord. Il est vrai que la composition des groupes de signataires a été le plus souvent fortuite, au fil du développement de la situation. Les élections des délégués au premier congrès national de Solidarité (septembre et décembre 1981), qui se sont déroulées au printemps 1981, n'ont envoyé que 7 % de femmes, soit 63 femmes ; dans 16 régions électorales sur 41, aucune femme n'a été désignée ³. Dans les instances élues au congrès, moins de femmes encore : une sur dix-neuf membres à la présidence, une aussi sur quatre-vingt-deux à la commission nationale et trois sur vingt et un à la commission de révision. Walentynowicz ne fut pas réélue ⁴. Or, dans le cas de la sélection des délégués et de l'élection de nouvelles instances, il est beaucoup plus difficile de parler de hasard ; il faut chercher plus profondément les motifs de cette absence.

¹ Voir le protocole des accords de Gdansk, 1981, p. 7-8.

² Renata Siemienska, 1981.

³ Voir *Solidarnosc*, n° 26, 25-9-1981.

⁴ Voir *Solidarnosc*, n° 30, 23-10-1981.

LA PRÉSENCE DES FEMMES DANS L'ARÈNE POLITIQUE

De l'analyse de l'hebdomadaire *Solidarnosc*, qui paraît du début avril 1981 jusqu'à la proclamation de l'état de siège, le 13 décembre 1981, il ressort que les questions féminines y étaient traitées incidemment, alors que les journalistes étaient surtout des femmes. On trouve trace d'un débat sur les allocations aux jeunes mères afin de leur permettre de rester au foyer. L'auteur d'un article écrit : « Des millions de femmes qui élèvent leurs enfants en bas âge quitteraient leur poste de travail avec soulagement. Des nombreux avantages sociaux d'une telle solution, il faut souligner la libération de postes pour les hommes licenciés en raison de la réforme économique. Le problème est de savoir quel sera le montant des versements des allocations de maternité et leur durée ¹. »

Les questions féminines sont aussi abordées dans l'entrevue avec une femme membre de la commission nationale de Solidarité qui signale qu'au syndicat, peu d'attention est accordée aux problèmes de la famille. Elle pense qu'une plus grande participation des femmes aux organismes de direction du syndicat changerait peut-être le style des débats, y compris sur « les grands problèmes ». Elle considère néanmoins que l'absence des femmes est imputable non pas au fait qu'elles seraient écartées par les hommes, mais à leur déception face à la politique et à leur refus d'y participer activement ². Un autre texte « féminin » présente aussi sous forme d'entrevue la biographie d'Anna Walentynowicz. Après avoir milité dans une organisation de jeunesse, à la Ligue des femmes et dans les syndicats, elle change d'orientation politique parce qu'elle est déçue des effets médiocres de leurs activités et collabore avec des organisations illégales. Dans sa vie privée, elle est veuve et a un fils qu'elle aime beaucoup. Ses relations avec ses proches sont, pour elle, aussi importantes que son engagement politique. Le portrait qui illustre le texte est celui d'une femme simple, attachée à sa famille. Cette façon de voir le rôle de la femme dans la société correspond à l'esprit des revendications formulées dans les accords de 1980.

La faiblesse sinon la baisse de la représentation des femmes dans des instances de pouvoir ne sont pas propres à Solidarité. Lors du IX^e congrès extraordinaire du Parti ouvrier unifié polonais (POUP), en juillet 1981, les femmes se retrouvèrent deux fois moins nombreuses que du temps où la règle reposait sur le principe de la participation proportionnelle des délégués, y compris selon l'appartenance de sexe. Une femme, membre de Solidarité, fut

¹ Maga Rya, « Zamiast zasilkow dia bez robotnych », *Solidarnosc*, n° 16, 17 juillet 1981.

² *Solidarnosc*, 29 mai 1981.

élue, pour la première fois, au bureau politique. À l'automne, elle quitte Solidarité en expliquant que les buts et les méthodes de cette organisation sont devenus incompatibles avec ceux qui furent formulés lors de sa fondation. Une autre illustration du processus de diminution du nombre de femmes dans la vie politique est également observable dans les représentations locales tant dans les comités du POUP que dans les organes administratifs et parmi les cadres de la production.

L'idée d'une organisation féministe, lancée à ce moment par des étudiantes de Varsovie, ne suscite guère d'intérêt. Les ouvrières, aux prises avec des difficultés de plus en plus grandes de gérer leur ménage dans la situation de crise économique croissante, rejettent l'idée de devoir s'engager dans une activité supplémentaire, d'autant que nombre d'entre elles sont déjà membres de Solidarité. Quant aux femmes qui ont réussi professionnellement, qui parviennent à rivaliser avec les hommes, elles ne voient pas l'intérêt de s'engager dans un mouvement de discriminées. Ainsi, même dans un climat favorable à la création de toutes sortes d'organisations, en tant que formes institutionnalisées de défense d'intérêts, il n'y eut pas d'organisation féministe.

Malgré la participation massive des femmes, les événements orageux du début des années 80 ont apporté une diminution du nombre de leurs représentantes parmi les militants et les cadres supérieurs. L'absence d'une représentation numérique garantie aux élections – même si antérieurement le nombre de candidatures réservé aux femmes était inférieur au nombre de membres féminins du parti – a fait qu'elles furent encore plus rarement élues. En même temps, on assiste à un changement idéologique à l'égard de la famille et du rôle assigné aux femmes. Bien que les préférences du modèle traditionnel de la famille aient toujours été relativement fortes au sein de la société polonaise, le début des années 80 se caractérise par une tendance au retour à ce modèle. Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène.

L'amélioration systématique des conditions matérielles, surtout dans la première moitié des années 70, pouvait inciter les époux à se poser la question de la nécessité du travail rémunéré des deux partenaires, du moins tant que les enfants étaient en bas âge. La propagande de la fin des années 70, confortée par les prévisions démographiques – d'ailleurs erronées –, a stimulé la hausse de la natalité. L'intensification des mécanismes d'aliénation, consécutifs à la déstabilisation économique, politique et morale, a provoqué une tendance encore plus forte qu'auparavant à rechercher dans la famille le micro-milieu apte à assurer un soutien émotionnel. La dégradation de certains modèles moraux traditionnels, la recrudescence de la corruption ont incité à rechercher un appui moral dans la famille. Les influences croissantes de l'Église catholique romaine, vue traditionnellement en Pologne non seulement comme une institution religieuse mais aussi comme une institution de sauvegarde des traditions nationales, ont rejoint, dans ce cas, la propagande de l'État. Il va sans

dire que l'Église attache une importance capitale à la famille en tant que cellule fondamentale de la vie sociale.

Il faut aussi ajouter que l'inflation, très élevée au début des années 80, et l'effondrement du marché des biens de consommation par suite de la crise économique, bouchant toute perspective de satisfaction des besoins matériels, n'encouragèrent guère les travailleuses à se dépenser au travail.

Devant une telle situation, l'institution d'un congé payé de maternité de trois ans en 1981, tel que ratifié par les accords de Gdansk en 1980, amena un grand nombre de femmes chargées d'enfants en bas âge à interrompre leur travail professionnel (avec la garantie de pouvoir reprendre leur poste après ce délai). Le départ de ces jeunes femmes a provoqué un vide sur le marché du travail, vivement ressenti dans les secteurs de l'économie traditionnellement féminins. Au début des années 80, l'attention de la majorité de la population est centrée sur le genre de réformes économiques et politiques souhaitées et les modalités de leur mise en œuvre, sur l'intégration nationale et sur la détérioration des conditions de vie ; si bien que les autres problèmes – y compris l'inégalité de la position sociale des femmes par rapport à celle des hommes – apparaissent peu importants sinon susceptibles de diviser artificiellement la société dans un des moments critiques de la nation.

L'ensemble de ces facteurs, qui tendent à réduire l'activité politique des femmes, est le résultat des conditions et du caractère de la crise polonaise du début des années 80. Il convient cependant de rappeler l'influence non négligeable de facteurs maintes fois décrits par ailleurs : la socialisation diversifiée des filles et des garçons, les stéréotypes relatifs aux prédispositions différentes des deux sexes, etc., constituent une des sources de la moins grande activité des femmes, de leurs difficultés d'avancement dans les canaux institutionnalisés et dans les mouvements de masse au développement rapide.

CONCLUSION

Cette analyse de la participation des femmes à la vie politique et aux mouvements sociaux montre que les processus de mobilisation des femmes sont extrêmement compliqués et connaissent un déroulement spécifique selon les pays, en raison de la configuration différente des facteurs qui les déterminent et de leur dynamique différente. L'analyse du cas polonais illustre que les processus de mobilisation et d'émancipation de la femme n'ont pas un caractère linéaire, bien qu'ils s'éloignent systématiquement du modèle de dépendance traditionnelle vers un modèle postulé de liberté et d'égalité des devoirs et des privilèges des hommes et des femmes dans la société. Le développement des processus d'implication politique des femmes polonaises

est conditionné, dans une large mesure, par les méandres de l'histoire nationale et la hiérarchisation des problèmes telle que perçue par la société.

La stabilisation économique et politique, la diminution de la mobilité sociale et géographique, ainsi que le niveau d'instruction toujours plus élevé chez les femmes pourront sans doute, dans l'avenir, modifier et accroître l'intérêt des femmes pour la question de l'égalité des droits entre les sexes, en espérant que d'ici là les autres problèmes sociaux auront été solutionnés d'une manière satisfaisante.

Bibliographie

EPSTEIN, C.-F. et R.-L. COSER. *Access to Power : Cross National Studies of Women and Elites*, London, George Allen & Unwin, 1981.

HULEWICZ, Jan. *Walka kobiet polskich o dostep na uniwersytety* (Le combat des femmes polonaises et l'accès à l'université), Warsaw, 1936.

JASINSKA, Aleksandra et Renata SIEMIENSKA. *Problemy zycia codziennego* (Problèmes de la vie quotidienne), rapport de recherche, 1981.

JASINSKA, Aleksandra et Renata SIEMIENSKA. « The Socialist Personality. A Case Study of Poland », *International Journal of Sociology*, 13, 1, 1983.

KINGSBURY, Nancy M. *Women and Politics : A Cross-Cultural View*, Second International Interdisciplinary Congress on Women, Groningen, Pays-Bas, 17-21 avril 1984.

LIPMAN-BLUMEN, Jean. « Role de differentiations as a System Response to Crisis : Occupational and Political Roles of Women », *Sociological Inquiry*, 43, 2, 1973, p. 105-129.

MOLYNEUX, Maxime. « Women in Socialist Societies. Problems of Theory and Practice », Rate YOUNG, Carol WOLKOWITZ et Roslyn MCCULLAGH, *Of Marriage and the Market, Women's Subordination in International Perspective*, London, CSE Books, 1981.

ORKA J. *Kobieta w Seimie i Gminie, Nakladem Komisyj do Spraw Kobiacych przy Towarzystw Kultury Polskiej* (Les femmes au parlement et aux communes) publié par le Committee for Women's Affairs at the Society for Polish Culture, 1911.

RESZKE, Irena. *Prestiz społeczny a plec. Kryteria prestizu zawodow i osob* (Les femmes et le prestige social), Ossolineum, 1984, 83 p.

- SIEMIENSKA, Renata. « Women, Work and Sex Equality in Poland : Reality and its Social Perception », Conférence sur les changements de statut des femmes de l'Europe de l'Est, décembre 1981.
- « Women and the Family in Poland », Eugen LUPRI, dir., *The Changing Position of Women in Family and Society*, E.-J. Brill, Leiden, 1983.
- SŁOMCZYŃSKI, Kazimierz et G. KACPROWICZ. *Skale zawodow* (Les échelles professionnelles), Warsaw, IFIS PAN, 1979, 107 p.
- WALEWSKA, Cecylia. *Ruch kobiecy w Polsce* (Le mouvement féministe en Pologne), Gebethner i Wolf, Warsaw, czesc III, 1909.
- WELCH, S. « Women as Political Animals ? A Test of Some Explanations for Male-Female Political Participation Differences », *American Journal of Political Science*, 21, 1977, p. 711-773.
- WIERUSZEWSKI, Roman. *Rownosc kobiet i mezczyzn w Polsce Ludow* (L'égalité des hommes et des femmes en Pologne populaire), Poznan, Wyd. Poznanskie, 1975.
- WILLIAMS, John E. et Deborah L. BEST. *Measuring Sex Stereotypes, A Thirty Nation Study*, Beverly Hills, Sage Publication, 1982.

UN APERÇU SUR LA PARTICIPATION DES FEMMES

Marta Petrucewicz

[Retour à la table des matières](#)

Les femmes participent peu à la politique institutionnelle de la Pologne. Elles constituent environ 20 % des députés au parlement, entre 25 % et 30 % des membres inscrits à des partis politiques et elles sont pratiquement absentes des structures dirigeantes.

Ces pourcentages reflètent plus les visées des autorités politiques polonaises (celles du POUP, le parti au pouvoir) qui fixe les quotas électoraux, que les processus spontanés de participation. Or quand ces derniers sont à l'œuvre, la situation est encore pire : parmi les délégués élus librement par la base au premier congrès de Solidarité, 7 % seulement étaient des femmes ; bien que la moitié des militantes du syndicat soient des femmes, une seule fut élue à la présidence collective du syndicat ; une seule, contre 81 hommes, fut élue à la commission nationale. Le même phénomène, souligne Siemienska, s'est manifesté aux élections relativement spontanées (parce que hors du contrôle des hiérarchies) du congrès extraordinaire du POUP tenu la même année : les femmes élues furent moitié moins nombreuses que celles de la délégation sortante. Il faut alors conclure que les femmes en Pologne sont exclues et s'auto-excluent de la participation à la politique institutionnelle.

Comment expliquer ce phénomène ? Évidemment, certaines interprétations sociologiques courantes sont valables aussi en Pologne : le double-travail des femmes est, dans les pays socialistes, encore aggravé par les difficultés de l'approvisionnement. Le système des rétributions démontre l'existence de doubles échelles salariales ; non seulement les femmes sont moins payées pour le même travail, mais elles rencontrent des obstacles à être promues. Les métiers « féminisés » ont *ipso facto* peu de prestige social et sont donc moins bien payés. La rareté des garderies et les conditions hygiéniques, souvent mauvaises, laissent peu de latitude aux mères : celles qui ne disposent pas de grand-mères sont obligées de rester à la maison avec les enfants et négligent nécessairement leur travail.

Donc, il semblerait que les femmes, opprimées par la double exploitation et obligées de faire face aux difficultés de la vie quotidienne, évitent un engagement supplémentaire. Intimidées, dit-on, par les problèmes globaux, elles délèguent l'activité politique aux hommes.

Il reste, cependant, que là où les femmes apparaissent comme sujets politiques elles ne sont pas du tout timides. Une anecdote illustre bien cela. En janvier 1971, après que la vague des grèves ouvrières contre l'augmentation arbitraire des prix des denrées de première nécessité ait déjà provoqué la chute de Gomulka, après que les ouvriers (mâles) de Szczecin, rassasiés par la conquête du droit de veto aient lancé leur fameux « nous aiderons » au nouveau secrétaire Giereck, les ouvrières du textile de Lodz se sont mises en grève pour réclamer l'annulation des augmentations de prix. Le nouveau premier ministre Piotr Jaroszewicz se présenta à l'usine pour « négocier ». « Où sont les délégués ? », demanda-t-il. « Nous sommes toutes des déléguées », fut la réponse des femmes. Il n'y avait pas de négociation possible : les femmes, convaincues de leur fait et pas du tout intimidées, voulaient la pleine satisfaction de leurs revendications.

Dans une lutte de plusieurs années que la communauté de Zbrozza Duza, dirigée par des femmes, a conduite pour pouvoir se bâtir une église, on retrouve la même intransigeance et la même détermination. On peut en déduire un certain modèle propre à l'action politique féminine en Pologne. Les femmes se mettent en lutte quand elles voient attaquer un bien fondamental dont elles se sentent responsables. Alors il n'y a ni médiations, ni négociations, ni compromis possible : le programme minimum c'est la pleine satisfaction de leurs demandes.

Par ailleurs, il faut tenir compte d'une donnée constante dans tous les sondages d'opinion effectués sur la division sexuelle du travail à l'intérieur de la famille. Soixante-six pour cent des Polonais (pourcentage légèrement plus haut parmi les femmes) considèrent juste et légitime le modèle dit traditionnel de la famille, où l'homme agit dans la sphère publique (gagne le pain, négocie, participe aux structures politiques) et où la femme s'occupe de l'éducation des enfants.

Est-il juste alors de parler d'une « fausse conscience » ? Il me semble qu'il s'agit plutôt d'un phénomène socio-culturel (qui peut-être n'est pas limité à la Pologne), d'une abstention consciente de la politique. La politique, en d'autres termes, n'est pas le métier des femmes. Et cela pour deux raisons : d'abord, parce que leur métier est autre ; ensuite, à cause de la signification que revêt la politique dans le vécu polonais.

Le métier de la femme, c'est l'éducation des enfants, métier glorifié par le paradigme de la « mère polonaise » (*Matka Polka*). On a dit *éducation* et non

procréation pour souligner que ce métier est différent de la vocation à la maternité que toutes les sociétés patriarcales attribuent aux femmes. Ce n'est pas la femme qui réalise ses instincts dans la procréation biologique et sa créativité dans la socialisation des enfants à la « vie », c'est la société qui réalise sa propre survie culturelle et la projection de son futur à travers le travail d'acculturation patriotico-social confié aux femmes. Cette différence entre éducation et procréation s'est développée sur deux axes principaux au cours de l'histoire polonaise.

D'abord, c'est un pays qui n'a connu que récemment l'urbanisation et le développement d'une couche citadine dont la conséquence est une nouvelle division sexuelle du travail.

Traditionnellement – et tel demeure le modèle mental – la division sexuelle du travail était typique d'une société rurale : noble et paysanne. La sphère publique relevait de la compétence de l'homme, la sphère familiale de celle de la femme, mais les deux étaient différentes du modèle bourgeois. La première était souvent peu enviable : la sujétion féodale et post-féodale, l'humiliation et la nécessité des compromis en étant les contraintes. La seconde, par contre, était tout autre que privée et recluse : il s'agissait de familles élargies, unités de production, lieux d'administration, de distribution et de préservation des valeurs morales et sociales. Les deux sphères constituaient donc des espaces d'autonomie et de pouvoir, et les deux étaient nécessairement et parfaitement complémentaires. Par ailleurs, on comprend mieux pourquoi les femmes polonaises pouvaient aussi bien devenir propriétaires sans avoir à se marier. Le terme *gospodyni* est chargé de respect : il correspond plutôt à la patronne qu'à la ménagère-servante.

Ensuite, l'éducation des enfants (et donc la sphère familiale) jouit dans l'histoire moderne polonaise d'un prestige énorme. Depuis deux cents ans – à l'exception de la brève interruption de l'entre-deux-guerres – l'éducation des enfants de toutes les classes sociales s'effectue *en opposition* au pouvoir politique hégémonique.

Depuis les conflits pour le partage du pays à la fin du 18^e siècle entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, jusqu'à l'occupation nazie et l'hégémonie totalitaire d'après la Deuxième Guerre (identifiée dans la mentalité populaire avec l'occupation soviétique), les Polonais ont dû affronter les pouvoirs institutionnels. Ces derniers, non seulement empêchaient leur autonomie politique, mais bloquaient également leur survie économique et contrecarraient leur sens de la religion, de la tradition, de la langue même. Pour cette raison, en Pologne – au contraire de nombreuses autres nations émergentes au 19^e siècle – la nécessité de résister et de s'opposer mais là n'est pas le propos.

L'éducation des enfants, assurée par les mères à l'intérieur de la sphère familiale, se faisait en opposition au pouvoir politique et à l'abri de ce dernier. Cette éducation avait pour but de développer chez les jeunes des valeurs fondamentales qui les prépareraient à affronter les tâches futures : celles de la *résistance* et de la *lutte*. Il faut noter le caractère pas du tout individualiste mais au contraire très collectif de cette tâche.

La conviction philosophique que la nature de l'individu ne dérive pas automatiquement du système économique-social, mais qu'elle peut au contraire influencer la société – cette conviction qui aurait pu être un credo du libéralisme du 19^e siècle – se double d'une dévotion extraordinaire à « l'édification nationale ».

On a dit que le but de l'éducation des Polonais est la transmission de certaines valeurs absolues. Dans cette vision, on ne classe pas les personnes selon les doctrines politiques auxquelles elles donnent une adhésion temporaire, mais selon la manière dont elles vivent, ce pour quoi elles vivent et quel est leur système de valeurs. L'héritage d'un jeune, ce n'est pas l'adhésion politique à l'une ou à l'autre école, mais un solide caractère, le courage, la sensibilité morale et des convictions claires.

L'histoire est la *magistra* de ces valeurs. Les Polonais ont une véritable obsession de leur histoire ; ainsi que l'historien Robert Darnton l'a bien remarqué, un individu dans la rue expliquera qu'il se saoule parce que l'histoire de son pays est tragique. Il s'agit ici de l'histoire, la vraie, celle qui est proprement racontée, pas corrompue comme l'occupant l'aurait voulu. On pourrait commenter ce concept de la vérité, parce que le vécu national fut souvent purgé de ses côtés repoussants, laids (expansionnisme, injustice sociale, discrimination nationale et religieuse) ; mais là n'est pas le propos. L'*histoire vraie* n'est pas la non-officielle ; elle est supposée mettre en évidence des valeurs historiques positives qui correspondent aux valeurs morales dont on a parlé. Ces valeurs positives sont la liberté et la pluralité politiques combinées avec la justice économique et sociale (par exemple, les mots d'ordre du 19^e siècle « pas de pain sans liberté, pas de liberté sans pain » ou le programme de Solidarité), la tolérance, le respect de la dignité humaine, la dévotion à la cause nationale. L'histoire polonaise ainsi appropriée et purgée est vécue comme paradigmatique d'une possibilité de réalisation d'une société juste. Cette perception messianique de la vocation historique de la Pologne (la Pologne vue comme le Christ des nations) a connu une vogue notoire et explicite au siècle dernier ; elle imprègne implicitement le patriotisme moderne.

La religiosité polonaise est aussi imprégnée d'histoire. Les rites religieux qui aujourd'hui enregistrent la plus haute participation ont justement ce caractère : les messes pour la patrie (et le martyr du père Popieluszko) ; la

célébration de la Vierge Noire de Czestochowa comme reine de la Pologne en souvenir précis de ses « exploits » pour défendre le pays contre les Suédois ; l'hymne chanté dans toutes les églises et les lieux où on implore le Seigneur-protecteur de la Pologne de vouloir redonner à son peuple une patrie libre.

En conséquence, l'enseignement de l'histoire est une prérogative précieuse : qui enseigne l'histoire tient, pour ainsi dire, dans ses mains le futur moral de la nation. Les mères se voient et sont perçues comme les vestales de cet héritage.

Soulignons encore une fois que ce qui est transmis par l'éducation familiale, c'est un système de valeurs et un corps de doctrines politiques. Devant les formulations déformées de ces valeurs dans les programmes politiques ou dans les rituels nationaux rigides le « type polonais » marque sa distance et son ironie. Les valeurs restent, cependant que les doctrines et les programmes changent selon les conjonctures historiques momentanées. Il arrive évidemment – écrit Adam Michnik dans son *Journal de prison* – que les idées claires et les caractères inflexibles ne servent à rien devant la persistance tenace de mauvaises circonstances. Il arrive qu'une conjoncture propice soit plus importante que le courage et la sagesse, plus précieuse que la justice. Pourtant, l'influence que les Polonais peuvent exercer sur la conjoncture est minime. Les caractères polonais, par contre, on peut toujours continuer à les forger, indépendamment de la conjoncture et contre son cours capricieux.

Voilà donc la sphère morale, transcendante, dépositaire des valeurs nationales – la sphère où l'action féminine se développe – et la sphère politique, immanente, dépendante de la conjoncture, qui est le lieu de l'action masculine.

Dans le rapport à la politique que les Polonais ont développé pendant les deux derniers siècles, ces sphères restent évidemment séparées. La politique c'est l'art (ou le savoir) de profiter des conjonctures, de choisir les méthodes de lutte et/ou de résistance sur la base d'une évaluation réaliste. La politique c'est un art de compromis, une capacité de changer des doctrines, de formuler des programmes alternatifs. Les choix politiques, pourvu qu'ils soient dictés par une dévotion sincère à la cause, sont à quelques nuances près, tous équivalents. Les divisions politiques n'ont pas le pouvoir d'introduire des divisions dans la société, unie par la commune hiérarchie des valeurs fondamentales. Les premiers relèvent de l'immanent, les seconds du transcendant.

Les femmes, auxquelles revient la charge de l'éducation morale, agissent dans la sphère transcendante. Les hommes agissent dans la sphère immanente du compromis, de la conjoncture. Cette division fondamentale des rôles donne comme résultat pour les femmes cette abstention consciente de la participation politique. Cette abstention n'est ni l'humilité ni la culpabilité : on a déjà vu que la politique, même nécessaire, reste toujours secondaire par rapport à la priorité

morale. Et quand les femmes recourent à l'action politique – et il faut dire qu'elles sont toujours présentes en masse dans les moments critiques – elles le font avec la même intransigeance morale dont elles sont les gardiennes.

On a déjà dit que la famille est le *locus* primaire de la socialisation des jeunes Polonais ; le deuxième, moins important, étant l'Église. La famille joue le rôle de l'organisation primaire dans la résistance et, si les circonstances le permettent, dans la lutte. Ainsi s'explique l'importance toute particulière que les Polonais attribuent à la vie familiale : plus de 80 % des interrogés dans l'enquête décrite par Siemienska considèrent que les membres de la famille devraient s'y consacrer le plus possible. Mais attention ! La famille polonaise n'est pas le *man's castle* et la femme n'est pas son ange privé. La famille agit comme dépositaire d'un bien collectif le plus précieux et la femme – son opératrice principale – jouit d'un grand prestige à ses propres yeux et aux yeux de la société.

Remarquons bien que toutes les femmes polonaises ne sont pas forcément des « mères polonaises » : il existe, au contraire, une longue tradition de femmes qui ne sont pas des mères, qui sont des militantes, des intellectuelles. On doit noter aussi que de nombreuses femmes, venant surtout du milieu urbain caractérisé par une liberté sexuelle prononcée, trouvent opprimantes les exigences de cet état de fait. Cependant, on ne peut pas ignorer que globalement les femmes polonaises considèrent la division sexuelle du travail existante, sinon juste, du moins fonctionnelle quant à la tâche prioritaire qui est celle de la souveraineté et de la liberté.

Première partie :
en périodes d'effervescence

2

La transition vers la démocratie en Espagne

Judith Astelarre *

[Retour à la table des matières](#)

L'objectif de ce texte consiste à analyser la participation des femmes espagnoles dans le processus de transition de l'État franquiste à l'État démocratique et les implications que ce processus a eues sur la vie des femmes. L'étude de ce processus est d'autant plus intéressante que des pays d'Amérique Latine, en particulier ceux du cône sud et le Brésil, entreprennent eux aussi la construction d'un modèle démocratique d'État. Il présente également certaines similitudes avec les cas italien, grec et portugais, et en ce sens permet d'aborder cette question de façon plus générale.

LES MOBILISATIONS SOCIALES ET POLITIQUES DES FEMMES AVANT 1975

L'Espagne n'a pas connu un mouvement suffragiste important au 19^e siècle. Sous l'influence de l'Église catholique, les coutumes et les lois assurent l'assujettissement des femmes. Malgré ce climat violemment antiféministe, diverses associations de femmes se regroupent en 1918 dans l'Association nationale des femmes espagnoles dont les principales revendications portent sur la réforme du Code civil, la suppression de la prostitution légalisée, l'intégration aux professions libérales et aux charges publiques, l'égalité

* Traduction de l'espagnol par Olivia Segovia ; adaptation française par Marie-Blanche Tahon.

salariale et des mesures destinées à protéger les ouvrières. Elles sont inspirées par le christianisme et l'esprit de solidarité. Les gains du mouvement suffragiste international dans les années 20 fournissent une certaine légitimité à ces revendications, qui deviennent respectables pour les femmes des classes moyennes et pour les partis républicains et modérés. L'intransigeance de l'Église est elle-même atteinte : elle concède que les femmes reçoivent une éducation et participent aux activités sociales et culturelles, à condition qu'elles n'abandonnent pas leur principal rôle dans la famille.

L'établissement de la République en 1931 introduit, pour la première fois dans la vie politique espagnole, une législation tendant à égaliser les droits civils entre hommes et femmes. La famille se démocratise et le divorce est approuvé. Les femmes ont désormais accès à l'éducation supérieure et au droit de vote. Ce dernier est obtenu grâce à l'acharnement de Clara Campoamor, députée radicale (les femmes étaient éligibles sans pouvoir voter), contre les partis de droite et les partis progressistes, qui estimaient que l'octroi du droit de vote aux femmes pouvait mettre la République en danger à cause de l'influence conservatrice que l'Église était censée avoir sur elles. Le droit de vote est finalement accordé grâce à l'appui des partis progressistes de gauche, mais sans grande mobilisation des femmes elles-mêmes.

C'est durant la guerre civile que la participation des femmes devient effective dans les deux camps. Elles se sont intégrées au front militaire ; elles ont fini par remplacer les hommes dans la production et dans l'administration. Elles ont participé, à part égale aux deux factions, même si le camp national a plus favorisé la transformation de ce rôle. Après la guerre, l'idéal catholique traditionnel de la famille et de la femme reprend le dessus ; c'est l'échec de la République. La législation abolit le divorce, prohibe le travail de la femme mariée, l'avortement, l'usage des contraceptifs, l'égalité entre époux et établit une discrimination nette à l'égard des enfants nés hors-mariage et de l'adultère de la femme. Il s'agit donc d'un retour en arrière complet par rapport aux droits obtenus sous la République. L'idéologie officielle en vient à prôner l'absolue soumission des épouses à leurs maris, l'exaltation des vertus d'obéissance, de pureté et d'abnégation. La propagande prétend que l'exercice de ces vertus apporte réellement le bonheur aux femmes, contrairement à la prétention des femmes républicaines et des groupes féministes à n'être que des copies des hommes.

Pour mener à bien cet endoctrinement, est créée une section féminine de la Phalange espagnole, laquelle devient une armée idéologique au service du régime. Dans les collèges féminins, sont imposés des cours de formation domestique, d'éducation physique et surtout d'endoctrinement idéologique. Ce modèle a été en vigueur, dans les principes et en pratique, durant les années 40 et 50 ; il a commencé à être remis en question dans les années 60, lors du développement économique et du mouvement de modernisation et de

libéralisation sociale et culturelle. Avec la réapparition d'organisations politiques clandestines et la création de nouveaux groupes d'opposition, s'est ouvert un nouvel espace politique pour la participation des femmes opposées à ce régime. Un certain climat d'ouverture du système lui-même y a aussi contribué. Le besoin de main-d'œuvre féminine a entraîné la révision de la législation interdisant le travail des femmes. Apparaissent aussi des groupes de femmes (comme l'Association des femmes universitaires) qui commencent à critiquer les conceptions traditionnelles du rôle des femmes, et à poser la nécessité de transformer leur situation. Au sein même de la section féminine, on préconise certains changements dans les pratiques et coutumes sociales, tout en réaffirmant la soumission à la nature des femmes.

L'organisation des femmes opposées au franquisme, la plus nombreuse et la plus active, est le Mouvement démocratique des femmes (MDM) qui, tout en regroupant un grand nombre de femmes indépendantes, est étroitement lié au Parti communiste espagnol (PCE). Le MDM est fondé en 1965. À la fin des années 60 se constituent quelques petits collectifs féministes, organisés en groupes de réflexion théorique et d'auto-conscience. Ils produisent les premiers écrits féministes de l'époque. L'interaction de tous ces groupes va permettre, à partir de 1976, de développer le mouvement féministe espagnol qui canaliserà les principales revendications des femmes durant la transition politique.

Le mouvement MDM réclame le rétablissement des libertés publiques et d'un régime démocratique. Il insiste sur la nécessaire transformation du capitalisme pour que disparaisse l'exploitation spécifique des femmes. Ses revendications plus immédiates se concentrent sur quatre points : 1) les mauvaises conditions de vie des ménagères des quartiers populaires confrontées aux problèmes de misère, d'environnement et de manque d'équipement ; 2) la discrimination des femmes dans l'éducation ; le mouvement exige la création d'écoles publiques et d'un système de bourses pour les enfants des travailleurs et des paysans ; 3) l'accès des femmes au travail, sans restrictions et axé sur l'axiome « à travail égal, salaire égal » ; 4) la réforme du Code civil, surtout des aspects qui légalisent l'infériorisation des femmes. À ces revendications, s'ajoutent celles qui concernent la solidarité avec les prisonniers politiques au moment où la répression s'accroît en 70. Les femmes s'organisent alors collectivement pour visiter les prisonniers et lutter pour leur libération.

À partir de 1970, dans la foulée du mouvement féministe européen, surgissent quelques collectifs féministes qui introduisent la littérature féministe européenne et débattent de la spécificité de l'oppression de la femme et de la nécessité de fonder un mouvement autonome de femmes, indépendant des partis politiques. En 1974, le MDM et les groupes féministes décident d'organiser une série d'activités parallèles aux activités officielles prévues à l'occasion de l'Année internationale de la femme. Avec l'appui de l'Association

des amis des Nations unies, la célébration de l'Année internationale de la femme devient un facteur de relance des activités féministes, notamment par une large diffusion de plusieurs travaux. Des journées de « la libération de la femme » auront lieu en décembre 1975, quelques jours après la mort de Franco. Elles coïncident avec les débuts de la transition vers la démocratie.

Vingt-quatre organisations de femmes élaborent la Plateforme des organisations de femmes. Ce manifeste analyse la situation des femmes dans l'éducation, la législation, la famille, les quartiers, le travail et la société. Il insiste sur le fait que la situation des femmes espagnoles est pire que dans les autres pays : le régime franquiste a produit une série de discriminations légales qui maintiennent les femmes à l'écart de la vie économique, politique et sociale. Les revendications portent sur la pleine ratification par le gouvernement de la convention de non-discrimination des Nations unies ; l'élimination de toute forme de discrimination dans les organismes d'État ; l'exercice des droits de réunion, de manifestation et d'association tels que reconnus dans la Déclaration des droits de l'homme ; et le contrôle, par des organismes spécialisés, de l'usage mercantile de la femme comme produit de consommation.

L'ÉMERGENCE D'UNE CONSCIENCE FÉMINISTE ET SES LIENS AVEC LA TRANSITION VERS LA DÉMOCRATIE

Ces premières journées de la libération de la femme se déroulent dans un climat de semi-clandestinité, ce qui n'empêche pas 500 femmes d'y participer. Un affrontement oppose les femmes du MDM et des organisations politiques qui préconisent la participation à la mobilisation générale pour l'avènement de la démocratie, à celles des groupes féministes qui insistent pour placer en priorité leurs propres revendications. Même si le débat se conclut sur un désaccord, il sert à établir les premiers contacts entre femmes des organisations politiques et groupes féministes. Il met en évidence la nécessité de donner une orientation aux femmes dans le processus général de mobilisation « d'en-bas ».

Quelques mois plus tard se tiennent les premières journées catalanes de la femme, auxquelles assistent 5 000 femmes. Le débat est passionné et la polarisation entre féministes et politiques est toujours vive ; une grande partie d'entre elles prônent toutefois la nécessité d'un mouvement autonome de femmes et la participation aux groupes politiques, soit le double militantisme.

Dans les années suivantes, le mouvement féministe se développe : des groupes et collectifs féministes se constituent dans les principales villes du pays. Des bars, des librairies, des maisons d'édition et des groupes d'études

féministes sont créés ; ils se prononcent sur les questions relatives aux rapports entre le féminisme et les associations de quartier, les syndicats, les universités, les centres culturels, les organisations urbaines, etc. Une coordination au niveau national et régional est alors mise en place. En émergent les thèmes de mobilisation durant les deux premières années de la transition : l'amnistie des femmes condamnées pour des délits liés à leur condition de femmes (avortement ou adultère, par exemple) et la revendication du droit à l'avortement, de la dépénalisation de l'usage des contraceptifs et de la création d'un système public de planification familiale.

Le thème de l'amnistie pour les délits spécifiques des femmes s'inscrit dans la perspective d'appui au processus démocratique général. L'amnistie a, en effet, constitué une des revendications générales du moment. Les femmes ont fait valoir que celles qui avaient été condamnées sur la base des lois patriarcales devaient, elles aussi, être considérées comme des prisonnières politiques. La sensibilisation de l'opinion publique à la question des prisonniers politiques a donné un grand retentissement à cette campagne. En 1978, l'ouverture à Bilbao d'un procès contre des femmes accusées d'avoir avorté confère à la lutte pour l'avortement une ampleur nationale. Un premier manifeste de 1 000 femmes déclarant avoir avorté elles aussi et réclamant d'être jugées, est suivi d'un second qui réunit des signatures d'hommes et de femmes affirmant avoir collaboré à des avortements et exigeant d'être jugés avec les femmes de Bilbao. Cette solidarité avec les accusées popularise la campagne pour l'avortement.

Les résistances idéologiques et morales sont pourtant très fortes, malgré la pratique de quelque 300 000 avortements clandestins chaque année. La revendication d'une loi dépénalisant l'avortement a abouti dans l'immédiat à la création de groupes qui aidaient les femmes à organiser des voyages à Londres pour s'y faire avorter. Les accusées de Bilbao sont relaxées, les juges estimant que la loi contre l'avortement dérogeait à la Constitution.

En 1979, ont lieu les secondes journées féministes à l'échelle du pays. Le féminisme a alors acquis une légitimité dans l'opinion publique. Les partis politiques et de nombreuses femmes membres des partis et des groupes sociaux et culturels y adhèrent. Au sein du féminisme se poursuit néanmoins le débat : doit-on participer aux organisations mixtes, considérées comme machistes, ou militer exclusivement dans le mouvement féministe ? L'importance d'un mouvement féministe autonome n'est plus contestée par celles qui appartiennent à des organisations de femmes liées à la gauche. À droite, par contre, le féminisme rencontre peu d'appui auprès des femmes qui participent à ces partis ou aux organisations qui lui sont affiliées.

Avec la démobilisation générale, les activités féministes décroissent. Dès 1980, plusieurs groupes se dissolvent et des Journées du mouvement ne

peuvent être tenues. Mais l'influence du féminisme se fait sentir au plan institutionnel. Quelques universités affichent des cours et des séminaires sur la condition des femmes ; dans l'administration locale et nationale, des commissions en faveur de l'égalité sont mises sur pied.

Ces mobilisations « à la base » se développent durant la première période de la transition ; elles sont accompagnées de négociations « au sommet » qu'il s'agit également d'analyser.

L'ABSENCE DES FEMMES AUX INSTANCES DE NÉGOCIATION

La négociation pendant la transition a eu pour protagonistes principaux les partis politiques et les syndicats. Au début, parce que non encore légalisés, les principaux acteurs politiques sont les dirigeants clandestins des partis. Les négociations entre les autorités gouvernementales et ces figures politiques marquent les premiers mois de la transition. Une fois les partis légalisés, les congrès désignent les autorités légitimes et structurent la participation des membres. À partir de ce moment, les principales décisions sont prises par les partis. Un processus similaire se déroule dans les syndicats qui, depuis leur légalisation, centrent leurs activités dans le champ des revendications syndicales, tout en continuant à intervenir sur les thèmes politiques généraux.

Cette caractéristique de la transition démocratique a entraîné la participation indirecte des féministes au processus de négociation politique. Elle s'est faite à travers leur influence dans les partis. Plusieurs groupes féministes, y compris ceux qui s'opposent à la participation en politique, se composent de femmes qui sont liées aux partis de gauche. Par contre, on ne rencontre qu'une présence féministe très faible dans le parti gouvernemental, l'Union du centre démocratique ; l'Alliance populaire, le principal parti de droite, a une position conservatrice et anti-féministe.

L'action des féministes dans les partis de gauche s'exprime sur deux fronts : mettre de l'avant la polémique féministe et promouvoir les revendications du mouvement pour qu'elles soient prises en charge dans les appareils de l'État, le parlement et les municipalités. Lors des élections de 1979, les partis de gauche, en particulier le Parti socialiste (PS) et le Parti communiste (PC), obtiennent la majorité des sièges dans les plus importantes municipalités du pays.

Cette action des militantes oblige alors les partis de gauche à réviser leurs conceptions du rôle des femmes, marquées par la tradition marxiste qui

accorde la priorité aux inégalités de classe. Accepter la légitimité d'un mouvement féministe autonome, qui se fait le porte-voix des revendications des femmes, implique une véritable transformation de leurs conceptions. Avec des résultats divers, le débat a eu lieu, et s'est conclu positivement pour les féministes, au moins sur le terrain des idées.

Dans tous les partis, les commissions « femmes » existent, dirigées par des féministes. Par contre, l'importance que le parti leur concède en termes de place hiérarchique, de recours possibles et de capacité de décision politique, varie considérablement. Malgré cela, les commissions « femmes » se sont converties en une instance de dialogue, à travers leurs membres, avec le mouvement féministe.

Le processus dans les deux partis de gauche, le PS et le PC, qui ont une représentation parlementaire, est différent. Au PC il existait une commission « femmes » qui est réorganisée et rebaptisée Commission de la libération de la femme, en liaison directe avec la Commission exécutive du parti. Sa première activité consiste à convoquer une conférence sur la femme, avec la participation des membres du Comité central, au cours de laquelle le parti abandonne ses thèses antérieures sur l'oppression de la femme (liée à l'exploitation de la classe ouvrière) pour entériner les thèses féministes. Il accepte également, vu la spécificité de l'oppression des femmes, l'organisation d'un mouvement féministe autonome qui met de l'avant des revendications que le parti doit défendre. Au PS, par contre, la commission « femmes », intitulée femme et socialisme, n'a pas la même importance. Elle n'est pas liée à l'exécutif du parti, et le degré d'acceptation du mouvement féministe et de ses revendications n'est pas le même non plus.

Dans les partis de la gauche extra-parlementaire, la capacité de décision des commissions « femmes » est plus grande. Dans le Mouvement communiste au sein du parti marxiste-léniniste, est créée une structure de femmes parallèle à toutes les instances de décision du parti ; elle a pour fonction de débattre des actions du parti dans une perspective féministe. Toutefois, les résultats électoraux de cette formation sont si faibles que les revendications féministes n'aboutissent ni au parlement ni à l'administration de l'État.

Il est intéressant de souligner un phénomène qui caractérise cette période : moins un parti a la possibilité d'avoir un pouvoir réel, plus radicale est son acceptation du féminisme, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. De même, la désignation de femmes en position de pouvoir, tant dans les structures de parti que dans les instances institutionnelles, diminue considérablement quand un parti a plus de pouvoir. Ainsi, malgré tous ces discours encourageants, la présence réelle des femmes dans les institutions politiques a été faible depuis la période de la transition jusqu'à aujourd'hui.

La participation des féministes dans les pactes et négociations « au sommet » est donc très faible et dépend fondamentalement de la présence de politiciennes, qui sont en même temps des féministes, dans les instances de décision. La présence de deux députées féministes, l'une du PS et l'autre du PC, dans le premier parlement qui siège démocratiquement, permet que quelques revendications féministes soient débattues au moment de la modification de la Constitution et des lois, en particulier du Code civil.

Mais ces changements ont lieu aussi parce qu'ils répondent à des modèles européens. L'opposition au nationalisme du régime franquiste s'était toujours réclamée de l'européanisme. Le sentiment européeniste est en effet très présent dans la société espagnole et explique l'intérêt de l'Espagne à devenir membre de la Communauté économique européenne.

La Constitution et plusieurs lois sont donc effectivement modifiées dans le sens mis de l'avant par les revendications féministes. La Constitution de 1978 établit à l'article 14 que tous les Espagnols sont égaux devant la loi et qu'il ne peut exister aucun type de discrimination en raison du sexe ; l'article 9 établit que les autorités publiques doivent promouvoir les conditions qui permettent la liberté et l'égalité entre les sexes, aplanir les obstacles qui s'y opposent et faciliter la participation de tous les citoyens à la vie politique, économique, culturelle et sociale. Ces deux articles, non seulement abrogent toute la législation franquiste, mais donnent la possibilité à l'administration de promouvoir des politiques spécifiques en vue d'éliminer la discrimination.

D'autres articles de la Constitution font référence explicitement à l'égalité entre les sexes : hommes et femmes sont majeurs à dix-huit ans ; ils et elles ont les mêmes droits politiques d'élire et d'être élus(es) ; ils sont légalement égaux dans le mariage, au travail, et peuvent choisir librement une profession ou une charge.

Malgré l'article 14 cependant, la Constitution elle-même présente quelques incohérences et contradictions : les hommes ont priorité, dans la succession à la couronne ; l'article sur le mariage stipule qu'il est conclu entre un homme et une femme, c'est-à-dire sur une base hétérosexuelle, ce qui discrimine les homosexuel(le)s ; enfin les articles sur le travail s'en tiennent au travail salarié ignorant le travail domestique et ne reconnaissant pas les ménagères comme des travailleuses. Dans les autres articles de la Constitution, qui font spécifiquement référence à des groupes discriminés, certains de ces droits ne sont pas mentionnés, comme pour la discrimination sexuelle. Les principes constitutionnels ont été développés dans les réformes du Code civil et dans le statut des travailleurs pendant la deuxième législature, après l'adoption de la Constitution. Des thèmes comme l'avortement ou l'égalité entre les sexes restent en attente.

Au niveau de l'administration centrale, une sous-direction de la femme a été créée, chargée de promouvoir l'égalité ; mais le manque de moyens et de compétences oriente plus son travail vers des études que vers des politiques publiques. Au niveau de l'administration locale, la présence de la gauche a permis la création de centres de planification familiale et de centres d'information et d'aide juridique. Mais l'action gouvernementale, nationale et locale, ne permet pas le développement de politiques publiques comparables aux politiques européennes, américaines ou canadiennes.

QUELQUES ÉLÉMENTS D'EXPLICATION

La description de la participation politique des femmes aux deux instances qui caractérisent la transition vers la démocratie, les mobilisations « à la base » et les négociations « au sommet », fait apparaître certains gains. Reste à savoir ce qui ressort de ces interactions et comment on peut en conceptualiser les effets.

Comme on l'a vu, le processus de transition se caractérise par une combinaison de mobilisations assez importantes de la part de la population. En même temps, un certain climat de modération et d'acceptation de la nécessité de négociations régit les rapports entre les diverses forces d'opposition et les secteurs du régime franquiste. Cette modération est présente dans les partis politiques et aussi dans les mouvements sociaux. Par exemple, les grèves ont été plus nombreuses pendant les dernières années du franquisme que pendant les années de la transition.

Cette situation se produit après plus d'un siècle d'affrontements entre « l'Espagne noire », c'est-à-dire les forces politiques autoritaires, et « l'autre Espagne », les forces libérales et de gauche. Durant tout ce temps, les conflits, et en particulier la cruelle guerre civile, se sont toujours terminés par le triomphe des groupes autoritaires. Au cours des années 60 et 70, au contraire, le développement économique et la modernisation idéologique, par le contact avec l'Europe à travers l'émigration et le tourisme, ont créé les bases d'une entente entre forces politiques jusque-là opposées. Ceci a permis de combiner mobilisation, pression, modération et négociation, actions qui rendent possible le changement du système autoritaire en une démocratie dans un climat très peu conflictuel.

Durant ce siècle, la situation sociale des femmes a été déterminée par les mêmes raisons qui rendaient possible l'autoritarisme. L'idéologie patriarcale dans la famille et dans la société et l'autoritarisme politique marchaient du même pas. Face à cette situation, la réaction des femmes espagnoles était faible. Les premiers groupes féministes ne se sont constitués qu'au début du 20^e siècle et furent peu nombreux et peu radicaux. Aucun ne s'est mobilisé

spécialement sur la revendication du droit de vote qui a été octroyé aux femmes, par la République, grâce aux efforts d'une seule députée.

Ce manque de tradition organisationnelle et revendicative des femmes espagnoles autour de leurs intérêts spécifiques est la marque des années d'opposition au franquisme. Les organisations de femmes centrent leurs efforts sur l'appui aux partis clandestins et à leurs revendications. Une de leurs tâches principales est le soutien aux maris et aux parents, prisonniers du régime. Durant cette période, de nombreuses femmes participent au militantisme dans la clandestinité ou préservent le foyer des militants masculins.

La coïncidence de l'Année internationale de la femme, qui permet que les idées féministes des petits groupes touchent une part plus importante de femmes, avec la mort de Franco et le début de la transition a provoqué le développement du mouvement féministe parallèlement aux grandes mobilisations. C'est ce qui a fourni une base sociale et une couverture de presse importante au féminisme, d'où la création d'un grand nombre de groupes et la réalisation d'importantes journées de débat au cours desquelles les divers courants idéologiques du féminisme ont pu s'exprimer. Ainsi, les organisations de femmes, existantes et nouvelles, ont pris comme axe central de leurs revendications leurs propres intérêts.

Ceci constitue un changement important par rapport à la période précédente. Indépendamment des résultats obtenus et des objectifs poursuivis, les organisations de femmes ont joué un rôle important dans la lutte contre l'inégalité sexuelle et la société patriarcale. Leur façon de poser le problème a aussi été légitimée par les partis politiques et les autres forces sociales qui, dès lors, n'ont pu continuer à les considérer comme de simples appendices de leurs propres organisations. Ceci n'a pourtant pas garanti que les revendications féministes soient prises en charge par les groupes politiques.

Bien que le mouvement féministe ait d'abord insisté sur les revendications politiques des femmes, les aspects personnels et la transformation des relations ont pris le dessus à mesure que croissait le débat idéologique à l'intérieur du féminisme. Dans ce processus, les demandes se radicalisèrent et eurent pour conséquences, d'abord, l'absence caractérisée des féministes dans les débats politiques les plus importants qui avaient marqué la transition, ensuite, le divorce entre la modération de l'opinion publique, les forces politiques en présence et le radicalisme des demandes féministes.

Ainsi l'idéologie prend le dessus, reléguant en arrière-plan la capacité de convoquer et de mobiliser. Ceci aboutit à de nombreux affrontements entre les groupes féministes, qui finissent par paralyser les actions des organismes de coordination créés pendant les premières années.

L'absence voulue des féministes dans les négociations « au sommet » est accentuée par la faible présence des femmes dans les partis politiques, dans les instances de décision, comme le parlement, les municipalités, et parmi les cadres supérieurs de l'administration. Entre 1977 et 1979, on ne compte que 21 députées sur les 350 membres du parlement. Au niveau des parlements autonomes, la représentation féminine oscille entre 2 et 12 %. Dans les municipalités, il n'y a que 2 % de mairesses. Dans l'administration centrale et autonome, 7 % des postes supérieurs seulement sont occupés par des femmes.

Les fonctions occupées par celles-ci correspondent aux stéréotypes sexuels : au parlement, la majorité des élues participent aux commissions de politique sociale, de l'emploi et des communications. Les postes administratifs de haut rang sont occupés par des femmes aux ministères de la Culture, de la Justice et de l'Éducation. Peu de ces femmes sont des militantes de mouvements féministes, même si elles sympathisent avec les groupes moins radicaux.

L'absence de femmes aux postes stratégiques a accentué le divorce entre le mouvement féministe et les instances de débat et de négociation, qui ont eu une importance particulière dans les moments cruciaux de la transition. Quant au divorce entre la modération de l'opinion publique et des forces politiques, et le radicalisme du mouvement féministe, il est apparu en pleine lumière au moment du référendum sur la Constitution et lors du coup d'État manqué.

La Constitution est le résultat d'un compromis entre toutes les forces politiques. Une majorité de la population l'appuie telle quelle. Les féministes, elles, sont divisées sur cette question. Les plus radicales, qui comptent beaucoup de femmes liées aux partis d'extrême-gauche, surtout les dirigeantes, se manifestent par un vote opposé à la Constitution. Le désaccord a empêché qu'une position unitaire soit prise. Le mouvement féministe s'est donc trouvé à ne pas appuyer une Constitution qui avait obtenu un fort assentiment populaire. Par rapport au coup d'État manqué, aucune condamnation n'a été formulée par les dirigeantes féministes. On a même rencontré quelques groupes qui affirmaient que, tout pouvoir étant patriarcal, il leur était égal que le coup d'État réussisse. Alors que le pays connaissait une des plus grandes manifestations de son histoire en faveur de la démocratie, il était malvenu de l'ignorer.

En conclusion, on peut souligner que pendant les premières années de la transition, le féminisme est parvenu à réorienter les revendications des femmes pour les centrer sur leurs intérêts spécifiques, à ouvrir un débat idéologique important sur l'oppression des femmes, à faire reconnaître et légitimer son existence par les groupes politiques. À partir de 1979 pourtant, la démobilisation générale l'affecte à un point tel qu'il n'a plus qu'une présence très faible dans la vie politique.

Malgré cette participation importante dans les mobilisations sociales qui ont caractérisé la transition, il n'a pas existé dans le mouvement féministe de véritable débat politique sur la démocratie ni de participation importante des féministes ou des femmes dans les prises de décision essentielles. On peut dire que le féminisme s'est développé dans le cadre de la transition politique vers la démocratie, mais derrière elle, dans son dos. Ce désintérêt pour la politique a encore accentué l'absence des femmes des négociations et des décisions. Il est important de se souvenir qu'il n'existe aucune tradition suffragiste en Espagne ; ce n'est donc qu'à une époque récente que les femmes prennent conscience d'être des sujets de droit.

La légitimité obtenue par les féministes et la plus grande ouverture dont fait preuve l'opinion publique devraient déboucher sur une plus ample conscience des femmes à l'égard de leurs droits. Mais, sans organisation adéquate et sans alliance avec d'autres secteurs sociaux et partis politiques, on peut douter d'une réception rapide et efficace des revendications futures. L'entrée en période de crise économique grave obstrue encore plus les négociations.

Finalement, il manque surtout une réflexion en profondeur sur le lien entre l'État et les femmes, en particulier à propos du type de politiques publiques qui devraient être promues et impulsées. L'intégration de l'Espagne dans la Communauté économique européenne fournira la possibilité d'établir une liaison avec les pays où ces politiques sont plus développées.

Nous ne pouvons terminer sans signaler que l'absence du féminisme de la politique institutionnelle ne signifie pas son absence comme telle de la politique. La participation de féministes dans de nombreux lieux de la vie publique (universités, moyens de communication, etc.) a permis d'élargir et de redéfinir le concept même de politique. Cela dit, la société civile espagnole, après quarante ans d'autoritarisme, n'a pas généré un réseau d'organisations civiles qui permettraient l'expression des intérêts de la population. Ceci affecte spécialement les femmes dont la sphère d'action a toujours mieux réussi à se déployer dans ce type d'organisations que dans les partis politiques et les syndicats. C'est ainsi que la présence des femmes peut apparaître plus importante dans la résistance au franquisme que dans l'étape postérieure de la construction de la démocratie.

Pour éliminer les traits patriarcaux de la société, il faut transformer autant la société que l'État. Ce sera difficile si les femmes et les féministes ne créent pas aussi leurs canaux de participation dans la politique institutionnelle.

Quelle sera la stratégie adéquate pour combiner la lutte culturelle et sociale à la lutte politique classique ? Seul l'avenir nous le dira.

Bibliographie

MARAVALL, José M. La política de la transición, Madrid, Taurus, 1981.

VILAR, Pierre. Histoire de l'Espagne, Paris, Critica, 1978.

Première partie :
en périodes d'effervescence

3

À propos des Mères de la Place de mai

Gloria Bonder *

[Retour à la table des matières](#)

La démocratie est une idée neuve en Argentine. Le pays sort de huit années de dictature militaire (1976-1983). Mais l'absence de vie démocratique date de bien avant. De 1955 à 1983, les trois gouvernements élus ont été chaque fois renversés par des coups d'État militaires.

L'Argentine doit donc apprendre de fond en comble la démocratie. Celle-ci y a encore valeur d'utopie parce qu'il s'agit de créer une société homogène à partir d'éléments épars. La division y fut maintenue par des groupes d'action politique en lutte continuelle pour l'obtention du pouvoir économique suprême. Aujourd'hui, il s'agit de comprendre qu'il faut du temps pour la construction d'un tel projet de société ; d'autant que la crise économique grave et le manque absolu de liens entre les habitants de ce pays joints aux concepts et aux pratiques de l'autoritarisme les ont contraints à l'isolement.

Si l'on veut instaurer en Argentine un nouveau symbole de politique culturelle, il est nécessaire de savoir pourquoi on lutte. Il faut donc confronter deux univers qui définissent autant la durée que les codes de l'éthique : l'ancien et le nouveau, le bon et le mauvais.

C'est ainsi que les discours de la dernière campagne électorale et ceux des premières années du gouvernement élu ont mis à jour cette croyance en deux univers distincts, auxquels on peut rattacher les attributs suivants ¹ :

* Traduction de l'espagnol par Denise Boucher ; adaptation par Denise Boucher et Yolande Cohen.

La démocratie

La vie
La paix
Les droits
Les représentations
La liberté

La dictature

La mort
La guerre
L'ordre
La hiérarchie
La discipline et la répression

En ce moment, les notions traditionnellement liées au discours politique argentin, comme le développement, la justice sociale, la dépendance, la libération, ont moins de prise sur la population que le mot même de démocratie. Au moins deux des attributs de la démocratie (la vie et la paix) ont des résonances qui s'accordent fondamentalement aux valeurs que la société argentine prête habituellement aux femmes. Ce sont les pratiques que l'on attend d'elles autant dans la vie privée que dans la vie politique.

En Argentine, les femmes ne sont pas, comme groupe, dans une position propice à l'émergence d'un discours politique qui leur soit propre. Jusqu'ici, elles n'ont été utilisées, à cause de « leurs vertus féminines », que pour servir des politiques qu'elles n'ont pas elles-mêmes définies. Dans ce sens, leurs voix ne sont encore que murmure et silence.

LES ORGANISATIONS DE FEMMES

Mais ces voix existent quand même. Elles se sont mues en organisations. Quelles sont leurs stratégies face au nouveau processus politique entamé ? Fondés sous la dictature militaire, comment ces groupes se sont-ils organisés ? Quelle a été leur participation à la période pré-électorale ? Quelles répercussions ces deux moments politiques ont-ils eues sur leurs organisations ? Pourquoi ont-elles recruté des membres et de quelle manière ? Quel rôle ces différents regroupements joueront-ils dans l'avènement de la démocratie ? Voilà les questions que nous avons posées au cours d'une enquête menée au sein de groupes féministes, d'associations féminines et auprès des politiciennes.

¹ Nous avons examiné les discours des candidats présidentiels des partis *Radical*, *Justicialista*, *Intransigente*, et *Union del centro democratico* durant la campagne pré-électorale ; et ceux du président, depuis qu'il a pris le pouvoir en décembre 1983. Nous avons aussi analysé les articles principaux des deux plus importants journaux argentins. De ces données, nous avons retenu les significations données à la notion de démocratie. Bien qu'il y ait des différences frappantes dans les paroles politiques durant et après la campagne, (tant du président que des journaux), nous avons décidé d'inclure dans cet exposé seulement les significations qui semblent être plus fréquentes et durables.

Des organisations de femmes ont surgi dans les partis politiques. Elles s'y sont donc engagées à des degrés divers. Il s'agit ici de *l'Organización de mujeres del frente de izquierda popular* (FIP), (Front des femmes de la gauche travailliste) ; la *Comisión de mujeres del partido intransigente* (PI), (Comité des femmes pour un parti radical) ; *El Grupo de mujeres del movimiento unidad solidaridad y organización del partido justicialista* (MUSO), (Groupe de femmes de l'union et du mouvement de Solidarité avec le Parti de la justice).

À un autre niveau, le *Nucleamiento de mujeres políticas* (NMP), (Groupe des femmes politiciennes), a son propre mode de fonctionnement. Il date de 1978, mais a pris ses sources au sein du *El Centro de estudios sociales de la mujer argentina* (CESMA), (Centre d'études sociales sur les femmes en Argentine), et a reçu l'appui du FIP. Plutôt que l'action politique, le NMP s'était donné comme tâche d'étudier essentiellement la situation des femmes. Au cours de la dictature militaire, ce mouvement a joué un rôle important dans les moments les plus difficiles, en remettant en cause la traditionnelle soumission des femmes.

Toutes ces organisations ont des politiques différentes. Pour le FIP, les *Madres de plaza de mayo* ont joué un rôle politique négatif à cause de leur analyse partielle du phénomène de la répression en Argentine. Néanmoins, les groupes de femmes se sont rapprochés des Madres, indépendamment de leurs tendances politiques, parce qu'ils ont reconnu en elles l'avant-garde de l'opposition à la dictature.

Dans les organisations féministes, on a discuté de l'idée d'un salaire à la ménagère et on l'a rejetée. Au sein des partis, les groupes de femmes ont peu de prise sur leur destin. Depuis 1976, elles ont même pris un recul significatif. Face aux nouveaux jeux démocratiques, on voit se manifester de nouvelles expressions et de nouveaux désirs chez les femmes. Des associations féministes naissent entre 1980 et 1984. On y parle du privé : la sexualité, la maternité, le travail à la maison, la famille.

Ces associations féministes ont peu de relations entre elles. Chacune dans son coin prépare l'émergence d'une pensée critique. Cela va dans le sens du mouvement des femmes à travers le monde. Mais selon les exigences politiques du moment, elles se rallient pour faire abolir, par exemple, la loi portant sur l'autorité paternelle qui, en Argentine, donne l'autorité sur la famille exclusivement au père. Elles se sont alliées aussi pour participer aux deux Commissions sur les femmes où elles réclamaient les droits égaux à ceux des hommes.

Mentionnons ici deux de ces organisations féministes qui nous semblent exceptionnelles, quoique ce soit pour des raisons tout à fait différentes : le

groupe « Droits égaux pour les femmes en Argentine » (DIMA) et la *Reunión de mujeres*.

La DIMA s'est structurée en 1976, juste au moment où les groupes de femmes au sein des partis politiques ont été obligés de mettre fin à leurs activités. La DIMA s'est attaquée au mode de procédure pour changer les lois injustes à l'égard des femmes, et ce, en petits groupes, sans soulever la mobilisation des femmes qui aurait été périlleuse en ce temps de répression. Selon des femmes interrogées, la grande place qui leur fut donnée dans les médias pour porter leurs plaintes et leurs revendications fut, de fait, un écran de fumée qui a permis de cacher à la population des problèmes d'urgence nationale.

Quant à la *Reunión de mujeres*, créée en 1982, son originalité tient au fait que ce fut un mouvement spontané d'alliance de femmes non professionnelles, de maîtresses de maison et de femmes ayant passé la quarantaine. L'émergence de ce groupe prouve qu'il y avait en Argentine un grand besoin de communication et d'interaction qu'avait toujours contré la dictature. Cette réponse énergique à un appel à la solidarité des femmes prouve encore qu'il y avait chez elles une forme de conscience politique collective, même si elles n'avaient jamais appartenu à aucun groupe.

Notre enquête a aussi porté sur un troisième genre d'organisations de femmes dont la *Liga de amas de casa* (Ligue des ménagères) et l'*Asociación de mujeres de negocios y profesionales* (Association des femmes professionnelles et des femmes d'affaires). Ce sont les plus anciennes organisations du pays et elles ont toujours fonctionné indépendamment des changements politiques des vingt-cinq dernières années. Ces femmes ne mettent aucunement en question les structures des pouvoirs établis. Tout ce qu'elles défendent, c'est le droit d'y être. Et ce, sans jamais remettre en cause le rôle traditionnel des femmes.

C'est ici que peut être dégagé le rôle spécifique des *Madres de plaza de mayo*. Après l'établissement de la dictature militaire, les Madres furent les seules qui aient bravé la peur de la répression pendant que tous les autres groupes étouffaient de crainte. Elles sont sorties dans les rues parce qu'elles étaient d'abord des mères et pas seulement des femmes. On le leur a reproché. On les a accusées d'essayer d'obtenir un avantage politique à partir de leur souffrance privée. On les a blâmées parce qu'elles réclamaient un enfant manquant et non un agent politique disparu. On leur reprochait ainsi de trahir la cause même pour laquelle leurs fils se battaient. Ces critiques venaient de groupes politiques idéologiquement opposés. Mais chez tous on voit bien que le sentiment maternel si valorisé en privé devient comme une banalité agaçante quand il s'exprime publiquement. C'est là un des traits de la société patriarcale.

Sans égard aux changements politiques, les Madres ont continué leurs réclamations : elles deviennent ainsi un défi à la démocratie récente. Justice leur sera-t-elle faite ?

À la fin de 1983, après les élections, apparaît la *Multisectorial de la mujer* à laquelle adhèrent des femmes venues de tous les milieux et de toutes les tendances afin de rechercher ensemble des solutions concrètes aux problèmes particuliers et communs à toutes les femmes ¹.

UN POSITIONNEMENT POLITIQUE

Comment se sont conduites les organisations de femmes au cours de la dictature militaire ? La férocité de la répression n'atteint pas seulement les mouvements politiques ou syndicaux, mais toute la société, à qui on impose un régime de terreur. Tout est mis sous contrôle et l'activité sociale est réduite à la famille, au tout petit groupe. Ainsi l'État est dépolitisé et il a le monopole du discours politique. La plupart des groupes féministes se sont dissous ou ont continué à fonctionner avec très peu de membres, devenant un espace trop restreint pour reconstituer tous les discours interdits, non seulement aux femmes mais à l'ensemble de la société. On y parlait néanmoins de libération et d'émancipation.

Ces groupes, mis à part les traditionalistes, ont cessé toute manifestation publique ; certaines des militantes ont préféré se rendre à l'étranger pour rencontrer d'autres femmes.

Chez les féministes de la DIMA, c'est autre chose. Cet organisme a vu le jour la même année que l'arrivée de la dictature au pouvoir. Disons ici que, au début, la classe moyenne a bien accepté la junte militaire. Il peut sembler paradoxal qu'une organisation commence à revendiquer des droits à une dictature qui en prive toute la société. Ce phénomène n'est pas étranger en

¹ La Multisectorial réclama :

- a) La modification de la loi de Patria potestas ;
- b) L'égalité juridique des enfants maritaux et extra-maritaux ;
- c) La ratification de la Convention pour l'élimination des discriminations contre les femmes des pays membres des Nations unies ;
- d) L'implantation de la Loi pour les pouponnières ;
- e) La modification de la Loi pour la pension des ménagères ;
- f) L'observation du principe d'un « salaire égal à travail égal » ;
- g) La création du Secrétariat d'État pour les femmes. Quand les Madres de plaza de mayo se sont jointes à cet organisme, des conflits ont éclaté et des organisations se sont retirées. La difficulté que posent les Madres, vient du fait qu'elles représentent le croisement symbolique des sphères publique et privée.

Argentine où l'on peut accepter un ordre anticonstitutionnel en échange de l'acquisition de certains droits.

Mais à l'époque on voit naître une autre exception. Les *Madres de plaza de mayo* sont en effet le résultat direct de l'établissement de la dictature et une réponse non moins directe au terrorisme d'État.

De 1980 à 1983, il y a une sorte de relâchement dans l'appareil répressif. Avec la guerre des Malouines, une certaine rupture est provoquée et le gouvernement militaire tombe aux élections de 1983. Au cours de cette période, le nombre d'organisations de femmes se multiplie et elles s'affichent publiquement. En 1982, le phénomène le plus éminent est la campagne pour changer la loi *Patria potestas*.

Cette loi rallie contre elle les femmes, qui y voient un lapsus légal, le symbole de la discrimination contre toutes les Argentines. Les femmes en arrivent ainsi, par leur vie privée, à occuper un espace politique. Comme si la répression qui les avait obligées à restreindre leur vie au seul noyau familial leur avait servi à aiguïser leur conscience critique, et à interroger leur propre soumission.

Ainsi, au cours de notre enquête, on retrouve le témoignage suivant : « D'un bout à l'autre de la dictature, je me suis consacrée aux concours de cuisine. C'a été mon système d'auto-défense. » Une autre dit : « Je me suis consacrée au ménage et à la famille. Ce qui a été une privation terrible parce que j'étais habituée à avoir une vie politique active. » Quant à certaines politiciennes, interdites de pouvoir, elles ont trouvé une échappatoire en allant vivre pendant longtemps à l'étranger.

Tels furent les effets de la dictature. En outre, la récession économique a poussé les femmes à aller sur le marché du travail, même pour des salaires de misère.

Le discours public du régime militaire a accentué leur rôle traditionnel par un double message qui, idéalisant leur maternité, les rendait en même temps responsables de la violence de la jeunesse. Le repli sur la vie de famille a augmenté l'isolement des femmes et les a menées à un stress ultime, dévorées qu'elles étaient par de diverses attentes affectives. Les *Madres de plaza de mayo* le disent : « Nous avons été terriblement éprouvées. Le gouvernement militaire a fait mal à nos enfants. Et cela est le pire qui puisse arriver à une femme. »

Pour obtenir des femmes interrogées une réponse subjective au sujet de la dictature, nous leur avons demandé d'associer librement des images et des idées autour du mot autoritarisme. L'analyse de ces réponses montre :

- 1) Une étroite identification entre les mots « militaire » et « autoritarisme » ;
- 2) Une empreinte de l'autoritarisme sur la vie affective et intellectuelle des gens. La peur et la tristesse prédominent. Il y a inhibition de la capacité de penser ;
- 3) Un rapetissement de la vie sociale qui dégénère en uniformité et stagnation ;
- 4) Une unanimité pour condamner l'autoritarisme, à une nuance près ¹.

LA TRANSITION VERS LA DÉMOCRATIE

La période électorale de 1983 constitue un moment de transition entre le gouvernement militaire et la démocratie. Dès lors, la participation des femmes à la vie publique augmente. Des congrès, des assemblées publiques ont lieu. Les programmes de télévision et les journaux réservent beaucoup d'espace aux femmes qui y discutent de condition féminine. Elles participent activement à la campagne électorale.

Les partis politiques avaient intérêt à inviter les femmes à leurs rassemblements : elles représentaient une portion importante du suffrage, avec les jeunes qui allaient voter pour la première fois. (Était considérée comme *jeune*, toute personne en dessous de vingt-huit ans, parce que l'on n'avait plus voté depuis 1973.)

Néanmoins, seulement trois partis avaient choisi des femmes comme candidates. Après les élections, les organisations de femmes dans les partis se sont dissoutes parce que les partis dans lesquels elles avaient travaillé avaient d'autres priorités que les leurs. Mais on commençait quand même à sortir « de la nuit et du brouillard » de la dictature. Les femmes ont commencé à croire que la démocratie pouvait être un bon chemin vers la liberté. Pour elles, l'État est devenu un interlocuteur à qui elles peuvent s'adresser.

Le passage de la dictature à la démocratie n'est pas simple. Une société habituée à la terreur, à la fragmentation, au repli, à la culpabilité fait face à des

¹ Les femmes du FIP interviewées ont déclaré qu'à leur avis, il y a des autoritarismes bons et mauvais, et qu'un tel régime ne signifie pas nécessairement une perte de la liberté, pas plus que la liberté ne peut s'identifier automatiquement à la démocratie.

difficultés sévères. Les femmes avancent dans leurs débats idéologiques, mais cela ne va pas sans heurts.

Dans le jeu des associations de mots avec « démocratie », notre enquête s'est trouvée tout à coup devant une pénurie de réponses. Le mot évoque, en effet, un monde d'aliénations. Certaines y ont associé les termes : faux, tromperies, conventionnel, mensonge. D'autres ont parlé de liberté et de droits.

Avec le mot « participation », les réponses diffèrent selon qu'elles viennent d'organisations féminines ou de groupes féministes. Ces derniers sont très sceptiques quant au système démocratique.

Toutes les femmes sont d'accord pour parler de l'avortement, du divorce, du salaire des ménagères, des politiques de l'éducation et de la santé. Les femmes politiciennes parlent de leur engagement dans le parti, mais sans mettre en question les structures mêmes du pouvoir. Quant aux féministes, leur discours analyse et critique les facteurs structurels qui conditionnent la discrimination des femmes.

Aujourd'hui, il semble que les rapports qui se sont établis entre les féministes et les autres groupes de femmes, au moins en ce qui concerne la *Multisectorial*, ont permis l'acceptation du discours féministe chez les politiciennes qui, traditionnellement, l'avaient toujours rejeté.

À partir de l'acceptation de ce discours, comment en arrivera-t-on à de nouvelles politiques envers les femmes ? Nos informatrices présentent ainsi leurs revendications :

- 1) Promouvoir l'établissement de la démocratie ; ce qui permettrait aux organismes d'énoncer sur la place publique les revendications qu'ils ont eues pendant des années ;
- 2) Encourager la présence des femmes dans la vie publique ; car leur absence, excepté dans des lieux restreints et stéréotypés, est un puissant handicap lorsqu'on veut mettre en train un discours et une action qui iront plus loin que les slogans féministes ;
- 3) Permettre aux organisations de femmes de faire une plus ample expérience de la démocratie, surtout dans les groupes politiques et féministes, afin qu'elles puissent définir leurs projets spécifiques. Poursuivre les analyses sur la dictature et ses conséquences sur les institutions, les citoyens de l'Argentine et les femmes en particulier ;
- 4) Explorer les conséquences du pouvoir et de l'autoritarisme, sur le peuple en général et sur les femmes en particulier.

Le système démocratique actuel n'est peut-être qu'un répit entre deux autres coups d'État militaires, ou le début d'une autre forme d'organisation pour la société argentine. Confrontées avec les limites actuelles de la démocratie, les femmes interrogées ont manifesté ou de l'amertume ou de l'espoir face à leur situation. La plupart croient qu'il faut un changement structurel de la société pour améliorer leur condition. Mais dans l'ensemble elles semblent convaincues que la démocratie leur ouvre des portes.

Bibliographie

CAVAROZZI, Marcelo. *Autoritarismo y democracia* (1955-1983), Buenos Aires, Centro Editor de América Latina, 1983.

DELICH, Francisco. « Teoría y práctica política en situaciones de dictadura », *Repensando la Política*, Buenos Aires, Crítica & Utopía Latino-Americana de Ciencias Sociales.

Dos SANTOS, Mario et Daniel GARCÍA DELGADO. « Democracia en cuestión y redefinición de la política », *Repensando la Política*, Buenos Aires, Crítica & Utopía Latino-Americana de Ciencias Sociales.

LANDI, Oscar. « El discurso sobre lo posible (La democracia y el/Realismo político) », Buenos Aires, *Estudios CEDES*.

LECHNER, Norbert. « Especificando la política », *Repensando la Política*, Buenos Aires, Crítica & Utopía latino americana de Ciencias Sociales.

LECHNER, N. *et al. Autoritarismo y Alternativas populares en América Latina*, San José, Costa Rica, Ediciones FLACSO, 1982.

Première partie :
en périodes d'effervescence

4

L'anti-héroïne dans la révolution algérienne

Marie-Blanche Tahon

[Retour à la table des matières](#)

L'histoire récente des femmes algériennes suscite des questions intéressantes sur le rapport des femmes au pouvoir et du pouvoir aux femmes, et plus particulièrement sur l'espace politique des femmes. La façon même de l'aborder n'est pas sans conséquences.

Ainsi, il peut sembler tout à fait légitime de dire qu'il faut retracer la place des femmes dans la guerre de libération nationale en Algérie (1954-1962) pour mieux saisir la situation actuelle des Algériennes. Pourtant, ce faisant, le risque est grand de tomber dans le piège tendu par le pouvoir en place, piège qui persiste encore aujourd'hui, et de mystifier ce rôle afin de disqualifier des revendications de femmes plus jeunes qui n'ont pu y participer.

Les différentes péripéties qui ont entouré la promulgation du « code de statut personnel » en 1984 en sont une illustration. Cette promulgation était attendue depuis le lendemain de l'indépendance (1962). Plusieurs avant-projets avaient circulé. Le dernier, déposé à l'Assemblée populaire nationale à l'automne 1981, a donné lieu à une mobilisation sans précédent (manifestations de rue, pétition, prise de position officielle du Barreau, etc.) qui a abouti au retrait du dépôt de ce projet-là. Cette victoire est lourde de conséquences. On peut penser qu'elle s'inscrit objectivement à l'encontre de la dynamique de libération des femmes. En effet, alors que des intellectuelles étaient amenées à revendiquer l'établissement d'un droit laïc pour régir les rapports interpersonnels, le pouvoir parvint à ce que, sous l'action des anciennes

moudjahidates (combattantes de la lutte de libération), reléguées au silence depuis plus de vingt ans, le projet basé sur le droit musulman soit contesté dans ses aspects les plus réactionnaires sans atteindre à son fondement religieux. L'équilibre avec les tenants de l'Islam a pu ainsi être établi et les « féministes » discréditées : ce n'est pas elles qui ont enlevé la décision mais les anciennes *moudjahidates*.

On assiste ainsi à une légitimation du principe selon lequel l'émancipation des femmes trouve sa source dans la lutte de libération nationale et doit donc être gérée par le pouvoir exécutif (Tahon, 1985). La littérature romanesque, et en particulier celle que produisent des femmes, participe aussi à cette mystification ; la transformation de la situation des femmes est décrétée, et elle peut l'être parce qu'elle ne provient pas de leur action individuelle et/ou collective, mais de la guerre en tant que telle (Tahon, 1979, 1983)¹. Je me contenterai ici de formuler des questions qui s'inscrivent d'une certaine façon dans le questionnement amorcé dans cet ouvrage. Cette inscription est surtout indirecte tant le recouvrement idéologique du rapport des femmes à cette phase historique est épais en Algérie. Ces questions devraient permettre, tout en insistant sur l'utilisation du passé récent contre les revendications actuelles latentes, de ne pas réduire le problème à une question de générations, de relativiser le poids des « mères contre les femmes » (Lacoste-Dujardin, 1985).

Sans entrer une nouvelle fois dans la polémique relative à la division sexuelle du travail pendant la guerre de libération nationale, du fait que les femmes n'auraient été admises qu'à y jouer un rôle subalterne, je rappellerai que, dès 1956, les instances officielles du Front de libération nationale (FLN) insistent sur le rôle très important joué par les femmes, sur leur place à part entière, égale en importance à celle des hommes dans la lutte. Un lien est explicitement fait entre cette participation et la libération des femmes, et l'on souligne la concomitance des deux facteurs : « L'Algérienne n'attend pas d'être émancipée, elle est déjà libre parce qu'elle participe à la libération du pays² ».

Je voudrais, ici, interroger la nécessité de transposer sur la libération des femmes ce discours sur leur participation à la guerre.

Mohamed Harbi (Dufrancatel, 1979) apporte un élément de réponse lorsqu'il dit : « On laisse entendre qu'il existe une révolution profonde, que le symbole de cette révolution profonde, c'est la femme autrefois tenue en laisse

¹ Parmi les travaux en cours, par exemple, la thèse de Zohra Saï devrait apporter des éclaircissements significatifs sur cette période.

² Fanon s'est fait le chantre de cette « libération » dans des articles du journal, alors clandestin, *El Moudjahid* (le Combattant) et surtout dans son livre *L'An V de la révolution algérienne* qui paraît chez Maspero en 1959. Les critiques que l'on peut opposer à la position de Fanon peuvent la rendre extrêmement fragile sur cette question (Tahon, 1985).

et maintenant libérée par sa participation à la résistance, etc. De ce point de vue, la révolution algérienne a été un modèle, elle a ouvert la voie au trucage progressiste. » Il ajoute aussitôt : « Ce thème a surtout été exploité à l'intention de l'étranger et non des Algériens. »

J'ai récemment contesté ce dernier point en montrant que ce thème est exploitable et qu'il a été exploité à l'intention des Algériens et surtout des Algériennes. Mais, pour approfondir cette contestation, prenons cette affirmation d'Harbi au pied de la lettre. Pourquoi la femme est-elle, doit-elle être symbole de révolution et de révolution profonde ? Pourquoi était-ce si important pour l'étranger ? Pourquoi parler de « trucage » ? Certes, ce dernier terme se comprend si l'on suit le point de vue de l'auteur selon lequel les femmes dans la guerre ne jouaient qu'un rôle subalterne mais, ici, nous avons pris le parti de ne pas nous en contenter. Procédons point par point, même s'ils sont liés.

Cette symbolisation n'est pas ici assimilable à « l'allégorie civique féminine » (Agulhon, 1973) car la femme est appelée à figurer moins l'effigie d'un pouvoir (par exemple, la République) ou d'une idée (par exemple, la Raison) que l'émergence d'un peuple. Figure non figurative, pourrait-on dire : on sait d'ailleurs que la statuaire humaine est ostracisée dans la culture musulmane. Figure moins romantique en tout cas. C'est la femme « ordinaire » – par exemple, celle qui prépare le couscous pour les maquisards de passage – qui prévaut. Que cela soit possible et que l'on puisse trouver cela positif s'explique notamment par le fait qu'il s'agit d'une lutte de libération nationale. S'il n'existe plus guère¹ d'illusions sur le rapport direct entre révolution socialiste et libération des femmes, la lutte de libération nationale² continue souvent d'être perçue comme une sorte d'âge d'or pour l'osmose libératoire, un moment où rien ne serait encore perdu, un moment où rien ne serait encore figé... Ce ne serait qu'après... La liaison entre lutte de libération nationale et libération des femmes peut apparaître plus crédible dans la mesure où la lutte de libération nationale étant perçue comme lutte d'un peuple et non d'une classe, il est attendu que les femmes éprouvent moins de difficultés à en être partie prenante : elles doivent rentrer dans la classe ouvrière alors qu'elles appartiennent au peuple. L'article de M. Perrot sur la ménagère rebelle (collectif, 1979), dans un autre contexte, peut être instructif à cet égard. Cela ne va pas, ou plus peut-être, sans ambiguïtés, comme nous allons le voir.

Notons encore que ce type de lutte se caractérise aussi par le fait que s'impose, à raison ou partiellement à tort, l'image d'un peuple combattant les

¹ Aujourd'hui, mais cela n'était pas encore le cas dans les années 50.

² Contre le colonialisme et plus récemment contre l'impérialisme américain (en Amérique centrale après le Viêt-Nam) ou soviétique (en Afghanistan).

mains nues face à un colosse militaire. Cette perception de « fragilité » n'est sans doute pas étrangère au fait que les femmes soient décrétées participantes ; d'autant que cette fragilité va de pair, pour être compensée, avec l'unité du peuple : les femmes doivent donc en être.

De plus, dans ce type de lutte est fortement mise de l'avant l'idée du bon droit, du droit « naturel », l'idée de la dignité. En 1963, Bourdieu qui achève sa grande enquête de terrain remarque : « (la guerre) est moins dirigée (dans son intention hostile, il faut le répéter) contre des ennemis concrets que contre un système, le système colonial. La revendication de la dignité exprime dans un autre langage la même intention ; elle constitue l'exigence première d'hommes pour qui la réalité du système colonial et de la division en castes de la société coloniale ont été éprouvées concrètement à travers l'humiliation ».

Qui mieux que la femme peut symboliser la réaction à l'humiliation et la revendication à la dignité, elle qui est humiliée en tant que colonisée par le colonisateur et en tant que femme par l'homme, qu'il soit colonisateur ou colonisé ?

Ce rapport dignité/humiliation est assigné aux femmes parce qu'il renvoie aussi au plus intime, au corps, au viol. On connaît la crispation de la société musulmane, de « l'inconscient musulman » (Aït Sabbah, 1982) sur la virginité des filles, sur la fidélité conjugale des femmes. À l'indépendance, des femmes ont été répudiées parce qu'elles avaient été violées par des soldats français. Et l'on se souvient que la défense de Djamilia Boupacha (de Beauvoir et Halimi, 1962) est focalisée sur les sévices sexuels qu'elle a eus à subir. Leur dévoilement n'a sans doute pas peu contribué à ostraciser les militantes qui avaient été arrêtées et emprisonnées par l'armée française, mais aussi celles qui avaient participé aux luttes du maquis avec des hommes algériens.

Le FLN se devait donc de faire en sorte que ce ne soit pas d'abord la maquisarde, pas d'abord la poseuse de bombes qui symbolisent « la révolution profonde », mais celle qui nourrit, blanchit, cache, renseigne dans le secret de sa maison et de son voile.

Ce choix, fondé sur l'impossibilité partagée de concevoir que des femmes puissent être protagonistes de la violence, est aussi imposé par les vellétés du colonisateur de libérer les femmes algériennes du joug de l'Islam et plus généralement de « l'arriération ». Ces vellétés datent des débuts de la colonisation (Turin, 1971). Elles sont alors sporadiques. Elles prennent de l'ampleur pendant la guerre. Mais, toujours, elles s'attaquent à ce qui est perçu, de part et d'autre, comme l'expression d'un mode d'être alors que, par exemple, rien n'est entrepris pour alphabétiser les filles.

Elles se font grotesques lors des fameuses journées de mai 1958, placées sous le signe de la « fraternisation » entre pieds-noirs et musulmans lorsque les généraux tentent de faire sécession¹ : sur l'initiative de Madame Massu², des femmes algériennes sont publiquement dévoilées et leur voile est brûlé en pleine rue. Le FLN a accredité l'idée que ces femmes étaient des prostituées amenées de force... Ces tentatives ont aussi trouvé une expression juridique en 1959 dans une nouvelle réglementation du mariage et surtout du divorce (abolition de la répudiation) alors que jusque-là les Algériens non naturalisés Français (la quasi-totalité) étaient soumis à la réglementation musulmane en matière de statut personnel.

C'est contre cette libération à la sauce coloniale, dont ces illustrations sont les plus visibles, que la valorisation de la femme traditionnelle a tout son impact. C'est en ce sens, essentiellement, que la femme symbolise la profondeur de la révolution.

Cette manière de faire est susceptible de toucher les progressistes étrangers et surtout français : mal à l'aise à l'égard de la situation de subordination des femmes algériennes dans leur société, ils ne peuvent se rallier aux initiatives des militaires français qu'ils honnissent. La valorisation de la femme du peuple les comble, d'autant qu'ils réprouvent moralement le terrorisme qu'ils s'échinent à distinguer de la juste lutte du peuple pour faire valoir son bon droit.

Il serait sans doute intéressant d'approfondir l'impact qu'a eu sur cette attente d'une image positive des femmes algériennes de la part des progressistes français, et en particulier des progressistes françaises qui se mobilisent pour la cause algérienne – la participation à la résistance contre le nazisme. Ainsi, Germaine Tillon, qui s'est vigoureusement élevée contre la torture pendant la guerre d'Algérie, disait à Ania Francos (Francos, 1978) : « Ce que j'ai fait pendant la guerre d'Algérie vient sûrement de mon activité dans la Résistance, puis de ma déportation. Le coude à coude fraternel avec tous les milieux, des personnes de toutes conditions, dans la pire misère, il faut bien cela pour ouvrir le cœur. »

Et elle ajoute : « En 1945, de retour de déportation, je pensais : Ils (les Allemands) ont fait ce que nous ne ferions jamais. Aujourd'hui, après la guerre d'Algérie, celle du Viêt-Nam, la découverte des crimes de Staline, même si rien ne peut égaler les désastres moraux de la période hitlérienne, je sais qu'aucun peuple n'est à l'abri de ce désastre collectif. »

¹ Ce qui amènera le retour de de Gaulle.

² L'épouse du général qui, lors de la Bataille d'Alger (1957), est parvenue, en employant les méthodes les plus inqualifiables, à enrayer le terrorisme urbain dans lequel des femmes jouaient un rôle important, sinon de premier plan.

Le prix à payer est tel qu'il faut au moins une femme pour symboliser la dignité. Éternelle Antigone.

Mais faut-il ajouter que la mise en place de la femme comme symbole de la révolution profonde est aussi et sans doute surtout à usage interne ? Elle prépare l'après-indépendance. Tout comme pendant la guerre, c'est en tant qu'épouses et mères que les femmes seront appelées à participer aux tâches d'édification de la Nation, à se sacrifier pour l'indépendance économique du pays et le mieux-être des générations futures (Tahon, 1981). C'est là que se circonscrit leur espace reconnu.

Voilà qui interpelle notre souci de nous pencher, pour lui donner toute sa valeur, sur le quotidien des femmes, sur la prise en compte des faits et gestes des femmes « ordinaires ». Autant ce souci peut être subversif, autant peut-il être enfermant, mutilant. Dire que tout dépend de l'instance qui s'ingénie à valoriser le vécu, le quotidien, n'est pas suffisant. Par ailleurs, on ne peut transposer ici les analyses produites à propos du fascisme et du nazisme. Après son renversement, ce régime est voué aux gémonies, si bien que les images qu'il a véhiculées peuvent perdre de leur prégnance, alors que l'idéologie d'un mouvement de libération nationale qui aboutit à l'indépendance (ou au renversement de la tyrannie) maintient, sinon renforce, dans un premier temps du moins, sa crédibilité.

Que ce mouvement de libération se teinte de socialisme, comme en Algérie, et les issues risquent d'être bouchées pour la libération des femmes. Moins à cause du caractère intrinsèque du socialisme d'ailleurs que du rôle qui a été reconnu aux femmes pendant la lutte. Autant l'érection de « super-femmes » est dangereuse pour la cause des femmes, autant l'inexistence – ou plus justement la non-reconnaissance – d'héroïnes, de femmes qui sortent de l'ordinaire est grave pour la lutte des femmes. Celle-ci est censée s'arrêter avec la lutte de libération puisqu'elles ne faisaient qu'une et le rôle reconnu, valorisé, reste le seul admis, toléré. Si l'image de l'héroïne risque de confiner à l'étouffement, la valorisation de la femme ordinaire bouche l'horizon, elle empêche le déploiement d'un espace où les femmes, qui ne se contentent pas ou plus de cet ordinaire, pourraient faire valoir et imposer leurs points de vue.

Le « trucage progressiste » ne serait pas trop dommageable s'il ne renvoyait qu'à la boursoufflure d'une participation qui, en réalité, n'aurait été que secondaire (d'un certain point de vue de la hiérarchisation des tâches, faut-il le dire ?). Il prend tout son poids quand il érige l'enfermement des femmes dans les tâches quotidiennes en symbole de libération. La figure de la ménagère-révolutionnaire est une figure piégée. C'est là, me semble-t-il, un point incontournable dans la réflexion sur les pouvoirs et contre-pouvoirs des femmes. Il renvoie notamment à un questionnement sur le rapport des femmes à la violence, rapport dans lequel elles ne sont pas immuablement victimes.

Bibliographie

- AGULHON, M. « Esquisse pour une archéologie de la République. L'allégorie civique féminine », *Les Annales*, 1973, p. 5-34.
- AÏT SABBAH, F. *La femme dans l'inconscient musulman*, Paris, Le Sycomore, 1982.
- DE BEAUVOIR, S. et G. HALIMI. *Djamila Boupacha*, Paris, Gallimard, 1962.
- BOURDIEU, P. « Révolution dans la Révolution », *Esprit*, janvier 1961, 27-40.
- BOURDIEU, P. *et al. Travail et travailleurs en Algérie*, Paris-La Haye, Mouton, 1963.
- DUFRANCATEL, Ch. « Entretien avec M. Harbi », *Les révoltes logiques*, 11, 1979-1980.
- FANON, F. *Sociologie d'une révolution*, Paris, Maspero, 1959.
- FRANCOS, A. *Il était des femmes dans la Résistance*, Paris, J'ai lu, 1978.
- LACOSTE-DUJARDIN, C. *Des mères contre les femmes*, Paris, La Découverte, 1985.
- PERROT, M. « La femme populaire rebelle », *L'histoire sans qualités*, Paris, Galilée, 1979, p. 123-156.
- TAHON, M.B. *Des Algériennes entre masque et voile*, thèse de 3^e cycle, Paris VIII, 1979.
- « La question des femmes dans un discours étatique anti-impérialiste », communication, *Congrès de l'Association canadienne de science politique*, Halifax, 1981.
- « Les femmes et la guerre », *Féminité, subversion, écriture*, Montréal, Édition du Remue-Ménage, 1983, p. 235-243.

— « Comme une chose attendue, entendue », *Les autres marxismes réels*, Paris, Bourgois, 1985, p. 81-95.

TURIN, Y. *Affrontements culturels dans l'Algérie coloniale, écoles, médecines, religions, 1830-1880*, Paris, Maspero, 1971.

DEUXIÈME PARTIE

EN PÉRIODES FROIDES

[Retour à la table des matières](#)

Deuxième partie :
en périodes froides

5

Les saint-simoniennes

Christine Planté

[Retour à la table des matières](#)

La volonté de sortir les femmes de l'obscurité et de l'oubli qui pèsent sur leur existence, d'établir enfin les éléments de leur histoire, a été une préoccupation constante des mouvements féministes, et ce, depuis la naissance du féminisme comme mouvement collectif en France, dans les années 1830, jusqu'à ses recherches les plus contemporaines. Éléments de leur histoire, constitutifs, comme pour toute catégorie opprimée, d'une identité qui se cherche, ils sont particulièrement difficiles toutefois à exhumer ; en même temps que particulièrement nécessaires, dans le cas des femmes, ces éternelles muettes et oubliées de l'histoire, « hors-histoire », dit-on parfois, absorbées qu'elles sont dans la répétition de tâches identiques au fil des ans et des générations. Éléments constitutifs aussi d'un rapport de force, à opposer à l'histoire officielle, celle des hommes et des institutions, qu'il s'agirait désormais pour elles de relire et de se réapproprier de leur propre point de vue. Tout ceci est aujourd'hui connu, mais appelle d'autres remarques sur la façon dont cette histoire différente cherche à s'élaborer.

Et tout d'abord vient à l'esprit un constat d'échec : si, à chaque génération féministe, resurgit cette obsession du témoignage et de l'oubli, c'est que la mémoire *ne s'est pas* constituée, qu'en ceci du moins le féminisme a échoué, puisque son histoire, comme celle des femmes en général, demeure marquée par les silences, les déformations, et vouée par là-même à la répétition. Devant ce constat, il ne s'agit plus seulement de s'attacher à *réparer les effets de l'oubli*, en retrouvant, par l'enquête historique, la trace de vies de femmes oubliées, mais de chercher à en *comprendre les causes*. Sur ce point, on le sait, l'indignation première devant l'injustice faite aux femmes, l'évocation de la fatalité, biologique ou sociale, qui pèserait sur elles, sont aussi insuffisantes

qu'inefficaces. Mais voir dans cette amnésie à répétition un effet de la seule méchanceté des pouvoirs en place, une stratégie perfide de l'idéologie dominante, ne mène guère plus loin dans la compréhension.

Si l'on accorde aux femmes, ou du moins à certaines d'entre elles, la dignité d'agents et de sujets historiques à part entière, sans se contenter de les enfermer dans un rôle d'éternelles victimes soumises à toutes les oppressions, il faut alors envisager leur propre part de responsabilité dans l'oubli dont elles sont frappées. Chercher, en particulier chez celles qui en ont eu conscience, qui ont voulu s'arracher au silence de l'histoire et ont en grande partie échoué, d'autres causes possibles de cet oubli : dans leur propre rapport au passé, dans la façon dont elles ont perçu, pensé et parfois écrit leur vie et leur rôle.

Car, et c'est là la deuxième remarque, sous les termes d'« histoire » et de « mémoire », la réflexion contemporaine désigne en fait, le plus souvent, conjointement deux phénomènes : la mémoire qu'on a du passé, en particulier à travers l'histoire écrite, et celle que l'on voudrait laisser de soi-même, de ses actes, pour les générations futures, volonté qui se marque à la fois dans l'histoire présente à laquelle on participe (ou que l'on subit) et dans les témoignages que l'on écrit. Entre le rapport au passé, à l'histoire déjà faite et déjà écrite, et le rapport au présent, à sa propre insertion dans l'histoire en train de se faire et de s'écrire, il existe un lien : celui de repenser l'histoire, comme la relecture critique du passé, afin de mieux saisir sa propre place et son rôle dans le présent, et éventuellement d'en élaborer un témoignage lisible pour l'avenir.

Enfin, qui dit « mémoire », et plus encore « histoire », « témoignage », dit aussi langage, écriture. Ceci, qui a l'air d'une évidence, signifie que, lorsqu'on étudie ces témoignages, il faut sans cesse se demander qui parle, dans quels mots et dans quelles phrases, dans quel rapport au langage, pour qui ou pourquoi ? Quel destinataire est visé : les contemporains, la postérité, une classe, une catégorie ? Que veut – consciemment ou non – le « témoin » : transmettre une expérience vécue, se constituer en héros, expliquer un événement, démontrer la validité d'une cause ou le sens de l'histoire, contribuer à la constitution d'un groupe ? Faute d'avoir continûment présentes à l'esprit ces questions élémentaires, mais auxquelles il n'est pas toujours de réponses simples, on risque, emporté(e) par le souci d'opposer le point de vue des opprimé(e)s à celui de l'histoire classique et des sources traditionnelles, de prendre leurs témoignages comme des documents bruts, de tabler un peu trop vite sur la simplicité et la transparence du langage de ceux (ou de celles) qui n'échappent pas non plus aux effets des idéologies, ceux-ci passant d'abord par les mots employés ; d'oublier de faire la part des modèles, des clichés, des discours préconstitués qui pèsent dans leurs écrits, et dans la réception qui leur est réservée.

C'est en fonction de ces quelques remarques et hypothèses que seront étudiées ici trois sortes de textes, écrits par des femmes, féministes ou non, au début de la Monarchie de Juillet en France :

- 1) Des articles de journaux et des brochures rédigés par des féministes saint-simoniennes entre 1832 et 1836. Cette présentation d'un mouvement collectif ne doit pas faire oublier, dans l'analyse, l'existence de différences importantes entre les femmes qui l'ont composé.
- 2) La préface aux *Pérégrinations d'une paria* de Flora Tristan (1838), texte qui ne figure pas dans la réédition de ce récit donnée en 1979 par Maspero, La Découverte.
- 3) Un roman de Marceline Desbordes-Valmore, *L'atelier d'un peintre*, publié en 1833, et qui n'a pas été réédité intégralement depuis.

Ces écrits sont donc pour la plupart introuvables aujourd'hui, mais il s'agit moins ici de les redécouvrir, pour faire entendre des voix oubliées, que de les lire, pour saisir à travers eux quelle vision avaient ces différentes femmes de leur place et de leur rôle, quelles formulations elles en donnaient. Donc, moins de réparer les effets de l'oubli que de commencer à en chercher les causes, celles cette fois qui se trouvent du côté des femmes et de leur écriture. Ces textes sont de nature et de longueur très différentes, il ne s'agit donc pas de les aplanir dans une approche unique, ni de les figer dans des symétries et des oppositions factices, mais de les interroger sous ce double point de vue de leur rapport au passé et de leur écriture du présent.

TÉMOIGNER POUR ENTRER DANS L'HISTOIRE

Bien que la doctrine dont elles sont issues s'appuie sur une argumentation historique et une périodisation bien précises, les féministes saint-simoniennes n'accordent pas, dans leurs écrits, une place centrale à l'histoire du passé. D'abord pour des raisons évidentes : ces femmes sont trop sollicitées par le présent, l'action, l'apostolat de l'heure pour prendre du recul ; et l'absence d'instruction, pour beaucoup d'entre elles, la relation problématique avec la culture écrite pour toutes, leur rendent de toute façon difficile l'accès à une réflexion historique, quand bien même elles en éprouveraient la nécessité.

Mais si elles ne posent pas la question des origines et de la filiation de leur mouvement, question qui préoccupera tant le féminisme ultérieur, c'est aussi pour cette raison qu'elles se pensent elles-mêmes comme l'origine. Sous l'influence de Prosper Enfantin, elles ont de leur propre rôle une conscience qui les érige en « femmes nouvelles » (C'est là un des titres de leur journal, et la signature de nombreux articles) : d'une certaine façon, l'histoire (re)commence

avec elles, et la justification de leur action réside dans l'avenir plus que dans le passé.

Et lorsque apparaît une évocation des origines, il s'agit alors d'origines mythiques, elles aussi directement héritées de la « religion » saint-simonienne : les deux figures emblématiques d'Ève et de Marie servent à rendre compte de la position des femmes et fournissent les principaux repères pour une histoire qui fait au christianisme une place décisive. Dans la Femme de l'Avenir, dans la Mère rédemptrice, l'Ève tentatrice et la Vierge-Mère seront, pour les saint-simoniens, enfin réconciliées. Un tel système se fonde sur une conception cyclique du temps ; en fait, malgré l'affirmation répétée d'une croyance au progrès, la vision de l'histoire des femmes qu'il propose est celle d'une éternité de l'oppression – avec des nuances de forme et d'intensité – doublée d'une éternité de la résistance, héroïque et minoritaire. Peut-être est-ce là aussi ce qui rend si difficile pour les femmes la référence au passé.

Dans ce cadre, la sélection de figures féminines exemplaires s'avère problématique, et c'est là que l'on mesure le mieux les effets d'une absence de réflexion critique sur l'histoire. En effet, dans l'exposition de leur argumentation politique et de leurs revendications, les féministes saint-simoniennes, ne serait-ce que par la volonté de conformité à leurs modèles masculins, sentent la nécessité d'intégrer une dimension historique. Mais leur référence au passé semble se faire alors sans appropriation, sans que puisse s'y inscrire leur expérience spécifique : les noms qu'elles citent le plus souvent sont ceux de Jeanne d'Arc, de Charlotte Corday, d'Elizabeth d'Angleterre ou de Catherine de Russie, dont on peut douter qu'elles aient été de véritables pionnières d'un combat pour l'affranchissement des femmes, d'autant que celles-ci sont évoquées sans qu'il y ait remise en cause des clichés qui accompagnent habituellement ces figures. Ainsi les premières militantes féministes parviennent-elles tout au plus à rappeler l'existence de femmes que l'histoire officielle a jugées dignes de mémoire, pour des raisons le plus souvent antagonistes en fait de l'exigence de libération ; mais elles semblent ignorer les femmes de la Révolution française (ce qui peut être aussi un effet du saint-simonisme) et l'œuvre de Mary Wollstonecraft (que seule mentionne Flora Tristan), si proches d'elles pourtant dans le temps et par leurs exigences.

En fait, leur problématique, leurs repères chronologiques dans l'approche de l'histoire, ne sont ni pensés par elles, ni fondés sur des données qui leur soient propres, mais repris aux analyses de Saint-Simon, de Fourier, et surtout d'Enfantin. Leur définition même des « femmes nouvelles » est entièrement élaborée dans le cadre de la théorie saint-simonienne de rédemption et de renouveau social : leur place y est certes décisive, puisqu'elles constitueront un des principaux moteurs de bouleversement et de transformation de la société, mais non spécifique, puisque la réhabilitation de la femme est décrétée en même temps que celle de la chair, de l'industrie, et du peuple, et par les

hommes, qui demeurent donc dans cette vision, les seuls véritables sujets de l'histoire. Le rapport non critique de ces femmes à l'histoire se ramène donc le plus souvent à une simple utilisation de discours, de schémas préexistants, de figures transmises par la tradition, au mieux à leur enrichissement d'un point de vue féminin, qui n'aboutit cependant ni à une remise en cause ni à une appropriation.

Il faut pourtant citer ici un exemple de relecture d'un épisode de l'histoire devenu légendaire : il s'agit de la réflexion de Claire Démar (1834) sur Lucrèce, aussi exceptionnelle par le ton que par les problèmes abordés :

Oh ! ne la troublez pas dans sa tombe ignorée, car son silence est pour vous plus heureux sans doute que ne pourrait être sa voix ! oh ! laissez-la dormir ; [...] Car peut-être elle n'a dû d'imposer son nom à tout langage humain, qu'au visage repoussant ou à la trop hâtive précipitation de son fougueux adorateur ; peut-être qu'à l'heure où il se présentait à elle l'œil enflammé de lubricité, la menace à la bouche, elle rêvait, cette pauvre Lucrèce, d'un amour bien tendre, bien mystérieux, avec quelque fashionable romain, à la figure pâle et souffrante, au corps grêle ; peut-être n'a-t-elle reculé que devant l'impétuosité d'un amour trop emporté, trop énergique ¹ ! ...

Claire Démar, qui se suicidera peu de temps après avoir écrit ces lignes, est trop marginale dans sa violence comme dans sa lucidité pour que l'attitude qu'elle adopte ici puisse être considérée comme représentative, et la femme qui est à même de penser et d'écrire une telle analyse se voit à cette époque condamnée au plus total isolement. En outre, ce passage, s'il prend le contrepied des clichés et de l'exploitation des héroïnes féminines devenues légendaires, s'il montre bien qu'ont été perçus par son auteur le grand silence des femmes dans l'histoire et tout le parti que les hommes pouvaient en tirer, n'en conclut pas moins à une impossibilité de rompre ce silence et d'aller au-delà des clichés, à l'impossibilité d'une autre histoire.

C'est cette vision essentiellement négative, mais critique d'un passé achevé, qui permet de comprendre l'image que les premières militantes féministes ont eue d'elles-mêmes : conscientes de la rupture qu'elles représentent avec la traditionnelle passivité des femmes, elles pensent leur action comme une entrée dans l'histoire, qui en changera le cours et fera date. Briser l'isolement et le silence millénaires, et par là-même commencer à changer l'histoire, voilà qui explique le double caractère de leurs écrits : explosion, libération personnelle *et* propagande sociale et militante, ces deux aspects étant le fruit d'une même conviction qu'un bouleversement profond et durable de l'ordre social adviendra

¹ Claire Démar, *Textes sur l'affranchissement des femmes (1832-1833)* suivi de *Symbolique groupale et idéologie féministe saint-simoniennes* par Valentin Pelosse, Paris, Payot, 1976, p. 84. La citation est extraite de C. Démar, *Ma loi d'avenir*, posthume 1834.

dans un avenir plus ou moins proche. Aussi le témoignage, forme dominante de leurs écrits, est-il davantage destiné à une diffusion et à une efficacité présentes, qu'à une remémoration fidèle de leur vie et de leurs luttes pour les individus de l'avenir. Ces femmes ont le sentiment d'être les apôtres d'une génération sacrifiée ; conscientes, pour la plupart, qu'elles ne connaîtront pas personnellement l'affranchissement auquel elles aspirent, elles pensent constamment à leurs sœurs de l'avenir qui devraient récolter les fruits de leur combat. Mais elles sont suffisamment convaincues qu'un futur proche verra triompher les réformes sociales qu'elles appellent de leurs vœux, pour se montrer moins soucieuses d'immortaliser leur action et d'en transmettre le sens dans leurs écrits : l'histoire, pensent-elles, s'en chargera.

Elles emploient si fréquemment la première personne parce que celle-ci, jointe à la signature, représente à leurs yeux une caution d'authenticité, suggérant qu'une femme « en chair et en os » est engagée dans les phrases, prête à en répondre de sa vie et à en assumer les conséquences « dans la réalité », garantie du témoignage et de son efficacité à agir sur le réel. Aussi cette forme d'énonciation attire-t-elle toutes les femmes, car elle paraît à la fois plus « spontanée », naturelle, facile, et plus convaincante. Mais elle n'en recouvre pas moins des degrés d'engagement et des fonctions de l'écriture très différents d'un texte à l'autre.

Le témoignage

Le témoignage constituerait une sorte de degré zéro de l'engagement. Après la rupture de l'école saint-simonienne, Enfantin a déclaré ouvertes la quête et l'attente de la mère, et a invité toutes les femmes à prendre la parole pour « dire ce qu'elles sont », pour témoigner de leurs souffrances et de leurs désirs. *La Femme libre*, premier journal féministe, va prendre le relais de cet appel : Marie-Reine Guindorf, fondatrice et « prolétaire saint-simonienne » (elle est ouvrière lingère), exhorte ses lectrices à « oser dire dans toute la sincérité de leur cœur ce qu'elles pressentent, ce qu'elles veulent pour l'avenir ».

Aussi, dans le cadre de cette sorte d'enquête, la décision, l'initiative de l'écriture ne semblent-elles pas incomber pleinement aux femmes qui s'expriment, et le contenu de leurs écrits ne pas engager totalement leur responsabilité individuelle. De telles conditions sont propices à entretenir toutes les illusions de la spontanéité, du « naturel » : ces premiers témoignages que propose le journal, dénonciations, indignations bien plus que revendications, sont marqués par un refus de la forme, une négation répétée du travail de l'écriture, et prétendent à une absolue transparence – la réalité y parlerait d'elle-même – et celle qui écrit n'y laisserait pas sa marque. Ils obéissent en fait, de façon souvent inconsciente, à des modèles qui relèvent de

la sphère du privé, de l'intimité : journal intime, correspondance, et de la communication orale : confidence, voire confession, conversation de femme à femme, d'où une très grande liberté de la syntaxe, ignorante ou peu soucieuse des règles, et une construction d'ensemble des articles qui laisse fréquemment une impression d'improvisation et de désordre. Ce refus – ou cette incapacité – d'un travail réflexif de l'écriture aboutit en fait à véhiculer un grand nombre de clichés, de formules toutes faites, de métaphores empruntées. Nul doute que l'accumulation de ces lieux communs et de ces considérations imposées, si elle aliène la pensée de ces femmes, si elle nous rend aujourd'hui plus difficile et décourageante la lecture de leurs textes, n'ait cependant favorisé l'effet de transparence, de sincérité, et renforcé l'évidence du témoignage pour les lectrices de l'époque.

Celle qui écrit ne se décide à le faire (du moins est-ce ce qu'elle dit et ce qu'elle croit) que parce qu'elle parle aussi de toutes les femmes et pour toutes les femmes ; autant que témoin, elle se veut porte-parole, et voudrait presque insignifiantes les fréquentes variations d'énonciation du *je* au *nous*, puisque c'est leur communauté d'oppression qui réunit les femmes et les porte à s'exprimer. Ce *nous* signifie alors « nous femmes » et s'oppose à la fois aux hommes et à la société dans son ensemble, perçue comme domination masculine. Mais parler au nom des autres ne va pas sans problème pour l'auteur prise dans un double mouvement contradictoire : rassembler dans son témoignage les échos des souffrances de toutes les femmes – mais le *je* y perd à la fois de sa sincérité et de sa singularité, dans l'effort de conformité à une idée générale et abstraite de la condition féminine – et généraliser à partir de sa propre expérience, y souligner les traits communs de cette condition – mais le *nous* risque d'apparaître alors comme une extrapolation arbitraire. De cette contradiction naît le récit exemplaire, où l'accent est mis sur la dénonciation du mal et l'analyse de ses causes, au détriment de l'évocation d'une réalité concrète. D'où l'impression pour nous que tous ces textes « se ressemblent », « disent la même chose » : c'est qu'ils ne s'en tiennent en fait jamais au témoignage annoncé, et la « prise de parole » initiale débouche nécessairement sur l'engagement militant.

L'écriture didactique

Le simple fait de « témoigner » et d'écrire aiguise la conscience de l'oppression et la volonté de sortir de l'isolement ; animée par la volonté de faire connaître cette prise de conscience, mais aussi de la faire partager, l'écriture devient essentiellement didactique. Le discours d'interprétation l'emporte clairement sur l'évocation du vécu, le récit ne vaut plus pour lui-même, comme pure libération de la parole (ce qu'il n'a bien sûr jamais été), mais pour susciter l'émotion, appuyer une argumentation, emporter la conviction. L'intention didactique rend alors impossible de nier le travail de l'écriture et insiste au contraire sur sa difficulté : il s'agit désormais de poursuivre des objectifs de

clarté, de logique, de rigueur, pour convaincre lectrices et lecteurs, de chaleur et d'émotion pour susciter leur enthousiasme ou leur indignation. L'écriture n'est plus niée, mais instrumentalisée, toute au service du but apostolique à atteindre.

Ici encore interviennent des modèles oraux, ceux du sermon, de la parole évangélique, du discours politique, qui impliquent le recours à une série de procédés rhétoriques : répétitions, métaphores filées, interrogations et exclamations emphatiques. Le *nous* est toujours de rigueur, mais la solidarité à laquelle il renvoie doit être comprise cette fois de manière mieux définie et plus restreinte : les femmes conscientes de leur servitude et prêtes à lutter pour leur affranchissement. Cette nouvelle délimitation du *nous* a pour effet de renvoyer le reste des femmes au statut de destinataires du discours, de public à convaincre et à catéchiser, ce qu'indiquent clairement les nombreux articles intitulés en forme d'adresse « Aux femmes ». Destinataires problématiques cependant, puisque n'ayant souvent ni la capacité de lire et de comprendre (en raison de l'absence d'éducation), ni la volonté de se reconnaître dans les propos tenus.

Les femmes qui écrivent ont ainsi franchi un premier pas dans l'arrachement à l'indistinction de la parole collective, qui couvrait, c'est-à-dire autorisait, protégeait *et* paralysait l'émergence de leur écriture propre. Le pas suivant mène au resurgissement du *je*, condition nécessaire d'affirmation de la singularité du sujet de l'écriture, qui rejette les autres femmes dans l'extériorité et la passivité. Le *nous* s'est scindé en *je* et *vous*, puis *je* et *elles*, *elles* étant objet de discours et d'analyse ¹.

Si l'oppression est commune, la faiblesse et la passivité sont le fait de l'autre ; et la singularité de la rédactrice va s'affirmer plus nettement encore au moment où elle veut pourtant proclamer le plus bel élan de solidarité envers la prostituée, emblème de l'oppression des femmes dans la littérature féministe de cette époque, et meilleur exemple de cette réduction de l'autre au statut d'objet (ici, de pitié et d'enquête sociale). Pronoms, possessifs, adverbes, déictiques, lexique, tout signifie une distance réelle, par-delà la solidarité proclamée ².

¹ Un exemple de ce jeu des pronoms sera emprunté à une brochure publiée en 1834 par Madame E.A.C., qui commence ainsi, dans la préface, l'exposé de son propos : « Moitié du genre humain, quel rôle sommes-nous appelées à remplir dans la vie ? » Mais quelques pages plus loin, ce *nous* est déjà scindé : « Femmes, réfléchissez-y : la place n'est pas tenable ! que *votre* faiblesse physique ne soit plus un obstacle à demander un compte-rendu du lot qu'on *nous* a fait ». Madame E.A.C. (Casaubon, qui signe d'autres brochures « Égérie »), *La Femme est la famille*, Paris, Gautier, 1834, p. 4 et 10.

² « J'appelle toutes les femmes à méditer. Je dis *toutes*, sans en excepter ces malheureuses, dont le corps est livré à la dégradante prostitution ; qu'elles disent, *elles aussi, leurs* souffrances et *leurs* besoins. » Toute l'ambiguïté de la position d'énonciation de la narratrice peut se voir résumée dans cette phrase, qui conclut une anecdote rapportée : « C'est ainsi que je m'exprimais moi, et que je m'exprime encore ici, *moi femme*, promettant

Et les limites de la représentativité du porte-parole, l'isolement du *je*, la conscience qu'en a la rédactrice, avaient d'ailleurs été clairement indiquées dès le début dans cette réserve placée en tête de la brochure :

Je sais qu'un petit nombre d'entre vous se trouvant agréablement placées dans la société soit par leur fortune, soit par les considérations attachées au titre d'épouse, refuseront mon appel et le trouveront même absurde ! qu'importe ! *Je n'écris pas pour celles-là, qu'elles m'ignorent : d'ailleurs leur nombre est si petit qu'il ne saurait être compté dans le vaste champ social. Je m'adresse aux généralités*¹.

La solidarité rêvée, on le voit, a tôt fait de voler en éclats. Sur un seul point pourtant, la communauté de condition des femmes semble toujours vérifiée, et c'est aussi celui sur lequel récits et témoignages ne se ramènent jamais à une simple démonstration militante : la douleur, donnée comme expérience féminine privilégiée. Parce que la souffrance paraît constituer le point le plus saillant, le plus sensible des vies racontées, mais aussi parce que sa violence, telle qu'elle est vécue individuellement, excède toute rationalisation par le discours politique et inflige un démenti à l'optimisme de l'idéologie véhiculée par celui-ci.

La tentation littéraire

La volonté de s'arracher à l'indistinction de la parole collective et le resurgissement de la singularité du sujet font naître chez ces femmes un désir étranger à l'engagement apostolique, celui de faire œuvre, de se livrer à l'écriture sans que celle-ci soit asservie à un projet militant. Certains écrits marqués par un recentrement sur l'individuel tendent au renversement du projet initial : la femme qui écrit ne se met plus seulement au service d'une cause, elle attend de l'écriture qu'elle confère sens et cohérence à sa propre vie².

Mais cette volonté de faire œuvre, qui emprunte le plus souvent les voies de l'autobiographie et de la fiction, n'est pas assumée comme telle : les militantes féministes se trouvent le plus souvent dans des positions trop contradictoires, et trop marginales par rapport à la culture écrite, pour « céder à la tentation » littéraire. Flora Tristan, pourtant, put à un moment de sa vie sérieusement songer à faire carrière d'écrivain ; mais on sait qu'il n'en fut rien et qu'elle

au nom des femmes, un bonheur jusqu'à ce jour inconnu aux uns et aux autres. » *Ibid.*, p. 13 et 20.

¹ *Ibid.*, p. 3 (c'est moi qui souligne).

² De brèves nouvelles, certes consacrées à l'évocation de la vie douloureuse des femmes, se développent comme de véritables fictions, et le sens politique de la fable n'y est pas toujours évident. *Ibid.*, p. 20.

évolua tout autrement en consacrant la fin de sa vie à l'organisation de l'Union ouvrière et à un tour de France ¹.

FLORA TRISTAN : « AGIR SUR L'OPINION » PAR « LA FOI DU MARTYR »

Flora Tristan n'en a pas moins publié, dans la même année 1838, deux œuvres de dimensions importantes, et que l'on ne saurait réduire à une intention militante : un roman, *Méphis*, et un récit de voyage qui est aussi une autobiographie : *Les pérégrinations d'une paria*. Dans la préface de ce livre, elle développe une réflexion originale sur le rapport à l'histoire et la fonction de l'écriture.

S'il ne s'agissait que de rapporter des faits

Méditant sur l'histoire, son écriture, son contenu et sa fonction, elle se réfère aux mémorialistes qu'elle pourrait se proposer pour modèles dans la conduite de son récit. La critique qu'elle en fait, et en tout premier lieu celle des *Mémoires* du duc de Saint-Simon, lui permet de tracer en creux son propre projet dont la cohérence est fondée sur une série de refus. Refus de dissocier individuel et universel : en racontant « son histoire » elle fait aussi « de l'histoire », et part de ce double postulat qu'il existe des universaux, et que tout individu est déterminé par son époque et son milieu ². Refus de s'en tenir à une histoire événementielle, et à une étude de la vie politique et publique, pour prôner une histoire des mœurs et des passions et l'étude de l'homme « dans son intérieur ». « Les faits seuls, dit-elle, ne sont pas suffisants pour faire connaître l'homme. » Refus de privilégier l'histoire des grands hommes et d'ignorer le reste des classes et des rapports sociaux. Et surtout, refus d'effacer le témoin du témoignage. Chez Flora Tristan, aucun mythe positiviste de l'objectivité, mais plutôt une subjectivité assumée qui devient le garant de l'authenticité du témoignage et permet de le mettre en perspective. Loin d'être niés, la spécificité et le point de vue de l'observatrice seront d'emblée soulignés ³.

¹ Voir *Un fabuleux destin : Flora Tristan*, Actes du Premier colloque international Flora Tristan, Ed. Universitaires de Dijon, 1985.

² « Rien ne se ressemble sans doute complètement, et il y a sans doute des différences entre toutes les créatures d'une même espèce, d'un même sexe ; mais il y a aussi des ressemblances physiques et morales, sur lesquelles les usages et les lois agissent de même et produisent des effets analogues. » Flora Tristan, *Les pérégrinations d'une paria*, (2 vol.), Arthur Bertrand, 1838, tome I, p. xxviiij.

³ « Avant de commencer la narration de mon voyage, je dois faire connaître au lecteur la position dans laquelle je me trouvais lorsque je l'entrepris et les motifs qui me

Tout écrivain doit être vrai...

Ses conceptions, qui doivent beaucoup à Rousseau, même si lui aussi est critiqué dans cette préface, reposent sur une exigence première de vérité, qui permet seule de penser l'efficacité d'un écrit. Réclamant de l'auteur une absolue sincérité, elle condamne chez les mémorialistes du passé ou chez ceux de son temps toute publication posthume, forme de lâcheté provoquée à ses yeux par la crainte de ce que pourraient entraîner des révélations et qui rend impossibles les recoupements et vérifications auprès d'autres contemporains : l'action sur les hommes du temps est alors impossible. Pour des raisons analogues, elle réprovoque le détour de la fiction comme l'usage d'un pseudonyme¹, et ne veut admettre au devoir de vérité et de publication aucun silence, aucune omission, quelles qu'en soient les raisons et la nature. Cet absolutisme souffre toutefois une réserve, qui donne beaucoup à penser sur la règle de vérité politique et ses exceptions tactiques : « Mais si l'esclavage existe dans la société, [...] alors, le même dévouement qui nous porte à signaler l'opresseur au mépris doit nous faire jeter un voile sur la conduite de l'opprimé qui cherche à échapper au joug². »

On voit que se dessine ainsi le rôle du témoin, investi d'un devoir, d'une mission de témoignage : il s'engage sans réserve dans l'écriture, conçue comme un acte de courage³. Devenue plus qu'un simple moyen de l'apostolat, l'écriture se confond avec lui, se fait don de soi, « sacerdoce », et l'écrivain se dit prêt au martyre. Son expérience de la souffrance l'investit de la mission de témoigner, en lui donnant l'intelligence des hommes et la capacité de comprendre et de partager leurs malheurs.

Pourtant, cet orgueilleux courage du martyr n'empêche pas que le *je*, chez Flora Tristan comme chez les féministes saint-simoniennes, se donne moins au départ comme affirmation de soi et assomption d'une singularité que comme modeste exemple, parmi tant d'autres, muets et anonymes, d'une situation

déterminèrent, le placer à mon point de vue afin de l'associer à mes pensées et mes impressions. » *Ibid.*, p. xvij.

¹ Elle vise ici George Sand, à qui elle rend hommage, par ailleurs, sans la nommer : « Mais cet écrivain, qui est une femme, non contente du voile dont elle s'était cachée dans ses écrits, les a signés d'un nom d'homme. Quels retentissements peuvent avoir des plaintes que des fictions enveloppent ? » *Ibid.*, p. xxvij.

² *Ibid.*, p. xxiii.

³ « En entrant dans la route nouvelle que je viens de tracer, je remplis la mission qui m'a été donnée, j'obéis à ma conscience. Des haines pourront se soulever contre moi ; mais être de foi avant tout, aucune considération ne pourra m'empêcher de dire la vérité sur les personnes et sur les choses. Je vais raconter deux années de ma vie : j'aurai le courage de dire tout ce que j'ai souffert. » *Ibid.*, p. xxiv.

scandaleuse : « Dans le cours de ma narration, je parle souvent de moi [...]. Ce n'est donc pas *sur moi personnellement* que j'ai voulu attirer l'attention, mais bien sur toutes les femmes qui se trouvent dans la même position, et dont le nombre augmente journallement ¹. »

Elle aussi semble vouloir réduire son témoignage à une réponse à l'appel lancé par les saint-simoniens. La phrase suggère toutefois qu'elle a bien vu comment, invitant les femmes à « prendre la parole », ils leur indiquent ce qu'elles doivent dire, et qu'elle-même ira peut-être au-delà. Lorsqu'elle se dit seule à répondre à cet appel, elle ignore ou feint d'ignorer les actions et les publications de ses contemporaines.

Cette modestie de principe sera certes largement démentie par l'œuvre qui va suivre, et par toute la vie de Flora Tristan, qui ne manque pas de se désigner elle-même comme « paria », mais aussi comme « être d'exception », de s'ériger en héroïne exemplaire du combat d'émancipation. Elle n'en constitue pas moins une composante nécessaire du projet d'écriture, qui le justifie et lui donne sa validité aux yeux de l'auteur.

L'exigence de vérité, l'engagement de tout soi-même sont motivés par la foi dans le pouvoir des mots : la parole, le témoignage écrit pourront, grâce à cette vérité qui les anime, déboucher sur une utilité concrète, car ils font connaître une expérience qui éclairera les hommes. Un optimisme délibérément affiché dans la vision de l'homme et de la société veut que l'écriture, par son « action sur l'opinion », « dévoile les iniquités » et engendre de véritables transformations sociales ².

Si Flora Tristan se démarque des féministes saint-simoniennes par l'ambition de son projet, la lucidité et la précision de sa réflexion sur l'histoire et sur l'écriture, elle les rejoint par l'ambiguïté de statut du *je* et par l'instrumentalisation partielle de l'écriture, vouée à une efficacité sociale immédiate. L'apôtre l'emporte chez elle sur l'écrivain, et après ses années de « tentation littéraire », à son retour du Pérou, elle se tournera définitivement vers le combat politique et l'engagement social. Ses témoignages toutefois, sans obéir absolument à la conception ambitieuse qu'elle en avait tracée, ont ce caractère vivant, chaleureux et précis qui fait souvent défaut aux écrits militants, parce qu'elle n'interdit pas à sa sensibilité propre d'y parler, hors de tout modèle. Peut-être est-ce aussi ce qui leur a permis de « passer » aux générations suivantes, qui peuvent y saisir à la fois une situation historique et

¹ *Ibid.*, p. xxix.

² « [...] car, je le répète, la réforme ne peut s'opérer, et il n'y aura de probité et de franchise dans les relations sociales que par l'effet de semblables révélations. » *Ibid.*, p. xxviiij.

une attitude critique jusque dans ses limites : ce dont témoignent d'ailleurs les rééditions contemporaines.

MARCELINE DESBORDES-VALMORE : L'ENVERS DE L'HISTOIRE EXEMPLAIRE

Marceline Desbordes-Valmore n'est pas une féministe : née au 18^e siècle à la veille de la Révolution et marquée dans son enfance par une vie provinciale qui est encore celle de l'Ancien Régime, chrétienne, actrice et poète, celle qu'un contemporain baptisa « Notre-Dame des Pleurs » peut de prime abord paraître se situer aux antipodes d'une Flora Tristan ou des féministes saint-simoniennes. Elle n'est pas non plus une inconnue, dont il s'agirait d'arracher l'existence obscure à l'oubli : dès son vivant, les plus grands poètes rendirent hommage à « la femme même, la poésie même » (Hugo, 1833).

Cependant elle aussi est femme ; elle aussi connaît, malgré cette célébrité, une existence souvent difficile ; elle aussi s'indigne du sort du peuple et pleure l'écrasement de l'insurrection ouvrière lyonnaise en 1834. *L'atelier d'un peintre*¹, publié en 1833, fut certainement un roman écrit pour des raisons alimentaires, ce qui ne l'empêcha pas d'y mettre beaucoup d'elle-même. Elle se proposait d'y tracer « l'esquisse des vies méconnues », celles de la femme et de l'artiste, avec ses « apparences uniformes » et ses drames ignorés. Présenté en ces termes dans une courte préface, son projet peut donc sembler peu éloigné des témoignages féministes contemporains, à ceci près qu'elle n'a nulle intention de développer une analyse politique. Le sous-titre « scènes de la vie privée » indique assez clairement que l'intéresse davantage l'autre face de la vie, intime, quotidienne, ordinaire, l'intériorité du foyer et non les enjeux des rapports sociaux. Le sous-titre de ce roman fait immédiatement penser à la *Comédie humaine*, et à l'amitié entre Marceline Desbordes-Valmore et Balzac ; il nous rappelle aussi que le théâtre fut un lieu de formation et demeure une référence importante pour l'auteur ; et surtout son pluriel annonce un aspect essentiel du livre : il ne conte pas l'histoire unique d'un héros principal, mais donne à entendre et à voir une multiplicité de voix et de tableaux, fragments arrachés à l'obscurité de l'anonymat par l'attention de celle qui croit au pouvoir du souvenir et veut écrire « pour celles qui pleurent ».

Si le livre se propose de raconter « la vie humble, pauvre et obscure du logis », il montre aussi, sans intention délibérée, que nulle vie, si humble soit-elle, ne peut être menée en dehors de l'Histoire, cette dernière étant ici, il est vrai, la période particulièrement troublée qui s'étend de la Révolution française

¹ Marceline Desbordes-Valmore, *L'atelier d'un peintre*, (2 vol.), Paris, Charpentier-Dumont, 1833.

à l'Empire. Deux scènes en particulier peignent l'héroïsme tranquille des humbles, rejoints malgré eux par la violence de l'histoire dans la simplicité de leur vie.

La première se déroule pendant la Terreur : Thérèse, femme du Nord et bonne chrétienne, rencontre aux portes de sa ville Joseph Lebon, le « Bourreau d'Arras » ; elle feint de ne pas le reconnaître, s'entretient calmement avec lui, allant jusqu'à lui parler latin, et répond à ses questions irritées sur la guillotine que les citadins sont bien décidés à s'emparer de lui et à la faire fonctionner à son profit pour mettre fin à ses exactions. Le bourreau ne tarde pas à prendre la fuite, la ville sera épargnée, grâce au courage de cette femme et au pouvoir de la parole.

La deuxième scène a lieu dans des circonstances moins tragiques : Léonard, qui est un copiste doué et apprécié, travaille au Louvre les jours de fermeture au public, à une reproduction de la *Sainte-Cécile* de Raphaël. Sa solitude est troublée par une visite surprise de l'Empereur au musée ; poli et respectueux, le peintre n'en refuse pas moins de s'humilier devant Napoléon et de lui céder la copie à laquelle il travaille. Apprenant le lendemain que l'Empereur a fait ôter du Louvre l'original, et jeter dans un coin le travail inachevé, Léonard s'indigne naïvement : « Tyran, est-ce donc tout à toi (...) Peux-tu donc tout étreindre de ce que tu nous ravis ? »

Deux épisodes certes bien différents, qui ont pourtant ceci en commun qu'on y trouve d'humbles personnages, révoltés de voir soudain le Pouvoir s'immiscer dans leur modeste existence, puiser dans leur indignation le courage de faire face à celui qui représente la tyrannie, dans le sentiment de leurs justes droits et la fidélité à des valeurs qui leur sont propres.

À ce regret impuissant d'une vie domestique abritée des turbulences de l'histoire et des immixtions du pouvoir, le roman associe la nostalgie de l'enfance. Il est construit sur le motif récurrent du retour aux lieux de l'enfance, lieux demeurés inchangés, où s'éprouvent l'affection et la fidélité de ceux qu'on aimait. Plusieurs personnages accomplissent ce retour : Abel, jeune peintre élève de David et lauréat du prix de Rome, et Dufar, un comédien.

Léonard lui-même rentre dans sa ville natale grimé, un jour de carnaval, en compagnie de deux camarades ; devant la froideur de sa mère, qui d'abord ne l'a pas reconnu sous son déguisement et son maquillage, il se sent le cœur si « étroitement serré » qu'il ne peut retenir ses larmes et se jette dans ses bras.

L'enfance tient une grande place dans ce roman, comme dans toute l'œuvre de Marceline Desbordes-Valmore, parce qu'elle est en même temps l'image et l'espérance renouvelée, actualisée, d'une vie humaine qui ne connaîtrait pas

l'injustice et la souffrance, où l'expérience et la conscience du mal n'interviendraient pas pour chasser du paradis.

Dans ces pages où elle se souvient et parle de mémoire, le modèle oral des récits entendus dans l'enfance est perceptible à la construction des chapitres, libre et décousue, à l'utilisation de nombreuses tournures orales, de phrases segmentées, à la surabondance de la ponctuation, à la présence de mots familiers, archaïques ou patoisants, à cette prédilection pour le récit rétrospectif à la première personne. Les enchaînements y ont la liberté, l'apparent désordre de l'évocation, de la réminiscence.

L'auteur, témoin des souffrances cachées et, indirectement, de l'Histoire, n'a rien à montrer, ou plutôt à démontrer dans ce roman. Son souci : être vraie et faire revivre. Face aux hommes et aux choses elle est là, elle ressent, elle regarde « attentive et étonnée » comme son héroïne Ondine. À l'inverse des témoignages féministes, consacrés aussi aux drames de vies ignorées, le récit n'illustre ici aucune démonstration, ne débouche sur nulle explication du monde et de la société, et ne délivre aucun message. L'auteur ne se fait pas porte-parole – d'une certaine façon, elle ne parle que d'elle-même, à partir d'elle-même. Elle dira ailleurs qu'elle ne sait que souffrir, mais son expérience de la souffrance est portée à ce point où elle lui donne l'intelligence de toute douleur, et la place en situation d'empathie avec ceux qu'elle décrit. Peut-être est-ce pourquoi, « romancier malhabile », elle choisit si souvent cette forme du récit à la première personne, où son expérience se confond avec celle des différents narrateurs. Ce *je* multiple du roman semble ici tout à l'opposé du *je* exemplaire du témoignage militant, et la polyphonie évite que le dénouement de l'intrigue ne coïncide avec un sens unique.

De l'observation du présent, de l'évocation du passé, le sensible n'est jamais évacué. C'est au contraire la sensation, dans son immédiateté, qui joue à plusieurs reprises le rôle de déclencheur du souvenir ; dans cette « voix retrouvée des églises », la continuité est renouée, la cassure de la Révolution abolie et l'enfance toujours présente.

Ailleurs, c'est une odeur qui joue ce rôle de catalyseur du souvenir : tourmenté par la nostalgie du pays natal, Léonard demande à sa nièce de lui faire cuire des pommes de terre dans le four de l'atelier, malgré la chaleur de l'été, afin de retrouver les odeurs et les goûts de son enfance, et c'est le point de départ d'une longue évocation du passé. L'écriture vise à faire revivre, à prolonger la sensation et le souvenir que celle-ci a réactivé ; le tableau, le récit devraient permettre de les inscrire dans la durée. L'auteur pourtant semble douter parfois de la puissance du souvenir, ou plutôt de la possibilité de faire partager celui-ci.

C'est pourquoi le motif du secret enfoui, du cœur scellé à jamais, revient non seulement dans *L'atelier du peintre*, mais dans toute l'œuvre poétique de Marceline Desbordes-Valmore. Écrire vise aussi à sauver de l'oubli, de la destruction définitive, à ramener au grand jour ces « manuscrits ignorés ». À condition toutefois, pour Marceline, de savoir conférer aux mots le pouvoir d'émotion de la musique « qui dit moins, et qui exprime plus que la parole », et les accents de la voix, sans lesquels l'écrit demeure incomplet comme ces lettres qu'Ondine reçoit de sa sœur : « Lire ses lettres, c'était se croire près d'elle à parler bas ; et les jeunes filles aiment beaucoup à parler bas. Mais à ces lettres causeuses, la voix manquait, et l'âme d'une femme est plus dans ses accents que dans ses paroles. »

Écrire, se souvenir, c'est opposer la continuité du langage et de la mémoire aux morcellements et aux cassures de la vie, la nostalgie du passé ne signifiant pas nécessairement, par ailleurs, le refus de la vie présente ou de l'avenir.

Une communauté de préoccupations se dégage indiscutablement de ces textes féminins pourtant si différents par leur nature, leurs intentions : la douleur y occupe une place essentielle, non seulement comme « thème », mais comme trait spécifique de la condition féminine, élément constitutif de la relation aux autres et au monde, et source de l'écriture. L'emploi de la première personne, l'enracinement direct de l'écriture dans l'expérience personnelle, la volonté de témoignage, le souci de rester proche d'une oralité supposée plus naturelle aux femmes, leur confèrent un caractère commun. Mais au-delà, des différences importantes qui tiennent à la place et à l'histoire propre des auteurs les opposent, quant à la fonction de l'écriture, à la place du témoin et au sens du témoignage.

Dans les écrits à caractère militant, le *je*, garant nécessaire d'authenticité, a un statut particulièrement bâtard, puisque la femme qui écrit ne se sent pas pleinement autorisée à parler d'elle-même et en son nom propre. À la fois au service d'une cause et au service des autres, elle prétend réduire sa propre fonction à celle d'une sensibilité enregistreuse et d'un porte-parole ; elle s'interdit toute véritable subjectivité, sans pour autant s'effacer jusqu'à la transparence. L'écriture, conçue comme un moyen vers un but à atteindre, est ignorée ou instrumentalisée dans la fonction didactique et la démonstration politique. Cette instrumentalisation est indissociable d'une double réification ; celle des auteures, qui se réduisent elles-mêmes (et leur expérience propre) au statut de preuves, d'arguments, de supports de démonstrations d'une part, et de porte-parole, de représentantes des femmes d'autre part ; et celle des autres femmes, justement, supposées incapables de parole puisqu'on parle pour elles et à leur place, rejetées dans la passivité du silence, enjeux de tactiques politiques, manipulables, objets d'analyse et de démonstration.

Le souci de faire apparaître un sens, univoque, clairement lisible dans le témoignage, caution de son efficacité, risque de réduire celui-ci à un squelette ou à une conclusion. À vouloir se hausser à la hauteur de l'histoire pour en tirer les leçons afin d'agir sur elle, le témoignage risque d'évacuer, de manquer, ce qu'il y a de plus personnel et spécifique dans l'expérience, de plus sensible et concret dans l'observation. D'où le caractère intermédiaire de nombreux textes, qui ne sont ni des traces vivantes et précises d'une réalité, ni une véritable réflexion critique élaborée de façon personnelle et émancipée de ses modèles. Le texte est tellement lié à une efficacité immédiate, à une finalité d'ordre conjoncturel qu'il n'est plus parfois que cela : un instrument qui ne peut plus « servir » quand la situation qui l'exigeait a disparu. Les générations suivantes ne peuvent plus s'en servir pour penser le passé et la continuité, pour constituer une mémoire, du moins sans effectuer tout un travail critique de mise en perspective. D'où la menace de l'oubli.

La fiction au contraire, chez Marceline Desbordes-Valmore, justement parce qu'elle ne veut rien démontrer et n'obéit pas à une finalité préétablie, restitue plus aisément, à travers l'attention au sensible et au concret, des fragments de passé dans leur caractère vivant, des personnages dans leur place spécifique et leur historicité. Le *je* de l'auteur n'y assène pas de vérités, mais va, après la préface, céder la place, ou plutôt se mêler aux personnages dans les *je* multiples des différents récits rétrospectifs ou des dialogues.

Il n'est pas question ici de « réhabiliter » ce roman, non plus que de « condamner » la génération féministe de 1830 pour sa confusion et ses illusions inscrites dans les limites de la situation historique. Mais de commencer à penser, à partir de la confrontation de ces différentes voies empruntées par la mémoire, comment l'oubli qui frappe continûment l'histoire des femmes, loin d'être une malédiction, peut être aussi l'effet du langage où elle s'écrit, d'une relation non critique à l'histoire du passé comme du présent, elle-même effet de l'absence d'une théorie propre et d'une pensée autre que l'emprunt ; comment fiction et autobiographie peuvent donner plus à connaître de l'histoire que des écrits à caractère militant ou social pourtant conçus directement comme documents ou témoignages ; comment l'oubli, comme l'histoire, se bâtit aussi au présent.

Bibliographie

Sur les saint-simoniennes

BULCIOLU, Maria Teresa. *L'école saint-simonienne et la femme : notes et documents pour une histoire du rôle de la femme dans la société saint-simonienne, 1828-1833*, Pisa, Goliadica, 1980.

J.-R. DERNÉ, dir. *Regards sur le saint-simonisme et les saint-simoniens*, Presses Universitaires de Lyon, 1986.

ELHADAD, Lydia et Geneviève FRAISSE. « L'affranchissement de notre sexe. À propos des textes de Claire Démar réédités par Valentin Pelosse », *Révoltes logiques*, n° 2, printemps-été 1976.

Sur Flora Tristan

DESANTI, Dominique. *Flora Tristan, la femme révoltée*, Paris, Hachette, 1972.

Un fabuleux destin : Flora Tristan. Actes du Premier colloque international Flora Tristan, présenté par Stéphane Michaud, Éd. Universitaires de Dijon, 1985.

Sur Marceline Desbordes-Valmore

ALDER, Laure. *À l'aube du féminisme : les premières journalistes (1830-1850)*, Payot, 1979.

MOULIN, Jeanine. *Marceline Desbordes-Valmore*, Paris, Seghers, coll. Poètes d'aujourd'hui, 1955.

PLANTÉ, Christine. « Marceline Desbordes-Valmore : l'autobiographie indéfinie », *Romantisme*, 1987 (à paraître).

Deuxième partie :
en périodes froides

6

Les demoiselles catholiques italiennes

Michela De Giorgio *

[Retour à la table des matières](#)

Cette étude envisage certains aspects, que j'ai jugés particulièrement révélateurs, de la gestion politique de la plus importante des organisations de jeunes filles catholiques italiennes entre 1918 et 1928.

L'histoire des rapports entre le groupe dirigeant de la *Gioventù femminile cattolica* et les adhérentes montre la différence de ces figures sociales par rapport au bloc compact que semble être l'expression collective des convictions religieuses et culturelles de la *Gioventù femminile* ¹.

La presse féminine catholique à laquelle je me réfère est fortement « idéologisée » et contient de nombreuses prescriptions normatives. La mobilisation qu'elle décrète pour les jeunes filles catholiques s'enracine dans la

* Traduit de l'italien par Pascale Koch.

¹ En fait, c'est surtout le type de documentation que j'ai employé qui m'a forcée à opérer une sorte de séparation au détriment de la compacité du groupe. Pour faire ce travail, j'ai utilisé les sources de presse : le bimensuel (devenu par la suite hebdomadaire) et la revue mensuelle de la *Gioventù femminile*. Je me suis servie, en outre, de l'autobiographie de Armida Barelli, fondatrice du groupe, des biographies qu'on a faites d'elle et des histoires de l'organisation, écrites par d'importantes dirigeantes de la *Gioventù femminile*. Nous connaissons les limites de ce type de sources. Sur la presse de la Jeunesse féminine d'action catholique, voir L. Gaggioli, « La stampa della GF dagli inizi », dans *L'opera di Armida Barelli nella Chiesa e nella Società del suo tempo, Atti dell'incontro di studio di Roma, 19-31/1983*, Roma, ed. AVE, 1983 ; sur les organisations : A. Barelli, *La Sorella Maggiore racconta*, Milano, Vita e Pensiero, 1949 ; G. Barra, *Visse per un ideale*, Milano, 1961 ; M. Allosio, *Ida Barelli*, Padova, ed. Messagero, 1978 ; I. Corsaro, *Armida Barelli*, Milano, 1955 ; M. Sticco, *Una donna fra due secoli*, Milano, Vita e Pensiero, 1967.

construction d'une identité particulière, d'une différence qui devient le point fort d'un appel plus général – « Conquérir grâce à l'Eucharistie, l'Apostolat et le Sacrifice l'avènement du règne du Sacré-Cœur en Italie » – qui dépasse le groupe dans sa spécificité. Les dimensions culturelles de cette action collective sont complexes : la vieille tradition catholique coexiste avec des innovations qui attestent le besoin de changement.

Les sources de presse que j'ai utilisées permettent, non pas de faire de cette culture une lecture statique, mais d'y voir une évolution dont j'essayerai de retrouver les impulsions, les agents, les modalités. La documentation que nous offrent ces sources, bien que très précieuse, est loin d'être objective. Souvent, il s'agit d'un matériel qui dicte, plus ou moins impérieusement, des prescriptions formelles relatives au rôle de la jeune catholique. Le cheminement de ces documents jusqu'à celles qui en feront usage reste plutôt mystérieux. Mais il est aussi abstrait d'étudier les comportements féminins dans leur réalité située hors des schémas de l'idéologie. Les sources de presse ne contiennent évidemment pas seulement des admonestations formelles et des normes de comportement. Elles reflètent plus souvent la tension entre norme et comportement, d'où naissent de nouvelles définitions du licite et de l'illicite.

Les propositions dictées par le bon sens conservateur des organisations féminines catholiques – même si l'examen minutieux des difficultés et des tourments de celles qui essayent de modifier leur rôle traditionnel les a rendues plus persuasives – auraient aussi peu d'incidence et d'effet qu'un sermon si elles n'étaient accompagnées d'importantes compensations offertes aux militantes : participation, activisme, communauté, reconnaissance collective.

LES ORIGINES DE LA JEUNESSE FÉMININE D'ACTION CATHOLIQUE

Un silence général dans les rangs féminins d'un collège mixte de Milan, à la fin de 1917, accueille le jugement péremptoire d'une enseignante exagérément laïque. Celle-ci déclare : « Je pense qu'aucun d'entre vous n'est assez imbécile pour aller encore à la messe. » Sept jeunes gens bondissent sur leurs pieds : « Nous sommes parmi ces imbéciles qui vont encore à la messe. » Ils font partie de la *Gioventù Cattolica*. Les trente-deux écolières de la classe restent muettes. Et pourtant, on découvrira par la suite que « trente d'entre elles sont bonnes croyantes et pratiquantes, et deux communient tous les jours ¹ ».

¹ A. Barelli, *La Sorella*, 1948, p. 7-8.

Cet épisode de silence féminin poussera Armida Barelli (1882-1952) – jeune fille de la haute bourgeoisie milanaise de tradition laïque – à fonder, sur les conseils pressants du Cardinal Ferrari de Milan, la *Gioventù femminile cattolica italiana (GF)* (Gaiotti di Biase, 1979). La naissance de la *Gioventù femminile cattolica* à Milan, le 17 février 1918, marque un tournant très important dans l'histoire des organisations féminines catholiques. C'est un tournant dans la politique organisationnelle et culturelle. *L'Unione donne di azione cattolica italiana (UDACI)* (Dau Novelli, 1981), la *Sezione universitarie* (fondée en 1922) et la *GF* forment les trois branches de *l'Unione femminile cattolica italiana*. Des trois, la dernière est certainement la plus importante et celle qui bénéficiera de la plus grande adhésion sociale. En trois ans, la *GF* rassemble 228 495 adhérentes, constitue 4 369 cercles paroissiaux, diffuse sa propre production imprimée composée « de livres de culture et de réflexion », de divers journaux régionaux, d'un bimensuel national, *Squilli di resurrezione* qui a 35 000 abonnés, d'une revue mensuelle, *Fiamma viva* dirigée par Armida Barelli elle-même et par Maria Sticco, qui compte 10 000 abonnés ¹.

La *GF* arriva sur la scène italienne de l'après-guerre avec d'importantes innovations dans les méthodes de prosélytisme, l'infrastructure et l'articulation d'un programme d'éducation « sentimentale » et religieuse pour les jeunes catholiques (De Giorgio et Di Cori, 1979). Le grand changement social de l'après-guerre n'est pas moins intense en Italie que dans les autres pays européens. Tout « changement social » classique prévoit, entre autres, la modification des rapports entre sujets sociaux et codes moraux. Les structures mentales, les formes de sensibilité, de sociabilité, les comportements publics et privés subissent des transformations inattendues.

La *Gioventù femminile* se débat dans le flot agité du changement brutal de mentalité, avec la conviction que l'attitude d'imitation et d'adaptation – surtout féminine – peut aussi ne pas s'identifier totalement au « nouveau » : « Il y a un mimétisme du vice comme il y a eu, avant, un mimétisme de la vertu. C'est peut-être une mode passagère qui fera triompher de nouveau le bon sens ². »

Mais les techniques de surveillance de la *GF* doivent de toute façon s'adapter au nouvel espace de visibilité sociale où agissent les femmes.

Les formes de soumission des pratiques religieuses aux modalités du comportement social ont souvent fait l'objet d'études dans le cadre de l'histoire des mentalités. Le résultat de ces recherches a fréquemment montré que, même

¹ Les données sont prises dans *Fiamma viva*, octobre 1982, p. 592-603. Pour les années 1922-1925, voir *Relazione statistica della Gioventù femminile cattolica italiana, Triennio 1922-1925*, (Vol. I-II), Milano, 1985.

² *Fiamma viva*, mars 1925, p. 189.

dans un contexte où s'imposent de nouvelles valeurs socio-culturelles – dans le cas de la GF, il s'agit des capacités d'organisation et de la gestion de l'image « publique » de la militante catholique –, les vertus chrétiennes ont toujours droit à la place finale, concluante, suprême. Il est cependant difficile d'accomplir des gestes sociaux *formellement* chrétiens lorsqu'il est obligatoire de faire coexister l'exigence de *dire* le sens d'une pratique religieuse avec la logique sociale du *faire* (de Certeau, 1975).

La « cartographie » de la société féminine de l'après-guerre et des années vingt est difficile à établir. On réunit péniblement les points cardinaux de la société, abstraction faite des différences de sexe : sens et identité, conflit et malaise.

Dans les premières années qui suivent la guerre, le bolchevisme est l'ennemi principal de la GF, ou plus exactement, l'ennemi le plus visible. Mais il y en a d'autres plus insaisissables, les effets et les dégradations du laïcisme. Tous les synodes italiens, entre 1859 et 1904, avaient insisté sur le fait que les crimes perpétrés contre la moralité avaient pour unique cause l'exclusion du Christ de la famille, de l'école, des codes, des parlements. Ce qui tendait à laisser de côté les arguments de l'apologétique de la fin du 18^e siècle pour qui la dépravation des mœurs naissait de la corruption du cœur (Gambasin, 1969).

Ce thème « sentimental » sera, en revanche, repris – avec des variantes et une argumentation plus modernes – par la *Gioventù femminile cattolica*. « Apôtre ou apostat », c'est l'impératif catégorique de la GF ; les premiers pas du prosélytisme sont rythmés par des communiqués de ton militaire :

Qu'est et que veut la *Gioventù femminile cattolica italiana* ? Qu'est-elle avant tout ? Une mobilisation. Quand la patrie est menacée, on bat le rappel des troupes, on équipe les régiments, on les envoie combattre. Aujourd'hui, la foi est menacée et nous appelons à son secours la vaillante armée des femmes ; nous sommes sûres que, si nous mobilisons tous nos soldats en jupon, non seulement nous défendrons notre patrimoine religieux, mais nous obtiendrons le renouveau religieux de notre Italie auquel nous aspirons toujours ¹.

La guerre à peine finie autorisait ces métaphores, mais les « milliers de jeunes femmes dispersées et donc faibles » qui ne pourront jamais vaincre en étant « des soldats incapables de porter un fusil » devront surtout livrer la bataille sur un front ardu et rebelle, celui des sentiments féminins de l'époque, l'instabilité, le malaise, l'inquiétude. La GF s'adresse à un monde hétérogène : jeunes femmes de la ville et de la campagne, ouvrières et paysannes, enseignantes et employées du tertiaire. Mais elle s'adresse aussi à une large catégorie d'adhérentes qui vivent encore – à des degrés divers de bien-être

¹ *Le Nostre Battaglie*, 27 avril 1919.

matériel – la condition de filles de famille, plus ou moins assoupies dans un « opium domestique ¹ ».

Les « signorine »

Il n'est pas facile de caractériser précisément le « mécontentement » des jeunes Italiennes de l'après-guerre parce qu'il s'agit d'un sentiment aux limites confuses. La presse catholique le dénonce fréquemment dans une interprétation qui tend à regrouper, dans la compacité rigide du péché, un déchiffrement des signes qui constitueraient l'essence du mécontentement. Mais pour définir le statut du « péché de mécontentement », on se réfère aussi à un ordre social, à l'espace de relations où il se place.

Les acteurs sociaux qui semblent le plus visiblement incarner le « mécontentement » des femmes sont regroupés dans un vaste ensemble dont il est difficile d'individualiser les aspects sociaux concrets. Il s'agit de la catégorie des « Demoiselles ». *La Gioventù femminile cattolica* a depuis sa fondation une *Sezione signorine*. Son existence est reconnue au premier congrès de la *GF* en octobre 1919. Au second congrès, qui a lieu à Rome le 16 septembre 1922, on communique aux 4 000 participantes les résultats des trois années de vie de l'organisation. Les 228 495 adhérentes, réparties en 4 369 cercles paroissiaux se subdivisent en diverses catégories : 50 % sont des « adhérentes travailleuses », 15 % des employées, 15 % des enseignantes, 13 % des étudiantes, 7 % des « Demoiselles ² ». La section *Signorine* de la *GF*, la plus restreinte numériquement, se maintiendra jusqu'en 1946, date à laquelle elle fusionne avec la *Sezione Insegnanti* au sein des *Movimenti dell'azione cattolica*, indépendants des grandes organisations à base paroissiale.

Celle-ci, destinée aux « filles de l'aristocratie et de la bourgeoisie », se donne pour tâche de faire d'une « élite sociale une élite spirituelle, culturelle et dirigeante pour la *Gioventù femminile* ». L'organisation de chaque section diocésaine est structurée tout à fait comme les autres sections de la *GF* : cours annuels pour les dirigeantes et les simples adhérentes, semaines culturelles, pèlerinages, « excursions artistiques ³ ».

La *Sezione signorine* s'éteint après la Seconde Guerre. Armida Barelli ⁴ donne les raisons de la disparition progressive de la section : « Le changement

¹ *Fiamma viva*, octobre 1922, p. 592-603.

² *Fiamma viva*, octobre 1922, p. 592-603.

³ Sur les pèlerinages de la *GF*, voir *Fiamma viva*, juin 1925, p. 342-346 ; et aussi M. Sticco, *Una settimana in Terra Santa*, Milano, Vita e Pensiero, 1931.

⁴ Voir son autobiographie, écrite en 1948, *La Sorella Maggiore racconta*, qui est un bilan de trente ans de vie de la *GF*.

des conditions économiques de l'Italie après la guerre a également touché les conditions des particuliers. Beaucoup de riches d'autrefois sont pauvres aujourd'hui. Les 'indépendants' d'autrefois ont dû chercher du travail et de ce fait la vie de la *Sezione signorine* a été plus difficile ces dernières années ¹. »

Des causes économiques bien marquées chronologiquement auraient pesé sur le destin d'une catégorie sociale de femmes qui vivaient (ou survivaient) à l'intérieur d'un noyau familial, totalement intégrées, sans qu'on leur demandât de compensation et bien qu'elles ne fournissaient aucun revenu. En réalité, déjà après la Première Guerre, la *GF* avait dû affronter le problème de l'appauvrissement progressif d'amples couches sociales sur lesquelles pesait la charge de filles improductives, sans capacités professionnelles, mal protégées face à l'angoisse du quotidien par cet unique titre : « Mademoiselle ² ».

La section *Signorine* de la *GF*, depuis sa fondation, ne constitue pas seulement une structure d'accueil pour les jeunes femmes « non actives » (plus ou moins alarmées par les impératifs pressants du « Suffis-toi à toi-même »), mais surtout un modèle pour toutes les autres sections de la *GF*. En effet, au début des années vingt, les « Demoiselles » ne sont pas uniquement des épaves dans la tourmente du nouvel aménagement social ; elles incarnent aussi un modèle qui échappe, ou veut échapper, aux impératifs économiques et qui exprime son système de valeurs en le fondant justement sur un *status* non professionnel.

« Les adhérentes de la *GF* pour pouvoir remplir leurs devoirs doivent acquérir une physionomie tout à fait opposée à la mentalité de l'époque ³ » : cet *ars vivendi* tout à reconstruire ne se réclame pas, évidemment, des modèles d'émancipation féminine contemporains. Il ne prêche qu'occasionnellement le travail, l'activité intellectuelle, l'autonomie.

L'origine des membres inscrits à la *GF* n'est homogène ni socialement, ni culturellement, ni territorialement. Cette diversité est contrôlée par des stratégies qui, de plusieurs façons – systématiques ou conjoncturelles –, recourent au modèle de la « Demoiselle » considéré comme l'un des plus puissants facteurs d'intégration des différences, car il compte surtout sur la « suspension » des choix liés au rôle, « sur le moratoire socio-psychologique » (Abrams, 1983) que le *status* de la « Demoiselle » peut offrir. Mais, en réalité, l'état de « Demoiselle » n'est pas seulement temporaire. Dans ce modèle, et dans son image sociale, tradition et modernité cohabitent dans des proportions explosives. Socialement plus « libres », détachées des obligations matérielles,

¹ A. Barelli, *La Sorella*, p. 186-187.

² *Fiamma viva*, août 1925, p. 450.

³ M. Di Pietro, *Ricordi di un ventennio*, Milano, Vita e Pensiero, 1938, p. 63.

les « Demoiselles » représentent remarquablement – dans leur situation dorée, bien sûr – ce terrain d'affrontements qui préside à la transformation de l'outillage mental propre aux transitions : comportements sociaux, catégories de pensée, normes esthétiques et morales.

S'agit-il donc d'un groupe social réel qui peut être identifié par des traits sociaux reconnaissables et par une culture commune ? Ou bien le terme « Demoiselle » recouvre-t-il seulement nominalement des groupes féminins stratifiés et croisés suivant des lignes variables ? Nous ne sommes pas face à un problème sociologique insoluble. Il faudra simplement tenir compte d'une complication : l'identité de la « Demoiselle » n'est plus seulement une donnée d'état civil, mais s'étend à d'autres classes d'âge et à d'autres classes sociales.

Le terme recouvre aussi certainement la réalité sociale liée à la déférence qui régissait des réseaux de relations formels marqués par l'obséquiosité dans les rapports privés et publics (Barbagli, 1984). Mais *la forme*, outre le respect d'un code de relations, est un « atténuant » non négligeable de la disparité des conditions sociales : en éludant le problème des différences les plus visibles, elle puise aux sources de la psychologie et de la morale sans s'occuper des inégalités économiques et sociales les plus aiguës.

« Mademoiselle » peut aussi être un titre arbitraire, de fait il a le pouvoir dont nous avons déjà parlé, celui de fondre les différences ou au moins de les dissimuler : « et maintenant que les femmes sont égales même dans leur titre courant, l'appellation de madame et de mademoiselle se répand sans distinction de classes ¹. » Il s'agit, dans ce cas, de la généralisation de l'appellation qui montre l'atténuation de certains signes de distinction sociale qui, en suivant « la vague de nivellement de la démocratie, a cherché à abolir les différences ² ».

Il n'est pas possible de traiter ici la question de l'émulation sociale des femmes et de la façon dont la *GF* a mis en œuvre une politique de prévention et de contrôle à travers la définition codifiée de groupes sociaux. Classes et rôles (et leurs modèles culturels respectifs) subissent la pression d'étiquettes inamovibles : le discrédit qui accompagne l'insatisfaction de celles qui tentent (ou ont le désir) de changer leur propre condition est d'ordre moral. L'envie sociale, l'amour du luxe seraient souvent l'unique motivation, non seulement du désir d'émancipation, mais aussi de plus modestes ambitions de changer des conditions de travail peu satisfaisantes.

En revanche, on accorde une plus large place, et on réserve un meilleur accueil aux « bonnes » intentions d'insertion dans le monde du travail de la part

¹ *Fiamma viva*, avril 1926, p. 195-196.

² *Ibid.*

des « demoiselles ». On encourage surtout celles qui risquent d'être les victimes des transformations économiques qui altèrent progressivement les conditions de leur *status* social. « Que puis-je faire pour vivre ? » est une question assez fréquente et anxieuse. *Fiamma viva* conseille aux demoiselles – en citant un livre français d'Annie C. Jéglot – « de s'étudier physiquement et moralement pour choisir un métier correspondant à leurs forces et de l'apprendre sérieusement et non en dilettante ¹ ».

Les Demoiselles au travail

Métiers ou professions « appris à moitié » manifestent une mauvaise conscience et un comportement qui n'est qu'extérieur. Les interdits reculent plus facilement devant l'ordre de nécessité qui impose de travailler que devant des dispositions intérieures même exemplaires.

Nous ne pouvons que faire allusion brièvement à l'entrecroisement des modèles de culture et de mentalité qui, entre les deux guerres, sous-tend de nombreuses prises de position de la société italienne face aux concessions à accorder aux femmes dans le domaine du travail et de la culture. Souvent l'attitude de la *GF* à l'égard du travail féminin s'accorde avec l'opinion assez générale de l'époque. Elle se retrouve dans les hypothèses d'interprétation du fascisme italien qui s'y réfèrent comme à un « mélange d'éthique frustrée du travail et une tentative d'imposer une éthique du travail » (Barrington, 1980).

L'arrière-plan de ce « mélange » est complexe. Il comprend aussi les modèles culturels de certains intellectuels qu'aujourd'hui, on juge indubitablement « progressistes » mais qui n'hésitaient jamais, alors, à stigmatiser ces processus de mobilité sociale ascendante réalisables, par exemple, grâce à l'accès de plus larges catégories à l'instruction publique (Barbagli, 1974).

Seule une exceptionnelle détermination liée à un grand esprit de sacrifice, en plus, évidemment, d'intelligence et d'aptitude justifiaient, pour la *GF*, l'accès des femmes aux études supérieures. En ce sens, il n'y a pas de variation sensible entre les prises de position de *Fiamma viva* et celles des représentants de la culture laïque : « Pour toutes les professions, les études s'avèrent longues, énervantes, coûteuses, les débuts décourageants, très difficiles ; il faut donc

¹ A. -C. Jéglot, *Pour les jeunes filles : l'art d'être charmante*, Paris, 1924, cité dans *Fiamma viva*, août 1925, p. 450-451.

que la jeune candidate à la *via crucis* professionnelle ait une intelligence solide, peu commune et une non moins commune résistance physique ¹. »

Le respect avec lequel la *GF* traite ses dirigeantes diplômées, les spécialistes dans les domaines de l'économie, de la littérature, des sciences sociales, semblerait contraster avec son attitude si peu encourageante à l'égard de *l'état naissant* de carrières ou de vocations professionnelles. En réalité, il s'agit d'un signe, parmi tant d'autres, d'une relation complexe, comme celle qui s'établit ces années-là entre des femmes émancipées (les dirigeantes de la *GF* l'étaient sans aucun doute) et des jeunes femmes qui essayaient de gravir les premiers échelons de l'émancipation. Celles-ci n'avaient, quant à cette carrière ascendante, que des rêves imprécis, souvent vaporeusement littéraires, et non des compétences exactes, impeccablement professionnelles.

Vis-à-vis de la pléthore de femmes déterminées dans leurs rêves, mais indéterminées dans l'action, la *GF* fait souvent preuve de misogynie féminine. Entendons par misogynie, agacement, gêne, distance, manque d'affinité. Cette attitude restreint le cheminement difficile de l'émancipation des femmes aux limites secrètes de l'expérience individuelle sans marquer la moindre reconnaissance pour les difficultés, non seulement subjectives mais objectives, qui peuvent jalonner un parcours professionnel ².

Cette incompréhension intolérante s'atténue énormément dans les cas où le travail féminin devient un destin obligé, assumé par obéissance aux lois de la nécessité économique. Il en est ainsi pour ces « Demoiselles » dont le destin social tend à suivre une courbe descendante. Les effets des revers familiaux sont tout à fait sporadiques dans la condition féminine, entre les deux guerres. Il s'agit de familles de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie qui, après la mort du père, unique source de revenus, sont obligées de survivre avec des pensions extrêmement modestes. En 1917, le roman *Signorine di studio* de Bianca de Maj eut un immense succès féminin. C'est l'histoire – présentée comme banale – d'une jeune bourgeoise de province âgée de seize ans qui se retrouve orpheline de père et doit entretenir sa mère (noble de naissance et de sentiments, mais incapable d'exercer un métier) et ses trois frères qui ne

¹ La stigmatisation des processus de mobilité sociale ascendante qui aurait pu se réaliser grâce à l'accès de plus larges couches sociales à l'instruction publique est très répandue dans l'Italie de l'après-guerre ; voir les exemples apportés par M. Barbagli, *Disoccupazione intellettuale e sistema scolastico in Italia*, Bologna, Il Mulino, 1974, p. 236. D'ailleurs pour certaines couches sociales, l'instruction des jeunes filles n'est pas seulement la garantie d'une future vie indépendante, mais aussi le moyen de passer – à la suite d'un mariage monogame du point de vue intellectuel – dans une classe sociale supérieure ; voir à ce sujet, R. Michels, *Nuovi studi sulla classe politica*, Milano-Roma, 1936, p. 79-85.

² Voir, par exemple, le conte « La Dottoressa » dans *Fiamma viva*, juin 1927, p. 378-382.

peuvent pas vivre de la seule petite pension mensuelle de quatre-vingt-dix lires.
Le roman porte une dédicace :

« Aux filles d'Italie
qu'à l'ombre d'un bureau
la nécessité conduit et la fatalité oublie
où au rythme des horaires
la jeunesse se fane. »

(De Maj, 1917).

La catégorie des « Demoiselles » appartenant à des couches sociales en voie de paupérisation est pratiquement codifiée dans la réponse qu'une lectrice de *Fiamma viva* donne au concours proposé par la revue de la *GF* sur le modèle de celui qu'organisa *La grande revue*, en août 1925. Sur les bureaux de la rédaction arrivent deux cents réponses (dont neuf seront publiées) à un questionnaire en cinq points. Les réponses à la première demande « Que pensent les jeunes femmes modernes de la position matérielle, sociale ou morale que la vie leur offre et comment envisageraient-elles de l'améliorer ? » présentent souvent des analyses percutantes du monde hétéroclite des jeunes femmes « non actives ».

Dans sa réponse, jugée la meilleure par la rédaction, Elisabetta Ricci Curbastro divise les « jeunes femmes modernes » en trois catégories : « Jeunes filles de la soi-disant bonne société, c'est-à-dire filles de familles riches qui vivent de leurs rentes, jeunes filles de bonne famille mais appartenant à des familles non riches, jeunes étudiantes et jeunes employées, ouvrières, paysannes ¹ »

Les adhérentes en puissance à la section *Signorine* de la *GF* peuvent appartenir au premier ou au second groupe. C'est le second qui est le plus difficile à gérer « culturellement » parce qu'il est constitué de : « L'innombrable troupe des filles sans dot qu'elles soient filles d'un noble, d'un général, d'un préfet, d'un avocat ou d'un architecte [...] Cette catégorie n'est, naturellement, pas satisfaite si elle vit pauvrement de rentes médiocres ; elle n'est pas du tout satisfaite si elle travaille... et encore moins satisfaite si elle trouve dans un mariage inadéquat une situation 'faute de mieux' ². »

Ce schéma tripartite de la société féminine n'est pas exclusivement le fait de la *GF* : il ne s'agit pas seulement d'une division de classes visible, mais plutôt d'un changement qui l'affecte vers la fin du 19^e siècle. Prévost appelle

¹ *Fiamma viva*, décembre 1925, p. 760-764.

² *Ibid.*

« krach de la pudeur et de la dot » le changement qui suivit le tarissement progressif des mariages arrangés et stipulant par contrat le versement d'une dot par les familles. Il est difficile de préciser comment s'opéra un tel changement qui transforma radicalement le comportement des « filles préoccupées à l'idée de se faire une position » et donc « poussées vers l'immoralité du facteur économique » (Sighele, 1910).

Certes, l'acceptation du fait que le mariage ne peut plus être la seule ressource pour une catégorie sociale de femmes d'extraction bourgeoise ou petite-bourgeoise semble être confirmée par l'essor de l'instruction féminine du second degré (écoles secondaires) pendant l'entre-deux-guerres. C'est un processus brutal de scolarisation féminine qui dément les hypothèses selon lesquelles le système scolaire se serait ouvert lentement et progressivement aux jeunes femmes, et que cette ouverture serait le résultat d'un processus – progressif lui aussi – d'émancipation lié au dépassement de préjugés antiféministes et d'acceptation d'un nouveau rôle de la femme dans la société ¹.

L'accroissement de la clientèle scolaire féminine – soit en valeur absolue, soit en pourcentage – correspond aux deux guerres mondiales. Mais en 1927 et 1928, qui furent pourtant des années de crise, on note aussi une augmentation, quoique plus légère. La vraie explosion de l'instruction féminine date, cependant, de 1930 et se poursuit durant toutes les années de la grande dépression. Certains travaux ont mis en rapport cet accroissement avec les difficultés de l'emploi féminin pendant la période fasciste (Barbagli, 1974).

Il est vrai que la culture féminine de l'immédiat après-guerre – la presse des organisations féminines, laïques et catholiques, les romans d'auteurs des deux sexes – témoigne d'une fermentation de la réflexion sur le travail des femmes. Certaines activités, par exemple éducatives, sont justifiées non seulement comme l'affirmation de dignité professionnelle féminine mais aussi comme vocation.

Pourtant le partage entre ce qui est licite et ce qui ne l'est pas subsiste encore. Il n'est pas juste de l'attribuer à l'attitude de consentement tardif et prudent dont seule la culture catholique ferait preuve. En réalité, des traditions de culture conservatrice coexistent avec des innovations qui dépendent dans une large mesure des nouvelles exigences de groupes sociaux de femmes qui ne sont plus garanties par le status de filles de famille. Il n'est pas possible ici de broser un tableau des divers moments et des résultats de cette évolution.

La presse de la *Gioventù femminile cattolica* chercha surtout à contrôler la nouvelle conscience de soi que les femmes tiraient de leur nouveau *status*.

¹ Voir M. Barbagli, *Disoccupazione*, p. 235.

Souvent, c'était plus qu'un contrôle, presque une culpabilisation. Les nouvelles figures féminines professionnelles qui produisent de nouveaux comportements et une nouvelle mentalité encourent des jugements qui se réfèrent plutôt à la personnalisation du cas qu'à son aspect social. Le substrat matériel qui détermine certains choix féminins est effacé, comme s'il s'agissait d'un détail de peu d'importance, au profit d'interprétations psychologiques : souci de son propre état, ambition, égoïsme sans borne.

Il faut dire que l'histoire des attitudes de toute la culture de l'époque à l'égard des étapes désirées ou obligées de l'émancipation féminine est complexe et contradictoire. Inutile de dresser le catalogue des novateurs et des conservateurs : on ne peut reconstruire un schéma aussi linéaire.

DEMOISELLES POUR LA VIE

Pour la jeune italienne idéale, la famille est la perspective la plus convoitée, selon la définition qu'en donne la presse catholique. Une différence très caractérisée sépare les femmes mariées des célibataires. Des modèles de vie différents les placent pour ainsi dire automatiquement dans des groupes distincts de la société féminine. Cette différenciation n'est pas mise en relief seulement par la *Gioventù femminile*. C'est une constante qui se retrouve dans tous les manuels de bonnes manières de l'entre-deux-guerres : des droits et des devoirs très diversifiés sont attribués à la catégorie des célibataires et à celle des femmes mariées. « Demoiselles » et « Dames » suivent des règles de comportement qui, même dans toutes leurs variables, sont fixées essentiellement par l'événement du mariage, qui détermine explicitement le passage d'un modèle de vie à l'autre.

La définition de « Demoiselle » associe des critères de représentation culturels, psychologiques, sociaux. Il n'existe pas, en revanche, de critères d'interprétation qui se réfèrent directement aux classes d'âge¹. L'appellation « Mademoiselle » ne s'applique pas toujours à une jeune fille. Pour une même génération, des conditions de vie différentes dans l'espace social influent autant sur la maturité physique et psychologique que sur les impératifs matrimoniaux. C'est pour cette raison que la classe d'âge à laquelle appartiennent théoriquement les jeunes catholiques se révèle être une structure élastique aux limites mobiles. Cette souplesse est une caractéristique de la *GF* depuis sa fondation.

¹ Selon les sources littéraires catholiques, l'âge des fiançailles est autour des vingt ans ; voir *Fiamma viva*, avril 1922, p. 231-238. Voir aussi A. Terrabugio, *La giovinetta cattolica*, 1899 ; R. Bettazzi, *La Giovine e la Moralità*, Torino, 1915 ; Abbé Ch. Grimaud, *Futures épouses*, Paris, 1923, 2^e édition.

Le premier projet d'organisation de la jeunesse féminine, antérieur à la fondation de la *GF*, aurait dû s'appeler *Unione delle giovanette* ; elle était conçue comme une œuvre patronnée par l'*Unione donne cattoliche* à l'intention des filles jusqu'à dix-huit ans. Cette limite d'âge était liée à la fonction bien précise de maternage et de tutelle que l'*Unione donne cattoliche* aurait dû exercer. Mais la *GF* est née avec une autonomie bien définie par rapport à l'*Unione donne*. Elle a donc aussi une autonomie de décision en ce qui concerne l'âge de ses propres adhérentes qui ne devront plus être chaperonnées par l'organisation des femmes catholiques adultes.

Le 28 septembre 1918, Armida Barelli, fondatrice du premier noyau milanais de la *GF*, est reçue au Vatican, en audience privée par Benoît XV. Mademoiselle Barelli, âgée de trente-six ans, se présente à la première entrevue avec le pape, émue mais bien décidée à refuser la charge d'organiser la *Gioventù femminile* à l'échelle nationale. De nombreux engagements dans le diocèse de Milan – en premier lieu, celui de « caissière » au Comitato promotore de l'*Università cattolica* – l'empêchent de fonder la *GF* dans tous les diocèses d'Italie. Le pape écoute avec intérêt et dit « simplement » : « Continuez votre travail : au lieu d'aller fonder la *GF* dans les villages de votre diocèse, vous irez la fonder dans les chefs-lieux diocésains : voilà tout. »

Mademoiselle Barelli répond : « Oh ! Votre Sainteté, c'est tout différent : une chose est d'aller fonder une association dans un village, bien accueillie et bien aidée par le curé et puis rentrer le soir chez soi, une autre est de faire le tour de l'Italie. Je n'ai jamais voyagé toute seule, je n'ai jamais quitté ma mère. Je n'ai jamais parlé au public. Comment me présenter aux évêques, organiser la *GF* dans les grandes villes ? Non, non, je n'en suis pas capable, je ne le peux pas, je ne le peux pas. »

Doux, ferme, persuasif, « et pourtant si impérieux », Benoît XV convainc Armida Barelli. Et immédiatement, on en vient à discuter du projet de statut de la *GF*. Au pape qui lui demande si elle a des observations à faire, A. Barelli répond vivement qu'elle n'est pas d'accord sur la limite d'âge des adhérentes à la *GF* : « Vingt-cinq ans, c'est trop peu. Je serais déjà la première à être hors-la-loi. Au moins trente, Saint-Père ! » – « Que veut dire 'au moins trente', vous voudriez trente-cinq ? » – « Précisément. » « Soit, va pour trente-cinq ¹ »

La limite d'âge des membres de la *GF* sera un perpétuel objet de discorde avec l'*Unione donne cattoliche*. Le passage de l'une à l'autre organisation devrait s'effectuer automatiquement pour les adhérentes qui se marient ou qui arrivent à l'âge de trente-cinq ans. Mais malgré les normes statutaires, un tel

¹ A. Barelli, *op.cit.*, p. 17 et M. Sticco, *Una donna.... op. cit.*, p. 107-113.

passage est difficile. L'historiographie catholique impute aux trente ans de gestion de la *GF* par A. Barelli ce défaut d'automatisme : « La permanence incontestée d'A. Barelli à la tête du mouvement au-delà des limites prévues statutairement et surtout l'esprit d'appartenance au mouvement rendent très difficile le passage automatique ¹. »

La *Gioventù femminile cattolica* fut sans aucun doute la première en Italie à organiser un laïcat féminin « engagé dans le témoignage apostolique, compris aussi comme activisme dans l'organisation, efficacité, accumulation et investissement de capitaux substantiels, prise en charge de responsabilités même administratives, habile pression diplomatique pour obtenir reconnaissance et pouvoir » (Gaiotti di Biase, 1982).

Il n'est pas difficile de trouver de nombreux signes de cette physionomie spécifique de la *GF* dans les habitudes et le style de vie de ses dirigeantes au plus haut niveau (Di Cori, 1982). Il est plus difficile – une fois qu'on a constaté les niveaux de modernisation du laïcat féminin catholique déterminés par le militantisme dans la *GF* – de procéder à une stratification. En effet, les devoirs et les responsabilités de chaque personne inscrite (que l'on peut se représenter à travers l'échelle hiérarchique), doivent être mis en relation avec le sentiment d'appartenance des simples adhérentes et la dimension de participation « active » aussi totalisante que l'exigeait la *Gioventù femminile* ².

On pourrait recourir au paradigme « routine-événement » pour classifier les actions de la vie quotidienne. Ce serait une répartition schématique qui ne tiendrait pas compte du fait que le quotidien est aussi un constant « lieu des négociations de l'événement par les humains » (Lalivie d'Épinay, 1983). C'est d'autant plus vrai pour la formation culturelle et religieuse de la *Gioventù femminile cattolica*. La diffusion du concept de la mission surnaturelle de la femme est au centre de toute la pensée catholique ; mais A. Barelli demande aux jeunes femmes de la *GF* d'être aussi des « créatures de dévouement absolu », prêtes à « rendre la vie surnaturelle dans tous ses actes ³ ».

La *Gioventù femminile* actualise chez ses adhérentes une série de mécanismes mentaux qui font continuellement référence à la « pratique » du *rendre surnaturel* au moyen de représentations de cette pratique, idéalisées en même temps que normatives. « Rendre la vie surnaturelle dans tous ses actes » est, en d'autres termes, un processus éducatif qui se prête aussi bien au

¹ Voir l'article « Armida Barelli » du *Dizionario storico del movimento cattolico in Italia*, Torino, Marietti, 1982, p. 31.

² Les raisons du départ des inscrites de la *GF* sont diverses. Dans la majorité des cas il s'agit de jeunes filles « qui n'ont pas compris l'esprit de l'organisation », ou bien qui ont quitté le cercle « parce que la morale du groupe était trop stricte » ; voir *Relazione e statistica della GF (1922-1925)*, *op. cit.*

³ Voir *Bollettino UFCI*, 15 mai 1920.

routinier qu'à l'événement. C'est surtout à travers la dévotion des adhérentes au Sacré-Cœur (toute la *GF* lui est consacrée depuis 1918) que tout acte, même minime, des comportements quotidiens est validé, stimulé, surveillé (Di Cori, 1982).

L'événement est représenté par la cérémonie collective. Ce n'est plus un rapport individuel de dévotion, mais le corps multiple et compact de toute l'organisation qui exprime sa foi. Ainsi, Armida Barelli incite les membres à organiser des célébrations pour le congrès national qui se tiendra à l'occasion du dixième anniversaire de la fondation de la *GF* :

Imaginez un défilé de milliers et milliers de jeunes filles tout de blanc vêtues et voilées, portant des pancartes indiquant leurs diocèses et de beaux drapeaux blancs ! La voyez-vous, cette blanche procession, entrer majestueusement dans les jardins du Vatican que le Saint-Père ouvre exprès pour nous : entendez-vous les chants accompagnés par les musiques pontificales tandis que le cortège se déploie dans les très belles allées pour former ensuite un cercle autour de la grotte de la Vierge de Lourdes ¹.

On connaît l'opposition de la fête – tout comme l'utopie – à la vie quotidienne. Elle en est la négation car elle en interrompt la banalité, car elle évoque tous les joyeux sentiments de la participation collective, car elle s'oppose à l'isolement de l'individu (Baczko, 1978). Les rencontres nationales, les processions, les rassemblements, les cours d'exercices spirituels, les journées diocésaines, les semaines sociales, les semaines de culture, les voyages de groupe, les pèlerinages à Lourdes ou en Terre Sainte ² : autant d'occasions exceptionnelles dans la vie des membres de la *GF*.

Mais, en dehors de ces moments de rencontre plus particuliers, les cercles de la *Gioventù femminile* offrent à leurs membres un constant accueil familial et affectueux. Les célibataires surtout – qu'il s'agisse d'un célibat définitif ou transitoire – trouvent dans ces cercles une sorte de « famille artificielle », selon la définition de Gina Lombroso (Lombroso, 1927). La *Gioventù femminile cattolica* joue ce rôle. En effet, « surtout de juillet à septembre », l'organisation donne une série ininterrompue de cours de culture religieuse et sociale « pour toutes les catégories d'adhérentes : dirigeantes et adolescentes, diplômées et employées, jeunes filles devant l'alternative pythagorique et jeunes sûres de leur avenir ». Durant les cours, les jeunes catholiques « nouent des amitiés, établissent des collaborations, organisent une assistance réciproque qui rayonne de ville en ville, ou mieux de paroisse en paroisse ; et de ce fait, une

¹ Voir M. Sticco, *Una donna...* op. cit., p. 409-410 et A. Barelli, *La Sorella*, op. cit., p. 333-358.

² Voir le chapitre « Les grands pèlerinages de la Jeunesse féminine » dans A. Barelli, op. cit.

adhérente, où qu'elle aille, trouve un point d'appui et souvent quelque chose de plus : une atmosphère familiale ¹ ».

C'est à ce type de militantes (sur lequel ironise beaucoup la presse non catholique, en accentuant le caractère de béguinage qui sous-tend ces solidarités), que la *GF* offre aussi des compensations affectives et une vie sociale tout en soutenant théoriquement leur célibat.

L'image d'une organisation qui réunit uniquement des jeunes filles vouées au célibat est peu attrayante et offre des possibilités de prosélytisme limitées. À la question : veut-on faire de la *GF* une organisation de « religieuses et d'âmes consacrées à Dieu » ? On répond que ces cas sont exceptionnels et que « la règle est le mariage ».

Mais en réalité le phénomène des vocations religieuses ne fut pas de moindre importance parmi les membres de la *GF*. Entre 1925 et 1928, 6 731 adhérentes prirent le voile, 8 057 entre 1928 et 1933, 6 796 entre 1934 et 1936, 18 967 entre 1937 et 1942 (Casella, 1983). En Italie, entre les deux guerres, l'âge moyen au mariage ne subit pas de variations très substantielles :

ÂGE MOYEN AU MARIAGE EN ITALIE ENTRE 1913 ET 1944

Périodes	Hommes	Femmes
1913-1914	27,4	23,6
1915-1918	29,0	25,3
1915-1918	29,0	25,3
1919-1921	28,1	24,6
1922-1923	27,7	24,2
1924-1926	27,4	23,9
Périodes	Hommes	Femmes
1927-1929	27,5	24,0
1930-1932	27,3	24,0
1933-1935	27,6	25,5
1936-1938	28,1	24,9
1939-1940	28,6	24,9
1941-1944	28,7	24,9

Source : Fedefici, 1967.

¹ *Fiamma viva*, août 1927, p. 450-455.

Jusqu'en 1935, ces données restent plus ou moins stables ; ensuite, elles augmentent peu. On assiste à une réelle élévation de l'âge moyen, surtout des célibataires, correspondant aux périodes de guerre ou de l'immédiat après-guerre (Federici, 1967). Mais, pour toutes ces « Demoiselles » qui n'atteignent pas la rive du mariage et qui de jeunes filles deviennent vieilles filles à l'ombre de la protection morale et culturelle de la *Gioventù femminile*, l'autonomie de choix et de jugements n'est jamais liée à l'âge conféré par l'état civil. En décembre 1927, *Fiamma viva* commente l'attribution du prix Nobel pour la littérature à Grazia Deledda en se demandant aussi si la lecture des livres de l'écrivain sarde est à conseiller aux « Demoiselles » : « Il faut s'entendre sur le sens de ce concept élastique et, avant tout, sur l'âge de la 'Demoiselle' ». S'ensuivent des références « culturelles » sur les limites d'âge : si pour Dante, la jeunesse se termine à quarante-quatre ans, chez Manzoni, on trouve quelques scrupules au sujet des troubles (qui n'ont rien à voir avec l'âge) provoqués par la lecture qu'éprouverait « une vieille fille désormais résignée aux chastes pensées de son état ». Aucune prescription nette donc sur ces limites, mais la revue conclut catégoriquement « puisque l'écrivain imagine des passions ardentes, les créatures faibles et fantasques doivent s'en garder ¹ ».

L'organisation de la *Gioventù femminile*, hiérarchique, autoritaire, mais aussi protectrice (un assistant ecclésiastique ou un curé étaient toujours présents aux réunions) exigeait des inscrites non seulement discipline, mais contrôle de l'émotivité et des sentiments. Dans ce sens, la *GF* remplit une véritable fonction d'éducation sentimentale, ne visant qu'à faire oublier aux jeunes « leur propre *moi* haïssable » ou au moins à en contrôler les excès d'énergie et à le diriger vers des buts plus élevés (De Giorgio et Di Cori, 1980 ; Di Cori, 1982).

À la fin du 19^e siècle, les spécialistes en sciences sociales observèrent attentivement (et morbidement) le « phénomène » des amitiés féminines (De Giorgio, 1981). La presse de la *Gioventù Cattolica* montre qu'elle connaît certains résultats de la psychologie positiviste et comprend les formes d'amitié-passion féminine comme des phénomènes transitoires de l'adolescence, forme d'« amour naissant qui s'est fourvoyé ». Mais il peut aussi arriver que de telles amitiés continuent sur un mode passionnel excessif, spécialement « entre des femmes sans familles, obligées de vivre seules de leur travail, qui se serrent volontiers contre une amie, seule comme elles, et elles concentrent dans cette amitié tout leur manque d'affection ».

¹ *Fiamma viva*, octobre 1922, p. 579-581.

Le Cercle catholique devra précisément être le lieu de rencontres qui amorce de « justes » amitiés : les plus durables car « fondées sur un idéal qui impose un travail commun ¹ ».

L'AMITIÉ DES DEMOISELLES

Je ne peux que traiter rapidement, ici, le problème de l'amitié entre femmes qui, à partir du 19^e siècle, occupe une bonne place dans les directives catholiques adressées au clergé et au laïcat féminin. Les règles monastiques ont toujours été vigilantes à l'égard des « amitiés empoisonnées et ennemies de la paix commune » comme les définissait saint Bernard (11^e siècle) ². Mais la réalité, le châtement céleste auquel les destinait saint Basile (4^e siècle) était moindre que celui qu'encourageaient les religieuses qui entretenaient des liens avec le monde extérieur, qui ne savaient pas se défendre derrière l'épaisse grille du parloir. Même si le danger moral suprême était représenté par les « amitiés extérieures avec les personnes du siècle », saint Basile soutenait pourtant que « les [amitiés] internes entre religieuses sont plus dangereuses car plus difficiles à rompre, l'occasion étant plus propice. Plût au ciel qu'elles n'entraînassent point d'autre dommage ni danger. »

Les amitiés particulières sont certainement porteuses de « malaises, médisances, troubles ; puisque ces amitiés particulières amènent la formation de factions et de partis, et font qu'en cas d'élection, les voix ne vont pas aux plus dignes, mais aux plus partiales ³ ». En fait, l'Église était préoccupée par le désordre qui pouvait en résulter pour la gestion de la communauté à l'intérieur du couvent. Hors des murs des couvents, le désordre des amitiés particulières ne semble atteindre que les célibataires dévotes, appelées clairement « saintes filles » ou même « vieilles filles ».

Les préceptes catholiques du 19^e siècle ne paraissent donc pas prendre en compte la « jeune fille », figure sociale qui apparaît précisément au cours du 19^e siècle « née tout naturellement des mariages tardifs, comme les mariages tardifs sont nés de la suppression des situations héréditaires », ainsi que Rémy de Gourmont en reconstitue l'acte de naissance en 1901 ⁴.

Les « saintes filles », à qui sont adressés « les enseignements qui tout en étant dans le siècle les guident vers la perfection », peuvent nouer des « amitiés

¹ *Fiamma viva*, février 1927, p. 174.

² S. Alfonso Vescovo, *La Vera Sposa di Gesù Cristo, cioè la Monaca Santa*, Torino, Marietti, 1862, p. 148.

³ *Ibid.*, p. 151.

⁴ R. de Gourmont, « Jeune fille d'aujourd'hui », *Mercur de France*, no 142, octobre 1901, p. 8.

saintes et spirituelles » avec leurs semblables pour « discuter des choses de Dieu, lire des livres dévots, se raconter des exemples édifiants afin de se passionner réciproquement dans la pratique des vertus chrétiennes ». Mais tout le profit spirituel de ces liens disparaîtrait si les célibataires se laissaient égarer par la « gentillesse », par la « gracieuseté », par la « belle allure et la belle mine » de leurs amies, si elles se complaisaient à « les voir et s'entretenir avec elles, attirées par ces misères humaines ¹ ».

Ces préceptes révèlent l'existence déjà au 19^e siècle de l'agrégation sociale de groupes féminins, mais il est impossible d'en déduire les classes d'âge ; et le cadre de ces unités sociales féminines est encore parfaitement conforme au stéréotype classique de la vieille fille.

C'est seulement dans la dernière décennie du 19^e siècle et dans les premières années du 20^e siècle que naît en Italie, à la suite d'expériences culturelles européennes, une conscience nouvelle et plus nuancée à l'égard de la classe des femmes célibataires. On voit apparaître le thème des « femmes en surnombre », même si le cas italien est démographiquement moins préoccupant que celui d'autres pays européens ². En réalité, pendant ces années, l'attention des anthropologues, des démographes, des sociologues et des « moralistes » italiens se fixe surtout sur la question sociale du mariage – mensonge conventionnel – de l'Italie bourgeoise de la fin du 19^e siècle. Engagement inégal entre homme et femme (Ungari, 1974), le mariage est pourtant un viatique de liberté : c'est une route transversale qui mène aux tout premiers échelons de l'émancipation. Aux femmes mariées sont permis des comportements sociaux formellement interdits aux célibataires. Et, surtout, le mariage représente pour les femmes qui n'exercent aucune activité rétribuée la seule et unique ressource économique.

Fiamma viva dénonce les stratégies des *Signorine* qui se lancent dans une course éperdue au mariage considéré comme l'unique but à atteindre. Mais l'angoisse de rester éternellement dans la grise troupe des vieilles filles envahit les modèles culturels de l'époque : rappelons Armida Barelli qui, à sa dernière année de collège pour jeunes filles de bonne famille en Suisse, proclame haut et fort qu'elle ne sera jamais vieille fille ³.

Mais, à côté de la typologie sociale de la vieille fille, triste, solitaire, superflue dans les sociétés à la recherche de générations nouvelles, apparaît au

¹ *La Monaca in casa (ovvero ammaestramenti alle zitelle che stando nel secolo aspirano alla perfezione)*, Roma, Tip Cesaretti, 1864, p. 105-108.

² Voir par exemple, A. Loria, « Le féminisme au point de vue sociologique », extrait de la *Revue internationale de sociologie*, Paris, 1907, p. 13.

³ Mademoiselle Barelli déclare à grande voix, en allemand : « *Alte Schachtel nie und nimmer !* », dans M. Sticco, *Una donna*, p. 18.

20^e siècle – surtout après la guerre – la jeune fille moderne qui ne veut pas le mariage seulement, ou au moins qui n'y aspire pas avec l'intensité vorace de ses consœurs du 19^e siècle. Elle aussi est une descendante de la « femme nouvelle » : d'autant plus nouvelle et surprenante que pour la cataloguer naît un néologisme : troisième sexe.

Guglielmo Ferrero y place les femmes qui exercent des activités jusque-là réservées exclusivement aux hommes et qui, peut-être plus dans l'imaginaire social que dans la réalité des comportements, semblent avoir dépassé la ligne de différenciation du dimorphisme sexuel (Ferrero, 1897). Ce sont les « hoministes » comme les appelle de Gourmont par un autre néologisme qui eut un certain succès en France et fut importé en Italie¹. Cette typologie féminine fut étudiée attentivement par les experts de *scientia sexualis* – de Ferrero A Bloch, de Havelock à Carpenter – ainsi que par les observateurs de comportements sociaux collectifs.

Les jeunes filles de la *Gioventù femminile cattolica italiana* n'ont rien des bagarreuses « hoministes », coiffées à la garçonne, la cigarette aux doigts. Certes, sur les célibataires plus très jeunes de l'organisation féminine catholique, pèse la dérision de la presse laïque : la *GF* rassemble sous son étendard toutes les « sorcières d'Italie ».

Pour se défendre au niveau de l'image, la *GF* exhorte ses adhérentes à modifier les physionomies de vieilles filles, à corriger les timidités trop dix-neuvième siècle². Sur le plan théorique, la *GF* part du présupposé classique de la « culture des privations » à laquelle condamne le célibat : « Le défaut de la maternité est la plus grande privation de la fille qui vieillit » (Garnier, 1889). C'est justement sur cette « privation » que se greffe la théorisation de la « maternité spirituelle » : celle des femmes qui se consacrent à la charité et qui, par conséquent, aiment « plus que toute autre femme ».

La solitude de la célibataire peut être combattue : « Peuplez votre solitude », suggère aux lectrices de *Fiamma viva*, Cécile Jéglot, écrivain français très aimé des jeunes catholiques italiennes. Qui, mieux qu'une jeune fille « libre de son temps, de ses amies, de son esprit, de son cœur, virilement formée par la lutte intérieure, pourra résoudre certaines questions délicates, exercer certaines tâches sociales ? » (Jéglot, 1935).

La maternité spirituelle devra être le fondement de toute l'activité sociale féminine des jeunes catholiques. Tel est le sentiment qui domine dans la presse de l'organisation, surtout vers la fin des années 20. Les amitiés devront suivre

¹ S. Sighele, *Eva moderna*, Milano, 1910, p. 51.

² « La virtù mal vestita », *Fiamma viva*, octobre 1922, p. 579.

le style conseillé par la direction de la *GF* : non convulsives, sans manifestations excessives, style jeune fille fin de siècle. Les véritables amitiés, dit *Fiamma viva* « ce sont celles des femmes aux nerfs solides qui ne confondent pas aimer bien (*volere bene*) avec aimer (*amare*), et qui aiment bien leurs amies, mais avec tout le calme que cette expression très italienne comporte ; elles aiment bien sans s'émouvoir à cause de l'éloignement, sans brûler de les voir, et d'en recevoir du courrier, sans trop penser à elles ; mais elles sont tout à fait prêtes à se sacrifier pour elles dans la limpidité d'un devoir de charité¹. »

Cette typologie de l'amitié féminine – qui n'a peur « ni du temps, ni des désillusions, ni de l'instabilité du cœur » – tient certainement compte de la figure « exemplaire » d'Armida Barelli. La jeune milanaise, qui devint *la Sorella Maggiore* pour toutes les adhérentes, fut l'exemple le plus convaincant de l'exercice du contrôle des sentiments.

ARMIDA BARELLI

Dans les biographies d'Armida Barelli écrites à divers moments, apparaît d'une façon presque tangible l'élaboration d'un type humain qui résulte de la jonction d'une foi profonde, du dévouement à la cause et d'un sacrifice de soi absolu. Il est évident que ces biographies sont imprégnées d'intentions hagiographiques. Mais ce qui nous intéresse le plus, c'est justement d'observer comment est transcrite une existence particulière qui, à travers son expérience propre et singulière, se définit comme un nouveau modèle féminin : la première dirigeante d'une grande organisation de masse du laïcat catholique.

Toute construction d'identité, qu'elle soit privée ou publique, est marquée de dilemmes et de contradictions. Et ceci jusqu'à la création de ce qu'E. Hughes a appelé « caractère de *status* fondamental » qui « progressivement rejette dans l'ombre tous les autres caractères secondaires » (Hughes, 1945). Aussi l'itinéraire existentiel d'Armida Barelli expulse de son autobiographie ces événements à caractère privé ou sentimental devenus « secondaires ». En 1948, année de publication de l'autobiographie de A. Barelli, *La Sorella Maggiore* raconta, la *GF* fête son quarantième anniversaire. Il est désormais évident que l'imbrication entre histoire privée et histoire publique de la *Sorella Maggiore* est surtout le résultat même romanesque d'une existence compacte : quarante ans de *leadership* politique.

Mais on voit mieux la conjonction entre public et privé dans la biographie d'A. Barelli écrite en 1967 par Maria Sticco, codirectrice de *Fiamma viva*. C'est

¹ « Le amiche », *Fiamma viva*, février 1927, p. 171-174.

ici que l'amitié qui lia pendant trente ans Armida Barelli et Teresa Pallavicino apparaît comme un puissant soutien affectif pour la fondatrice de la GF.

Armida Barelli rencontra Teresa Pallavicino en octobre 1919, au premier congrès de l'*UFCI* ; la *Marchesina* comme elle était habituellement appelée à la *GF* fut « recrutée » par A. Barelli, triomphant des résistances de son père aristocrate¹. À partir de ce moment, elles sont les deux seuls éléments du Conseil supérieur de la *GF* à se consacrer à temps plein à l'organisation, parce qu'elles n'exercent pas d'activité professionnelle salariée. Au congrès de 1922, T. Pallavicino est nommée conseillère de la *Sezione signorine*. En novembre 1923, à l'assemblée du Conseil supérieur, elle devient vice-présidente générale, charge qu'elle assumera aux côtés d'Armida Barelli, présidente générale, jusqu'en 1946. « Aucune dirigeante de la *GF* n'a fait autant de sacrifices pour la *Gioventù femminile* que Teresa Pallavicino ! Aucune, moi comprise² ! » dira A. Barelli.

Teresa Pallavicino quitta la maison paternelle de Parme et s'installa à Milan où elle vécut dans une modeste pension comme une simple employée. Peu après, elle déménagea dans un petit appartement voisin de celui d'A. Barelli et, de 1927 à 1952, année de la mort d'Armida Barelli, les deux amies vécurent ensemble. « Ida n'avait pas besoin d'amitiés particulières. Elle se suffisait à elle-même, équilibrée et maternelle, riche d'affection mais pas sentimentale, prise entièrement par l'amour de Dieu et par l'idéal de son règne³. » Maria Sticco parle aussi, dans sa biographie, du « pacte d'amitié » béni par un prêtre que les deux femmes scellèrent à Lourdes, dans les années 20, et elle en précise les origines culturelles : « Ce *pacte* – forme ingénue de l'amitié romantique – était fréquent dans les pensionnats de sœurs de la fin du 19^e siècle et justement, A. Barelli et T. Pallavicino en sortaient, mais dans leur conscience, vraiment religieuse, il dura toute la vie et les hanta jusqu'à la perfection⁴. »

DES FEMMES NOUVELLES

Elles furent nombreuses les « Femmes nouvelles » qui, entre 1870 et 1930, en Amérique et en Europe, proclamèrent – plus ou moins ouvertement – leur opposition aux destins traditionnels qui, sans alternative possible, leur étaient tracés par des familles aristocratiques ou bourgeoises. Elles furent nombreuses celles qui firent preuve de leur attachement à des destins différents, non plus seulement privés, mais aussi publics.

¹ Voir M. Sticco, *Una donna*, p. 159 et A. Barelli, *La Sorella*, p. 88.

² A. Barelli, *op. cit.*, p. 90.

³ M. Sticco, *Una donna*, p. 287.

⁴ *Ibid.*, p. 288.

Le rapprochement entre les « Femmes nouvelles » – dont parlent Esther Newton et Carroll Smith-Rosenberg – et les dirigeantes de la *Gioventù femminile cattolica italiana* peut sembler hardi (Smith-Rosenberg et Newton, 1983). On ne doit l'effectuer qu'avec une extrême prudence. La solidarité absolue et l'affection très profonde sur lesquelles se fonda la cohabitation, pendant plus de vingt ans, d'Armida Barelli, présidente générale de la *GF*, et de Teresa Pallavicino, vice-présidente, pourraient être à l'origine d'une alliance aussi forte entre amitié et militantisme. Ou bien, elles pourraient en être la conséquence.

Mais, ceci a peu d'importance. Ce fut certainement une relation que nous pourrions qualifier d'« homo-émotionnelle ». J'emploie cette expression pour désigner la forme la plus sublimée et la plus chaste de l'affectivité féminine (Wolff, 1972). Une amitié où affection, protection, admiration réciproque coexistaient intimement avec des projets et des activités communs.

Cette solidarité passionnée apparut comme une protection et une défense contre les angoisses et les incertitudes dont on suppose qu'elles étaient la très lourde rançon des nouvelles fonctions sociales, des nouveaux rôles publics que les « Femmes nouvelles » commençaient à jouer.

Ce fut un antidote contre les implications plus secrètes de l'émancipation féminine : solitude familiale, besoin d'affections plus privées et plus intimes.

L'amitié Barelli-Pallavicino dont nous connaissons le « style » grâce à la biographie écrite par Maria Sticco – la seule à avoir pu consulter la correspondance entre la présidente et la vice-présidente de la *GF* – fut certainement une amitié féminine « privée » mais très ostensible en « public ».

Nous ne savons pas si dans la longue vie de l'organisation, ce fut un modèle de solution existentielle isolé : eut-elle des imitatrices et des disciples parmi les autres dirigeantes ? Nous ne pouvons que constater l'écart entre la formulation d'une norme sentimentale et son application. Il y avait beaucoup à dire sur les amitiés féminines « très chrétiennes » et « très italiennes » dans la grande famille féminine de la *GF*. On pourrait en résumer l'essentiel par la trilogie très près de Dieu, immergée dans le monde et séparée des hommes.

Bibliographie

- ABRAMS, P. *Sociologia storica*, Bologna, Il Mulino, 1983, p. 277-324, version originale : *Historical Sociology*, 1982.
- BACZKO, B. *Lumières de l'utopie*, Paris, Payot, 1978.
- BARBAGLI, M. *Disoccupazione intellettuale e sistema scolastico in Italia*, Bologna, Il Mulino, 1974.
- *Sotto lo stesso tetto ; Mutamenti della famiglia in Italia dal XV al XX secolo*, Bologna, Il Mulino, 1984.
- BARRINGTON, Moore Jr. « Le basi sociali dell'obbedienza e della rivolta », *Comunità*, XXXIV, 182, 1980.
- CASELLA, M. « Armida Barelli e la GF nell'archivio dell'Azione Cattolica », *L'opéra di Armida Barelli*, Roma, Éd. AVE, 1983.
- DAU NOVELLI, C. « Alle origini dell'esperienza cattolica femminile : rapporti con la Chiesa e con gli altri movimenti femminili (1908-1912) », *Storia Contemporanea*, 4, V, 1981.
- DE CERTEAU, M. *Politica e mistica*, Milano, Jaca Book, 1975, p. 365-404.
- DE GIORGIO, M. « Primi sintomi di un carattere appassionato. Dal collegio », *Memoria*, 1, 1981.
- DE GIORGIO, M. et P. Di CORI. « Politica e sentimenti : le organizzazioni femminili cattoliche dall'età giolittiana al fascismo », *Rivista di Storia Contemporanea*, 3, 1980.
- DE MAY, B. *Signorine di studio*, Milan, 1917, 2^e édition.
- Di CORI, P. « Rosso e Bianco. La devozione al Sacro Cuore di Gesù nel primo dopoguerra », *Memoria*, 5, 1982.
- FEDERICI, N. *Lezioni di demografia*, Roma, De Santis, 1967.
- FERRERO, G. *L'Europa giovane*, Milano, Treves, 1897.

- GAIOM DI BIASE, P. « La nascita dell'organizzazione cattolica femminile nelle lettere di Cristina Giustiniani Bandini al Toniolo », *Ricerche per la storia religiosa di Roma*, 2, 1979.
- « Movimento cattolico e questione femminile », *Dizionario storico del movimento cattolico in Italia*, Torino, Marietti, 1982.
- GAMBASIN, A. *Gerarchia e laicato in Italia nel secondo ottocento*, Padova, Antenore, 1969.
- GARNIER, P. *Célibat et célibataires*, Paris, 1889.
- HUGUES, E.-C. « Dilemmas and Contradictions of Status », *American Journal of Sociology*, 50, 1945.
- JÉGLOT, C. *La giovane e lo stato nubile*, Torino, LICE Berruti, 1935.
- LALIVE D'ÉPINAY, C. « La vie quotidienne. Essai de construction d'un concept sociologique et anthropologique », *Cahiers internationaux de Sociologie*, vol. LXXIV, 1983.
- LOMBROSO, G. *La donna nella società attuale*, Bologna, Zanichelli, 1927.
- SIGHELE, S. *Eva Moderna*, Milan, 1910.
- SMITH-ROSENBERG, C. et E. NEWTON. « Le mythe de la lesbienne et la Femme nouvelle », *Stratégies des femmes*, Paris, Tierce, 1984.
- UNGARI, P. *Storia del diritto di famiglia in Italia*, Bologna, Il Mulino, 1974.
- WOLFF, C. *Amore fra donne*, Roma, Astrolabio, 1972, version originale *Love between Women*, London, 1971.

Deuxième partie :
en périodes froides

7

Bénévolat et lobby féminin à Ottawa

Caroline Andrew

[Retour à la table des matières](#)

L'étude que nous proposons d'une association de bénévoles, et plus particulièrement du rôle des femmes à l'intérieur de cette association, vise à montrer que la présence des femmes a été significative dans l'association, mais également que l'action de l'association a eu une influence sur la forme et le contenu de l'intervention étatique. En identifiant les stratégies utilisées par les femmes, on comprendra mieux le type de politique qu'elles développent.

Créé à Ottawa vers la fin des années 20, le Conseil des organismes sociaux d'Ottawa (*Ottawa Council of Social Agencies*) regroupait des organismes, publics et privés, œuvrant dans le secteur des services sociaux. Aujourd'hui il porte le nom de Conseil de planification sociale d'Ottawa-Carleton. L'action de ces associations s'est rapidement étendue au secteur gouvernemental à cause de la très grande difficulté, voire même de l'impossibilité, de séparer les secteurs privé et public dans le domaine des services sociaux.

Les femmes ont eu un rôle essentiel dans cette action du fait de leur intérêt particulier pour les questions de consommation. Prises par la nécessité de veiller à la reproduction de la force de travail dans le cas spécifique de leur famille, les femmes en sont venues à voir très clairement les carences dans les services offerts par la société et à imaginer ce qui aurait pu y pallier. Elles ont donc été amenées à participer à des activités d'organisation et de mobilisation autour des enjeux de la consommation, de l'éducation, de la santé et du bien-

être. On est mieux informé sur la présence des femmes dans les associations ¹. Aussi importe-t-il d'analyser les différents rôles qu'elles y ont joués ². Paula Baker, en parlant de la politique américaine de 1780 à 1920, constate qu'elle est marquée par des préoccupations domestiques : « C'est en tant que pionnières, travailleuses et bénévoles dans les organismes de services sociaux que les femmes se sont le plus distinguées publiquement ³. » Le rôle des bénévoles y est important mais il coexiste avec des activités de professionnelles ⁴.

L'importance des postes permanents et rémunérés se traduit par la transformation des sociétés charitables en véritables organismes de lobby. Depuis Roberto Michels, le rôle clé des permanents dans les associations bénévoles n'est plus à démontrer : ces personnes contrôlent l'information et détiennent le pouvoir de mettre leurs idées en pratique. Leur action sera politique dans la mesure où elle vise à influencer la définition des frontières entre le secteur public et le secteur privé, et à modifier la forme et le contenu des actions de l'État.

¹ « L'association a pourtant souvent été le creuset de l'innovation sociale, de la défense des individus, d'une culture autre ! Et les femmes qui rarement avaient accès aux grands appareils (État, partis, syndicats, chambre de métiers, directions d'entreprises...) connaissaient déjà ce seul – et parfois unique – moyen de s'exprimer socialement. » Sylvie Fayet-Scribe, « Introduction », *Pénélope*, 11, automne 1984, p. 5.

² C'est dans le contexte américain que les études ont été les plus nombreuses particulièrement sur les activités des associations de femmes au 19^e siècle Voir, entre autres, Paula Baker, "The Domestication of Politics : Women and American Political Society, 1780-1920", *The American Historical Review*, 89-3, juin 1984 ; Barbara Berg, *The Remembered Gate : Origins of American Feminism*, New York, Oxford University Press, 1978 ; Nancy Cott, *The Bonds of Womanhood*, New Have, Yale University Press, 1977 ; Keith Melder, *Beginnings of Sisterhood*, New York, Schoeken Books, 1977. Il existe également certaines études pour cette période au Canada. Voir : Susan Mann Trofimenkoff and Alison Prentice (dir.), *The Neglected Majority*, Toronto, McClelland & Stewart, 1977 ; Carol Lee Bacchi, *Liberation Deferred ?*, Toronto, University of Toronto Press, 1983 ; Caroline Andrew, "Women and the Welfare State", *Revue canadienne de science politique*, XVII, 4, décembre 1984.

³ Baker, p. 625.

⁴ La signification de ce rôle est soulignée dans certaines études récentes : « L'activité des associations charitables, en se transformant en *travail social*, ouvrit aux femmes de nouvelles sphères d'activités professionnelles et les fit entrer dans le monde du salariat... Il reste que c'est cette professionnalisation de l'action des femmes dans les associations charitables, et non le bénévolat, qui inscrit historiquement l'action philanthropique dans le processus d'émancipation des femmes. » Françoise Ducrocq, « Les associations philanthropiques en Grande-Bretagne au 19^e siècle : un facteur d'émancipation pour les femmes de la bourgeoisie ? », *Pénélope*, 11, automne 1984, p. 75.

Dans le cas spécifique du Conseil des organismes sociaux d'Ottawa¹, ces hypothèses se vérifient-elles ? En 1927, des représentants de 27 organismes se réunissent pour discuter des mécanismes qui faciliteraient la coordination et la planification de leurs activités. Ils décident de créer, en 1928, un conseil formé de quatre divisions : santé, bien-être des enfants, bien-être des familles et récréation, chaque division ayant trois officiers : un président, un vice-président et un secrétaire.

Dès le départ, les femmes y jouent un rôle important comme bénévoles. Dans la division de la santé, elles occupent 17 des 24 postes d'officiers durant les années 30. On les retrouve surtout aux postes de secrétaires plutôt qu'à ceux de présidents, mais elles restent néanmoins très présentes comme bénévoles. Il y eut très peu de personnes rémunérées au début², mais toutes furent des femmes.

Ainsi la présence des femmes est-elle manifeste à tous les niveaux de l'organisation du Conseil. Elles développent une politique de pression qui portera fruits. En 1936, la division de la santé recommande au Conseil de faire pression sur le maire et le bureau des commissaires de la ville d'Ottawa afin de les inciter à augmenter le nombre d'infirmières travaillant pour le département de santé de la ville, en raison du fort taux de mortalité infantile. Selon la division de la santé, le faible nombre d'infirmières travaillant pour la ville est un des facteurs qui contribuent à l'élévation de ce taux.

Ici comme ailleurs, le Conseil incite l'État à élargir les services assurés essentiellement par des femmes. Également en 1936, à sa réunion annuelle, le Conseil recommande, à partir de ses propres études, de transférer la responsabilité du bien-être au secteur public. Ainsi la répartition de poêles, lits, matelas et fournitures de cuisine doit clairement revenir au secteur public. Élargissant encore ses fonctions, le Conseil crée un comité d'urgence des femmes (*Women's Emergency Committee*) ; réagissant aux années de crise, il recommande que la ville d'Ottawa engage des femmes-policiers pour répondre aux besoins pressants en matière de prévention auprès des femmes et des filles. La commission de police approuve l'engagement d'une femme-policier quelques mois plus tard.

¹ Nos données viennent des dossiers du Conseil des organismes sociaux d'Ottawa : particulièrement les procès-verbaux du conseil pour les années 1936-1939 et les procès-verbaux de la division de la santé pour les années 1928-1939.

² De sa création jusqu'en 1933, le Conseil n'avait pas de personnel rémunéré. En 1933, la première secrétaire-exécutive, Marjorie Stinson Thomson, est nommée. Trois ans plus tard, elle démissionne et une autre femme, Joy Maines, lui succède. Cette deuxième secrétaire-exécutive va travailler au Conseil de 1936 jusqu'à 1945.

Au-delà de ces actions ponctuelles, la ligne d'action constante du Conseil, à la fin des années 30, consiste à faire pression sur tous les paliers de gouvernement pour les empêcher de placer le fardeau de la Crise sur les institutions bénévoles.

La responsabilité de l'État en matière sociale constitue un des thèmes récurrents du Conseil. Ses pressions sur le gouvernement fédéral ont comme objectif qu'il accepte la responsabilité de l'assistance sociale auprès des familles de non-résidents ; qu'il organise une réunion spéciale, demandée par la division du bien-être de la famille, pour protester contre des changements dans les politiques d'assistance de la ville d'Ottawa, craignant que ces changements n'impliquent un plus grand fardeau pour les organisations charitables du secteur privé. Le Conseil croit à la collaboration et à la planification des organismes de la société civile, pour mieux exercer leur influence auprès de l'État, et donc pour être à même de définir leurs aires d'influence respectives. Et même si toutes leurs activités n'aboutissent pas nécessairement, leur influence est certaine.

À travers le Conseil, les femmes se sont dotées d'un organisme politique. Elles ont été très présentes au Conseil, quoique pas toujours dans les postes les plus visibles. Cette invisibilité a un caractère double. Les femmes n'ont pas pris les postes les plus en vue, mais, par contre, elles ont pris les postes de travail, notamment ceux de secrétaire pour les comités, et de secrétaire-exécutif pour le Conseil. En plus, leur travail s'est fait en comité, de façon relativement anonyme, et collectivement, ce qui est peu propice à l'émergence de vedettes et suppose une participation tout à fait différente de celle, très individualisée, qu'on retrouve dans les institutions politiques formelles. Mais l'invisibilité de cette participation politique vient aussi du fait que le travail de ces associations a été peu étudié et souvent méprisé.

Cette étude nous met en face de différentes formes de pouvoir et en révèle une représentation particulière. Ce sont ces représentations qu'il est important de saisir et de creuser. Qu'entendons-nous par pouvoir ? Quelle vision les différents groupes sociaux ont-ils du pouvoir ? Le Conseil des organismes sociaux d'Ottawa a une conception du pouvoir qui lui est propre et influence les rapports entre les femmes et la politique.

Le pouvoir politique s'incarne dans la direction générale de l'intervention étatique – qui relève du pouvoir et des pouvoirs. Il y a une logique de l'intervention étatique, dont il est possible de décrire la forme et les grandes lignes, mais cette forme d'intervention n'a pas un seul déterminant : en termes d'influence nous pouvons parler des pouvoirs. Ces différentes déterminations ne sont pas de force égale ; ce n'est pas du pluralisme, mais plutôt une représentation inégale et complexe de différentes forces.

L'intervention étatique n'est pas homogène : structurée en plusieurs paliers par domaine, elle comporte différents groupes d'acteurs. Mais, malgré cette diversité de structures et d'acteurs, il y a une cohérence globale de l'intervention étatique qui représente la structure des forces hégémoniques de la société à chaque époque.

Le Conseil des organismes sociaux d'Ottawa a eu une certaine influence sur la forme de l'intervention étatique. Non seulement a-t-il exercé de nombreuses pressions sur l'État pour qu'il accroisse son rôle dans le domaine des services sociaux et de la santé, mais encore il a contribué à faire reconnaître les femmes comme groupe social distinct. Loin de se contenter de promouvoir l'expansion du rôle de l'État, il insistait pour que soit reconnue la spécificité sociale et politique des femmes. Les réclamations n'étaient pas faites en général, au nom des individus ou des citoyens, mais au nom des femmes et de leurs problèmes sociaux spécifiques. En voulant préciser le rôle social des femmes, le Conseil devait assumer l'ambiguïté liée à leur position et à leur identité de mères et de piliers de famille, unique dimension de leur représentation sociale.

L'importance de l'édification sociale des femmes comme entité à part entière n'est plus à démontrer. Les revendications du Conseil ne s'appuyaient pas sur des droits individuels ou sur le principe du traitement égal d'êtres égaux ; leurs conditions particulières constituaient la justification des demandes faites auprès de l'État au nom des femmes. Les femmes font leur entrée sur la scène politique, en politisant la place spécifique qu'elles occupent dans la société. Cette construction de la différence sexuelle libère les femmes en leur donnant la possibilité d'une action politique qui leur soit propre mais, en même temps, elles doivent composer avec une définition sociale extrêmement contraignante. Indissociablement liée à la famille, la femme est, et surtout doit être, mère, épouse et bonne ménagère.

Cette construction de l'identité sexuelle, comme catégorie ayant une place dans le système politique, est liée à la construction de l'État moderne. La transformation de l'État au 20^e siècle en un État-providence s'est faite par l'expansion considérable de son intervention dans les domaines des services sociaux, de la santé et de l'éducation. L'industrialisation de la société minait les anciennes bases de la famille et on réclamait une action de l'État pour renforcer la famille et ainsi faire contrepoids au fonctionnement de l'économie capitaliste. Le rôle des femmes comme piliers de la famille était donc central et on identifiait les femmes comme groupe devant bénéficier de l'intervention de l'État. La définition de la différence sexuelle comme fait social et, par conséquent, l'entrée des femmes dans une catégorie politique fait donc partie de la transformation de la société contemporaine et du développement de l'État-providence.

Mais cette modernisation n'est pas le fruit d'un processus automatique. La définition de catégories pertinentes et leurs réclamations envers l'État ne sont pas évidentes, elles se construisent à travers des activités politiques. L'importance politique de ces catégories – les femmes, par exemple – dépend de l'ensemble des efforts de différents acteurs politiques pour les définir comme pertinentes sur la scène politique.

* * *

D'après notre étude, des pressions ont été faites par le Conseil des organismes sociaux d'Ottawa pour élargir le rôle de l'État en augmentant son aide aux groupes défavorisés par le fonctionnement du système de la libre entreprise. Parmi ces groupes-là, le Conseil a identifié les femmes. Le fait que les femmes étaient actives dans les comités du conseil n'est pas étranger à cette identification des femmes comme groupe ayant besoin de l'aide étatique. Mais il faut en même temps rester conscient des limites, voire même de l'ambiguïté, de l'action du Conseil. Sa vision de la société n'était pas radicale, il ne visait pas un renversement du pouvoir mais tout au plus une redéfinition du rôle de l'État. Les femmes œuvrant au Conseil n'ont pas seulement revendiqué une intervention étatique pour les femmes. Les revendications incluaient tout un ensemble de groupes laissés pour compte dans la société industrielle.

Les femmes travaillant au Conseil ont joué ce rôle de l'extérieur du système politique. Le Conseil insistait sur le fait qu'il représentait le secteur bénévole et que, comme tel, il ne faisait pas partie de l'État. Il se voyait comme un groupe de l'extérieur, faisant des pressions sur l'État et ayant le devoir d'orienter les décisions de l'État. Il considère qu'il y a partage des responsabilités entre le secteur étatique et le secteur bénévole. Le Conseil joue un rôle politique, mais il ne fait pas partie du système politique. Les femmes actives au Conseil ont choisi de ne pas faire partie du système politique mais de tenter de l'influencer de l'extérieur. Ce choix ne veut pas dire qu'elles n'ont aucun rôle politique, il définit plutôt leur mode d'action politique. Une telle orientation est liée au fait que les femmes ont peu de place dans le système politique et ont plutôt canalisé leur activité politique à travers les groupes à l'extérieur de l'État sous forme d'actions autonomes ou sous forme de pressions sur l'État.

Ce mode d'action politique soulève un dernier aspect de notre étude. Est-ce qu'on peut parler de pouvoir politique ou même de contre-pouvoir quand le mode d'action politique est de rester à l'extérieur de l'État et à l'extérieur du système politique ? Ces ambiguïtés sont soulevées parce que le Conseil, tout en jouant un rôle politique, reste extérieur à l'État et ne vise pas la prise du pouvoir étatique. Son rôle politique existe parce que le Conseil vise à modifier l'action de l'État pour qu'elle corresponde à sa vision du rôle de l'État. Cette distinction entre rôle politique et pouvoir politique nous ramène à la définition originale du pouvoir.

En définissant le pouvoir politique en fonction de la forme d'intervention étatique qui existe dans une société, il est possible de parler d'un pouvoir dans le cas des groupes qui réussissent à infléchir la direction de l'intervention étatique. Ainsi, le Conseil a joué un rôle dans l'émergence du groupe des femmes, comme fait social et comme catégorie politique. Tout en rappelant le caractère restreint de cette définition politique des femmes, et donc de la nature ambiguë de cette influence, il est possible de parler d'un certain pouvoir politique dans le cas du Conseil des organismes sociaux d'Ottawa et des femmes travaillant au sein du Conseil. Ce pouvoir est certes plein d'ambiguïtés, mais ces ambiguïtés sont partie intégrante de la nature des rapports entre les femmes et la politique.

Deuxième partie :
en périodes froides

8

L'Association des Cercles de fermières au Québec : sociabilité et influence sociale

Yolande Cohen

[Retour à la table des matières](#)

La question du rapport de pouvoir qu'un groupe, une association ou un mouvement entretient avec la société civile est centrale pour la compréhension de la formation du consensus en démocratie.

Il est fréquent de situer les mouvements sociaux dans le processus de transformation politique par le biais connu de l'intervention sociale. Mais la dichotomie qui oppose le social au politique est tenace et confine la plupart des actions sociales dans une sphère particulière qui, au mieux, influe sur le politique, mais qui, en général, les maintient dans une zone d'intervention qui lui est propre.

Établir les multiples liens que tissent les individus et les groupes pour trouver les modalités de leur reconnaissance/intégration au fonctionnement politique permet d'appréhender plus précisément les formes que prend l'action sociale et politique à un moment donné, mais aussi d'entrevoir leurs rapports conjoints dans l'élaboration d'une politique. Il s'agira en l'occurrence d'établir la part que prennent certaines associations bénévoles dans l'extension de politiques sociales, en fait dans la mise en place de politiques d'assistance. Relevant chacune de registres différents et souvent posées comme antinomiques et hiérarchisées, les sphères de l'action sociale et politique sont délimitées par des rapports de pouvoir : le politique dicterait sa loi au social,

comme la collectivité au particulier, comme le public au privé. Pourtant, on sait combien les passerelles et médiations sont nombreuses et vont se multipliant, inférant sur le politique les préoccupations du social, définissant le social par rapport au projet politique. La mise en lumière de ces mécanismes est complexe car apparaissent les nombreux compromis que toute médiation exige. L'étude de sociabilité permet néanmoins de fixer les multiples façons que le social a d'inscrire sa marque sur le politique. Une fois ces modalités mises à jour, il reste à en comprendre le sens.

Je me bornerai ici à déchiffrer le cheminement d'une association, en apparence osmose avec les pouvoirs politico-religieux, et qui n'a aucune prétention avouée de les contester. Le regroupement des femmes rurales en Cercles de fermières au début de ce siècle présente la particularité de naître au moment où des transformations importantes traversent le monde rural. En effet, le Québec du début du siècle connaît une période de prospérité économique, marquée par l'essor du secteur manufacturier et la forte poussée industrielle et urbaine qui s'effectue au détriment du monde rural. Se vidant progressivement de sa population qui passe de 60 % en 1901 à 36 % en 1941, ce dernier voit se développer une forme de résistance sourde à la modernisation qui lui semble synonyme de dépeuplement des campagnes.

Mais la survie du monde rural emprunte également d'autres voies : celle d'une valorisation nouvelle de son mode d'existence qui est revendiqué comme la garantie de la survie nationale. Hors de la terre, point de salut. La recrudescence du mouvement associatif rural, au début du siècle, doit être mise en corrélation directe avec cette revendication. Que ce soit le mouvement des coopératives agricoles ou celui du catholicisme social qui fait de nombreux adeptes, la tendance des populations rurales à s'organiser est nette. Il va sans dire qu'elle touche également les femmes par le biais premier de la famille. Unité de base de l'entreprise agricole, surtout au Québec où l'agriculture de subsistance est très développée, la famille rurale doit faire face à des nouveaux problèmes de productivité mais aussi à la concurrence du travail salarié.

L'association des femmes en cercles s'inscrit dans ce mouvement associatif rural. À la différence de l'Union catholique des cultivateurs, par exemple, cette association ne semble être *a priori* ni un regroupement revendicatif au sens politique et économique du terme, ni un outil pour assurer la survie d'une espèce en voie de disparition, du moins tel n'est pas son objectif initial. Il nous faudra alors établir sa place, grandissante dans le monde rural canadien-français, en fonction de ce qu'elle affirme être : un lieu de sociabilité. Nous verrons, en fait, qu'elle se définit un double mandat, celui d'établir le métier de fermière et de veiller à la promotion des industries domestiques. Cette analyse nous conduira à vérifier les liens que l'association noue avec le politique, tant au niveau de son fonctionnement interne que des rapports nouveaux qu'elle anticipe. On se demandera alors si l'expression particulière de la sociabilité

féminine dans les cercles a conduit les fermières à appréhender différemment leur intervention sociale et politique.

À L'ORIGINE DE L'ASSOCIATION

La sociabilité féminine a longtemps été identifiée au « degré zéro » du regroupement familial ou domestique. Les études ne manquent guère pour témoigner de l'importance des salons, des sociétés d'hygiène, de secours mutuels et philanthropiques dans la sociabilité urbaine et le développement de l'assistance sociale, au 19^e siècle. On sait, grâce aux travaux de M. Perrot sur les domestiques en France, de M. Ryan sur les romans populaires au États-Unis ou de B. Bradbury sur la sociabilité ouvrière à Montréal, combien leurs interventions sont riches et modèlent leur environnement et même leurs conditions de travail. Pourtant relégué au bavardage, à la rumeur, au mieux à l'influence, ce mode d'action reste encore stigmatisé comme informel, infra-politique, dépassant à peine les sphères privées ou les prolongeant dans un social qui devient encombrant mais qu'on a toutes les difficultés à placer en face du politique. Mais du moins donne-t-on désormais un statut public à cette intervention.

En milieu rural, la sociabilité, si l'on en croit ce que dit M. Segalen pour la France, s'organise autour « des pôles de la famille, du travail, de la communauté, sous le contrôle de la paroisse, du seigneur, de la jeunesse ». Son caractère mixte (jeunes et vieux, hommes et femmes), s'arrête à certaines sphères nettement sexuées comme la forge ou le cabaret pour les hommes, le four et le lavoir pour les femmes. Pourtant, en France, des associations féminines rurales voient le jour au 20^e siècle (Lagrave, 1984), de même qu'au Québec naît un mouvement d'une ampleur sans précédent, celui des Cercles de fermières¹. En inscrivant cette association dans le contexte d'une rupture avec la sociabilité antérieure des femmes rurales canadiennes-françaises, je chercherai à élucider les représentations que ces femmes se donnent en créant des cercles ; de même qu'il faut clarifier les incidences d'une telle action sur les instances religieuses et provinciales. La recherche minutieuse des origines permet ici de mieux comprendre leurs intentions mais aussi de vider la question de leur manipulation par le clergé et le ministère de l'Agriculture (Kesteman, 1984 ; Migner, 1980).

¹ Cet article présente une section de la recherche que je mène sur l'histoire comparée des métiers féminins. L'étude sur les Cercles de fermières constitue l'un des deux volets de cette recherche. Je tiens à remercier le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada qui l'appuie financièrement depuis deux ans, ainsi que les assistants de recherche Denis Béliveau et Isabelle Dupuis qui m'ont particulièrement aidée à développer cette partie de l'étude, et Michèle Dagenais qui a su me relire et apporter ses fructueuses remarques.

L'exemple des Canadiennes anglaises

Le 19 février 1897 a lieu la première réunion des Women's Institute dans le monde. Elle se tient au Canada. À l'origine il existait déjà en Ontario une organisation solidement bâtie, les Farmer's Institute, qui s'activait depuis 1884. Invitée à prendre la parole à une de leurs causeries, qui cette fois traitait de « la meilleure façon de faire l'élevage du bétail », Adélaïde Hoodless jette le plus complet désarroi dans l'assistance en déclarant que « le bien-être des familles avait certainement autant d'importance que celui des troupeaux ¹ ». L'objectif de son intervention visait à sensibiliser les fermiers aux problèmes de pauvreté, d'isolement, d'hygiène, éprouvés par les femmes rurales. Elle fut écoutée et entendue. L'Ontario Women's Institute allait naître peu après à Stony Creek. En quelques années, l'organisation fit boucle de neige tant en Ontario que dans le reste du Canada ². Une Fédération nationale (FWIC) est alors créée en 1919, chargée essentiellement d'encourager la formation domestique, de développer l'agriculture et la coopération, d'assister les enfants et les immigrants.

Mais c'est surtout au niveau de l'éducation qu'elles agiront. Au Québec, les *Women's Institute* auront contribué à la création de la section Household Science au McDonald College affilié à l'Université McGill en 1905. Établi sur le modèle de *l'Institute of Household Science* de Guelph fondé en 1900 par A. Hoodless, Sir William McDonald et le D^r Robertson, le collège offrira des ouvertures nouvelles pour les jeunes hommes et filles du Québec voulant se spécialiser les premiers dans l'agriculture, les secondes dans l'économie domestique (Frost, 1984).

Le collège abrita longtemps l'activité des *Women's Institute* du Québec. Leur devise « *Home and Country* » fut donc essentiellement véhiculée par l'éducation et la formation des maîtres, mais aussi par une activité bénévole toujours vivace, dont la revue *Home and Country* fut l'aboutissant (mensuel de quatre pages qui paraît entre 1930 et 1939).

¹ Yvonne Riolland-Morissette, *Le passé conjugué au présent*, Montréal, 1980, p. 25.

² On recense 75 membres à la première réunion en 1897, en 1903 4 500 délégués se retrouvent à la convention annuelle en Ontario : en 1917-1918, 800 cercles rassemblent près de 300 000 membres. La progression fulgurante en Ontario est assez exemplaire.

Le rôle des agronomes

Frais émoulus et anxieux d'asseoir une autorité encore peu éprouvée, les agronomes rattachés au ministère de l'Agriculture, sont certes désireux d'encourager mais aussi d'encadrer la production agricole. Le corps des agronomes y gagnerait en crédibilité. Ayant déjà tenté d'intervenir auprès des coopératives agricoles, ils se sont vus contraints de circonvenir les résistances de ces dernières en cherchant à développer des groupes parallèles. On comprend alors leur sympathie immédiate pour tout groupement rural qui aurait besoin de leur appui. Ainsi c'est au congrès de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française, tenu à Montréal en 1914, que l'agronome Alphonse Désilets lance l'idée d'une association féminine rurale. Tant les jeunes que les femmes apparaissent « naturellement » comme des catégories facilement « organisables ».

De fait, en janvier 1915, naît le premier Cercle de fermières à Roberval : 25 dames et jeunes filles, pour la plupart des anciennes élèves de l'École ménagère de Roberval, fondent un cercle avec l'aide des agronomes Alphonse Désilets, Georges Bouchard et Raoul Dumais ; on y décide de la constitution initiale des cercles ¹. Des jeunes étudiantes, presque toutes célibataires, affluent dans les premiers cercles ². Ainsi à Roberval, sœur Augustin déclare : « À la suite des conférences, le Cercle des jeunes fermières de Roberval a été formé par Messieurs Bouchard et Désilets avec toutes les formalités nécessaires pour en assurer l'existence ³. » Trois nouveaux cercles sont créés à Champlain, Saint-Agapit et Plessisville la même année. L'effort des agronomes semble concluant : les fermières répondent immédiatement à leur appel.

Les premiers rapports ne mentionnent guère le rôle des agronomes dans la création des cercles, le rejetant toujours sur les responsables des cours abrégés. Au niveau de la petite histoire, leur intervention exacte dans la création des cercles semble plus difficile à déterminer. Les rapports du ministère de l'Agriculture ne mentionnent guère le rôle des agronomes dans la création des

¹ Ghislaine Desjardins, *Les Cercles de fermières et l'action féminine en milieu rural entre 1915 et 1944*, mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 1983, p. 62-63 ; Nicole Thivierge, *Études ménagères et instituts familiaux*, Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture, 1984, p. 75-76.

² Dix des douze présidentes et secrétaires des six premiers cercles sont célibataires. Gouvernement du Québec, *Rapport annuel*, Ministère de l'Agriculture, 1916, p. 231.

³ *Ibid.*, 1915, p. 61.

premiers cercles¹. On imagine aisément que les rapporteurs ne veulent pas avoir l'air trop interventionnistes ; pourtant, Désilets lui-même confirme en 1916 que « les groupes de Chicoutimi, Roberval et Champlain ont eu pour fondation d'anciennes élèves de nos écoles ménagères² ». Ainsi, les agronomes sont présents à la fondation des cercles et on peut croire que ce sont les pouvoirs locaux, désireux de donner à leur tour une légitimité à ces regroupements de fermières, qui en attribuent la paternité aux agronomes Bouchard et Désilets.

La rencontre des intérêts de toutes les parties concernées aboutit à une forme de consensus où tout le monde est prêt à reconnaître l'importance de l'autre. Les fermières, quant à elles, n'ayant rien à perdre, reconnaissent aisément le pouvoir technique indispensable des agronomes puisqu'il sert à légitimer leur existence.

Désilets jouera néanmoins un rôle important dans l'implantation de nouveaux cercles, la consolidation de l'association et la définition des liens qu'elle devrait entretenir avec le ministère de l'Agriculture. En fait, Désilets et Bouchard, proches du ministre de l'Agriculture J.-A. Caron, appliquent sa politique d'intervention et de développement du monde agricole. Notons toutefois que le gouvernement provincial y est déjà largement présent : l'implantation systématique d'un enseignement ménager et d'écoles de formation domestique pour les femmes (Thivierge, 1983) lui confèrent une influence non négligeable sur les femmes rurales.

En tout état de cause le ministère suit avec intérêt l'évolution des cercles. De là à dire qu'il est à l'origine de leur fondation, il n'y a qu'un pas, fréquemment franchi. Certes l'idée ne lui est pas étrangère mais son intervention directe n'est nulle part explicite, ni prouvée.

Alors, plutôt que de chercher des signes convergents dans des sources toujours problématiques, tâchons de comprendre les motivations qui ont conduit ces dames à chercher l'appui des agronomes et par eux, celui du ministère. La conception qu'elles se font de leur rôle est au centre de cette démarche.

¹ Un rapport annuel du ministère de l'Agriculture mentionne de façon très laconique la création de ces cercles : « Trois Cercles de fermières ont été organisés pendant les cours abrégés à Chicoutimi, Roberval et Champlain ». *Ibid.*, 1915, p. 241.

² *Ibid.*, 1916, p. 230.

Une profession : fermière

Les écoles ménagères ont transformé la perspective des femmes en faisant de leur activité domestique l'objet d'un enseignement. Il faut voir combien la restriction de la sphère des femmes aux activités ménagères, même enseignées, constitue à première vue une entrave à leur mobilité. La transmission institutionnalisée de savoirs féminins aux filles exclusivement produit et renforce une ségrégation sexuelle qui est interprétée par la recherche féministe comme la base de l'infériorisation sexuelle (Thivierge, Desjardins). Pourtant et sans nier l'importance et le bien-fondé de la critique féministe adressée aux mouvements féminins qui renforcent la ségrégation sexuelle, il faut également apprécier les gains relatifs qu'ils entraînent. Les jeunes filles qui s'engagent dans la filière des écoles ménagères sortent du cadre familial pour chercher ailleurs une éducation, espérant ainsi gagner une certaine autonomie et même une mobilité professionnelle. C'est là que s'élabore une première idée de leur fonction. Celles qui rejoignent les Cercles de fermières ont franchi un pas supplémentaire : elles deviennent membres d'une association volontaire qui a pour but de regrouper des fermières dans la perspective de défendre leurs intérêts.

Ces jeunes filles, comme les dames qui se trouvent au cercle, changent de statut en devenant fermières, car l'adhésion au cercle signifie la modernisation de leurs savoirs. Le mot de fermière plus que celui de paysanne contient en germe celui de l'agricultrice ou de la femme collaboratrice d'aujourd'hui. Les modalités de ce passage annoncent l'importance qu'aura le mouvement des fermières dans la construction de la modernité au Québec.

La revue des cercles mais aussi l'itinéraire d'une fermière de Châteauguay, Pauline ¹, qui a bien voulu nous relater sa vie, nous permettront d'analyser ce processus.

La bonne fermière est péremptoire : « Les fermières représentent la catégorie la plus nombreuse des travailleuses et la plus nécessaire des industries ». Établie sur une telle affirmation, l'association aura un but, celui de défendre et promouvoir leurs droits : « L'association est le moyen le plus pratique de favoriser les intérêts professionnels et d'orienter ceux-ci dans leur mission morale ² ».

¹ Yolande Cohen. « Les Cercles de fermières canadiennes-françaises », *Pénélope*, n° 7, 1984, p. 87-94.

² *La bonne fermière*, II, 1, p. 4.

Une place dans la production, celle de travailleuse et une mission à accomplir, celle « de contrer l'exode rural », tel est le programme minimum de l'association présenté par la *Revue des fermières*¹. Une fois leur image établie dans la société, il s'agit alors de définir qui est, ou peut être fermière. Il suffit « d'exercer personnellement soit le jardinage, l'aviculture, le soin des abeilles, l'élevage des moutons, etc. » pour être membre de l'association, donc pour accéder au titre de fermière. On comprend qu'avec une définition aussi large, les fermières constituent « la catégorie la plus nombreuse des travailleuses ». Ce qui n'enlève rien à la validité de la définition. Il faut noter que ce sont les activités typiquement féminines qui sont valorisées pour fonder l'appartenance des femmes aux cercles... Ce sont ces « savoir-faire » propres des femmes qu'elles se transmettent de mère en fille qui déterminent désormais l'existence d'une « classe féminine rurale ».

Des talents aux savoirs

Ce cumul des fonctions de femmes et de fermières est tellement vrai que la revue ajoutera en 1924 à son titre « organe des fermières et des ménagères ». Certes l'affiliation des écoles ménagères à l'association leur vaut le droit d'être intégrées au mouvement des femmes rurales, mais cet ajout indique que sa cible essentielle est bien les femmes au foyer. Pauline nous confirme à sa manière l'intention affichée par la revue de rejoindre toutes les femmes. Quand on lui demande qui peut adhérer au cercle, elle répond sans hésiter : « N'importe quelle femme ; les femmes de village parce que tous les gens avaient des jardins ». Elle ajoute : « il suffit d'avoir un talent quelconque pour pouvoir faire partie des cercles ».

Cette référence aux talents des femmes éclaire très précisément ce qui est à la source de l'association : les talents des femmes justifient et fondent le rôle social des fermières. Pauline est spécialisée en couture : « Comme ma mère, j'ai commencé à apprendre à coudre. Puis j'ai continué et je pouvais faire tous les vêtements de la famille. » L'apprentissage de Pauline s'est fait dans sa famille. Ses filles, elles, sont éduquées ailleurs, à l'école où l'instruction ménagère n'est guère valorisée. Pauline se rend bien compte de ce changement : « Aujourd'hui, les mères travaillent ; c'est (le travail domestique) moins apprécié pour la famille. » Mais elle n'est pas convaincue qu'il faille

¹ La *Revue des fermières* (I, 1, p. 6) réitère ce vœu pour mieux expliciter encore son intention de lier le gouvernement à l'action des cercles : « En 1915, les Cercles de fermières furent organisés dans la province de Québec. Dès cette époque nos gouvernants avaient à cœur d'enrayer l'exode rural. Ils reconnaissaient que la femme joue un rôle tellement important au foyer du cultivateur qu'on ne saurait trop faire pour s'assurer sa collaboration et son influence ».

abandonner ce « don » précieux. Elle justifiera son importance : « Pourtant il faut savoir coudre, c'est tout de même une économie. »

La conviction que ce qu'elle sait faire a une valeur, outre le sentiment ancré qu'elle en a, s'appuiera alors sur les cercles : c'est là qu'elle trouvera l'encouragement nécessaire à continuer. Elle montre aux autres comment faire des formes pour réussir des chapeaux. En échange, les dames du cercle prodiguent assistance et soins avertis sur la façon de planter des fraisiers ou de réparer les chaussures. Le cercle est donc bien le lieu du transfert et de l'acquisition des « talents » et des connaissances des unes et des autres. Cette forme d'échange s'effectue de surcroît dans un mode de fonctionnement familial qui permet à toutes et à chacune de faire valoir ce qu'elle sait faire. Des activités de broyage des tiges de lin, des démonstrations de techniques artisanales, et des concours sont organisés de façon à favoriser cet échange. Les expositions régionales, mettant en vedette les produits des industries domestiques, sont très courues.

Ainsi ces savoir-faire, qui étaient devenus caducs dans l'univers familial, du moins au niveau de leur valorisation, acquièrent une valeur d'échange au dehors, dans le cadre des cercles. Ils permettent à ces femmes d'établir entre elles les critères d'une valorisation sociale parallèle, basée autant sur la systématisation de leurs connaissances que sur le statut public et officiel de leur transmission. La sociabilité féminine ici transforme les membres du groupe, les rapports qu'ils entretiennent et la fonction qu'ils occupent.

Il est également intéressant de noter comment s'opère la transformation d'un travail essentiellement gratuit et bénévole en une fonction professionnelle reconnue et valorisée, celle de fermière. Parce que les cercles proclament être un regroupement de fermières professionnelles, ils se sentent autorisés à entrer dans les catégories de l'aide du gouvernement aux entreprises agricoles et pro-agricoles. Le passage d'une activité domestique à une fonction professionnelle n'est pas fortuit. La vocation même des cercles correspond à une nécessité nouvellement ressentie au début du siècle de transmission des savoirs. Médiatisés par les écoles ménagères et les cercles, ces savoir-faire font l'objet d'apprentissage et d'enseignement particuliers (« des techniciennes venaient nous apprendre à coudre... ») qui les hissent au rang de savoirs. Au fond, ces savoirs qui mènent aux industries domestiques et qui fondent l'existence même des cercles indiquent le chemin suivi par ces femmes pour valoriser leur rôle et conquérir une certaine autonomie. La journée mensuelle de réunion des cercles devenait dans chaque village « la journée des femmes ». Plus encore, ces savoir-faire, désormais formalisés par les écoles et dans les cercles, ont eux-mêmes changé de nature : justifiant une instruction spéciale, ils deviennent quantifiables et identifiables.

C'est ainsi qu'il faut interpréter la constante préoccupation des cercles vis-à-vis du ministère de l'Agriculture. Ils demandaient son appui, invitaient les agronomes à venir leur rendre visite, remplissaient des formulaires annuels de demande de subvention. Tout cela concourait à leurs yeux à la reconnaissance officielle de leur travail.

LES CERCLES COMME GROUPE DE PRESSION AGRICOLE

De son côté le gouvernement comprend tout l'intérêt qu'il a à valoriser les sphères féminines. Son action s'inscrit en tout état de cause très exactement dans ce créneau, que ce soit au niveau du discours qu'il prodigue à travers certains articles de *La bonne fermière* ou de façon plus concrète par le programme de subventions aux cercles qu'il inaugure au début des années 30. Les subventions du ministère sont cependant minces : 50 cents par membre pour frais d'administration, primes et concours. Il distribue également aux cercles des octrois en nature : colonies d'abeilles et outillage nécessaire, graines de semence, œufs¹... Ces octrois sont conditionnels à leur bonne utilisation. Pour être subventionnés, d'année en année, les cercles doivent envoyer des rapports détaillés (théoriquement) de leurs activités, de l'utilisation des semences, de leur membership.

Pauline est très sensible aux avantages matériels qu'elle trouve au cercle. Sans être rémunérée, Pauline bénéficie indirectement des subventions que le ministère attribue aux cercles. « Au fur et à mesure que le cercle a prospéré, on a eu des métiers à tisser et différentes choses pour nous aider à travailler », nous dit-elle. De son côté, *La bonne fermière* insiste sur ce qu'elle appelle le rôle économique des femmes. À travers ses dix rubriques, la revue fait l'inventaire des « connaissances pratiques que toute femme doit avoir ». Au chapitre de « l'agriculture féminine » se retrouvent les nombreuses suggestions et recommandations pour améliorer les pratiques de « l'aviculture, l'horticulture potagère, la floriculture, la culture du lin, la production des laines, le jardin des plantes médicinales, la mise en conserve, le tissage de la toile... »

Ce vocabulaire savant recouvre ce que Pauline décrit comme les talents de toutes les femmes. Il vise à les valoriser en les hissant au niveau d'une activité productive similaire à l'activité industrielle. La reconnaissance de l'apport des femmes rurales est certes très intéressée. Là où on ne parlait que d'engouement naturel, d'inclination personnelle, au mieux d'activité domestique propre aux femmes en vue d'améliorer leur bien-être et celui de leur famille, on voit désormais surgir les mots de travail productif « pour faire revivre les industries domestiques ancestrales ».

¹ *La bonne fermière*, I, 2, p. 51.

Ayant déplacé la transmission des savoirs féminins du réseau familial au cercle, les femmes rurales gagnent la possibilité de faire reconnaître leurs talents et accessoirement de les monnayer. Peut-on alors parler d'une relative autonomie que les fermières auraient conquise ? Une pratique qui ne ferait que transférer leurs savoirs de la sphère domestique privée à celle, identique mais publique, de l'économie de subsistance, libère-t-elle les femmes ? Le cercle valorise certes les fermières tant qu'elles se conforment à leur rôle dans la famille. La sociabilité que les femmes rurales découvrent dans le cercle leur ouvre néanmoins les perspectives d'une action sociale, qu'elles n'auraient pas sans lui. D'où l'intérêt qu'elles voient à se regrouper en cercles.

Dès lors l'Association des cercles de fermières devient un véritable mouvement. Des quelque 5 000 membres en 1922, elles passent à 11 230 en 1935, chiffre qui culmine à 50 000 membres en 1945. Ainsi le caractère professionnel de l'œuvre des fermières, étroitement lié au développement de l'enseignement ménager agricole, distingue les cercles du simple club de rencontre, du cercle de jeu ou de la réunion amicale. On va parfois jusqu'à associer le cercle à une formation syndicale, puisque la défense des intérêts professionnels de ses membres est son but. Avec les cercles, les fermières entrent de plein pied dans le système de la représentation politique. Comment vont-elles utiliser ces parcelles de pouvoir ?

L'organisation interne

Le fonctionnement, hautement formalisé, des cercles atteste de leur volonté d'inscrire ce mouvement dans une perspective plus large d'action économique et sociale.

Nous nous contenterons ici d'analyser les ambitions avancées par l'association dans la première période de son histoire parce qu'elles sont particulièrement révélatrices des objectifs visés. Pendant la dizaine d'années (1915-1929) qui marque le décollage des cercles, l'accent est mis sur l'organisation ; il s'agit de structurer le mouvement qui se dote d'une direction officielle et de statuts stricts. Leur examen nous permettra de saisir quelques-unes des intentions des fondateurs.

Lors des trois congrès généraux qui se tiennent du 22 au 24 octobre 1919, du 30 août au 5 septembre 1922 et du 4 au 7 octobre 1927 des « perfectionnements sont apportés à l'organisation générale des cercles, aux méthodes de culture et aux industries domestiques en usage ¹ ».

¹ *La bonne fermière*, I, 1, p. 21.

C'est au cours du deuxième congrès général en septembre 1922 que les statuts régissant l'administration, le financement ainsi que la vocation des cercles sont adoptés¹. Deux cents déléguées représentant soixante cercles de la province sont présentes². Elles entérinent la proposition qui attribue la direction générale de l'association au ministère de l'Agriculture. Ce dernier désigne à son tour un directeur ou une directrice qui est chargée « de veiller à l'accomplissement du programme et des statuts généraux³ ». Mais au congrès de 1927, des modifications sensibles sont apportées à ces résolutions⁴. Les congressistes décident de changer les dispositions précédentes en octroyant le mandat de direction non plus au directeur nommé par le ministère mais au conseil provincial, qui jusque-là s'était contenté de jouer un rôle consultatif. L'organigramme de l'Association des cercles est désormais fixé. À sa tête reste nommé le directeur entouré d'un exécutif formé d'une présidente, de deux vice-présidentes et d'une secrétaire générale des cercles, toutes *quatre élues lors des congrès généraux*. Un conseil provincial réunissant les déléguées des cercles assure conjointement à l'exécutif la direction et la coordination, tandis que les directions locales fédèrent les cercles. Cette structure hiérarchisée en quatre paliers maintient une cohésion formelle à un regroupement par ailleurs extrêmement diversifié et dont l'essentiel de l'activité est centré sur la réunion mensuelle et le congrès annuel.

Néanmoins il n'est pas sans intérêt de noter le glissement progressif de la direction des mains du ministère aux présidentes élues par les fermières. À cet égard, tout porte à croire que le ministère n'est pas forcément très intéressé à assurer *vraiment* la direction des cercles, même s'il en est *officiellement* responsable. Comme toute bureaucratie, le ministère de l'Agriculture cherche à avoir un seul interlocuteur ; il pousse donc les cercles à se doter d'un organisme de direction effectif. De leur côté, les cercles insistent pour que le ministère assume les fonctions de direction avec eux. Dès leur premier congrès en 1919, Marie Gérin-Lajoie définit ainsi la tâche du bureau : « Les Cercles de fermières ont été priés de se choisir un bureau provincial au moyen d'une délégation ; lequel bureau sera revêtu d'un caractère quasi officiel ; ses fonctions consisteront à coopérer avec le département de l'Agriculture... c'est-à-dire qu'à l'avenir le département de l'Agriculture, *au lieu d'agir seul s'engage* à consulter le bureau provincial des Cercles de fermières dans ces questions spéciales qui affectent directement les femmes⁵. »

¹ *La bonne fermière*, III, 4, p. 116-117.

² *La bonne fermière*, III, 4.

³ *La bonne fermière*, III, 4, p. 116.

⁴ *La bonne fermière*, IX, 1, p. 31.

⁵ C'est Marie Gérin-Lajoie qui explique le rôle du conseil en 1919. « Une résolution fut prise par l'assemblée et le département de l'agriculture en vue de donner un caractère de permanence, sous l'autorité officielle du gouvernement, à ce groupement des activités féminines en notre pays », *La bonne fermière*, I, 1, p. 22. En 1927, Alphonse Désilets, alors

Il s'agit de faire accepter par les cercles l'organisation d'un bureau ; mais aussi par le ministère l'existence d'un lobby de fermières qui ne cherche qu'à coopérer avec lui mais selon des termes qui lui conviennent. De fait, elles obtiendront qu'un directeur général sympathique à leur entreprise soit nommé par le ministère, en la personne d'Alphonse Désilets. L'exécutif n'a plus pour fonction que d'assurer un lien entre le conseil provincial des cercles et le ministère de l'Agriculture¹. Ayant ainsi combiné un arrangement qui leur permette de se développer de façon relativement autonome tout en obtenant la protection officielle du ministère, les cercles se dotent de règlements internes et de modalités de fonctionnement assez souples. Tenir une assemblée générale tous les mois fait partie de l'obligation du cercle : tous les membres sont tenus d'y assister de même qu'ils doivent payer leur cotisation.

Préoccupés d'avoir un rayonnement provincial et national, les cercles se donnent dès le départ les moyens d'une action qui dépasse de loin les limites de la paroisse. À la demande de Marie Gérin-Lajoie, les cercles adhèrent à la Fédération nationale Saint-Jean-Baptiste récemment créée, de même qu'elles se joignent à la Fédération nationale des institutions féminines du Canada, représentée au congrès par M^{lle} Kirby². La présence à leurs congrès des personnalités importantes de l'État³ atteste de cette ambition qu'on retrouve à un autre niveau, quand les cercles transforment leur congrès de 1927 en un congrès international des associations de fermières⁴.

Ainsi cette rapide présentation de l'organisation des cercles a l'avantage de montrer l'étroite imbrication des intérêts des fermières, des agronomes et du ministère de l'Agriculture. Sans entrer dans le détail, qui ferait apparaître des nuances essentielles dans chacun de ces groupes, notons qu'ils convergent dans un même élan de promotion des industries domestiques et des valeurs rurales, chacun pour ses propres raisons. Nous avons essayé d'en montrer les implications ; pour les fermières, un des résultats tangibles de cette association réside dans l'essor d'abord timide puis fulgurant de leur mouvement.

directeur provincial des cercles définit la fonction du Conseil provincial : « Il est comme le sénat des fermières syndiquées. Il examine en *dernier ressort* les règlements, motions et résolutions proposés par les directrices locales ou par les déléguées réunies en congrès général ou régional », *La bonne fermière*, IX, 2, p. 35.

¹ *La bonne fermière*, IX, 2, p. 35.

² *La bonne fermière*, I, 1, p. 22.

³ Le lieutenant-gouverneur de la province, Fitzpatrick ; le ministre de l'Agriculture, Caron ; le sous-ministre, Grenier ; l'inspecteur-général des Écoles catholiques du Québec, Magnan ; le chef du service de l'horticulture, Lavoie ; celui du service de l'aviculture, Barbeau, et enfin monsieur Paquet, comptable au département de l'Agriculture sont présents au congrès de 1922 qui réunit 200 fermières de 60 cercles, *La bonne fermière*, III, n° 4.

⁴ *La bonne fermière*, VII, 3.

En ce sens le cercle de sociabilité s'est véritablement transformé en un mouvement de femmes rurales à l'échelle de la province.

Du groupe au mouvement

Une brève analyse des effectifs en relation avec les objectifs déjà définis permet de les vérifier. Trois grandes périodes caractérisent cette évolution. La première est celle d'une maturation de l'organisation : elle correspond à l'implantation graduelle des cercles dans certaines régions. Des trois premiers cercles créés en 1915 on passe à 70 et à 5 000 membres en 1922. L'appel à une conscience morale, à un engagement entier et pratique caractérisent cette période. C'est plutôt au niveau des bases du regroupement et de la nature des relations qu'ils devront entretenir avec le reste de la société que les cercles ont eu un impact. Sur la question du statut des fermières, et de leur « rôle professionnel » les cercles ont su exploiter à leur profit l'ouverture créée par la mise sur pied des écoles ménagères. Si, comme le dit N. Thivierge, l'enseignement ménager agricole répondait en partie aux objectifs des pouvoirs religieux et étatiques « de former des cultivateurs et des épouses de cultivateurs conscients de l'importance de leur rôle ¹ », il répond aussi aux besoins déjà exprimés et assurés par certains groupes de femmes rurales. Ainsi pour reprendre l'exemple de Roberval, la mère Saint-Augustin, supérieure de l'école traduit bien cette conjonction : « Nous avons considéré cette innovation (les cercles) comme une suite de notre enseignement et nous avons cru bon d'y coopérer ². » Quant à madame Rolande Désilets, future rédactrice de *La bonne fermière* et épouse de l'agronome, elle vient aussi de cette école. Les cercles relayent donc et pour leur propre compte la formation dispensée par les écoles. Ils se greffent à l'initiative du ministère concernant la formation des femmes en étendant son aire d'influence.

Une deuxième période s'ouvre en 1923 qui est celle d'une progression importante et régulière des effectifs. Des 86 cercles et 4 976 membres, on atteint le double en 1933 avec 166 cercles et 6 792 membres. Ce faisant les cercles établissent un réseau de support à la base, sur l'initiative gouvernementale qui contribue à changer la nature du rapport entre les cercles et l'État. Les fermières de tous âges *utilisent* l'école pour compléter, approfondir, étendre leur formation selon leurs besoins. Des instructrices officielles, la plupart d'anciennes élèves des écoles, se déplacent et parcourent les cercles pour donner des cours abrégés. L'ensemble de la formation *demandée* par les fermières sera progressivement fournie par le ministère. Avec le système de subventions et d'octrois que les cercles obtiennent du

¹ Nicole Thivierge, *op. cit.*, p. 74.

² *Ibid.*, p. 76.

ministère, les données initiales sont modifiées ; ainsi, réajustement mineur mais significatif, « la direction de l'enseignement agricole/ménager est transférée du ministère de l'Agriculture au département de l'Instruction publique » en 1929. Ce passage recouvre la même notion qui fait qu'on parlera désormais de « science du ménage » plutôt que d'activité ménagère. On associera l'École ménagère provinciale à un « foyer des sciences et de la formation pratique aux arts qui font la ménagère économe, avertie, ingénieuse et distinguée ». La demande des cercles aboutit : le ministère accepte de considérer et prendre en charge leur requête.

Ce transfert d'une responsabilité privée et familiale à celle de l'État, opéré par les cercles, entraîne deux types de conséquences : l'une, à court terme la plus signifiante, est de faire prendre en charge par la collectivité la formation des ménagères. La seconde, plus pernicieuse, est de le faire en fonction d'une conception restrictive et traditionnelle des rôles sexuels. Une troisième période que nous n'aborderons pas ici, car l'organisation change presque de nature tant elle devient importante, est celle de la multiplication fulgurante des cercles dans toute la province. De 1934 à 1945 plusieurs sommets sont atteints en terme d'effectifs : 212 cercles et 8 877 membres en 1934 ; 560 et 24 271 membres en 1939 ; 877 et 50 000 membres en 1945.

SOCIABILITÉ FÉMININE ET INFLUENCE SOCIALE

Par leur regroupement au sein de l'Association des Cercles de fermières, les femmes rurales du Québec se dotent d'un puissant instrument de changement, qui transforme les rapports qu'elles établissent dans leurs familles, mais qui aura aussi des répercussions sur la société globale.

Plus qu'un regroupement initié et manipulé par le gouvernement du Québec ou par le clergé, les Cercles de fermières sont la médiation nécessaire aux femmes pour justifier et valoriser leur *rôle propre* dans la société. Pour cela, ils auront recours à l'imagerie féminine traditionnelle pour établir et consolider le stéréotype de la féminité. Il s'agira d'abord de délimiter leur sphère d'influence et ensuite de l'inscrire dans une perspective d'ensemble de défense des intérêts ruraux. La solution adoptée sera de préconiser la complémentarité des rôles sexuels dans l'accomplissement des travaux agricoles, de renforcer l'unité familiale comme unité de production. Ce qui nécessitera de donner une valeur nouvelle aux tâches domestiques auxquelles sont confinées les femmes. Ce processus a un certain nombre de conséquences :

- a) Il fait apparaître une forme peu commune d'intervention sociale : celle plutôt lente, souterraine et non conflictuelle de l'influence sociale, à partir d'une forme de sociabilité féminine.

- b) Il modifie les bases du consensus dans le monde rural : en identifiant aux hommes et aux femmes des modalités d'activité économique, le Cercle de fermières donne une nouvelle définition de la division du travail ; il réhabilite le rôle de la famille dans l'entreprise agricole sur la base de la reconnaissance du travail des femmes.
- c) Il permet de préparer la révision du mode de répartition du pouvoir entre les sexes : à partir d'une différenciation des rôles aussi nette, les sources de pouvoir sont départagées sinon à égalité – le sont-elles jamais – du moins en relation à une réévaluation du statut social de chaque sexe.

Ainsi établi sur une forme primordiale de la sociabilité féminine élargie, le cercle transforme une stratégie de survie (maintenir sa famille sur la terre) en comportement collectif politique (traditionaliste ici).

Le changement s'impose tellement massivement dans le monde rural du début du 20^e siècle qu'il signifie plutôt pour les populations concernées de trouver les meilleurs moyens d'y résister pour pouvoir éventuellement s'y adapter. Le démembrement que l'industrialisation de l'agriculture impose est tel qu'il s'agit pour la population rurale d'inventer les moyens d'en atténuer les effets parfois vraiment destructurants¹. C'est dans ce contexte de mutations, le plus souvent imposées, qu'on doit comprendre la recrudescence d'associations rurales conservatrices voire même corporatistes. Leur orientation politique, assez sommaire d'ailleurs, ne doit cependant pas nous empêcher de voir la capacité d'émancipation qu'elles recèlent pour leurs membres de même que l'aspect de démocratie directe, stabilisateur des conflits sociaux, qu'elles représentent.

Ainsi l'effet le plus étonnant est le renforcement des prérogatives de l'État dans des affaires considérées comme privées. Entrevue comme une solution indispensable au maintien même momentané des familles sur leurs terres, l'aide de l'État, extrêmement sommaire et pratiquement insignifiante tout au long de l'existence des cercles jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, est constamment invoquée par les cercles, compilée par les secrétaires, commentée par la revue. Ce processus accrédite l'idée qu'il n'y a pas d'exercice de pouvoir de l'État sur les cercles : c'est le pouvoir qui lui est conféré par les cercles que l'État utilise.

À cet égard, l'hypothèse d'un État patriarcal omnivore et tout-puissant devrait être changée pour celle, plus nuancée, de l'aliénation de ces femmes à

¹ En 1901, la population rurale comptait pour 60,3 % de la population totale du Québec. Quarante ans plus tard, elle n'en représente que 36,7 %, tandis que la valeur brute de la production industrielle est 3,3 fois plus élevée en 1900 que celle de l'agriculture. En 1929, elle l'est six fois plus.

l'idéologie traditionnelle. Pourtant, ce qui ressort de cette analyse de la fondation des Cercles de fermières ne correspond ni à l'une ni à l'autre de ces explications.

La rupture que les cercles traduisent est plus subtile : elle se situe au niveau des justifications que les fermières invoquent pour agir. C'est au nom de la survie de leur propre famille, qui devient celle du peuple canadien-français, que les fermières s'engagent à contrer l'exode rural. En développant les industries domestiques, elles contribuent à en retarder le processus, tout en trouvant pour elles une source de valorisation. Alors même qu'elles soulignent leur attachement à la famille traditionnelle, elles modifient les bases de son fonctionnement : il ne s'agit plus vraiment de la famille patriarcale, mais d'une famille unité de production où les rôles sont clairement répartis entre les hommes, les femmes et les enfants.

Enfin, phénomène encore plus nouveau qui explique le recours à l'État, c'est la progressive laïcisation que les cercles confèrent au monde des fermières. Ils ne vont pas chercher la protection pourtant multiséculaire et omniprésente du clergé mais celle, balbutiante, d'un État qui promet une aide qui reste finalement assez lointaine.

Les Cercles de fermières fonctionnent dès leur création comme le lieu de sociabilité privilégié des femmes rurales. Elles y apprennent à débattre collectivement des questions économiques, à gérer l'entreprise familiale, à connaître et défendre leurs intérêts. Loin d'être limitée aux seules querelles de paroisse, l'action du Cercle de fermières tente de rejoindre le mouvement plus large de modernisation du Québec rural. Dans ce processus, les femmes rurales font l'apprentissage de la démocratie à la base.

Mais en choisissant de mettre au premier plan leur confort et celui de leur famille, les fermières se rangent forcément aussi du côté d'une vision politiquement conservatrice. Et même si elles refusent d'envisager les conséquences que cette action peut avoir sur l'orientation politique d'une société, elles ne se donnent guère de moyens de l'influencer. Leur sociabilité fonctionne comme un levier d'intervention qui se priverait de son débouché politique. Par contre les différents groupes et partis politiques sauront utiliser les cercles à leur profit... C'est un autre chapitre de leur histoire.

À ce stade-ci de la recherche, force est de constater les effets contradictoires d'une action locale, émancipatrice pour ses membres, conservatrice pour la collectivité.

Peut-être alors devons-nous dissocier la démocratie à la base d'une politique démocratique et accepter la définition que donnait déjà R. Michels du fonctionnement politique, celui d'une bureaucratie déformante ?

Bibliographie

1. Documents sur les Cercles de fermières

La bonne fermière, organe des Cercles de fermières de la province de Québec, 1920-1930.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Comptes publics de la province de Québec*, 1915-1945.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC. *Rapport annuel du ministère de l'Agriculture*, 1915-1920.

La revue des fermières, publication officielle des Cercles de fermières et des Fédérations de cercles, 1940-1944.

Terre et foyer, revue officielle des Cercles de fermières de la province de Québec, 1945-1970.

2. Ouvrages

AGULHON, Maurice. *Le cercle dans la France bourgeoise*, Paris, A. Colin, 1977, 105 p.

BARTHEZ, Alice. *Famille, travail et agriculture*, Paris, Economica, 1982, 192 p.

CHATILLON, Colette. *L'histoire de l'agriculture au Québec*, Montréal, L'Étincelle, 1976, 125 p.

COHEN, Yolande (dir.). *Femmes et politique*, Montréal, Le Jour, 1981, 228 p.

COLLECTIF. « Femmes et associations », *Pénélope*, n° 11, automne 1984.

DESJARDINS, Ghislaine. *Les cercles de fermières et l'action féminine en milieu rural entre 1915 et 1944*, thèse de maîtrise, Université du Québec à Montréal, 1983.

FARGE A. et M. SEGALÉN. « Sociabilités formelles et informelles : un coup d'œil historique », *Pénélope*, n° 11, 1984.

- FORTIN, Gérald. *La fin d'un règne*, Montréal, Hurtubise HMH, 1971, 397 p.
- FROST, Stanley Brice. *McGill University : For the Advancement of Learning*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1980.
- KESTEMAN, Jean-Pierre, Guy BOISCLAIR et Jean-Marc KIROUAC. *Histoire du syndicalisme agricole au Québec (UCC-UPA, 1924-1984)*, Montréal, Boréal Express, 1984.
- LAGRAVE, Rose-Marie. *Les associations de femmes en milieu rural*, Paris, INRA, 1984.
- *L'insignifiance de l'identité et du travail des agricultrices : un exemple de consentement des sciences sociales au sens commun*, s.d., s.é., 28 p.
- MIGNER, Robert-Maurice. *Le monde agricole québécois et les premières années de l'Union catholique des cultivateurs (1918-1930)*, thèse de doctorat en histoire, Université de Montréal, 1975, 424 p.
- MINVILLE, Esdras. *L'agriculture*, Montréal, Fides, 1943, 555 p.
- La vie économique. Propos sur la conjoncture des années 1925-1938*, Montréal, Fides/HEC, 1984.
- MORISSET, Michel. *Agriculture familiale ou capitaliste au Québec au 20^e siècle*, thèse de doctorat, Paris VIII, tome I, 1982, 308 p.
- PERREAULT, Denis. *Intégration capitaliste en agriculture québécoise et structure de classes en milieu rural*, mémoire de maîtrise, Université de Montréal, 1981, 279 p.
- SEGALEN, Martine. *Maris et femmes dans la société paysanne*, Paris, Flammarion, 1980, 211 p.
- SÉGUIN, Normand. *Agriculture et colonisation au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1980, 220 p.
- THERRIEN, Rita et Louise COULOMBE-JOLY. *Rapport de l'AFEAS sur la situation des femmes au foyer*, Montréal, Boréal Express, 1984, 214 p.
- THIVIERGE, Nicole. *Écoles ménagères et instituts familiaux*, Montréal, Institut québécois de recherche sur la culture, 1984.

VERDON, Michel. *Anthropologie de la colonisation au Québec. Le dilemme d'un village du lac Saint-Jean*, Les Presses de l'Université de Montréal, 1973, 283 p.

je suis du temps

[Retour à la table des matières](#)

*je suis du temps où un cap d'acide décapait paix et meubles
la peinture respirait sur les colonnades des balcons
les petits hommes verts montaient les escaliers chez Corneillier
le peintre des moustiques
les rollingstone
et la manicouagan gagnaient notre terrain et nous leur prêtions les
flancs de notre jeunesse
la révolte se décodait en joual
nous lisions le portrait du colonisé
nous appelions nos prises de parole
résistance 1, 2 et 3
mots de guerre d'un autre pays pourtant nos actions étaient du
terrorisme d'agression
nos mini-jupes à talons hauts rockaient pendant des nuits et des nuits
nous pouvions travailler quand nous le voulions et où nous le voulions
il y avait de l'ouvrage pour tout le monde
la révolution se buvait en cuba libre et l'amour est passé
par la peau d'un black panther réfugié en français
certains étaient en prison
un vol de banque en payait les avocats
il avait vingt ans et il y a laissé son corps percé par le bras d'un
citoyen ami de l'ordre
que le mal ait son âme
il fallait abattre ce sont eux qui nous ont abattus
nos commandos manquaient d'humour et la main encore armée par des
soumissions à toute autorité
c'étaient toujours les ordinaires qui écopaient
il aurait fallu terroriser le pouvoir lui-même
C'était les cadres qu'on décrochait
et le peuple prenait peur que ce soit lui encore une fois
pourtant les leçons se donnaient gratuitement
pinochait n'allait pas hésiter
à détruire par le haut ce qu'il fallait comprendre
il fallait tomber les têtes
et il n'y avait que les bras qui leur en tombaient
quand les femmes eurent*

leurs hommes en prison sans entrave
elles continuèrent
femmes debout
le premier apprentissage allait servir
et sans poudre de riz en prison elle-même dans les murs et les
événements
au parfum de tout à tous les niveaux
nous aimions trop la vie pour ne jamais devenir cynisme
l'amour nous poussait toujours du coude
et je t'ai gagné à une partie de poker chez straram
cela allait un peu compliquer la vie que nous gagnions
en draps à la puissance de nos peaux
nous avons perdu l'indépendance d'un pays pour le moment
nous nous sommes retirés dans nos poèmes et nos chants
pour remplumer
nos élans un homme rapaillé
marche encore le long de nos trottoirs
nous reviendrons autrement avec ce projet et en attendant
nous pouvons
bien voir le monde le voyager le regarder le partager
comment font les autres
pendant que je pleus tu pleus il pleut des pluies d'acide
avant on l'avait dedans
voilà qu'elle est dehors avec la mort
et elles nous regardent
nous lisons nous écoutons jerry et le boulet frappe
nous regardons la télévision où l'on y fait la révolution avec le
goupillon
nous n'avions pas prévu
qu'as-tu fais corazon aquino qu'on ne pouvait pas ne pas
saluer pour le moment
déjà nous voyons les périls mais il y a une joie
que fais-tu
qu'est-ce que tu viens jouer aujourd'hui dans nos têtes
corazon

Denise Boucher

Troisième partie

Une politique des femmes

[Retour à la table des matières](#)

Deuxième partie :
en périodes froides

9

Un héros des femmes portugaises

Maria Belo

[Retour à la table des matières](#)

« *Moura* », féminin de maure, signifie aussi « ce qui appartient au passé » et rejoint, par sa racine, *maur*, *mor*, *moira*, *mara*, formes du nom de la déesse celte, à l'origine du nom féminin Maria. Ces espèces de fées distantes, inaccessibles, de pierre, souvent vengeresses, ont-elles un rapport avec le phantasme des Portugais(es) sur le féminin ? Encore aujourd'hui on appelle, de façon impersonnelle, toutes les femmes du même nom, « Maria » ; encore aujourd'hui, c'est dans les pierres, les fontaines, sources ou fleuves que, lavant en groupe, elles puisent la force de leur homosexualité sublimée.

Depuis quand la légende rend-elle compte de l'inaccessibilité de ces femmes ? Car c'est depuis toujours qu'au Portugal, les hommes partent ¹, et que les femmes restent, gérant partout villages et patrimoines. Ce qui a fait dire à l'écrivain du début de ce siècle Raül Brandao (1923) : « Je crois que seulement ainsi, accouchant et gémissant, tissant et labourant, notre balance commerciale s'équilibre et on peut continuer de vivre comme nation indépendante. »

DE ANA OSÓRIO À ANTONIO SALAZAR

C'est au cœur de chaque communauté nationale, dans ses dires, ses lois, ses coutumes familiales et quotidiennes, sa pratique politique qu'il faut chercher où se situent les femmes dans cet enjeu social que constituent les pouvoirs et les

¹ Pour la conquête du pays d'abord, le commerce régional ensuite, les découvertes et l'expansion coloniale après, comme émigrants au Brésil et en Amérique du Nord, en France et en Allemagne récemment (Matoso, 1985).

contre-pouvoirs. Mes réflexions et mes recherches antérieures m'amènent à proposer l'idée suivante : l'appartenance sexuelle induit pour les individus et les communautés une tension spécifique d'affrontement agressif et/ou coopératif, sans laquelle il n'est pas possible de rendre compte ni de la maternité/paternité, ni de l'organisation sociale. C'est à cette source que les sociétés puisent partiellement les énergies pulsionnelles qui constituent l'enjeu politique avec ses parades, règles, combats, défis et discours.

Nous ne prétendons pas fournir une clé à l'histoire politique : laissons l'histoire aux historiens. Nous prétendons seulement apporter une contribution aux lectures sur les dynamiques profondes du pouvoir politique et un éclairage sur ce qui y est en jeu. En analysant les dires de Ana Osório et ceux de Salazar sur les femmes et la politique, nous tenterons de les questionner sur la forme que prend, pour les Portugais, la tension du rapport sexuel dans la vie politique.

LES FÉMINISTES URBAINES

Au début du siècle, l'élite intellectuelle et politique portugaise, tournée vers l'Europe, considère les femmes comme des mineures ; les écrivains, historiens et politiciens ne faillirent pas à la tradition européenne des 18^e et 19^e siècles.

L'analphabétisme, largement répandu, touche particulièrement les femmes (80 % en 1911), même sous la République (1910-1926) et malgré toute sa bonne volonté. Par ailleurs, bien que mal payées, les femmes travaillent en grand nombre dans les trois secteurs les plus capitalistes : le tabac, le textile et le papier, (Salgado, 1979). Ces ouvrières, le plus souvent analphabètes, sont généralement des paysannes en provenance du nord du Portugal. C'est dans ces secteurs que se développe l'un des plus forts mouvements anarchistes européens du début du siècle. Selon l'hebdomadaire *Federação* (1884), « le nombre de femmes appartenant aux associations de classe s'élève, à Lisbonne, à 2 000 ». Ce qui constitue une proportion très importante.

Le nombre élevé de femmes ouvrières et les difficultés éprouvées par les syndicats pour les contrôler aboutissent à une situation momentanée d'apparente égalité des sexes. En 1872, une femme est élue à la présidence de la troisième section des tisserands de Lisbonne (Salgado, 1979) qui est une section socialiste. On peut avancer l'hypothèse qu'il s'agit là d'une tentative de la part des directions syndicales pour contrôler l'esprit libertaire des ouvrières, anciennes paysannes, habituées à décider. C'est dans la même perspective que le Parti socialiste portugais crée en 1897 la Ligue pour la défense des droits des femmes, à la suite de l'activisme des syndicalistes socialistes Margarida Marques et Angelina Vidal et à leur succès dans le monde ouvrier.

Les rapports des républicains avec le mouvement ouvrier sont épisodiques : depuis 1872, socialistes et républicains s'affrontent pour son contrôle, détenu par les socialistes. Entre 1900 et 1910, ils s'unissent dans une « concertation démocratique ». Les féministes s'occupent alors des ouvrières et celles-ci du féminisme. Cela ne dure guère. Avec la valorisation de la politique institutionnelle après 1910, l'intervention des femmes ouvrières baisse et après 1913, le débat sur le féminisme, très présent dans les journaux de classe depuis 1907, disparaît (Oliveira, 1984). Les difficultés de gouverner, éprouvées tant par les républicains que par les socialistes – en 1915, le ministre socialiste du travail réprima durement le mouvement ouvrier – discréditent la classe politique, le parlementarisme et les partis aux yeux des ouvriers. Ceux-ci s'organisent entre eux et mènent une importante campagne sur les questions de culture et de vie quotidienne dans les quartiers ouvriers. Là, les femmes ne sont plus sur un pied d'égalité ; elles sont les femmes des ouvriers, elles participent donc moins, tout en étant très présentes. Ce n'est qu'après le coup d'État militaire de 1926 que les ouvriers reviennent à la lutte politique laquelle devient de plus en plus violente jusqu'au moment où Salazar finit par l'interdire, en 1934.

Quant aux autres femmes, elles choisissent les mouvements anarchistes et républicains pour inscrire leur lutte. Le mouvement anarchiste, dont l'essor est particulièrement remarquable dans les secteurs à main-d'œuvre majoritairement féminine, a sans doute trouvé dans l'esprit libertaire et indépendant des femmes une base solide d'action et d'initiative. La propension des femmes ouvrières à s'associer a constitué un milieu propice dans lequel le féminisme portugais a puisé ses principes et sa radicalité. Il existe peu d'études sur cette réalité. Si cette hypothèse se confirmait, elle expliquerait la sympathie profonde des féministes républicaines, particulièrement combatives, à l'endroit du mouvement anarcho-ouvrier et leur collaboration avec lui.

Que le Parti républicain ait fait dans son programme « une place privilégiée à la famille, ainsi qu'à la liberté de la femme et à la protection légale des enfants » (Salgado, 1974) explique aussi ce choix. Mais celui-ci repose certainement encore sur le fait que les dirigeants de ce parti sont également les dirigeants de la franc-maçonnerie portugaise. Influencés par les frères français, les francs-maçons portugais invitent les féministes les plus en vue à intégrer la franc-maçonnerie, ce qui fera de cette organisation le lieu d'affrontement privilégié entre pouvoir politique et féministes.

Un grand nombre de féministes, dont Ana Osório et Adelaide Cabete, se retrouvent donc dans le Parti républicain, et créent dès 1909, la Ligue républicaine des femmes Portugaises. En 1910, forte de 500 adhérentes, celle-

ci prône l'égalité dans la famille ¹, l'indépendance économique de la femme, le divorce, l'éducation civique et, surtout, le droit de vote. Celui-ci ne leur sera pas accordé, mais la revendication pour ce droit n'en constitue pas moins la pierre de touche qui oppose leur mouvement au parti.

En 1907, l'activité développée par les féministes, intégrées depuis 1904 dans des loges dépendantes des loges masculines, amène les francs-maçons à fonder deux loges féminines qui ont le même statut que celles des hommes. C'est là un cas unique dans l'histoire, qui ne durera que quelques années, jusqu'en 1913. Ceci doit être interprété non comme une faveur des francs-maçons mais comme l'effet de l'activité militante radicale et courageuse des féministes : l'activisme de Ana Osório et Adelaide Cabete s'exerce bien avant qu'elles intègrent la franc-maçonnerie. Elles se perdent peut-être dedans.

Que la franc-maçonnerie masculine, en intégrant les femmes, ait offert un espace favorable au développement du féminisme, jusqu'alors marginalisé et le plus souvent vécu sur le mode individuel, est un fait incontestable. Toutefois, il semble que ce n'était pas là l'objectif des francs-maçons. On peut même se demander si la récupération précoce du féminisme par la franc-maçonnerie et le Parti républicain n'a pas eu pour effet de lui enlever le levain révolutionnaire qu'il contenait. Essayant d'obtenir de ses amis républicains au pouvoir le droit de vote pour les femmes, Ana Osório s'est épuisée vainement, a dissipé les potentiels de mobilisation et s'est éloignée de sa compagne de lutte Adelaide Cabete. La liaison trop étroite des féministes de cette époque avec les idéologies, le pouvoir dominant et leurs représentants aurait contribué à briser le maillon le plus fragile et le plus exposé : le féminisme.

LES FEMMES RURALES

Dans le monde rural, les Portugaises ont une capacité de décision et d'autonomie inhabituelle due à l'émigration et à l'absence des hommes depuis des siècles (Belo, 1983). Généralement expliquée par des facteurs économiques, l'émigration est en réalité un des faits culturels et structurels les plus ancrés au Portugal. L'émigration portugaise est très ancienne et, jusqu'à ces dernières vingt années, presque exclusivement masculine. Elle est certes rendue nécessaire par la misère ; mais ce qui soulage les femmes, ce n'est pas tant l'argent qui rentre de l'émigration – cela ne deviendra important qu'après 1960 – que l'absence des hommes qu'il ne faut plus nourrir, et dont il ne faut plus s'occuper, sans parler du fait qu'elles ne risquent plus d'être enceintes. Certes, le fardeau de la ferme revient alors complètement aux femmes, mais

¹ Une de ses revendications, apparemment plutôt symbolique, qui a obtenu une réponse immédiate, fut le droit de publier ses écrits sans avoir besoin de l'autorisation du mari.

elles l'assument plus librement et avec plus de plaisir (Espirito Santo, 1982). L'émigration joue aussi un rôle fondamental dans la distribution des pouvoirs locaux. L'homme, absent pendant 15 ou 20 ans, laisse un champ de manœuvre à la femme qui n'hésite pas à s'en emparer définitivement. Elle apprend à vivre seule, sans homme, à constituer la référence pour ses enfants, à s'en sortir socialement et économiquement dans le gouvernement de la famille, de la maison et du village. À son retour, le mari n'a plus une place de pouvoir. Il est certes bien reçu, respecté, il devient le père de famille, mais pas le maître absolu ni même l'autorité la plus importante. Tout en respectant les coutumes – la meilleure place à table, le premier servi – les femmes conservent le pouvoir de décision dans la maison tant au point de vue économique que dans la distribution du travail.

Cette situation prévaut jusque dans les années 60, au moment où l'émigration vers la France et l'Allemagne transforme la vie des villages. L'apport économique des émigrants devient alors très important. Ils peuvent aussi rentrer plus souvent au village pour surveiller et aider aux travaux des champs. Ils viennent avec une grosse voiture et épargnent suffisamment pour construire une maison « française » moderne. L'argent « facile » dans un pays où les paysans n'en avaient jamais eu a changé les rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes. Elles ne voient plus l'intérêt de rester sur les fermes et se mettent elles aussi à émigrer, seules ou avec leurs maris. Celles qui restent sont nécessairement prises en charge par l'État-providence, qui leur enlève du même coup la plupart de leurs pouvoirs. Toutes les coutumes de solidarité et de vie communautaire contrôlées par les femmes disparaissent avec la sécurité sociale, les pensions et autres subventions, et l'endettement.

La source principale du pouvoir n'est plus dans le prestige du travail ou la facilité de parole, mais dans les revenus financiers quelles qu'en soient les origines ¹.

LA FIGURE DE SALAZAR

Avec Salazar, les femmes intellectuelles et celles de l'élite urbaine n'ont plus besoin de demander un territoire d'intervention. Il leur fut offert d'emblée et elles s'en saisirent promptement.

¹ Toutes les coutumes de solidarité et de vie communautaire, contrôlées par des femmes disparaissent avec la sécurité sociale, les pensions de réformes et les « Maisons du Peuple ». C'est le prestige du travail et d'une organisation symbolique où les femmes étaient au centre qui s'estompent ainsi au profit d'un nouveau style de vie dans lequel elles perdent leur fonction sociale et le pouvoir qui s'y rattachait. Finis les chants au défi où une femme et un homme chantaient des improvisations des heures durant, jusqu'à la victoire de l'un deux dans ce combat verbal, intellectuel mais populaire, dont le jury était le public.

L'Assemblée nationale, fermée après le coup d'État de 1926, ne rouvrit ses portes qu'en 1935, matériellement et humainement transfigurée. Le gouvernement avait décrété en avril 1933 une nouvelle Constitution, corporatiste et à parti unique. L'article 5 y établissait pour la première fois l'égalité des citoyens, « sauvegardant, *quant à la femme, des différences résultant de sa nature et du bien de sa famille* ».

Aux élections de 1934 le droit de vote fut accordé aux femmes, encore que de façon restreinte : pouvaient voter, les femmes majeures ayant un diplôme spécial du secondaire ou de l'université. Pour les représentants locaux, étaient électeurs les chefs de famille, des hommes en général. Mais pour la première fois, les femmes séparées, divorcées, veuves et célibataires majeures, avaient le droit de vote à condition qu'elles aient une famille à charge, ou que leur mari soit absent. Les hommes célibataires habitant seuls étaient considérés chefs de famille, mais non les femmes qu'on ne supposait même pas habiter seules (*Diário do Governo*, 6 novembre 1934).

Mais Salazar alla plus loin. Non seulement il reconnut à l'élite féminine ce que les républicains lui avaient toujours refusé, mais encore il fit élire sur les listes du parti unique, avec pompe et fanfare, trois députées femmes. Il en fait nommer une autre, membre de l'Assemblée corporative, comme représentante de l'Assistance privée. En reprenant cette revendication des féministes, dirigées par Ana Osório – lesquelles s'étaient montrées inquiètes de ne pas être admises dans l'Assistance publique par le gouvernement républicain¹ – Salazar préparait ainsi, sagement, sa politique pour les femmes. Désarmant les femmes de la bourgeoisie par une gentillesse et une courtoisie où la séduction ne quittait jamais le côté « tout à fait respectable » du célibataire dévoué au service de la nation, il a créé rapidement des transferts de sentiments enflammés et constitué une cohorte d'admiratrices dévouées.

Tout comme les féministes par rapport aux républicains, ces femmes ont servi ses desseins, avec l'avantage sur les autres d'être heureuses de leur condition d'adjointes subalternes publiquement flattées et reconnues. Universitaires, célibataires, catholiques militantes, adeptes enthousiastes du nouveau régime mais surtout de Salazar, elles ont été les porte-parole d'une image des femmes-mères, épouses et maîtresses de maison, gardiennes de la famille-base-de-la-nation et à ce titre politiquement concernées. Car la famille était électrique en tant que telle dans ce régime.

¹ Ce furent Maria Candida Parreira, Maria Guarciola et Domitilia de Carvalho, comme députées et Maria José Novais, à l'Assemblée corporative. *Diário de Notícias*, 11 janvier 1935.

Élue en 1935, Maria Guardiola, la plus jeune des députées, devient dès 1936 et jusqu'à la fin des années 50, une des dirigeantes les plus marquantes des jeunesses nationalistes féminines. Elle dirige aussi « l'Œuvre des mères » (*Obra oas maes*) créée en 1937, qui fut une organisation nationaliste à but éducatif, éduquant femmes et jeunes filles dans tout le pays et notamment dans les villes de province à « l'économie domestique » et à l'idéologie féminine officielle. Cette organisation remplaça en quelque sorte, et presque officiellement, la *Cruzada das mulheres portuguesas* (Croisade des femmes portugaises) de Ana Osório, à qui les républicains n'ont jamais donné la liberté et les moyens d'action que Salazar donna à Maria Guardiola et à sa sœur Alice. L'ascension et la consolidation du régime y trouvèrent un de ses piliers.

Alors que les ouvriers, le Parti communiste réorganisé dans les années 40, les républicains et les maçons n'ont jamais cessé de s'opposer au régime et de s'en démarquer, il n'y aura de femmes dans l'opposition qu'à la fin des années 60, après la mort du dictateur. Elles militent dans la résistance communiste effacées dans un rôle de maîtresses de maison en clandestinité mais on en trouve peu dans les syndicats ; elles sont actives et martyres dans les révoltes des paysans salariés du Sud. *Mais comme telles*, les femmes ne protestent pas. Seule la publication par Maria Lamas de son livre *Les femmes de mon pays*, écrit en 1948 après l'interdiction du Conseil, retentit comme un cri de désespoir ¹.

Les doctrines sur la fonction des femmes et sur la forme de gouvernement se confondent dans les politiques de Salazar à l'égard des femmes. La caricature bien connue de Salazar le résume bien : un dictateur, chef de gouvernement, en travesti, portant tablier et éventail.

En 1936, dans un texte politique dont le titre est significatif, « Comment on redresse un État », Salazar déplore : « L'excès de mécanisation, ne demandant que la force des bras... Dans la majeure partie de la production, il est encore bien vrai aujourd'hui que la joie, la bonne disposition, le goût de vivre, produisent des énergies qui augmentent la qualité et la quantité du travail produit. La famille est la source la plus pure des facteurs moraux de production. »

Allant encore plus loin, le Secrétariat national de propagande publia, dans la collection « Cahiers du peuple », un petit livre très éclairant : *L'Économie domestique*. On y apprend aux femmes comment vivre une vie « d'agréable pénurie », soumises et résignées dans une vie conjugale « économique ». Une

¹ Maria Lamas, écrivain, n'est pas considérée en général comme une féministe. Pourtant, dans ce livre, elle dénonce la condition des femmes portugaises après que le régime eut fermé le conseil qu'elle présidait, prétextant que les femmes portugaises se portaient bien et n'en avaient pas besoin.

introduction sur le concept d'économie domestique établit « l'équilibre entre la recette et la dépense de façon à garantir, dans la mesure du possible, la vie honnête et tranquille d'un foyer dans le présent, ainsi que la protection face aux contingences futures ». Pour cela il faut : dépenser moins que ce qu'on a ; payer comptant ; ne pas cacher les dépenses au mari ; n'acheter que le nécessaire ; acheter bien, pas nécessairement le moins cher ; aimer l'ordre sans s'en faire l'esclave ; se considérer la dernière de la maison et le mari le premier ; se considérer une simple dépositaire de la paye de l'homme ; ne pas rappeler sa dot ; se soucier des détails.

Un horaire hebdomadaire précise à la minute près toutes les occupations ménagères, sociales, personnelles, culturelles, même la musique propre à chaque heure et à chaque tâche ; tout y est prévu, jusqu'aux budgets/types selon les entrées et les dépenses. Enfin, on s'attache à montrer comment meubler une maison, la décorer, s'occuper des animaux et du potager, dans un style « maison portugaise ».

Dans cet emploi domestique du temps, il ne reste plus une minute ni un sou disponibles. Curieusement, il n'y a pas un mot sur les enfants, leur éducation, le temps et l'argent qu'on doit leur consacrer. C'est vraiment la femme collaboratrice du mari qui est donnée comme définition de sa fonction sociale.

Pourtant, au contraire des républicains, Salazar ne renvoie pas toutes les femmes aux tâches « spécifiquement » féminines. Aux intellectuelles, il attribue des fonctions politiques précises et de confiance dans l'appareil idéologique du régime¹. Outre leur activité militante dans les organisations féminines de la dictature nationaliste, elles ont une idée claire de leur intervention politique. Le discours de campagne électorale d'une candidate du parti unique à l'Assemblée, élue en 1935 (Parreira, 1934), lève toutes les ambiguïtés ; il s'intitule « La femme dans la politique et la politique de la femme » :

Il va y avoir des femmes au Parlement. La politique a beaucoup d'affinités avec la femme diplomate, subtile, tantôt soumise, tantôt affirmative. Servons-nous-en comme s'il s'agissait d'une des composantes de notre structure féminine avec le même profit que la femme prend dans une larme ou dans un sourire quand ils sont mis au service des bonnes causes. [...] Oui, mesdames, l'État-Nouveau élève la femme à la place qui lui revient ! Pourquoi la faire

¹ Même Notre-Dame de Fatima, associée au régime dès 1926, dans une campagne de propagande jamais vue, ne se limite pas aux miracles « domestiques ». Son discours traduit un secret que la bergère ne peut dire qu'au Pape et qui fait dépendre du comportement politiquement soumis des portugais « la conversion de la Russie (sic) et la paix mondiale ». C'est une vierge politicienne. Avec un nom arabe, elle rappelle aussi les *mouras* des légendes. Comme elles, la Vierge, quand elle paraît, est « Une dame plus brillante que le soleil » (Récit des bergers et légende 143).

monter au Parlement ? Les hommes ne seraient-ils pas suffisants pour les aider et les protéger ? [...] Sachez tous, qu'au Portugal, d'une extrémité à l'autre, il y eut un homme qui s'est donné entièrement à son pays, parce qu'il l'aimait beaucoup ! Salazar voulait plus. Il fallait susciter le rapprochement des Portugais. Salazar a pressenti que pour un tel combat contre la démoralisation il serait nécessaire d'avoir une énergie supérieure à celle de l'homme. Où la trouver ? Une seule solution : la femme chrétienne ! La femme ressurgira ! Ancienne ? Moderne ? Ni l'une ni l'autre, simplement la femme portugaise. Réunissons-nous au son du clairon !

La forme de gouvernement

Cette orientation ne résulte pas d'un choix inconséquent. Marcelo Caetano, successeur de Salazar et un de ses plus proches collaborateurs, nous raconte dans ses mémoires que, vers 1940, Salazar s'est épris d'une jeune veuve aristocrate et intelligente, avec qui il entretenait de longues conversations par téléphone ou chez elle.

Je crois qu'il y eut entre eux un véritable amour. Salazar commença de rêver au mariage. Mais – l'ai-je entendu dire plus d'une fois – comment un homme pourrait-il se marier et donner à sa femme et à son foyer toute l'attention due et conserver en même temps les préoccupations accablantes et absorbantes qui pesaient alors sur le président du Conseil portugais ? Parmi ses proches, il courut alors que Salazar souhaitait se libérer de la charge du gouvernement pour essayer la félicité domestique d'un foyer dans lequel il puisse se dévouer à la femme choisie (M. Caetano, 1974).

Il s'identifiait ainsi au rôle qu'il prônait pour les femmes. De fait, un peu autiste et maniaque, Salazar confondait sa vie personnelle et ses ambitions avec la vie du pays. Il dressa une économie politique pour le Portugal d'après sa conception de la vie domestique : l'épargne fut sa règle d'or et, tout comme les femmes des campagnes, il accumula à la Banque centrale de l'or en barre¹. Il déclara une lutte acharnée au capitalisme concurrentiel, nia le système de crédit

¹ Luisa Schmidt vient de publier dans l'hebdomadaire *Expresso* (24 mai 1986) une interview avec Fernanda de Castro, écrivain, activiste salazariste et femme du grand idéologue et homme de confiance de Salazar entre 1926 et 1950, Antonio Ferro. Elle raconte que lorsque Salazar était encore ministre des Finances, il a demandé vers 1929-1930, un prêt à la Société des Nations qui le concéda en imposant un contrôle de son application. Salazar refusa alors le prêt dans ces conditions et fit un discours à la Nation pour l'expliquer. Il en appelait aux femmes portugaises en leur demandant d'être le plus économes possible et d'aider ainsi à sauver le pays de la faillite financière. Selon Fernanda de Castro qui s'adressa aussi aux femmes par radio, ce jour-là, « il n'y eut pas une seule femme au Portugal qui n'ait envoyé de l'or au Ministre des Finances, ne fût qu'une simple bague de mariage. »

et ne contracta aucun emprunt ; il empêcha autant qu'il lui était possible les investissements et fut un féroce opposant à la société de consommation. Ce qui l'a tué, j'oserai croire, ce ne fut pas les préoccupations et l'anachronisme d'une guerre coloniale en Afrique, mais plutôt l'argent dépensé à fonds perdu à cause d'elle.

Il ne s'est jamais marié. Mais il garda auprès de lui, dès sa jeunesse à Coimbra, une gouvernante, Madame Maria, qui occupa une place effacée mais puissante de maîtresse de maison, avec un redoutable pouvoir politique sur le ministère.

Salazar fut pourtant une exception à l'intérieur de la classe politique portugaise, instable et précaire avant et après lui. Il sut arriver à ses fins, parce qu'il gouvernait *comme une bonne maîtresse de maison gouverne son foyer*. Son gouvernement dura 40 ans. Il évita les guerres ; il souhaita pour le Portugal une situation qu'il définissait comme « orgueilleusement seule » ; il y parvint. Héritant et mettant en valeur les qualités « domestiques » des femmes, il en fit un système de gouvernement.

La période qui suivit la maladie de Salazar et sa mort dura de la fin 68 jusqu'au 25 avril 74. Le successeur choisi par le régime, M. Caetano, promit une transition vers la démocratie qui reçut l'appui de jeunes cadres élus députés et du gouvernement jusqu'en 71. Mais l'intransigeance du secteur « ultra » et l'incapacité de Caetano de remettre en question la guerre comme seule issue à la question coloniale, à l'exclusion de toute négociation politique, rendirent les efforts des libéraux et de l'opposition inutiles ; la transition n'eut pas lieu. Le régime dictatorial et de parti unique resta ce qu'il était, mais considérablement affaibli.

Pour ce qui est des femmes, la situation reste également la même, à la différence que le nouveau gouvernement est beaucoup plus misogyne que celui de Salazar. Ce qui ne les a pas nécessairement conduites à mener une lutte propre et autonome. Les droits égaux avec les hommes, que l'essai de libéralisation fit reconnaître à partir de 1968¹, furent un cadeau offert par le régime, nullement obtenu par leurs luttes. Aucune femme ne figure parmi les cadres libéraux qui ont poussé à la transition du régime. Parmi les fondateurs du Parti socialiste en 1973, dans la clandestinité, aucune femme n'est présente. Conséquence évidente d'une participation politique « illégale » – comme l'aurait appelée Ana Osório – pendant des longues années, la participation par

¹ En 1967, un nouveau code civil avait renforcé les droits de l'homme dans la famille. Mais à la fin du régime Salazar les lois deviennent plus favorables aux femmes. En 1968, l'égalité des droits politiques est reconnue ; en 1969, on introduit le principe « travail égal, salaire égal » ; en 1970, on crée un groupe de travail au gouvernement pour la participation de la femme dans la vie économique et sociale ; en 1971, il y a une femme sous-secrétaire à l'Assistance ; etc.

voie d'influence personnelle et idéologique trouve son aboutissement dans ce silence. Absentes des organisations et des mouvements pour la conquête des droits politiques reconnus, les femmes portugaises ne peuvent intervenir dans ce contexte.

Pourtant, l'épisode « des trois Maria » eut lieu comme si la légende se répétait toujours. Les femmes écrivains furent en effet de ceux qui, rares, entendirent libéralisation comme liberté et non comme négociation. Elles furent des plus inquiétantes pour le régime qui les surveilla de près.

Une d'entre elles, Teresa Horta, poétesse, écrit en 1971 un recueil de poèmes, *Minha Senhora de mim*, où il est question du désir des femmes pour les hommes. Impensable dans ce pays, il provoqua le scandale. Le livre fut retiré du commerce par la police et Teresa fut battue dans la rue, à la suite de lettres et coups de fil anonymes. C'est alors qu'avec ses deux amies, Isabel Barreno et Maria Velho, elles entreprirent d'écrire un livre à partir de « Lettres d'une religieuse portugaise ». « La passion ne nous intéresse pas ni son objet, mais son exercice », disent-elles dès la première page. On comprend bien qu'il ait été mal reçu par tout le monde. Interdit, on porte plainte contre elles et un procès leur est fait : on les accuse de pornographie. Les mouvements féministes battaient alors leur plein dans le monde occidental et l'occasion fut belle pour les femmes de partout d'accourir avec photographe et télévision à la première audience au début de l'année 74. Le juge en tomba malade... Le jugement ayant été ainsi ajourné pour le 27 avril, la révolution du 25 se chargea du verdict.

QUELQUES CONCLUSIONS

Le féminisme portugais fleurit dans le combat des femmes pour la République, au début du 20^e siècle. Directement liée aux idéologies politiques, la lutte pour les droits de participation des femmes, dépend très étroitement des moments où leur combativité paraît indispensable aux hommes. Dans les moments de paix, elles sont renvoyées à leur gynécée, sous tutelle.

Il y a deux faces au féminisme : celle du *Women's Lib*, de l'émancipation, des droits égaux dans la famille, dans le travail et dans la culture ; et celle de la sexualité et de la participation politique et institutionnelle. Une chose est de vouloir devenir une femme libre et autonome, une autre est de pouvoir, comme femmes, se rapporter aux pouvoirs.

Les féministes portugaises, remarquables d'intelligence et de vigueur, ont constitué une génération de deux ou trois cents femmes qui, tant du point de vue de leur émancipation personnelle que de leurs écrits, sont allées assez loin. Mais elles ont complètement échoué en ce qui concerne les droits de

participation politique. Une des raisons de cet échec fut, sans doute, leur incapacité à s'affirmer comme êtres sexués. Certes les républicains, prudes et positivistes, méfiants par rapport à ce qui n'est pas purement rationnel, n'auraient pas bien pris ce type d'affirmation. Mais il ne semble pas non plus que les femmes aient été, elles-mêmes, sensibles à ces questions.

C'est toute la différence chez les femmes qui ont investi dans le régime salazariste. Moins influencées que les féministes, leurs aînées, par le féminisme européen et suffragiste, elles ont, par contre, vécu l'euphorie culturelle des années 20 et 30, qu'elles ont su intégrer dans la politique. Cette nouvelle génération de femmes, tout en reconnaissant l'intelligence et les capacités de Ana Osório et Adelaide Cabete, ne s'identifiait nullement à leurs formes de lutte ni à leur dévalorisation des faits culturels et du modernisme. Elle ne voulait pas d'une séparation des hommes ou d'une autonomie dans le social, car elles vivaient engagées dans un monde où la force de la séduction et de la sexualité sublimées était à la base de la force créative des intellectuels. Fernanda de Castro parle de ces féministes en termes peu amènes : « elles ne nous attireraient pas, bien que j'aie fréquenté certains de leurs salons, car elles étaient toutes laides » (Schmidt, 1986).

Ces femmes ressentaient pourtant de la discrimination. Leur forme d'affirmation aussi était cantonnée à la création artistique ; Fernanda de Castro constate : « Les hommes ne valorisaient pas les écrits des femmes (...). Ils ont toujours fait toute la guerre possible aux femmes qui voulaient travailler. Les hommes, critiques littéraires, ont élevé contre elles un immense mur » (Schmidt, 1986).

Mais surtout elles ont entendu l'appel de leur époque à la vigueur et à la créativité, et ont employé les énergies là où leurs efforts étaient les bienvenus : le régime de Salazar. Une complicité très étroite s'est établie entre le Chef et les femmes de toutes conditions sociales. Il s'est adressé à elles en tant que femmes. Le discours de Candida Pereira en est la preuve. Entre Salazar et les femmes, il n'y a pas eu de « guerre », mais l'exaltation bien intégrée du féminin et du masculin, ou plutôt, des femmes et de l'Homme ¹. Cela ne durera pas.

La période « dorée » du salazarisme s'achève avec la guerre mondiale. Finie la dictature de persuasion ; commence alors la période défensive et répressive du régime. Très dure dans les années 50, elle atteint son point culminant, dans les années 60, avec le début et le déroulement de la guerre coloniale. Les hommes intelligents du régime furent conscients que la période

¹ Une analyse serait à faire sur la différence entre cet homme que Salazar représente et qui annule les hommes réels et le surhomme nietzschéen dont Hitler et Mussolini semblent hériter et qui valorise l'existence d'hommes réels.

d'« état de grâce » et de créativité était passée, et que la répression devenait la règle. Entre autres, Antonio Ferro, mari de Fernanda de Castro, initiateur exalté de l'idéologie et de la propagande salazaristes, et qui ne quittait jamais le Premier ministre, prétexta, en 1950, des problèmes de santé pour demander un poste de diplomate en Suisse où il resta jusqu'à sa mort en 1955. Par ailleurs, « Salazar, de plus en plus irréductible, inflexible et autoritaire, éloigne sans hésitations toutes les voix discordantes. À partir de 1958, à la tête du régime ne restent que les ultras et l'extrême droite » (Caetano, 1977).

Pourtant, les femmes restent fidèles au Chef. Fernanda de Castro n'accompagne pas son mari en Suisse et continue, comme les autres femmes, son travail pour le régime. Dans le privé et dans le public, elles furent des piliers, fermant les yeux et ignorant la répression, les prisons, les tortures, et « trouvant normal que chaque riche ait sa poignée de pauvres à aider » (Schmidt, 1986).

* * *

C'est pendant la période, par définition la plus démocratique, celle de la République, que les citoyennes ne sont pas reconnues en tant que telles ; elle va jusqu'au point de rupture entre les politiciens et les femmes engagées dans le processus démocratique.

Au contraire, la période de croissance d'une dictature nationaliste avouée est celle où le Chef cherche et obtient l'appui généralisé des femmes. C'est même le féminin et ses qualités qu'on exalte au point d'en faire le modèle de gouvernement d'État. Peu à peu, les hommes comme sujets politiques sont exclus de la chose publique par le dictateur. Et ce qui au commencement avait permis la confrontation du désir social des hommes et des femmes, bien présente dans la politique des années 20 et 30, devient une espèce de gynécée politique ; tout se passerait comme si, pour durer, un régime doit exclure une des composantes sexuelles de la société adulte ¹.

Nous oserions une hypothèse théorique, en guise de conclusion, concernant la participation politique des femmes :

a) La différence, la division, la différenciation sexuelle sont, selon la psychanalyse, à la base du désir de connaissance. La connaissance est celle des

¹ Par comparaison avec le fascisme, la différence se situe bien à ce niveau, entre autres. « Le fascisme est expansionniste et agressif – le salazarisme est défensif ; le fascisme est activement réactionnaire – le salazarisme est passivement réactionnaire ; le fascisme est urbain et industriel – le salazarisme est provincial et rural ; le fascisme mène au développement – le salazarisme est conservateur et immobiliste » (J. A. Saraiva, 1981).

différences : des sexes, des rythmes, des saisons, du jour et de la nuit, des âges, etc.

Il s'agit comme pour l'énigme du Sphinx, de développer des capacités pour la résoudre. Aussi pour répondre à la question que les femmes posent aux hommes et vice versa, il est nécessaire de se rendre compte que la connaissance se base sur la reconnaissance de la différence, dans la possibilité que l'autre soit différent et pourtant soit autre. Dans le cas étudié ici, la possibilité pour l'homme d'accepter la nudité de la femme, donc sa constitution non phallique, avec la menace symbolique que cela représente, ouvre l'accès à la connaissance, à la faille, à l'ouverture, au possible, au non-dogmatique. « Le mythe que Dieu est mort (mythe du surhomme), ce n'est peut-être que l'abri trouvé contre la menace de castration » (Lacan, 1973). Le refus d'accepter les femmes comme différentes est le refus œdipien qui conduit à tuer le père et à marier la mère. C'est-à-dire, « devenir roi : à se créer l'illusion du phallique, l'image de soi aliénée dans l'image que les autres vous rendent, une image narcissique que l'on doit imposer à tous, à laquelle tous doivent s'identifier », même les femmes (Mathis, 1981).

b) La capacité de soutenir socialement le désir des hommes et des femmes dans une sublimation constructive permet la complémentarité que d'autres sociétés auraient connue (Badinter, 1986). Cela impliquerait alors un minimum de délimitation des espaces des hommes et des femmes qui, renforçant l'identification sexuelle, rendrait possible une affirmation d'appartenance à son (un) sexe, dans la politique. Tout comme dans l'espace du vieux village communautaire où cette affirmation se fait érotiquement dans le travail en commun, mais où cela n'est possible que parce qu'il y a une démarcation nette des sexes pour quelques tâches déterminées (Cohen et Belo, 1984). Seule cette démarcation permettrait qu'émerge « une sorte de discours qui se tient à partir d'une position centrée sur les femmes et non sur le mode et le monde masculin » (Cohen et Belo, 1984).

Bibliographie

BADINTER, Elisabeth. *L'un est l'autre*, Paris, Odile Jacob, 1986.

BELO, Maria. *Relatório de um trabalho de campo no Minho*, O corpo e a fala, relatório científico à Faculdade, thèse manuscrite, 1983.

BOXER, C. R. *A Mulher na expansão ultramarina ibérica*, Lisboa, Livros Horizonte, 1977.

CAETANO, Marcelo. *Minhas memórias de Salazar*, Lisboa, 1977.

- CALVET, Magalhaes. *A economia doméstica*, Lisboa, SNI, (sans date).
- CATROGA, Fernando. « A laicisação da família e o feminismo republicano »
A Mulher na sociedade portuguesa, Coímbra, 1985.
- COHEN, Yolande et Maria BELO. « Quelques réflexions sur les colloques internationaux de femmes », *Canadian Woman Studies / Les Cahiers de la femme*, vol. 6, n° 1, 1984.
- COUTO-POTACHE, Dejanirah. « Les origines du féminisme au Portugal »,
Utopie et socialisme au Portugal du 19^e siècle, Actes du colloque, Paris, 1979.
- DUBY, Georges. *Dialogues*, avec Guy Landreau, Paris, Flammarion, 1981.
- ESPIRITO-SANTO, Moisés. *J.-L.*, Lisboa, mars 1982.
- LACAN, Jacques. *Les quatre concepts fondamentaux de la psychanalyse*, Paris, Seuil, 1973.
- LE GOFF, Jacques. « Melusina maternal e arroteadora », (Le mythe de Mélusine), *Para um novo conceito da Idade Média*, Lisboa, Estampa, 1980.
- MARIA, Lúcia. *A Mulher, dona de casa*, Lisboa, Universo, 1934.
- MARQUES DA COSTA, Fernando. *A Maçonaria Feminina*, Lisboa, 1980.
- MATHIS, Paul. « La machine de guerre », *Spirales*, mai 1981.
- MATTOSO, José. *O essencial sobre a formação da nacionalidade*, Lisboa, IN/CM, 1985.
- OLIVEIRA, Cesar. *Antologia de Imprensa Operária Portuguesa, (1837-1936)*, Lisboa, Perspectivas e Realidades, 1984.
- OSÓRIO, Ana de C. *As mulheres Portuguesas* : « O feminismo », « Uma resposta », « Mulheres desnaturadas, maes desnaturadas », « A Mulher e o casamento », « A Mulher casada perante o código civil », « A Mulher solteira perante o código civil », « O trabalho da mulher », « A Mulher e a política », Lisboa, 1905. *A educação civica da mulher*, Lisboa, Typographia Liberty, 1908. *Resposta de Ana de C. Osório ao Germinal – As operárias das fábricas de Setúbal e a greve*, Setúbal, Tipografia Santos, 1911. *Representação ao Governo e ao Parlamento Portugues*, Lisboa, Associação de propaganda feminista, Tipografia moralisadora, 1915.

Relatório da Cruzada das Mulheres Portuguesas, Exercício de 1919/20, Lisboa, 1920.

PARREIRA, Candida. *A mulher na politica e a politica da mulher*, discours du 9 décembre 1934, Lisboa, SNP.

ROSAS, Fernando. « A Igreja em Portugal nos anos 40 », *História*, n° 46, août 1982.

SALAZAR, A. Oliveira. *Como se levanta um Estado*, Lisboa, Golden Books, 1977. Version française : *Comment on redresse un État*, 1936.

SALGADO, Teresa. « Angelina Vidal : entre le socialisme et le féminisme », *Utopie et socialisme au Portugal du 19^e siècle*, Actes du colloque, Paris, 1979.

SCHMIDT, Teresa. « Fernanda de Castro : ninguém ainda sabia o que era o stress », Os alegres anos 20, *Expresso*, Lisboa, 24 mai 1986.

SERRAO, Joel. *Diccionario de História de Portugal*, Lisboa, Iniciativas Editoriais, 1968.

VASCONCELOS, J. Leite. *Contos Populares e Lendas*, II, Acta Universitatis Conimbrigensis, Coímbra, 1969.

VIDAL, Angelina. *Lisboa antiga e Lisboa moderna*, Lisboa, 1980.

Deuxième partie :
en périodes froides

10

Une politique pacifiste

Micheline De Sève

[Retour à la table des matières](#)

L'enjeu de la guerre ou de la paix est si dramatique que travailler pour la paix pourrait une fois de plus canaliser nos énergies vers une lutte essentielle, mais détourner notre attention de batailles plus immédiates, dirigées contre les mesures de discrimination socio-sexuelle dont les femmes sont pourtant les cibles directes. L'adhésion au mouvement pour la paix soulève ainsi de légitimes inquiétudes chez bon nombre de féministes. Ne sommes-nous pas coutumières de l'indifférence historique des organisations politiques larges – fût-ce les plus progressistes – face aux revendications et à la pertinence des analyses de notre mouvement « particulier ».

En supposant même que le lien puisse s'établir entre le mouvement des femmes et le mouvement pour la paix sans absorption de l'un par l'autre, au nom de la prétendue universalité des objectifs du second et de la neutralité de sa direction, il resterait à clarifier un point central, celui du rapport spécifique des femmes à la paix et de ses conséquences sur leur statut de sexe opprimé. Notre identification traditionnelle à des rôles d'épouses soumises, de victimes sacrifiées, de mères explorées ou de veuves inconsolables, pacifiques parce que « naturellement » douces et ennemies de la violence du monde masculin, a de quoi justifier la méfiance presque instinctive des féministes face à des images de paix qui pourraient masquer une tentative de récupération de ce que certains persistent à nommer de « vraies femmes »...

L'enjeu est donc double : nous intégrer au mouvement pour la paix sans disperser nos énergies ni affaiblir la capacité organisationnelle des groupes de femmes comme tels ; nous dissocier d'un programme et d'une stratégie

exclusivement androcentristes en insérant au cœur de l'analyse pacifiste l'apport culturel des femmes, leur expertise spécifique de rapports interpersonnels négociés dans le respect de l'intégrité physique et psychique des personnes confiées à leurs soins.

Mais s'il semble aisé, en théorie, de passer de la position d'« ange du foyer » au rôle d'« ambassadrice de la paix », il convient de se rappeler que ce passage s'est rarement opéré. C'est plutôt à la faveur de l'effort de guerre que les femmes ont été mobilisées historiquement au service des industries ou du personnel militaire, à titre d'ouvrières, de cantinières ou d'infirmières, mais aussi à titre de ménagères et de femmes de soldats. Leur socialisation à la soumission, leur vocation de service ont admirablement servi les fins des hommes de guerre qu'elles ont rejointes sur leur terrain et à leurs conditions.

Plusieurs images viennent en tête : celle de l'épouse ou de la mère qui soutient le moral du héros, qu'il s'agisse du fils qu'elle a élevé en patriote ou du soldat ou de l'officier dont elle est fière ; celle de la travailleuse de force, les cheveux sagement tirés sur la nuque, employée dans une usine d'armement ; celle aussi de ces bénévoles en uniforme, engagées au service des organismes de sécurité civile ou passant de porte en porte pour recueillir des fonds pour les bons de la Défense ; celle enfin de ces femmes soldats qui restent à l'arrière comme cuisinières, commis, secrétaires, parfois chauffeurs ou mécaniciennes, mais plus souvent infirmières ou plieuses de parachutes, pour que davantage d'hommes (de sexe masculin ¹) puissent être envoyés au front ². Je pense, entre autres, à ces films de propagande en faveur de l'engagement des femmes dans l'aviation : leurs héroïnes arborent fièrement leurs ailes cousues à l'épaule pour que « les hommes puissent voler ³ » pendant qu'elles-mêmes restent clouées au sol.

Appelées en temps de crise à sortir de leur univers familial, les femmes ont imité les méthodes en usage dans le monde des hommes (de sexe masculin) plutôt que d'en inventer de nouvelles tirées de leur propre expérience ⁴. La logique de la revendication féministe elle-même a oscillé entre la revendication

¹ Si l'expression paraît incongrue c'est que selon le code linguistique actuel, le masculin n'englobe le féminin qu'à condition de le faire disparaître...

² Ruth Roach Pierson, *Les Canadiennes et la Seconde Guerre mondiale*, Ottawa, La Société historique du Canada, 1983, *Brochure historique*, n° 37, p. 32.

³ *Wings on Her Shoulders*, film documentaire de l'Office National du Film, 1943, Voir également *Proudly She Marches* ; *Careers and Cradles* et *Women at War*, dans la même série.

⁴ L'étude historique des comportements collectifs des femmes ne fournit pas d'évidence de leur recours à des méthodes différentes de celles des hommes de leur époque. De façon générale, elles adoptent le répertoire politique de leur temps. Voir Louise Tilly, "Women and Collective Action in Europe", Dorothy McGuigan (dir.), *The Role of Women in Conflict and Peace*, Ann Arbor, The University of Michigan, 1977, p. 41.

stricte de l'égalité avec les hommes, y compris au niveau de l'incorporation dans les forces armées, et la promotion des valeurs proprement humaines et non seulement féminines, liées à l'expérience propre des femmes dans la sphère dite privée de leurs activités spécifiques.

Il est difficile d'oublier que le droit de vote au Canada a été obtenu à la fin de la Première Guerre mondiale dans la foulée d'une loi passée par un gouvernement conservateur en 1916 pour permettre de voter aux mères, épouses et filles de soldats¹. Il importe de se rappeler, *a contrario*, qu'aux États-Unis, le candidat de la paix à l'élection présidentielle de 1916, Wilson, fit face à l'opposition du premier Parti féminin indépendant. Issu d'une scission de la *Congressional Union* la même année et fort de 50 000 membres, ce parti n'avait qu'un point à son programme : le droit de vote pour les femmes. Pour s'imposer à l'attention des politiciens, il choisit de faire campagne contre le futur fondateur de la Société des nations, tout pacifiste qu'il fût. Il réussit à le faire battre dans l'Illinois, le seul des 12 États où les femmes votaient, à comptabiliser les voix par sexe, et à obtenir que 2 femmes sur 3 votent contre le candidat démocrate à la présidence². Ce fut efficace puisque, par la suite, le Parti démocrate cessa de craindre d'ajouter à son programme le droit de vote pour les femmes. L'amendement constitutionnel nécessaire passa par 274 voix contre 136, tout juste les deux tiers requis, le 10 janvier 1918, lors d'une session du Congrès qui normalement n'aurait dû porter à son programme que les mesures de guerre. Comme quoi, même les alliances se négocient.

Le lien entre féminisme et pacifisme ne peut donc être tenu pour acquis. Il passe par la capacité de dissocier le rapport des femmes à la paix de leur conditionnement traditionnel à la passivité ou à la subordination politique. L'histoire nous offre pourtant, du côté de la France en particulier, l'exemple de quelques femmes qui vécurent à la charnière du 19^e et du 20^e siècle et qui réussirent à formuler des positions à la fois féministes et pacifistes. Peu connues, ces féministes radicales avant la lettre, s'insurgeaient contre l'oppression du sexe féminin, mais n'en valorisaient pas moins ce qu'elles appelaient parfois « la supériorité morale » des femmes et qui a suffi à leur valoir le qualificatif de traditionnelles.

Plus que le féminisme égalitariste à la Simone de Beauvoir, c'est du côté de ce premier féminisme très conscient de la « valeur » de l'expérience des femmes, que je crois pouvoir retracer l'articulation du féminisme et du pacifisme contemporains.

¹ Mariana D. Jodoin, « Histoire politique féminine », Michèle Jean (dir.), *Québécoises du 19^e siècle*, Montréal, Quinze, 1977, p. 227.

² Delby Woodroffe, « Nos sœurs en lutte, 1848-1920 », F. Le Calvez, *Féminisme et socialisme aux États-Unis*, Paris, UGE, 1979, p. 240-241, (Coll. 10/18).

En lutte contre le patriarcat et non seulement contre le capitalisme ¹ ces militantes féministes durent plus souvent rompre leurs attaches avec les partis de gauche de l'époque pour défendre leurs positions féministes socialistes et pacifistes. Parmi elles, Madeleine Pelletier, femme médecin, socialiste à qui l'on devra un premier bilan critique des minces accomplissements du régime bolcheviste en matière d'émancipation des femmes. Cette féministe qui portait les cheveux courts et s'habillait en homme, finira ses jours à l'asile, condamnée pour avoir pratiqué des avortements. Louise Saumoneau, secrétaire du Groupe des femmes socialistes de la SFIO, est la seule Française présente à la conférence pour la paix à Berne en mars 1915. Elle sera désavouée par son parti, assez prompt à renier ses convictions pacifistes d'avant-guerre pour la laisser passer sept semaines en prison sans protester dès l'automne 1915. Hélène Brion, elle, sera suspendue de ses fonctions d'institutrice et condamnée à trois ans de prison avec sursis pour défaitisme à la fin de la Première Guerre mondiale. Suffragiste, elle dénonçait l'absurdité d'un procès politique mené contre une femme dénuée du droit élémentaire de voter pour appuyer ses convictions, et situait clairement sa lutte contre la guerre sur le terrain de la promotion des valeurs des femmes : « Je suis ennemie de la guerre, déclarera-t-elle à son procès, parce que féministe. La guerre est le triomphe de la force brutale, le féminisme ne peut triompher que par la force morale et la valeur intellectuelle ; il y a antinomie absolue entre les deux... Si vous n'appellez pas les femmes à votre secours, la pente ne sera pas remontée et le monde nouveau que vous prétendez instaurer sera aussi injuste et aussi chaotique que celui d'avant guerre ². »

Les féministes qui témoignèrent au procès d'Hélène Brion ou l'assistèrent de leur plume sont également présentes : Madeleine Vernet, Séverine, Marguerite Durand et surtout Nelly Roussel, si moderne par son style que ses conférences paraissent présager le féminisme radical des années 70, qui, loin de se satisfaire de l'intégration des femmes aux structures existantes, rejette l'ordre patriarcal et prétend reconstruire la société sur la base de l'expérience des femmes pour la rendre compatible avec l'expression du savoir spécifique de l'autre moitié du genre humain : « Ce qu'il nous faut, disait-elle, c'est *l'indépendance complète*, qui n'exclut, nullement, bien entendu, l'aide fraternelle et mutuelle ³. » Partisane d'un front unique des femmes, elle déclarait : « Nous ne voulons que la concorde et la paix. Seulement, nous voulons que cette concorde et cette paix ne soient pas faites de notre

¹ ... « le régime capitaliste a bon dos », écrivait Nelly Roussel en 1921, « et... il est vraiment trop commode aux hommes de rejeter sur lui *l'entière responsabilité* de choses qui sont dues, pour une bonne part, à leur égoïsme personnel et à leurs préjugés », *Derniers combats. Recueil d'articles et de discours*, Paris, L'émancipatrice, 1932, p. 143.

² Hélène Brion, *La voie féministe*, Paris, Syros, cité dans Josette Desbois, « Féminisme et pacifisme », *Cahiers du féminisme*, n° 27, hiver 1984, p. 21.

³ Nelly Roussel, *Derniers combats, op. cit.*, p. 158-159.

abdication. Et nous voulons que la collaboration des femmes aux affaires publiques, à la vie sociale, ne consiste pas à aider plus directement aux folies et aux crimes des hommes, mais, au contraire, à tout mettre en œuvre pour les empêcher. Oui, tout, y compris, s'il le faut, la révolte ouverte ¹. »

Par là, Nelly Roussel entendait des mesures aussi radicales que la grève des ventres, ce qui faisait de femmes comme elle des délinquantes à la veille de l'adoption des lois de 1920 et 1923 contre l'avortement et la contraception.

Ces femmes ne concevaient pas leur rôle de mère comme celui d'utérus de la patrie. Les confondre avec les *real women* d'aujourd'hui sous l'étiquette de femmes traditionnelles serait aussi injuste que de confondre l'apathie de la majorité silencieuse et les tactiques de retrait actif de la non-violence. Valoriser la culture des femmes ne signifie pas perpétuer leur invisibilité politique et leur enfermement dans la sphère des rapports familiaux. Cela implique plutôt la généralisation de leur expérience à l'ensemble des activités humaines publiques et privées. Un exemple de ce type d'attitude peut être trouvé dans l'action des femmes qui campent depuis des années aux portes du camp militaire de Greenham Common (GB). Elles incarnent à la fois la rupture avec l'ordre social dominant et l'affirmation d'un style de vie alternatif. Elles interviennent clairement comme femmes et comme sujets politiques autonomes, personnes décidées à survivre et à défendre leur conception de la qualité de l'environnement et de la vie, sans violence mais non sans fermeté ².

Ce féminisme de la différence culturelle ne se situe pas en rupture avec la réalité de l'expérience des femmes mais avec le système social qui bloque l'expression politique du savoir féminin. Il nous reste à comprendre pourquoi ce féminisme a tendance à être décrié, oublié, redéfini au profit d'une version plus strictement égalitaire du combat humain pour l'émancipation. Sous couvert de trancher avec la « condition féminine », n'aurait-on pas tendance à accepter la vision d'un mode dit universel d'expression du genre humain qui procède en fin de compte de l'adéquation de toutes les personnes au modèle androcentriste dominant de personnalité rationnelle, compétitive et agressive, en un mot virile ?

Témoin la position de Simone de Beauvoir, réaffirmée à l'occasion du 8 mars 1983, où l'existence de catégories humaines universelles, lire a-sexuées, continue de nier la composition culturelle binaire du genre humain : « ... nous n'avons pas à revenir, déclarait-elle, sur des choses essentielles. Nous nous rejoignons sur ce qui a toujours été ma position : il n'y a pas lieu de parler de

¹ *Ibid.*, p. 181.

² B. Harford, S. Hopkins (dir.), *Greenham Common : Women at the Wire*, Londres, The Women's Press, 1984 et A. Cook et G. Kirk, *Greenham Common Everywhere*, London, Pluto Press, 1983.

culture féminine, de langage ou d'écriture féminins. Il n'est pas question d'enfermer les femmes dans ce ghetto de 'la différence' que les hommes aimeraient imposer ¹. »

Ceux ou celles que ces tiraillements à l'intérieur du féminisme agacent pourraient méditer sur d'autres comportements paradoxaux, tel le renversement brutal des positions internationalistes pacifistes des partis de gauche européens à la veille de la Première Guerre mondiale en plaidoyers patriotiques et militaristes de ces mêmes organisations politiques dès le début des hostilités.

La question n'est donc pas simple, qu'il s'agisse de conjuguer pacifisme et sécurité nationale ou féminisme et promotion des intérêts des femmes.

Le pacifisme reste une utopie dans des sociétés où violence et pouvoir sont liés. Le dicton « mieux vaut rouge que mort » exprime la difficulté de construire une stratégie efficace de résolution politique plutôt que militaire des conflits sans se condamner automatiquement à la défaite.

Puisque personne n'est immortel, tant que la domination fondera les rapports inter-États comme les rapports inter-personnels, nous resterons confrontés à l'option humaine de choisir sa mort faute de contrôle sur la qualité de sa vie. À un pôle, celui des dominés, cela donne le concept de guerre juste ou de mouvement terroriste de libération ; à l'autre, celui des dominants, cela donne les concepts de souveraineté limitée ou d'invasion fraternelle, d'équilibre de la terreur ou d'initiative de défense stratégique.

Contrairement aux prétentions du mouvement pour le désarmement nucléaire, la solution du problème ne saurait être technique puisque même la menace d'un Hiroshima à l'échelle planétaire ne peut garantir une prise de conscience salutaire (le cynisme de l'expression est involontaire). Les réactions à un rapport de l'Organisation mondiale de la Santé, publié en 1983, et qui estimait à 2 milliards de tués les pertes en cas d'utilisation de moins de la moitié des bombes disponibles, soit 5 000 mégatonnes, sont éloquentes ².

... il n'a pas manqué d'esprits froids (et tous les États ne sont-ils pas des « monstres froids » ?) pour tirer avec cynisme mais réalisme, les conclusions de ces évaluations. Certes, la mort de 2 milliards d'hommes est un événement fort triste, mais tout n'est pas négatif dans cette aventure. De toute façon, ces hommes seraient morts dans dix, cinquante ou cent ans, ce n'est qu'une anticipation. Et puis l'effectif de l'humanité resterait bien suffisant : 2

¹ Christiane Chombeau, Josyane Savigneau, « Un entretien avec Simone de Beauvoir », *Le Monde*, 6-7 mars 1983, p. 16.

² Hervé Bazin, Albert Jacquard, Suzanne Prou et Léon Schwarzenberg, « Vers le suicide collectif ? », *Le Monde*, 21 mars 1985, p. 2.

milliards et demi, c'était le nombre des hommes il y a cinquante ans. Le danger d'un étouffement de l'humanité par son explosion démographique (ce que certains ont appelé « la bombe P », la « bombe population ») serait écarté ¹...

Pierre-Marc Renaudeau le disait bien. « L'illusion consiste à croire que la vitrification possible de la planète renouvelle l'argumentation pacifiste et la rend irréfutable ². »

Un monde débarrassé de la menace de destruction nucléaire ne serait pas pour autant débarrassé de ces « monstres froids » qui envisagent sans sourciller la disparition de millions de leurs semblables comme une mesure de prophylaxie démographique ³.

La violence et la mort sont au cœur de ce type de raisonnement pourtant qualifié de rationnel. Ce mode de pensée, pour être humain ⁴, n'est heureusement pas universel. Contrairement à Simone de Beauvoir, nous croyons que la réticence de la majorité des femmes et de bon nombre d'hommes à procéder par abstraction pour transcender leur expérience selon la méthode consacrée du savoir dit scientifique constitue l'une des voies de rupture avec cette logique devenue suicidaire, avec ou sans armement nucléaire.

Il reste que la présence physique des femmes sur la scène publique ne garantit pas que leur mode de pensée soit représenté. Car la culture des femmes, si elle sourd de leur expérience, n'a pas pour autant droit de cité. Souvent, elle ne sort pas elle-même à l'extérieur du cadre restreint des tâches traditionnellement assignées aux femmes.

Et ce d'autant plus que la minorité de femmes qui participent à la vie politique des organisations ne s'identifie pas à ce féminisme de la différence dont nous nous sommes réclamées ici. Car la stratégie gagnante à court terme, pour la politicienne comme pour la syndicaliste ou la permanente de groupe populaire, c'est d'apprendre à fonctionner et à penser comme un homme, et

¹ *Ibid.*

² « La tentation pacifiste », *Le Débat*, n° 32, hiver 1984, p. 73.

³ D'autres spécialistes américains ont calculé qu'advenant un conflit nucléaire, bactériologique ou chimique, un faible pourcentage de la population (10 à 25 %) reste capable d'une action quelconque ; 5 à 15 % cèdent à la panique ; le reste est prostré et immobilisé, mais susceptible de retrouver à bref délai un niveau d'efficacité réel pour peu que les secours, même symboliques, parviennent rapidement. (Claire Brisset, « Guerres et destructions mentales », *Le Monde*, 21 juillet 1983, p. 7).

⁴ Sur le sens du mot humain appliqué dans ce cadre, voir l'analyse de cas d'Hannah Arendt, *Eichmann in Jerusalem : A Report on the Banality of Evil*, New York, Viking Press, 1963, passim.

d'oublier, sinon son sexe, du moins le genre qui lui est associé. C'est le cas pour presque toutes celles qui évoluent dans le cadre d'organisations mixtes où l'efficacité se jauge à la capacité de maîtriser les règles de la compétition par laquelle se tirent les ficelles et s'obtiennent les postes de commande dans l'ensemble des structures hiérarchiques de pouvoir.

Le féminisme peut exister dans ce contexte, mais il désigne un procès de masculinisation des femmes pour égaler la performance de leurs collègues de sexe masculin. La volonté de changer l'assignation des places selon le sexe ne dicte pas la refonte des structures d'encadrement des acteurs concernés, hommes ou femmes.

Ce féminisme de pression, axé sur l'entrée des femmes dans des corporations jusqu'ici réservées aux hommes, s'accommode de l'hégémonie du genre masculin. Il prétend combler une distance sociale entre des catégories d'agents par l'effacement du genre féminin conçu comme déficient. Il oppose à la mère-épouse soumise et effacée la femme-homme, celle dont *Wonder Woman*, ce personnage de bande dessinée inventé à des fins de propagande militaire, était le prototype pendant la Deuxième Guerre mondiale ¹.

Les femmes ont été mobilisées au service des hommes aussi bien sur la base de leur fonction reproductrice spécifique que sur la base de leur capacité à assurer une fonction de suppléance pour l'ensemble des activités humaines. Leur identification à l'un ou l'autre genre, féminin ou masculin, peut être utilisée contre elles, qu'il s'agisse de contrôler leur corps ou de coloniser leur esprit. Des deux côtés, celui du féminin de l'égalité ou celui du féminisme de la différence, des stéréotypes menacent de refaire surface. Des deux côtés, il y a risque de récupération.

Berenice A. Carroll, par exemple, théoricienne féministe américaine, s'inquiète à juste titre de l'ambivalence des regroupements de « mères contre la bombe » où une fois de plus les femmes défendent les intérêts d'autres qu'elles-mêmes ². Elle craint les conséquences pour les femmes de « vivre désarmées dans un monde armé » et ne peut s'empêcher d'admirer les guérillères d'Amérique centrale dont elle trouve l'image plus stimulante que celle des « mères pour la paix ³ ».

¹ Une championne de tennis, Alice Marble, devenue entraîneuse de corps féminin du service civique en temps de guerre, servit de modèle au personnage en 1943 (Mary R. Beard, *Woman as Force in History, A Study in Traditions and Realities*, New York, Collier Books, 1946, p. 54).

² « Feminist Politics and Peace » dans D. McGuigan (dir.), *The Role of Women in Conflict and Peace*, p. 61-70.

³ Selon ses propos lors d'une conférence sur « les femmes et l'éducation pour la paix et la non-violence », Toronto, OISE, 29 et 30 septembre 1984.

Pourtant, de plus en plus de femmes et de féministes rejettent à la fois le mythe de la passivité « naturelle » des femmes et les modèles de pouvoir d'une société dominée par l'idéal guerrier de la performance. Elles entendent inscrire leur dissidence par rapport à un modèle de société qui nie la portée universelle de leur savoir spécifique, celui de spécialistes des rapports interpersonnels négociés sur le mode de la non-violence.

Les 30 000 femmes qui se sont rassemblées à Greenham Common le 12 décembre 1982 témoignent de l'ampleur de cette tendance nouvelle des « hommes de sexe féminin » à se manifester de façon autonome et personnelle sur le plan politique.

Pour paraphraser Nelly Roussel, « toutes les femmes n'ont pas la même nature ¹ » : certaines se retrouvent élèves-officiers à West Point et d'autres militent pour la paix ². Si les unes et les autres peuvent se dire féministes, les unes plus que les autres sont susceptibles de voir leur travail déboucher sur une refonte globale de la société.

Le mouvement des femmes aurait tort cependant de sceller une alliance avec les organisations pacifistes existantes tant que celles-ci ne dépasseront pas leur orientation techniciste actuelle pour adopter résolument le caractère d'un mouvement social. Un mouvement assez large pour faire place aux femmes comme aux hommes : « N'être que féministe », déclarait Nelly Roussel en 1921, « sans lier le féminisme à quelque grand idéal de transformation sociale et de régénération humaine, est évidemment une erreur... N'être pas féministe est une autre erreur, non moins grave. Le féminisme n'est qu'une partie de la question sociale, mais une partie essentielle, que nous ne devons jamais permettre, nous les femmes, qu'on laisse dans l'ombre ou qu'on relègue au second plan ³. »

Près de 65 ans plus tard, ces lignes n'ont rien perdu de leur actualité. Elles interpellent toujours le mouvement des femmes. Il est à souhaiter qu'elles interpellent également le mouvement pacifiste. Qu'en est-il de son rapport au féminisme ?

¹ *Trois conférences*, Paris, Marcel Giard, 1930, p. 57.

² Encore que la cote d'amour de l'armée soit en baisse. L'armée française, par exemple, s'inquiète de la baisse du nombre de candidates au service militaire. De nombreuses femmes réalisent et disent que cet univers est fait par des hommes et pour eux. Voir Jacques Isnart, « L'armée n'attire plus les jeunes filles », *Le Monde*, 17 mars 1985, p. 48. Aux États-Unis, l'un des principaux arguments avancés contre l'Equal Rights Amendment était l'obligation égale qu'il entraînerait d'accomplir le service militaire pour les femmes comme pour les hommes.

³ *Derniers combats*, *op. cit.*, p. 150.

Notons pour conclure la difficulté de poser les femmes comme êtres sociaux sans les réduire automatiquement aux catégories sémantiques qui désignent le social soit comme masculin, soit comme a-sexué. Le mot différence a trop longtemps servi à justifier les inégalités de traitement hommes-femmes pour ne pas choquer. Certaines ont cru que j'opposais un féminisme de l'égalité et un féminisme de la différence, ce dont je croyais m'être bien gardée. Histoire d'éviter toute ambiguïté, les termes de féminisme de la réalité ou de féminisme de l'identité ont été proposés comme termes de remplacement. Mais si l'on préfère parler de réalité ou d'identité plutôt que de différence, il faudra aussi marquer la distance entre un présent décrié et le projet de changement qui nous guide. À condition de spécifier chaque fois ce dont il est question, il me semble également possible de progresser en direction de l'affirmation d'une identité qui s'exprimera forcément dans un langage approximatif. Cet état de choses est inévitable pour un temps, celui que marque précisément notre capacité à ériger la vitalité de notre mouvement en contre-pouvoir.

Deuxième partie :
en périodes froides

11

Une politique anti-patriarcale

Somer Brodribb *

[Retour à la table des matières](#)

La formation de l'État patriarcal telle que présentée dans les travaux de Machiavel, Gramsci, Engels et Orwell nous semble éminemment critiquable. Plutôt que d'effectuer une analyse historique, nous soulèverons un ensemble de questions concernant la forme et le contenu de l'État en termes de corps politique et viril. Nous identifierons les thèmes communs de la pensée politique traditionnelle en rapport à la culture masculine et à la culture féminine, et aux conceptions de l'autorité éthique et politique. Ceci nous permettra de saisir les thèses masculines de la nécessité de la violence comme approche politique, de la séparation des sphères publique et privée, et de la domination des femmes. Enfin, nous examinerons les nouveaux écrits féministes sur la séparation des sphères publique et privée, sur la violence et la conscience, sur le rapport des femmes à la nation et à l'État masculin militarisé. Cette revue de la littérature récente indique la nécessité de développer les théories féministes de l'État pour spécifier les différences dans le rapport des femmes à diverses formes d'États masculinistes, par exemple, l'État fasciste et l'État libéral démocratique.

Mackinnon avance que « la sexualité est au féminisme ce que le travail est au marxisme ; ce qui est le plus proche de soi et pourtant le plus désapproprié ». C'est dans cette perspective qu'elle aborde l'enjeu du « féminisme, du marxisme, de la méthode et de l'État ». Elle soutient que « le féminisme n'a pas de théorie de l'État. Il a une théorie du pouvoir : la sexualité

* Traduction de l'anglais par Micheline De Sève.

a un genre comme le genre est sexué. Mâle et femelle sont créés à travers l'érotisation de la domination et de la soumission ». Son questionnement illustre l'urgence de produire des théories féministes de l'État : « Le féminisme a bien décrit le rôle de l'État dans le traitement de la différence sexuelle ; mais il n'a guère analysé son influence comme producteur d'une hiérarchie basée sur le sexe. Nous devons savoir quelles sont, en terme de rapport hommes-femmes, les normes de comptabilité, les sources des pouvoirs utilisés par l'État. L'État a-t-il une autonomie relative par rapport à la défense des intérêts des hommes ou les représente-t-il intégralement ¹ ? »

Les concepts de la théorie politique traditionnelle tentent de saisir le sens de la continuité inhérent à la conscience de reproduction des femmes. O'Brien démontre dans *La Politique de reproduction* comment la conscience de reproduction est différenciée selon le genre. Elle affirme que : « La notion de 'politique du corps' a toujours eu la connotation de reproduction, c'est-à-dire qu'elle assure la continuité dans le temps et le besoin de régénération ². »

L'incertitude de la paternité rend la sexualité reproductrice aliénante pour les hommes – c'est le moment de leur inclusion et de leur exclusion de la continuité de l'espèce. La conception mâle du temps et de la continuité de l'espèce est discontinue, cependant que les femmes, qui médiatisent les contradictions de l'espèce/individu à travers leur travail, ont une compréhension intégrée, continue du temps et de la nature. O'Brien renvoie au « principe de puissance », le besoin de l'homme de créer des « modes artificiels de continuité ³ ». Privés de la connaissance certaine de leur paternité, les hommes s'inventèrent des droits légaux à l'appropriation des enfants, produits du travail des femmes. Ils luttèrent pour isoler les femmes dans la sphère privée.

Coupés de l'expérience génétique naturelle de la continuité, les hommes construisirent une « seconde nature » dans le « corps politique », en mettant en priorité le fait d'être citoyens et guerriers. O'Brien affirme que « l'opposition public/privé est aux rapports sociaux de reproduction ce que la lutte des classes est aux rapports sociaux de production ⁴ ». La séparation des sphères publique et privée et le renvoi des femmes à une catégorie a-historique de la domination naturelle sont ainsi réalisés et maintenus par la violence. L'agression masculine et la réalisation de soi sont liées dans la pensée politique traditionnelle. La

¹ Catherine A. Mackinnon, "Feminism, Marxism, Method and the State : Toward a Feminist Jurisprudence", *Signs*, vol. 8, n° 4, été 1984, p. 635 et 643

² Mary O'Brien, *The Politics of Reproduction*, London, Routledge and Kegan Paul, 1981, p. 17.

³ *Ibid.*, p. 52-55.

⁴ Mary O'Brien, « Feminism and Revolution », A. Miles et G. Finn (dir.), *Feminism in Canada*, Montreal, Black Rose, 1982, p. 254.

violence n'est pas pré-politique ; elle ne se confine pas à la sphère de l'état de nature, elle est l'acte primaire, essentiel à la naissance de la subjectivité.

L'œuvre de Machiavel traduit la peur des forces féminines ; cette crainte rend son approche des questions politiques, du rapport entre l'individu et la communauté, soi et les autres, le public et le privé, essentiellement masculine : « Machiavel soulève le problème de la politique républicaine, non seulement par rapport au fascisme, mais aussi par rapport à la misogynie et à ce qu'on appelle aujourd'hui le 'machisme' : une tentative désespérée des hommes de prouver leur virilité ¹. »

La fécondation, la paternité, la virilité et la continuité sont les enjeux qui s'expriment à travers l'image du Fondateur qui est « le père-créateur par excellence, celui qui engendre une notion de la paternité si puissante qu'il peut créer chez les autres hommes le sentiment d'une virilité éternelle, au-delà de la mort. Le fondateur ou réformateur utilise son exceptionnelle capacité de sagesse pour la susciter chez les autres, par-delà le temps et l'espace ². »

Selon Pitkin, le soin de préserver la virilité et la masculinité se retrouve au cœur des textes de Machiavel. Elle étudie les liens entre l'héroïsme « viril » et la « gloire militaire » et le « mépris de la vie domestique, du privé, du personnel et de la sensualité ».

En étudiant le matériel autobiographique des *Freikorps* (corps francs), Theweliet explore « la relation entre les hommes des *Freikorps* et tout ce qui est liquide, tout ce qui coule », l'eau et le sang, les désirs et les plaisirs, les femmes et les masses ³. Parce qu'il cherche à matérialiser la psychologie et à poser la question des motivations et de la formation du guerrier civil, de l'individu rigide, le type phallique idéal du fasciste, il suggère des liens entre la peur du monde de la femme et de la nature, et les concepts politiques d'auto-discipline. De tels thèmes reviennent chez Mussolini dans sa conception de l'État : « La conception fasciste de l'État est anti-individualiste ; elle l'est aussi pour l'individu dans la mesure où ses intérêts coïncident avec ceux de l'État ; le fascisme produit discipline et autorité, lesquelles imprègnent l'esprit des hommes de façon insidieuse ⁴. » Cette « colonisation interne ⁵ », exigence de discipline et d'obéissance d'individus indifférenciés, est l'expression d'une masculinité rude et militarisée. Le national-socialisme conçoit le Volk (le

¹ Hannah Fenichel Pitkin, *Fortune is a Woman*, University of California Press, 1984, p. 5.

² *Ibid.*, p. 53-54.

³ Lutz Niethammer, « Male Fantasies : an Argument for and with an Important New Study in History and Psychoanalysis », *History Workshop*, 7, Printemps 1979, p. 176-185.

⁴ Benito Mussolini, "The Doctrine of Fascism", traduction de I. S. Munro, 724, *Readings on Fascism and National Socialism*, Chicago, The Swallow Press, 1952, p. 10-12.

⁵ Kate Millett, *La politique du mâle*, Paris, Stock, 1971.

peuple) comme une unité politique qui prend forme à travers le *Führer* (le chef). Incarnant l'essence du peuple, manifestant et projetant sa volonté, le *Führer* exige une obéissance inconditionnelle.

Dans « Américanisme et fordisme », Gramsci relève les contradictions qui émergent du développement de l'économie corporatiste fascisante, en particulier parmi la bourgeoisie rurale italienne, l'intelligentsia réactionnaire, l'Église catholique et la culture politique fasciste. Le cahier V étudie les possibilités et les formes de résistance. L'une des questions clés pour Gramsci est « la question sexuelle ». À ce propos, il identifie les contradictions que les communistes ou les romantiques soulèvent à l'égard de la régulation des instincts sexuels dans la famille :

Tous ces éléments compliquent et rendent extrêmement difficile toute réglementation du fait sexuel conforme aux nouvelles méthodes de production et de travail. D'autre part il est nécessaire de procéder à une telle réglementation et à la création d'une nouvelle éthique. Il faut remarquer que les industriels (et particulièrement Ford) se sont intéressés aux rapports sexuels de ceux qui sont sous leur dépendance et, d'une façon générale, de l'installation de leurs familles ; les apparences de « puritanisme » qu'a prises cet intérêt (comme dans le cas de la prohibition) ne doivent pas faire illusion ; la vérité est que le nouveau type d'homme que réclame la rationalisation de la production et du travail ne peut se développer tant que l'instinct sexuel n'a pas été réglementé en accord avec cette rationalisation, tant qu'il n'a pas été lui aussi rationalisé ¹.

Gramsci ne rompt pas vraiment avec l'idée de la taylorisation du sexe au service du travail ; ce qui le préoccupe, c'est la régulation morale du nouvel ordre économique. Les changements de subjectivité/conscience/identité et de sexualité sont reliés au modèle économique. En outre, l'échec de Gramsci à concevoir l'éthique indépendamment de l'ordre économique maintient une thématique autoritaire qui rappelle l'insistance d'Engels sur la nécessité de l'autoritarisme dans les rapports de production. Le Prince manifeste sa *virtu* par sa maîtrise du besoin aussi bien que de la *Fortuna* :

Si, par la science et son génie inventif, l'homme s'est soumis les forces de la nature, celles-ci se vengent de lui en le soumettant, puisqu'il en use, à un véritable despotisme indépendant de toute organisation sociale. Vouloir abolir l'autorité dans la grande industrie, c'est vouloir abolir l'industrie elle-même, c'est détruire la filature à vapeur pour retourner à la quenouille. Nous venons donc de voir que, d'une part, certaine autorité attribuée n'importe comment, et, d'autre part, certaine subordination sont choses qui, indépendamment de toute

¹ A. Gramsci, « Américanisme et fordisme, notes extraites du Cahier V écrit en 1934 », F. Ricci et J. Brabant, *Gramsci dans le texte*, Paris, Ed. Scialoja, 1977, p. 692.

organisation sociale, s'imposent à nous du fait des conditions matérielles dans lesquelles nous produisons et faisons circuler les produits ¹.

Le pouvoir et la volonté s'exercent sur le monde de la nature à travers l'auto-discipline. Dans cette « politique éjaculatoire ² », la lutte et la violence sont d'autres approches essentielles à la libération politique :

Tous les socialistes sont d'accord que l'État politique et avec lui l'autorité politique disparaîtront en conséquence de la prochaine révolution sociale, à savoir que les fonctions publiques perdront leur caractère politique et se transformeront en simples fonctions administratives protégeant les véritables intérêts sociaux. Mais les anti-autoritaires demandent que l'État politique autoritaire soit aboli d'un coup, avant même qu'on ait détruit les conditions sociales qui l'ont fait naître. Ils demandent que le premier acte de la révolution sociale soit l'abolition de l'autorité. Ont-ils jamais vu une révolution, ces messieurs ? Une révolution est certainement la chose la plus autoritaire qui soit ; c'est l'acte par lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre au moyen de fusils, de baïonnettes et de canons, moyens autoritaires s'il en est ; et le parti victorieux, s'il ne veut pas avoir combattu en vain, doit maintenir son pouvoir par la peur que ses armes inspirent aux réactionnaires. La Commune de Paris aurait-elle duré un seul jour, si elle ne s'était pas servie de cette autorité du peuple armé face aux bourgeois ? Ne peut-on, au contraire, lui reprocher de ne pas s'en être servi assez largement ³ ?

À l'évidence, le projet féministe d'une révolution non violente dans la sphère privée fait défaut à la théorie marxiste.

Ces modèles de *virtu* matérialiste et du héros révolutionnaire diffèrent pourtant de la description que Mullaney fait de l'expérience révolutionnaire des femmes. Celle-ci se distingue par une forte composante éthique, pratique et sentimentale à la fois, un engagement au changement moral et à la diminution des souffrances individuelles sur le terrain de la pratique comme de la théorie. Le matériel bibliographique qu'elle rassemble marque clairement les contrastes entre la vie des femmes socialistes et le modèle de l'idéal masculin ascétique, scientifique et auto-suffisant, où « le vrai révolutionnaire a peu de liens affectifs pour ne pas dire qu'il n'en a pas, parce qu'il les a transférés sur la révolution ⁴ ».

¹ Karl Marx et F. Engels, *Œuvres choisies*, vol. II, Moscou, Ed. du Progrès, 1976, p. 396-397.

² « E. S. par exemple parle de politique éjaculatoire pour typifier l'analyse du changement faite par les hommes ». Cité dans Dale Spender, *Women of Ideas and What Men Have Done to Them*. London, Ark Paperbacks, 1983, p. 159.

³ Karl Marx et F. Engels, *op. cit.*, p. 398.

⁴ Marie Marino Mullaney, *Revolutionary Women, Gender and the Socialist Revolutionary Role*, New York, Praeger, 1983, p. 259.

Les écrits de George Orwell illustrent bien les rapports qui existent entre l'individu et la communauté, la dynamique de la vie intime, civile et politique. Ces thèmes sont abordés d'une façon particulièrement masculine. O'Brien décrit *1984* comme le « zénith du régime patriarcal ¹ » où la vie est réduite à la « réponse à la Nécessité » ; « la vie intime est détruite », et la continuité atteinte paradoxalement, par l'oblitération du passé. Dans le contexte des questions soulevées ici, *Big Brother* a dérobé aux hommes leur contrôle sur les femmes dans la sphère privée. La vision d'Orwell dépeint en réalité un monde où s'est achevée la transition du patriarcat familial au paternalisme d'État. La rébellion de Winston est intimement liée à son désir d'une femme à lui, à la réassertion du pouvoir des hommes en tant qu'individus au sein d'un État patriarcal. C'est un cauchemar où le « Fondateur » de Machiavel est allé trop loin, où il s'est échappé du contrat social de Locke. C'est aussi une façon de décrire le futur des femmes avec le Prince de Gramsci, qui n'est pas si charmant !

Considérons alors les approches féministes récentes de ces questions. Macciocchi comprend la persistance de l'État fasciste par son habileté à réorganiser les politiques de promotion de la famille et à s'appuyer sur l'idéologie religieuse de la féminité. Une large part de son argumentation renvoie à *La Psychologie de masse du fascisme* de Reich. Mussolini, ami et comparse, rejoint l'Ange du foyer dans un « mariage mystique sous le signe de la Mort (guerre) et de la Naissance (berceaux) ² ». En examinant la collusion des femmes avec les régimes fascistes, Macciocchi analyse comment le fascisme fait usage de la répression de la sexualité et des mécanismes de l'inconscient – l'intériorisation de l'idéologie chrétienne patriarcale – pour attirer les femmes vers la mort à travers la religion. Les deux sexualités, mâle et femelle, sont réprimées et exploitées par le fascisme : « Ce discours symbolisant l'érotisme était proclamé si ouvertement qu'il humiliait tous les hommes, à l'exception de la 'mâle vigueur' du Duce. En fait, pendant la période fasciste, la castration des hommes équivaut à celle que subissent les femmes. Ainsi les hommes ont recours à la guerre pour exprimer leur libido réprimée ; cette aventure mortelle dans laquelle Éros est déplacé rappelle l'ancienne malédiction de l'amour et de la mort ³. »

Pourtant l'ancienne malédiction de l'amour et de la mort correspond à une certaine expérience masculine de l'annihilation dans la sexualité reproductive (O'Brien). Le fascisme pourrait dès lors apparaître comme une tentative des hommes de nier leur négation par la mobilisation et l'orientation des femmes

¹ Mary O'Brien, "The Commatization of Women", *Interchange : A Quarterly Review of Education*, vol. 15, n° 2, 1984, p. 21.

² Maria-Antonietta Macciocchi, "Female Sexuality in Fascist Ideology", *Feminist Review*, vol. 1, 1979, p. 72.

³ *Ibid.*, p. 76.

vers la mort aussi bien que vers la naissance, cercueils autant que berceaux. Macciocchi voit l'État militaire totalitaire comme l'union de la masculinité réprimée et de la féminité, et non comme l'expression d'une virilité excessive.

Elle suggère que les femmes sont une réserve particulièrement fertile pour le fascisme, ce qui tend à minimiser la complexité des réponses des femmes au totalitarisme masculin. Son approche ne mène pas à une compréhension des autres formes de domination mâle qui ne sont pas fascistes, et elle n'explore pas les contradictions entre les diverses formes d'organisation patriarcale (Église/famille/État) et l'espace qu'elles ouvrent à la résistance féminine.

Au contraire, Jill Stephenson soutient que l'attachement des femmes à l'Église fait obstacle au contrôle des femmes par les nazis. Elle indique que le programme totalitaire pour lier les individus à l'État nazi contrecarre une idéologie qui sanctifie l'inviolabilité de la famille.

Le point de départ de Gisela Bock pour l'étude du patriarcat nazi n'est pas la répression de la sexualité. Elle établit le lien entre les politiques raciste et sexiste du national-socialisme, les fondant l'une et l'autre sur l'encadrement du travail de reproduction des femmes et l'idéologie nazie de la pureté de la race. Bock soutient que le racisme et le sexisme nazis interpellaient toutes les femmes parce qu'ils exigeaient de celles qui étaient qualifiées de supérieures (la femme aryenne) de porter assez d'enfants pour compenser les grossesses refusées aux inférieures (lesbiennes, juives, noires, femmes des classes inférieures). Bock souligne l'interdépendance des femmes, les implications pour toutes les femmes des politiques sexistes, racistes. La période nazie doit être étudiée par les féministes pour ses enseignements sur les sources de la militarisation, les formes et le fonctionnement du patriarcat à l'intérieur de cette forme extrême d'État masculiniste, et la reproduction idéologique de l'hégémonie patriarcale.

Ce qui conduit à examiner l'un des principaux enjeux théoriques du féminisme, à savoir le rapport des femmes à la nation. Il s'agit d'évaluer si le nationalisme fait partie de la séquence logique de construction patriarcale des rapports de reproduction. Vickers identifie les racines de l'impérialisme territorial des nations dans l'imitation masculine du lien de reproduction. Elle comprend la Nation-État comme technologie de l'organisation sociale patriarcale. Vickers suggère que le patriarcat et l'identité nationale sont tous deux fondés sur le contrôle par les hommes des pouvoirs de reproduction biologique et sociale des femmes. Toutes les formes de patriarcat impliquent la tentative de contrôler les pouvoirs de reproduction biologique et sociale des femmes, mais toutes ne disposent pas des mécanismes de contrôle de l'autonomie des femmes dans d'autres sphères, telle la sphère productive. L'auteur identifie la transmission de l'identité nationale définie selon les hommes comme l'un des buts poursuivis par l'organisation patriarcale du *sex / gender* ; les femmes ont été utilisées pour la reproduction physique et sociale

de l'unité des hommes et de leur conscience de groupe. Elle suggère que l'État, agent de préservation de l'identité masculine, principe de cohésion et de continuité, pourrait potentiellement dépasser les techniques patriarcales d'organisation sociale les plus traditionnelles. C'est certainement une importante façon de procéder pour construire une analyse féministe des rapports entre famille, nation et État.

En fait, il n'y a pas une vision politique féministe mais une diversité d'écrits et de positions féministes ; ce qui indique assez l'urgence d'une analyse politique. Mackinnon et Macciocchi qualifient l'État comme oppressif sur le plan de l'idéologie, à travers la répression de la sexualité et l'érotisation de la domination. O'Brien soutient que la théorie féministe doit partir « du processus de la reproduction humaine dont la sexualité ne représente qu'une partie... Ce n'est pas dans les relations sexuelles mais dans le processus global de la reproduction humaine que l'idéologie de la suprématie de l'homme trouve son fondement et sa justification ». Vickers s'inscrit dans cette ligne et relie la formation de l'État-nation au contrôle patriarcal de la famille. La distinction s'opère entre une approche libérale ou structuraliste de la question (Mackinnon et Macciocchi), et une approche matérialiste dialectique qui renvoie la formation de l'État à ses racines historiques dans la politique de la reproduction. Certes, les théories féministes de la politique de la sexualité ou de la reproduction ne sont pas forcément incompatibles. Mais seule une analyse matérialiste des deux peut produire une épistémologie qui ne soit pas celle de la séparation.

Il est impossible de comprendre la sexualité ou la reproduction sans une épistémologie qui les intègre¹. Autrement, nous sommes réduites à une ontologie politique qui procède par imitation. Comme Cohen l'a indiqué, les idéologies conservatrices ont attiré plusieurs femmes parce que « l'avantage pour elles consistait à voir reconnue et valorisée leur fonction de maternage à un moment de bouleversements des rôles économiques et sociaux² ». Des modèles définis d'un point de vue masculin continuent à déprécier et à renier la différence des femmes : « Socialistes, communistes et même libéraux n'acceptaient de s'adresser à elles que dans la mesure où elles abandonnaient une partie d'elles-mêmes, choisissant d'être tour à tour des travailleuses, des militantes ou des suffragettes. Refusant d'aborder la situation des femmes dans

¹ On trouve une excellente discussion de ces thèmes dans Mary O'Brien, "The Commatization of Women", *Interchange : A Quarterly Review of Education*, vol. 15, no 2, 1984, p. 43-60. Aussi Zillah Eisenstein illustre les liens entre le souci de pouvoir masculin dans la famille et les prouesses de l'État militarisé. Elle soutient que la « crise » de l'État libéral correspond à la réorganisation du contrôle patriarcal dans les sociétés capitalistes avancées.

² Y. Cohen, « Pouvoirs et contre-pouvoirs : la place des femmes », *Possibles*, vol. 9, n° 2, hiver 1985, p. 81.

son ensemble, ces partis leur demandaient toujours de faire le chemin nécessaire pour arriver jusqu'à eux ¹. »

Se scandaliser de la question de la différence, voir dans toute représentation d'une relation spécifique des femmes à la maternité et à la politique le danger d'une récupération par les gouvernements conservateurs contemporains, comme l'affirme Nicole Gabriel, c'est tomber dans le piège du réductionnisme et de l'imitation de l'approche masculine. De même, les travaux de Lusin Bagla-Gokalp sur le rapport des femmes italiennes à la violence fasciste condamnent la maternité elle-même comme porteuse du fascisme. Les reproductrices seraient un danger pour la société. Selon elle, les femmes contribuent à la résistance anti-fasciste uniquement dans leurs rôles d'intellectuelles et de travailleuses : « C'est dans son rôle de reproductrice que la femme est plus porteuse des germes du fascisme, plus encline, plus ouverte au fascisme. L'image de la MÈRE est fascinante... Intellectuelles et ouvrières, les unes productrices d'idées... les autres productrices des biens matériels, ont été porteuses des germes de résistance au fascisme ². »

Au contraire, Rita Thalman conteste l'analyse traditionnelle des racines du national-socialisme pour retracer de façon convaincante ses origines dans la culture masculine : « Abstraction faite des déterministes pour lesquels l'histoire du III^e Reich n'est que l'expression moderne de la 'fureur teutonique', la plupart des spécialistes l'interprètent, au gré de leur idéologie, soit comme le stade suprême du capitalisme en crise, soit comme un accident, un dérapage tragique de la civilisation occidentale. Jamais comme la logique extrême d'un schéma culturel fondé sur l'inégalité foncière de l'espèce humaine... Or la simple lecture des idéologues du national-socialisme permet de se rendre compte à quel point le schéma culturel de la bipolarité sexuelle constitue le fondement de la *Weltanschauung* (conception de monde) nazie ³. »

Elle soulève également l'importance d'un mouvement et d'une politique autonomes des femmes : « Si le III^e Reich a marqué une régression incontestable du mouvement d'émancipation des femmes, celle-ci était déjà largement amorcée antérieurement par le choix de l'intégration politique, au détriment de la lutte pour leurs droits spécifiques ⁴. » Ses données indiquent que seule une pratique politique féministe définie, qui reconnaisse la spécificité des femmes, peut défier avec succès la domination fasciste et lui résister.

¹ *Ibid.*, p. 81.

² Nicole Gabriel, « Allemandes, si vous saviez... le mouvement féministe en RFA face au passé nazi », *La Revue d'en face*, n° 14, automne 1983, p. 35.

³ Rita Thalman, « Le national-socialisme : logique extrême du monopole culturel masculin », *La Revue d'en face*, n° 14, automne 1983, p. 45-46.

⁴ *Ibid.*, p. 55.

La récurrence des mouvements de pouvoirs/contre-pouvoirs traduit l'histoire de la formation de l'État patriarcal. Il reste à savoir comment rompre avec le discours patriarcal, et pratiquer une politique émancipatrice.

La nécessité s'impose alors d'élaborer une pensée féministe qui n'adopte pas sans la critiquer la formulation masculine d'une question, mais construise ses concepts avec plus de complexité. Il faut rompre avec la méthodologie masculiniste et faire éclater son cadre. Tout à la fois traversée par sa subjectivité et honteuse à l'égard d'elle-même, celle-ci freine et ignore le désir et la montée du féminin. Les travaux de femmes sont nécessaires pour reformuler et relancer des questions, dire notre différence, rejeter l'intégration dans une vision dichotomique du monde, réaliser l'inanité de chercher dans des paradigmes masculins un processus qui n'intègre pas notre contenu, ou un contenu qui ignore notre démarche, refuser le silence des femmes, comme la masculinisation du projet féministe. Critiques, résistantes et rigoureuses, nous devons éviter de formuler un post-féminisme froid, scientifique et snob qui nous renverrait sans aucun doute à une politique masculine.

Bibliographie

- BAGLA-GOKALP, Lusin. « Les femmes italiennes dans leurs rapports à la violence fasciste », *Pénélope, pour l'histoire des femmes*, (Printemps, 1982), n° 6, p. 34-38.
- BOCK, Gisela. « Racism and Sexism in Nazi Germany : Motherhood, Compulsory Sterilization, and the State » *Signs*, vol. 8, n° 3, 1983, p. 400-421.
- CLARK, Lorene. « Women and Locke : Who Owns the Apples in the Garden of Eden ? », Lorene Clark et Lynda Lange (dir.), *The Sexism of Social and Political Theory, Women and Reproduction from Plato to Nietzsche*, Toronto, University of Toronto Press, 1979, p. 16-40.
- COHEN, Yolande. « Pouvoirs et contre-pouvoirs : la place des femmes », *Possibles*, vol. 9, n° 2, hiver 1985, p. 75-86.
- EISENSTEIN, Zillah R. *Feminism and Sexual Equality, Crisis in Liberal America*, New York, Monthly Review Press, 1984.

- ENGELS, Friedrich. « De l'autorité », *Œuvres choisies*, Tome II, Moscou, Éd. du Progrès, 1976.
- FEMIA, Joseph. « Hegemony and Consciousness in the Thought of Antonio Gramsci », *Political Studies*, vol. XXIII, n° 1, p. 29-48.
- GABRIEL, Nicole. « Allemandes, si vous saviez... le mouvement féministe en RFA face au passé nazi », *La revue d'en face*, n° 14, automne 1983, p. 57-64.
- GRAMSCI, Antonio. *Selections from the Prison Notebooks of Antonio Gramsci*, traduction de Quentin Hoare et G. N. Smith, New York, International Publishers, 1983.
- MACCIOCCHI, Maria-Antonietta. « Female Sexuality in Fascist Ideology », *Feminist Review*, 1, 1979, p. 67-82.
- MACHIAVELLI, Niccolo. *The Prince*, traduction de George Bull, London, Penguin, 1975.
- MACKINNON, Catherine A. « Feminism, Marxism, Method and the State : Toward a Feminist Jurisprudence », *Signs*, vol. 8, n° 4, été 1984, p. 635-658.
- MULLANEY, Marie Marmo. *Revolutionary Women, Gender and the Socialist Revolutionary Role*, New York, Praeger, 1983.
- MUSSOLINI, Benito. « The Doctrine of Fascism », traduction de I.-S. Munro, *Readings on Fascism and National Socialism*, Chicago, The Swallow Press, 1952.
- NIETHAMMER, Lutz. « Male Fantasies : an Argument for and with an Important New Study in History and Psychoanalysis », *History Workshop*, 7, printemps 1979, p. 176-185.
- O'BRIEN, Mary. *The Politics of Reproduction*, London, Routledge and Kegan Paul, 1981.
- « The Commatization of Women », *Interchange : A Quarterly Review of Education*, vol. 15, n° 2, 1984, p. 43-60.
- « Feminism and Revolution », Angela Miles et Geraldine Finn (dir.), *Feminism in Canada*, Montreal, Black Rose, 1982, p. 252-258.
- « Interview : Mary O'Brien », Gideon Forman et Terry Maley, *Acta Victoriana*, automne 1983, vol. 108, n° 1, p. 21-29.

PITKIN, Hanna Fenichel. *Fortune is a Woman*, University of California Press, 1984.

SCHOCHEN, Gordon J. *Patriarchalism in Political Thought, The Authoritarian Family and Political Speculation and Attitudes, Especially in 17th-Century England*, New York, Basic Books, 1975.

STEPHENSON, Jill. *The Nazi Organization of Women*, London, Croom Helm, 1981.

THALMANN, Rita. « Le national-socialisme : logique extrême du monopole culturel masculin », *La revue d'en face*, n° 14, automne 1983, p. 45-55.

VICKERS, Jill McCalla. « Sex/Gender and the Construction of National Identities », *Canadian Issues / Thèmes canadiens*, vol. VI, 1984, p. 34-49.

Deuxième partie :
en périodes froides

12

Un catalogue de revendications

Margaret Gillett

[Retour à la table des matières](#)

Comme l'a si bien dit Mary Ritter Beard il y a plusieurs dizaines d'années, l'origine de l'oppression des femmes tient à leur conviction qu'elles sont impuissantes¹. Cette croyance persiste depuis des siècles et s'est tellement enracinée dans notre psychisme que, par une sorte de tropisme socio-intellectuel, nous en sommes venues à croire que l'impuissance est notre sort naturel et inévitable.

L'acceptation par les femmes de leur impuissance tient au fait trompeur qu'il y a suffisamment de vrai dans cette notion pour lui donner une mesure de crédibilité ; quelles preuves en effet avons-nous du contraire ? Nos réalisations ont été dépréciées, notre histoire tout simplement éliminée. Malgré cela, c'est aux études sur la femme qu'il appartient de prouver la valeur des femmes ; et je suis pour ma part convaincue que nous avons commis une simple bévue, à savoir que nous ne sommes pas impuissantes mais bien vulnérables, ce qui revient à dire que nous nous sommes laissé manipuler. Par le passé, nous avons confondu ces deux concepts, impuissance et vulnérabilité, de sorte que la notion d'impuissance est devenue en fin de compte une prophétie qui s'est réalisée. Si nous croyons à notre impuissance, nous finissons par l'être véritablement. Depuis des siècles, agissant comme si nous étions impuissantes, nous nous comportons de manière docile, consentante et plaisante ; tant et si bien que ces attitudes « féminines » sont devenues des « vertus » auxquelles

¹ Mary Ritter Beard, *Woman as Force in History*, New York, Macmillan, 1946.

nous aspirons. Avec le temps, ces images, à l'instar de fines toiles d'acier, nous ont figées dans la sphère publique et dominées dans la sphère privée.

Il faut donc commencer par identifier les principaux obstacles qui s'opposent à l'accès des femmes au pouvoir. Ceux-ci se divisent en deux grandes catégories : 1) les obstacles comportementaux et 2) les obstacles structurels.

Les complexes comportementaux des femmes elles-mêmes, même si ces complexes reflètent dans une grande mesure la société en général, se réfèrent à la *croyance* selon laquelle les femmes sont impuissantes et sont impuissantes à réagir à leur impuissance. Des siècles de socialisation et d'oppression patriarcale ont poussé les femmes à accepter, à divers degrés, la position déterministe que « puisque c'est comme ça, c'est comme ça que cela *doit être* ». On a admis que l'idée du pouvoir pour les femmes était tabou, de sorte que c'est devenu un problème d'ordre moral et comportemental qui est profondément enraciné dans les structures de la société et de ses valeurs.

Les problèmes qui en découlent sont fondamentaux et extrêmement sérieux. Par exemple :

Comment venir à bout de la crainte que les femmes ont du pouvoir ? de leur répugnance à accepter un poste d'autorité ?

- Comment venir à bout de l'hostilité des femmes, de leur appréhension et de leur mépris pour celles qui rompent avec la tradition ?
- Comment résoudre le problème de la culpabilité, surtout par rapport au conflit apparent qui existe entre les enfants et la carrière professionnelle ?
- Comment vaincre la crainte qu'il nous faut sacrifier notre vie personnelle si nous voulons pénétrer dans l'arène publique ?
- Comment une femme politique peut-elle rester femme et ne pas se fondre « dans le moule des hommes » ?
- Comment vaincre l'hostilité des hommes ou faire face à leurs railleries et sarcasmes selon lesquels les femmes qui réussissent sont des « Amazones », ou pire encore ?
- Comment réagir au fait que les femmes sont si mal à l'aise à l'idée d'un affrontement, et subissent les conséquences imprévues et souvent ardues des décisions qu'elles prennent ?

Il est manifeste qu'il faut absolument trouver des réponses à ces questions : nous sommes en passe de le faire et nous devons veiller à ne plus jamais les laisser nous échapper. Peut-être les découvrirons-nous avant de nous attaquer aux obstacles structurels plus tangibles, mais peut-être aussi *se révéleront-elles à nous en cours de route*. Les obstacles structurels sont légion, ils sont infiniment variés, durables et sont comme une hydre : aussitôt qu'on en a surmonté un, il en renaît des centaines d'autres ou le même réapparaît sous des formes insidieuses et ingénieuses.

On a admis que la société est si bien organisée contre les femmes qu'on a parlé de « violence structurelle »¹ pour décrire le legs du patriarcat et du népotisme qui a retourné le système contre nous. Voici certains des problèmes fondamentaux cernés :

- Les règlements des entreprises et la classification des emplois établissent une discrimination contre les femmes dès leur entrée sur le marché du travail. Au chapitre de la cadence et du niveau de promotion, des échelles salariales, des catégories d'emploi, cette discrimination persiste jusque dans les retraites et le taux de ces retraites.
- Les structures sont telles que les femmes sont tenues à l'écart des rôles dirigeants et sont systématiquement exclues de la haute direction des partis politiques et des bureaucraties, que ce soit en régime socialiste ou démocratique.
- Les petits réseaux « masculins » excluent totalement les femmes.
- Même aux Nations Unies, qui est une organisation aux idéaux élevés, le reflet des pratiques nationales des pays membres, dictées par des motifs politiques et la nécessité d'une représentation géographique, limite la distribution des « bonnes choses » et perpétue la subordination des femmes.
- Les « cerbères » des partis politiques maintiennent les femmes dans les rôles purement « ménagers », s'intéressent plus aux associations de jeunes qu'aux mouvements de femmes, mettent dans le même sac les problèmes des femmes et ceux des autres minorités pour éviter qu'ils ne prennent trop d'importance et se fondent dans la masse ; et ces mêmes « cerbères » affectent les femmes à des circonscriptions dont personne ne veut, ce qui fait qu'au mieux « les femmes sont les plus fortes des faibles ».

¹ Expression utilisée par Naomi Black au cours du débat.

- La structure hiérarchique des organisations comme les syndicats, qui sont théoriquement les défenseurs des faibles et des opprimés, va à l'encontre des intérêts des femmes.

Peu importent les idéaux et la rhétorique, l'avancement des femmes est tributaire de l'économie et des grands problèmes, de sorte qu'en période de récession, les femmes qui sont vulnérables risquent fort de stagner dans les emplois subalternes ou d'être les victimes du chômage ou, mieux encore, de subir le harcèlement des hommes à qui elles « volent » leur travail. De plus en plus de pressions s'exercent pour qu'elles réintègrent le foyer familial, qu'elles quittent le domaine public, et l'élan de tout mouvement de libéralisation ou d'ouverture de débouchés meurt d'un seul coup. Tous ces problèmes ont été éprouvés, certains ont été surmontés. Comme l'a si bien dit Antoinette Brown Blackwell il y a un siècle, « peu importe l'ampleur des inconvénients, ce n'est certainement pas l'attentisme qui en viendra à bout ¹ ».

STRATÉGIES

Pour surmonter les préjugés dont nous avons été les victimes, nous avons mis au point des stratégies fructueuses à la fois à l'intérieur et en dehors du système. Parmi les stratégies décrites par les participantes à l'atelier, il y avait des stratégies à long terme et institutionnelles ainsi que des stratégies *ad hoc* et des stratégies inspirées ². Toutes suivaient des modèles soit conflictuels soit harmonieux. On a pu constater que dans le mouvement féministe, il existe une double dynamique ³ et que les femmes ont utilisé à la fois des méthodes évolutives et révolutionnaires, soit séparément soit de manière interactive. Il est manifeste que les stratégies sont différenciées selon le lieu, mais qu'elles visent toutes un mouvement universel. Les objectifs partagés par toutes les déléguées englobaient 1) l'abolition des inégalités entre les sexes, 2) l'abolition du pouvoir masculin, 3) et même l'abolition de toutes les formes de domination qui en découlent, la destruction du régime patriarcal et peut-être même du capitalisme. D'aucunes ont jugé que certains de ces objectifs étaient bizarres et nécessitaient à la fois du courage, de la force, de l'intuition, de l'imagination, de la persistance et une profonde solidarité. Parmi les stratégies effectives, mentionnons-en quelques-unes :

¹ *The Sexes throughout Nature*, NY, G.P. Putnam's Sons, 1875.

² Ce texte résume la discussion et les recommandations issues d'un atelier organisé par la sous-commission de la condition de la femme de la Commission canadienne pour l'UNESCO, tenue à Ottawa les 28 et 29 mars 1983, et dont l'auteur était rapporteur. Elle en a présenté les principales conclusions au colloque de Montréal. Chacune des recommandations renvoie au nom de son auteur, en note.

³ Danielle Juteau-Lee et Nicole Laurin-Frenette.

- la stratégie des *nombres* : les manifestations de masse portent fruit. Elles ont été utilisées par exemple avec succès en Italie à propos du divorce et de l'avortement, et même au Québec où les « Yvettes », ces femmes qui s'indignent de la condescendance des hommes politiques et qui sont plutôt modérées dans leurs actions, ont organisé des rallyes qui ont contribué à la défaite du référendum sur l'indépendance ; elles ont même réussi à faire inclure les femmes dans la législation canadienne sur les droits de la personne ¹ ;
- la stratégie de la *solidarité* : elle vise à tirer parti de l'existence et des succès remportés par le mouvement féministe, quels qu'ils soient, axés sur la construction de fondations solides dotées d'une base importante ² ou combinés à d'autres groupements sociaux (par exemple les chercheurs, les activistes pour la paix afin de dénoncer la violence sous toutes ses formes) ;
- la stratégie de *l'abolition des mythes* : il faut accepter le défi, à l'instar des femmes anglaises qui ont remporté les élections partielles malgré le fait « qu'elles affirmaient que c'était impossible » ;
- la stratégie des *groupes spécialisés* : constitution de fronts communs pour atteindre des objectifs précis comme les garderies, l'avortement, la lutte contre le viol, la pornographie, le langage sans genre, l'égalité des salaires et le versement d'une retraite aux femmes au foyer ;
- la stratégie de la *grève* : les manifestations de pouvoir se sont récemment révélées fructueuses dans la fonction publique du Canada où les femmes sont légion ³ ;
- la stratégie des *listes* : dresser des listes de femmes méritant des honneurs afin de les avoir sous la main en cas de besoin et de pouvoir réfuter l'argument selon lequel « il n'existe aucune femme répondant aux critères de qualification » ; établir des « listes noires » des industries sexistes et des produits à boycotter ; « Girlcott » qui vient du nom Charles C. Boycote n'est pas traduisible ;
- la stratégie de *l'invitation* : identifier les femmes dirigeantes et les inviter, les inciter à se présenter aux élections, et assurer leur appui. Il est important de les aider à surmonter leur défiance traditionnelle et leur manque de confiance ;

¹ Doris Anderson.

² Mary O'Brien.

³ Lady Gardner.

- la stratégie de *l'éducation* : par le biais de séminaires, de groupes de discussion, de cours et de conférences, transformer les attitudes et susciter des prises de conscience ; donner des cours d'instruction sur la gestion des groupes et les procédures parlementaires ; mettre au point des trousseaux d'information et des *Roberta's Rules* afin que les femmes apprennent à diriger des réunions de manière compétente ¹ ;
- la stratégie des *cibles* : établir des cibles ou des quotas au chapitre des promotions, de la proportion de femmes à certains paliers ou des salaires afin d'atteindre certains buts réalisables et de viser d'autres buts encore plus élevés ;
- la stratégie du *lobbying* : exercer les pressions sur les hommes politiques au moyen de télégrammes, de lettres, de pétitions et de campagnes téléphoniques. Prouver aux hommes politiques que notre appui peut les rendre populaires (et il le peut) et que notre colère peut leur rendre la vie impossible ² ;
- la stratégie de *l'analyse* : analyser certaines situations particulières afin de bien comprendre la nature du problème et de prendre les mesures qui s'imposent ; examiner les entreprises, les établissements ou les mesures qui se sont révélées fructueuses et s'en servir comme modèles ; de la même façon, éviter les embûches et les catastrophes connues ³ ;
- la stratégie de *l'amour-propre* : ne pas être trop reconnaissante, ne pas s'en laisser conter trop facilement ; si l'on est sur le point d'instituer un conseil consultatif sur la femme, insister pour assurer soi-même la gestion de son budget, faire valoir son importance ⁴ ;
- la stratégie du *litige* : prendre la peine d'intenter des poursuites et de porter plainte contre les iniquités salariales. Se servir de la procédure du grief comme d'un droit, ne pas succomber aux mesures d'intimidation ;
- la stratégie de la *commission d'enquête* : une enquête exhaustive sur la condition de la femme coûte cher, mais est pleine d'enseignements ; les résultats ne sont pas automatiques mais les retombées sont importantes, par exemple, le rapport de la Commission royale canadienne de 1970 ;
- la stratégie de la *politique* : se servir des activités ou des conseils locaux ou municipaux comme de terrains d'essai avant de passer à des sphères

¹ Jill McCalla Vickers.

² Doris Anderson.

³ Ann Bell.

⁴ Ann Bell.

plus vastes ; constituer des ailes féministes dans les partis politiques existants ; fonder un parti féministe ou un parti de femmes ¹ ;

- la stratégie de la *manipulation* : solliciter l'appui d'hommes influents ; utiliser leur aide au maximum ; exploiter les médias, publier des communiqués de presse, apprendre par cœur le nom, l'adresse et le numéro de téléphone des reporters occupant des positions stratégiques, garder ses problèmes à portée de la main ;
- la stratégie de la *dérobée* : en cas de besoin, mener une guerre de guérilla, saper « l'establishment » ;
- la stratégie des découvertes *heureuses* : être toujours à l'affût, car les erreurs des gouvernements ou les actions des patriarches peuvent avoir des effets bénéfiques tout à fait imprévus pour les femmes ². Saisir l'occasion sans hésiter. Exercer le pouvoir dont on dispose – « le pouvoir n'est pas fait pour être gardé en réserve, mais pour être utilisé ³ ».

MÉFIEZ-VOUS DES CONTRE-STRATAGÈMES

Dès que les femmes enregistrent des gains, on note généralement une modification des règles fondamentales ou une réorganisation des valeurs visant à minimiser l'importance de leurs réalisations, et les concepts de mesures en faveur des groupes défavorisés deviennent vides de sens. Il s'agit d'un « lent déversement du contenu ⁴ ». Certains exemples de ces contre-stratagèmes anti-féminins incluent :

- le changement des législations, les modifications des règles et la reclassification des emplois afin de maintenir les femmes dans un ghetto, dans un état subalterne, sous-payé et impuissant ;
- le fait d'acquiescer apparemment aux idéaux ou aux nouvelles législations d'égalité sociale en donnant l'impression d'un progrès ; en réalité cela rend la situation encore plus épineuse. Les paroles creuses, les bonnes intentions, jumelées à la faiblesse d'exécution et à l'hypocrisie, peuvent provoquer chez les femmes encore plus de stress qu'une hostilité ouverte ;

¹ Eva Rath.

² Doris Anderson.

³ Carole Simard.

⁴ Torild Sklar.

- les moyens apparents d'améliorer la condition de la femme souvent utilisés comme une forme « d'achat » de l'opposition des femmes. Les conseils féministes ont été établis uniquement pour canaliser l'énergie des femmes, ils jouissent de budgets très insuffisants, sont peu visibles et leur prestige est à peu près nul. En Italie, par exemple, ces conseils ont été structurés de manière à exclure de propos délibéré les féministes et autres « trouble-fête »¹, mais si nous « continuons d'être insatisfaites », les hommes lèvent les bras en l'air et s'écrient, « mais que veulent donc les femmes ? »
- le fait pour les hommes de tourner une situation à leur avantage. Par exemple, des quotas modifiés d'emplois ont été établis afin que tels emplois soient occupés par des personnes du sexe jouissant de la moindre représentation dans une catégorie d'emplois donnée². Lorsque dans une centrale dactylographique, le poste de surveillant devient vacant, la voie est alors ouverte « aux membres du sexe qui sont le moins représentés » – et c'est ainsi que les hommes s'installent dans des emplois qui étaient autrefois réservés aux femmes. Le même processus s'applique dans les universités où de plus en plus d'hommes sont nommés directeurs de départements comme les départements de bibliothéconomie ou de service social. Ce libéralisme apparent, cette ignorance des barrières de genre, risquent en fait de priver bien des femmes des quelques postes de cadre administratif supérieur relativement rares qui leur étaient jusqu'ici ouverts.

RECOMMANDATIONS

- Nous devons poursuivre nos recherches et nos études sur la femme. Nous devons procéder à des travaux théoriques approfondis et à une critique radicale mais constructive de la fissure entre les sphères publique et privée³.
- Nous devons nous attaquer aux stéréotypes, surtout dans les écoles, afin que les attitudes et les idées des générations à venir soient supérieures aux nôtres.
- Nous devons mettre sur pied des réseaux de femmes et nous organiser et nous appuyer les unes les autres sur toute la ligne.

¹ Jasmine Ergas.

² Tina Jorgensen.

³ Mary O'Brien.

- Nous ne devons plus souffrir en silence mais devons étaler nos blessures et nos efforts au grand jour, car « une cause silencieuse est une cause perdue ¹ ».
- Nous devons cesser de perdre notre temps à lutter contre les hommes, mais plutôt le consacrer à travailler avec des femmes pour l'avancement de la condition de la femme.

¹ Torild Sklar.

Deuxième partie :
en périodes froides

13

Une prospective pour l'an 2000

Élisabeth Badinter

[Retour à la table des matières](#)

La question du rapport des sexes se pose tout à la fois en termes ontologiques, politiques et polémiques.

Si l'on sait depuis longtemps que la définition et la distinction des sexes président à l'organisation d'une société donnée, on s'aperçoit depuis peu que l'identité de l'un et l'autre n'est pas si facile à cerner, que les définitions évoluent en fonction des différents types de cultures connus, des découvertes scientifiques et des révolutions idéologiques. Pas plus que le social, le biologique n'est tenu pour immuable. En cette fin de siècle, les progrès considérables de la biologie et de la génétique remettent radicalement en cause les rôles, les fonctions et la spécificité de chaque sexe que l'on pensait pourtant « indiscutables » il y a à peine 20 ans.

Mais la question du rapport des sexes est aussi éminemment politique. Elle est le fondement des rapports de pouvoir au sein de la famille comme au sein de la société globale. En définissant la spécificité des sexes, on marque également qui domine l'autre, qui préside à l'avenir des enfants, qui décide des options majeures de la collectivité.

L'enjeu des définitions est si fondamental qu'il ne peut que susciter débats et combats. Néanmoins nous essayerons, pour notre part, d'éviter la polémique en dépassant le point de vue strictement féminin et en réfléchissant sur l'identité masculine telle qu'elle se dessine à la veille du troisième millénaire.

RAPPEL HISTORIQUE DE LA QUESTION

À la veille de la Révolution française se fait jour un nouveau débat sur l'identité et le rapport des sexes qui oppose certains membres éminents de l'intelligentsia française. Cette polémique toute théorique eut le mérite incontestable de poser le problème en des termes qui sont encore aujourd'hui les nôtres. L'objet du débat était le suivant : l'Homme et la Femme sont-ils complémentaires ou semblables ? Faut-il évoquer *en priorité* leur différence ou leur ressemblance ?

C'est Madame d'Épinay, amie des Encyclopédistes, féministe bien avant que ce fût la mode, qui la première pose la question nettement. Elle fut aussitôt suivie et confortée par Condorcet. Tous deux revendiquaient l'égalité des sexes dans tous les domaines de la vie. Selon eux, une même éducation devait pouvoir réduire les différences observables qu'ils n'attribuaient qu'aux options sexistes de la société. Ils mirent en veilleuse le thème de la complémentarité des sexes, toujours porteuse d'inégalité et insistèrent sur les ressemblances.

La « nature humaine » commune aux deux sexes leur paraissait l'emporter sur la différence sexuelle. On pourrait résumer leur point de vue ainsi : « La femme est un homme (*Homo*) comme tout le monde ». Point de vue partagé aujourd'hui par tous les adeptes de Simone de Beauvoir qui affirmait voilà presque 40 ans que « on ne naît pas femme, on le devient ».

À l'inverse, deux éminents philosophes réputés pour leur amour de la liberté, soutinrent la thèse contraire. Dans un texte spécialement consacré à ce sujet, Diderot insista sur la différence et la complémentarité des sexes, mais pour mieux dénoncer ensuite le sort injuste fait aux femmes.

Militant de l'égalité entre l'homme et la femme, il trouvait absurde de feindre qu'ils étaient semblables. En cela, Diderot est l'ancêtre des féministes des années 70-80 qui se sont élevées contre les thèses de S. de Beauvoir. Craignant que les femmes perdent leur spécificité en adoptant les valeurs et les attitudes masculines, en devenant les « pâles copies » de leurs oppresseurs d'antan, un certain nombre de militantes comme Annie Leclerc ou Hélène Cixous, en France, s'employèrent à remettre à l'honneur le concept de « féminitude ». Le monde fut de nouveau partagé en deux. Aux hommes : la culture, la science, la logique, la guerre, la mort. Aux femmes : la vie, la protection de la nature et l'intuition. Ce fut l'exaltation de la différence féminine perçue dans les règles, la maternité et même l'écriture. Mais en attendant que ressurgissent les thèses de Diderot, ce furent nettement celles de Rousseau qui l'emportèrent et pour un long moment. C'est-à-dire plus de deux siècles. Celui qui a tant contribué à la définition des droits de l'homme fut non

moins responsable de l'oubli des droits de la femme. Les droits de l'homme étaient ceux du mâle puisqu'à ses yeux les femmes n'avaient que des devoirs. Tout cela est minutieusement décrit dans l'Émile (1756) où il est bien dit que Sophie est le complément d'Émile. À Émile : l'autorité, la maîtrise du monde extérieur, l'éducation, la création et le pouvoir au sein de la cité et du foyer. À Sophie, le reste, à savoir : la soumission, la naïveté, l'ignorance. Rousseau ne concède à la femme que le devoir de procréer, de se dévouer à ses enfants et de prendre soin du ménage. Mère et ménagère : tels sont les deux attributs essentiels de la femme qui doit s'enfermer dans son foyer, comme une religieuse dans un cloître, sans prétendre rivaliser avec son maître d'époux. Pour les « complémentaristes » tels que Rousseau : *l'un est ce que l'autre n'est pas*.

Cette théorie de la stricte complémentarité des sexes ouvertement inégalitaire et déduite de la « nature » de l'un et de l'autre fut, après une courte hésitation, celle qu'adoptèrent les hommes de la Révolution française ; celle aussi qui fut entérinée par le Code civil de Napoléon dont l'article 212 est inspiré directement des théories de Rousseau.

Les comportements

Le 19^e siècle accusa la complémentarité des sexes jusqu'à la caricature. Des hommes comme Michelet dissertèrent à perte de vue sur les règles, les ovaires, les grossesses des femmes qui les rendaient plus faibles et douloureuses que les hommes. Au nom de la biologie, le monde extérieur leur demeura hermétiquement fermé. La création (sauf l'écriture solitaire), la production, la compétition et le pouvoir politique restaient des domaines impénétrables.

Les féministes du 19^e siècle, aussi bien allemandes que françaises, américaines qu'anglaises, eurent beau réclamer à cor et à cri un minimum d'égalité entre les sexes, le siècle dans son ensemble fit la sourde oreille. Il fallut attendre le début du 20^e siècle pour que les Françaises se voient reconnaître le droit d'entrée à l'Université, la fin de la Deuxième Guerre mondiale pour qu'elles puissent voter, le dernier tiers du 20^e siècle pour qu'elles puissent disposer de leur corps.

On peut dire qu'à peu de choses près la définition des sexes et de leurs fonctions respectives ne changea guère en France et d'une manière générale en Occident, du début du 19^e siècle jusqu'aux années 60. La distinction des rôles érigée parfois en dualisme radical nettement hiérarchisé perdura toute cette période en se prévalant de la caution de la nature, de la religion et des habitudes déclarées millénaires. La femme fait des enfants et s'occupe de son foyer. L'homme part à la conquête du monde et veille à la survie des siens : en

assurant leur entretien économique en temps de paix et en partant faire la guerre quand la nécessité l'impose.

Tout l'ordre du monde reposait sur l'altérité des sexes. Toute interférence ou confusion des rôles faisait figure de menace contre l'ordre millénaire. Elle était ressentie comme un détournement de la nature, un dérèglement de la norme.

LA MUTATION DES ANNÉES 1960-1985

La mutation que l'on observe aujourd'hui en Occident à l'égard de la spécificité des sexes est essentiellement le fait des femmes. C'est sous leur pression incessante que la définition des rôles sexuels s'est modifiée. Non seulement elles ont mis un terme à l'idéologie inégalitaire qui régnait depuis si longtemps, mais surtout elles sont en train de faire éclater les identités sexuelles traditionnelles en refusant de continuer à jouer le jeu de la distinction des rôles.

À la source de cette mutation propre à l'Occident qui touche peut-être aussi les pays industrialisés de l'Europe de l'Est, je vois pour ma part trois faits nouveaux.

Les femmes à la conquête du monde extérieur

Jusque dans les années 60, les rôles sexuels étaient déterminés à partir des « lieux » propres à chacun. Le foyer était le domaine féminin par excellence. Le monde extérieur, à savoir l'atelier, l'usine, l'entreprise, appartenait aux hommes. Ce partage sexuel du monde (le privé, le public) engendrait une stricte dichotomie des attitudes qui définissaient l'identité de l'un et de l'autre. La femme enfermée chez elle « entretenait, soignait, conservait ». Pour ce faire, elle n'avait nul besoin d'audace, d'ambition, de dureté, de goût de la compétition. En revanche l'homme, en concurrence avec ses semblables, devait quotidiennement lutter pour sa survie et, de ce fait, développait des caractéristiques que l'on pensait naturelles à son sexe.

À cette époque, en France, les femmes ne représentaient que 25 % de la population active. Et la majorité d'entre elles ne travaillaient à l'extérieur que par nécessité économique, pour pallier l'insuffisance du salaire de leur conjoint.

Aujourd'hui, plus d'une Française sur deux travaillent hors de chez elles, et leurs motivations ont beaucoup évolué. À côté des motivations économiques traditionnelles figurent l'ambition et l'épanouissement personnel chez les plus favorisées, la recherche d'une vie sociale et la volonté de fuir la solitude du foyer chez d'autres.

Mais chez toutes, la motivation de leur activité professionnelle est liée au désir d'indépendance. Avant tout : ne pas être contraintes de vivre auprès d'un homme que l'on ne supporte plus et pouvoir retrouver sa liberté sans trop de dommage pour son niveau de vie. Il est certain que cette prise de conscience des femmes ainsi que leurs nouvelles attitudes sont de puissants moteurs pour l'accession à l'égalité des sexes. Et plus encore pour leur similitude.

Aujourd'hui, une majorité de Françaises, de Danoises ou de Suédoises vivent les mêmes expériences que les hommes, sont confrontées aux mêmes problèmes, et doivent montrer des réflexes, des qualités et des sentiments identiques à ceux de leurs compagnons.

Qu'on le veuille ou non, ces expériences communes modifient en profondeur le rapport des sexes et leur définition spécifique. Les dichotomies s'effacent et les frontières s'abaissent. Au profit, à coup sûr, d'une plus grande égalité, mais aussi peut-être d'une certaine ressemblance fraternelle. À force de vivre les mêmes situations que « l'autre », on apprend à réagir comme lui et s'il perd de son mystère, il y gagne une meilleure compréhension.

Depuis quelques années, les femmes viennent de faire la démonstration que la production et la création ne sont pas l'apanage des hommes et qu'elles ne sont pas destinées par « Nature » à l'activité ménagère, à l'irresponsabilité économique et à la passivité. L'identité féminine est plus complexe qu'il n'y paraissait au premier abord. On verra plus loin qu'il en est de même des hommes.

Le refus des femmes de s'identifier à leurs fonctions traditionnelles de mères et d'épouses

La contraception et le droit à l'avortement ont radicalement changé notre conception de la maternité. Ni physiologiquement nécessaire, ni moralement obligatoire, la maternité n'est plus subie mais choisie. Elle devient donc contingente et volontaire, résultat d'une réflexion sur ses avantages et ses inconvénients. Et non plus laissée aux « hasards » de la nature.

La femme de la seconde partie du 20^e siècle n'est plus identifiable à la mère. On considère de plus en plus que le désir d'enfant ne va pas de soi et mériterait une véritable analyse. Parallèlement, une femme qui ne désire pas être mère est de moins en moins perçue comme un « fruit sec » qui a raté sa « vocation féminine ». Il est permis aux femmes – pour la première fois dans notre histoire – de trouver leur épanouissement ailleurs que dans la maternité. La création ou d'autres puissants intérêts peuvent être admis comme des substituts de la procréation.

Ces nouvelles attitudes qui restent – et probablement resteront – extrêmement minoritaires ¹ sont néanmoins significatives d'un changement de conception concernant l'identité féminine : celle-ci n'est plus indissolublement liée à la maternité.

Moins radical, mais tout aussi intéressant est le fait que les femmes occidentales font de moins en moins d'enfants, en dépit des cris d'alarme de tous les gouvernements. La majorité des femmes veulent bien avoir des enfants mais à la condition que ceux-ci ne les enferment pas dans leur rôle maternel. D'accord pour être mères, elles ne souhaitent plus être seulement mères. La maternité n'est qu'un aspect de la vie des femmes qui se négocie avec d'autres exigences, d'autres désirs.

L'une des raisons de cette évolution est probablement due à l'allongement progressif de l'espérance de vie des femmes, aujourd'hui estimée à 79 ans en France. Sachant que parallèlement le temps de maternité active est raccourci et ne représente plus en moyenne que 15 ans de la vie d'une femme, comment ne pas se livrer au calcul simple des avantages et des inconvénients de la maternité qui n'est plus qu'une étape parmi d'autres de la vie féminine. Étape vécue parallèlement à ces autres et qui ne doit pas entamer leur réalisation ou y faire obstacle.

Ce changement d'attitude à l'égard de la maternité s'est accompagné d'une modification des stéréotypes concernant l'identité féminine, mais aussi de ceux qui définissaient, il n'y a pas si longtemps encore, l'identité masculine. La passivité, la patience, le dévouement, l'altruisme ne sont plus les caractéristiques essentielles de la gent féminine. D'une part, les femmes ne se reconnaissent pas dans ce descriptif sommaire qui occulte l'autre partie d'elles-mêmes tout aussi vivace et que l'on croyait le propre de la virilité : l'ambition, l'activité, l'égoïsme, l'indépendance. Mais, d'autre part, parce qu'elles n'ont pas cessé depuis 10 à 15 ans de faire pression sur leurs compagnons pour qu'ils partagent les joies et les devoirs « maternels », les hommes à leur tour montrent des vertus que l'on pensait féminines : tendresse, dévouement et attention au petit enfant... Il est vrai que les jeunes pères qui prennent soin de leur nourrisson dès la naissance acquièrent vite une « gestuelle » des attitudes, des préoccupations et des sentiments que l'on disait « naturels » aux femmes.

En réalité, et en très peu de temps, les caractéristiques propres à la paternité et à la maternité se brouillent de plus en plus. La mère n'est plus seule à dispenser l'amour, le père n'incarne plus exclusivement l'autorité, la loi et le

¹ Depuis quelques années seulement le « non-désir » d'enfant apparaît dans les sondages d'opinion : entre 2 et 4 % d'hommes et de femmes disent ne pas vouloir d'enfants.

monde extérieur. Tous ces rôles sont partagés entre les sexes et les attitudes varient davantage en fonction des tempéraments personnels qu'au regard de la différence sexuelle.

Trois constatations s'imposent quant au rejet du mariage traditionnel :

- on se marie de moins en moins (trois fois moins en France en 1984 qu'en 1960) ;
- on divorce de plus en plus (six fois plus en France en 1984 qu'en 1960). Ce sont les femmes qui sont majoritairement demanderesse du divorce ;
- le nombre des enfants qui naissent hors mariage a doublé en France entre 1976 et 1982. Ils représentent 15 % de l'ensemble des naissances en 1984.

Ces faits qui valent pour toute l'Europe occidentale ne sont pas sans conséquence sur l'appréhension de l'identité des sexes. Tout d'abord, si les femmes ne se définissent plus comme mères avant tout, elles ne se reconnaissent pas non plus comme les épouses de... Leur vie est constituée d'une alternance de célibat et de vie de couple. Si bien que l'autonomie l'emporte sur la complémentarité, et que les femmes sont amenées comme les hommes à se définir par rapport à elles-mêmes et non plus, comme jadis, par rapport à un autre. La relation duelle toujours souhaitée par les hommes et les femmes recule néanmoins dans les faits au profit d'espaces de solitude.

Ce nouveau style de vie est propice à la manifestation de nouvelles caractéristiques psychologiques et sociales chez les deux sexes. Hommes et femmes sont amenés à développer et à extérioriser « l'autre partie » d'eux-mêmes que l'éducation de jadis se faisait un devoir de refouler. De plus en plus, les femmes sont tenues de jouer des rôles d'hommes et ceux-ci des rôles de femmes. La bisexualité originaire est de retour, balayant sur son passage l'inégalité et la stricte complémentarité des sexes.

Une nouvelle appréhension de la guerre

Aussi loin que nous remontions dans l'histoire de l'homme, nous sommes toujours confrontés à l'image du mâle guerrier. De même que la maternité est le propre de la femme, la guerre est l'activité spécifique de son compagnon. La femme donne la vie et l'homme la protège. Pour cela, il doit manifester courage et agressivité. En montrant qu'il ne craint pas la mort, il gagne cette transcendance qui le distingue tout à la fois de l'animal et de la femme, volontiers confinée dans l'immanence.

Or, deux nouvelles images de la guerre viennent troubler nos certitudes millénaires.

Tout d'abord la menace d'un conflit nucléaire et planétaire annule dans nos projections imaginaires la spécificité guerrière des hommes. On se représente tous et toutes, à tort ou à raison, victimes immédiates sans le temps et les moyens de se défendre individuellement. Depuis la dernière guerre, nous savons que les bombes ne respectent pas les populations civiles et tuent indistinctement hommes et femmes. La représentation de la bombe atomique accentue plus encore l'idée de fatalité, de passivité et d'indistinction sexuelle. D'une part, les hommes seraient aussi passifs que les femmes. D'autre part, ceux qui « appuieraient sur les boutons », pourraient être indifféremment de sexe féminin ou masculin.

Mais à côté de cette représentation apocalyptique de la guerre, figurent d'autres images d'un autre type de guerre moderne. Le terrorisme et la guérilla sont l'œuvre des femmes aussi bien que des hommes, voir même souvent des enfants. L'image de femmes les armes à la main ne surprend plus personne. Ce qui montre à l'évidence que la guerre n'est plus l'apanage des hommes. L'action et la passivité n'appartiennent pas plus à un sexe qu'à un autre.

BILAN ET PROSPECTIVE

Il semble à première vue que la polémique sur la nature des sexes qui opposait les féministes, ces dernières années, soit dépassée. Les femmes ne sont pas seulement les doubles des hommes ; mais elles ne sont pas non plus enfermées dans une quelconque féminité qui les distinguerait radicalement des hommes.

Curieusement, l'identité masculine n'a pas suscité, à ce jour, autant de débats et de controverses que celle de leurs compagnes. Et pourtant nous croyons pouvoir dire que c'est d'eux qu'il sera beaucoup question dans le prochain demi-siècle. Mais tentons d'abord de résumer l'actuel sentiment d'identité de chacun des sexes.

Le bilan

Les femmes semblent avoir « joyeusement » intériorisé l'altérité virile sans abandonner pour autant leur identité féminine traditionnelle. L'Occidentale du 20^e siècle est une véritable créature androgyne qui refuse de refouler sa bisexualité psychique originelle. À la fois virile et féminine, elle change de rôle et de fonction selon les moments de la journée ou les périodes de la vie. N'acceptant de renoncer à rien, elle négocie au mieux – et c'est loin d'être

toujours facile – entre ses désirs féminins et masculins. Successivement passives et actives, mères dévouées et ambitieuses égoïstes, tendres et agressives, patientes et autoritaires, les femmes actuelles ont brouillé la donne identitaire. Apparemment, elles en sont les premières bénéficiaires, voire les seules ?

En cette période de bouleversement suscité par les femmes, la résistance des hommes, voire leur malaise, est une évidence. La mutation et les exigences nouvelles de leurs compagnes les forcent à remettre en question leur modèle traditionnel. Le fait que les femmes puissent faire tout ce qu'ils font, et qu'elles se soient emparées de leurs caractéristiques millénaires, est souvent vécu par eux comme une dépossession, une perte dont ils ne parviennent pas à faire leur deuil.

Coincés entre un ancien modèle dont les femmes ne veulent plus et un nouveau modèle (le modèle androgyne) qu'ils paraissent redouter, nombreux sont les hommes qui réagissent en fuyant les femmes et les responsabilités familiales. En quelque sorte beaucoup paraissent « régresser ».

Mais leur difficulté à intérioriser l'altérité féminine puis à l'extérioriser sans complexe vient du sentiment de menace qu'ils éprouvent pour leur virilité. Dilemme qui ne semble pas atteindre pareillement les femmes. L'explication la plus convaincante de ce conflit masculin nous est donnée par le psychanalyste américain, Robert J. Stoller. Contrairement à ce que pensait Freud, l'identité « mâle » n'est pas la plus solide ni la plus naturelle. Pendant la toute première période de sa vie, le nourrisson mâle s'identifie fortement à sa mère avec laquelle il vit en symbiose.

L'hétérosexualité n'est donc pas première. Elle ne s'accomplit qu'après un travail intensif et douloureux pour se dégager de cette symbiose dans laquelle lui et sa mère sont confondus. L'enfant mâle doit se « désidentifier de sa mère » pour se débarrasser de sa féminité et développer son identité de genre plus tardive : la masculinité. Or, constate Stoller, celle-ci est toujours menacée de façon latente par l'expérience de félicité vécue avec la mère. D'où la crainte bien plus forte chez l'homme que chez la femme de la bisexualité vécue comme un danger d'homosexualité, c'est-à-dire de perte de sa virilité.

L'horizon 2000

L'arrivée du troisième millénaire coïncide avec un extraordinaire renversement des rapports de forces. Non seulement le système patriarcal sera mort et enterré dans la plus grande partie de l'Occident industrialisé, mais on assistera à la naissance d'un nouveau déséquilibre dans le rapport des sexes, cette fois au bénéfice exclusif des femmes.

En effet, si les femmes partagent enfin avec leurs compagnons la maîtrise du monde extérieur, en créant et produisant à égalité avec eux, elles posséderont de surcroît la maîtrise absolue de la procréation. Elles peuvent aujourd'hui refuser de faire des enfants. Demain, grâce aux banques de spermes, elles pourront faire des enfants sans l'assistance effective d'un homme. Or, l'inverse n'est pas vrai. L'homme a toujours besoin du corps d'une femme pour procréer. Le rapport de complémentarité des sexes que l'on pouvait croire incontournable au niveau de la procréation est lui-même remis en cause. Et lorsque l'on sait que biologistes et généticiens prévoient à court terme la possibilité de féconder un noyau féminin avec une cellule femelle, c'est-à-dire en se passant de spermatozoïde, on perçoit à quel point on est proche de la réalisation du fantasme millénaire de toute-puissance : la parthénogénèse, ici féminine.

Même si les femmes du troisième millénaire n'utilisent pas ce pouvoir exorbitant, il est probable que les hommes ressentiront douloureusement leur possible éviction du processus de fécondation et le nouveau déséquilibre en leur défaveur. Les temps à venir risquent d'être difficiles à vivre pour eux. Peut-être ressentiront-ils plus encore le sentiment de perte d'identité, de spécificité et de nécessité. Il n'est donc pas absurde de penser qu'ils feront tout pour récupérer une part de leur pouvoir. Déjà les biologistes prévoient l'incroyable possibilité pour les hommes de « porter » un enfant dans moins d'un demi-siècle... L'hypothèse n'est déjà plus du domaine de la science-fiction. Elle appellera bientôt une tout autre réflexion sur le rapport des sexes, leur identité et leur égalité.

Rendez-vous au troisième millénaire !

Deuxième partie :
en périodes froides

14

Et la démocratie ?

Yolande Cohen

[Retour à la table des matières](#)

La logique politique nous a habitués à considérer le domaine des affaires publiques comme un espace essentiellement neutre. Plus précisément, la démocratie en prétendant s'élever au-dessus des passions humaines voulut faire triompher le droit. Le 20^e siècle nous apprend que le droit ne musèle guère les passions ; tout au plus leur donne-t-il une forme plus civique et parfois civilisée. C'est dire combien est grande la distance qui sépare le droit de la logique politique et ses explications sociales.

En reprenant à son compte la critique de la démocratie formelle, le mouvement des femmes n'a fait que chausser les bottes de sept lieues de ses initiateurs. Ces critiques, alimentées aussi bien par l'évolution même de la pensée libérale que par des mouvements sociaux contestataires, ont conduit à des aménagements progressifs du système démocratique. Le suffrage universel, un homme, une voix, est obtenu au milieu du 19^e siècle, améliorant nettement le suffrage censitaire précédent. Les modalités de la représentation politique sont ainsi transformées par l'apparition de nouveaux partis, et en particulier des partis donnant accès aux classes moyennes et ouvrières ; le fonctionnement de l'État aussi se trouve progressivement adapté aux contraintes de ces nouvelles forces politiques : le *Welfare State*, bien qu'antinomique aux doctrines du libéralisme classique, s'enracine avec force en Occident. Sur la base de cette heureuse expérience qui voyait l'intégration plus ou moins pacifique, mais néanmoins résolue, des couches marginalisées par le fonctionnement démocratique, on en déduit sa capacité infinie et immense de progrès. Certes, la démocratie peut toujours être critiquée ; mais elle l'est, non pas parce qu'elle est mauvaise, mais parce qu'elle est susceptible d'être sans cesse améliorée. La

conviction que seule la démocratie permet l'intégration progressive des forces vives d'une société se trouve confirmée par les errements des dictatures, qu'elles soient fascistes ou communistes. Dès lors, la force essentielle de l'idéal démocratique repose dans le consensus qui se réalise autour de sa mise en pratique politique.

La sociologie utilitariste et fonctionnaliste n'expliquent pas autrement son succès, y compris quand il s'agit d'analyser les éruptions contestataires les plus violentes. Le principe démocratique n'est guère remis en cause puisque, en dernier recours, les contestataires finissent par y trouver leur place. Ainsi, l'histoire du 20^e siècle occidental se résumerait au parachèvement d'un idéal dont la liberté et l'égalité sont les axes centraux. On peut dire, en effet, que malgré et sans doute aussi à cause des épisodes troublants des régimes fascistes et staliniens, l'histoire de l'Europe occidentale est marquée par l'élargissement graduel des formes de la représentation politique et donc par l'intégration toujours plus grande de groupes jusque-là marginalisés ou exclus du système politique. Les ouvriers, puis les femmes, puis les jeunes (l'abaissement du droit de vote de 21 à 18 ans) votent et deviennent tour à tour citoyens à part entière. Récupérant souvent les luttes plus ou moins acharnées de ces groupes pour leur reconnaissance, le régime démocratique prouve à chaque fois sa capacité à intégrer et digérer la contestation. Aussi bien sur le plan de sa doctrine, puisque tout le monde revendique plus d'égalité, que dans sa pratique politique – on demande aussi à exercer les droits de citoyens tels que définis par les constitutions démocratiques – la démocratie se trouve à chaque soulèvement, reconduite et glorifiée.

En ce sens l'idéal égalitaire fut une arme puissante d'intégration des groupes marginaux exclus ou contestataires, entre les mains des pouvoirs politiques libéraux. Mais tous les mouvements sociaux, loin s'en faut, ne se sont pas arrêtés ni laissé enfermer dans la revendication égalitaire.

Une des caractéristiques de l'explosion contestataire des années 70 est même d'avoir ignoré les avantages que pouvait conférer la revendication égalitaire – avancée par tous les grands partis d'opposition – et de lui avoir préféré l'affirmation pleine et entière de la liberté, aussitôt taxée de libertaire car dépassant les normes qui lui sont habituellement attachées. À l'instar d'autres mouvements révolutionnaires, les mouvements contestataires des années 70 n'imaginaient rien d'autre que l'abolition de la domination. L'émancipation et la liberté mobilisaient les énergies. Il ne s'agissait plus de faire contrepied au pouvoir ni de trouver les meilleurs moyens de l'influencer ; il suffisait de créer autre chose à côté pour en abolir les effets aliénants.

Ces deux types de mobilisation sont, on le voit par leurs objectifs mais aussi par leur nature, complètement différents. L'une intègre, l'autre transforme ; l'une s'adapte au projet existant, l'autre invente, imagine, crée

d'autres types de rapports. De cette effervescence contestataire, il reste aujourd'hui un effet troublant : fidèles à leurs engagements, les femmes restent largement coupées de l'univers politique. À l'opposé des « dirigeants » gauchistes qui, on le voit en France, en Espagne, etc., se sont recyclés dans les arcanes partisans – des partis socialistes majoritaires dans ces deux pays surtout – les militantes féministes n'ont guère bénéficié des largesses des nouveaux régimes.

Judith Astelarra attribue cette absence des féministes du gouvernement socialiste espagnol au radicalisme de leurs revendications. Mais en France, où ce ne fut pas le cas, les féministes n'accèdent pas non plus aux postes décisionnels. Hormis Yvette Roudy qui avait certains liens avec le mouvement, les autres femmes ministres du premier gouvernement Mauroy sont toutes d'abord et avant tout des militantes socialistes.

Aussi convient-il de s'interroger sur ce radicalisme persistant et anachronique des féministes, et sur l'absence, consécutive ou non à cet état d'esprit, de la grande majorité des femmes de la vie et des décisions politiques.

Car, et quels qu'en soient les motifs, cette absence est extrêmement néfaste à la démocratie. Elle en perturbe le fondement essentiel : l'égalité de tous.

C'est pourquoi la question de la participation politique des femmes atteint aujourd'hui ce niveau de centralité. Aux États-Unis, on va jusqu'à enfreindre l'article premier de la Constitution pour permettre le « rattrapage » des femmes et on fait de la candidature de Géraldine Ferraro à la vice-présidence l'aboutissement d'un siècle de luttes féministes. Dans tous les pays sont promulgués lois, décrets et arrêtés pour développer l'égalité des chances par l'action positive, l'avancement préférentiel et, comble du préjudice, par l'établissement de quotas sur les listes électorales, dans les partis et même dans les gouvernements. C'est désormais une règle, passible de justice, que la fonction publique fédérale canadienne a établie en faveur du rattrapage des femmes aux postes décisionnels.

Symbolique, cet effort raisonné de conquête des femmes ne s'arrête plus à leur suffrage : on leur demande de participer activement à la vie politique. Souligner l'éveil d'une conscience minorisée, à la vie politique, revient alors à montrer la puissance d'un système capable de tant d'efforts pour que tous ceux qui le désirent y aient accès.

À l'inverse, dans le camp opposé, les déterminations ne sont pas aussi sûres. La cooptation des éléments les plus contestataires des années 70 a réussi dans ses grandes lignes mais reste assez limitée au niveau des représentations. Certes le parti Vert représente en Allemagne « les intérêts » écologistes, mais

l'écologie en Occident est encore et avant tout un mouvement politique, un lobby, une force de pression et surtout un mode de vie.

De même, malgré les ouvertures et la détermination de certains groupes féministes à jouer aussi la politique égalitaire, les femmes restent dans leur grande majorité étrangères sinon hostiles au jeu politique. Et parce que la contestation absolue du pouvoir politique a donné une forme et un nom à cette absence/étrangeté, le mouvement des femmes s'est trouvé associé à une remise en cause des fondements même de la démocratie libérale. Ayant déjà entamé une révolution des mœurs, surtout en ce qui a trait aux rapports hommes-femmes, le mouvement des femmes est aujourd'hui porteur des espoirs de changements les plus divers.

En l'absence d'une mobilisation significative, il a en outre la charge de résoudre un problème auquel il ne peut seul, apporter de solution.

C'est ce qui explique la multiplicité des solutions médianes, des compromis jugés boiteux et transitoires par les principaux intéressés, la difficulté profonde de trouver sa voie. Loin de traduire l'échec du mouvement, cette période de latence porte en elle les germes de l'avenir qu'il préconise. Tâchons ici d'en résumer les grands traits :

1. Plutôt que se figer dans une formation politique qui délimiterait l'aire de son action, le mouvement de libération des femmes est resté multiforme. Même si plus de femmes ont accédé depuis à des postes décisionnels, aucune ne parle au nom des autres, encore moins au nom du mouvement. Malgré tous les quotas et les ouvertures, le refus de l'univers politique masculin par les femmes est tenace. La machine politique démocratique ne les a pas encore gagnées même si périodiquement elle obtient leur suffrage. Il y a donc encore place pour ce qui fut le leitmotiv de ces mouvements, vivre une autre vie. La confrontation de ces deux logiques, celle du privé, de la vie, et celle du public, de la politique, définit l'existence d'immenses espaces parallèles aux déterminations propres.
2. La confrontation de ces deux déterminations révèle une conception radicalement neuve et inexplorée du changement social. On découvre des formes diverses de mobilisation, dont l'expression ne passe pas nécessairement par la contestation politique. Non seulement les femmes opèrent en dehors des sphères politiques, mais le partage du pouvoir n'est pas non plus leur objectif. Ainsi, toutes les nuances de l'influence sociale sont mises à jour par l'apparition d'autres logiques. L'activité

principale des réseaux dans l'exercice d'une pression économique, sociale et souvent morale et religieuse joue un rôle prépondérant dans l'émergence du groupe et la définition de ses intérêts. Mais parce que n'étant pas uniquement dépendant du groupe d'intérêt, le lobby se défait rapidement pour donner forme à un autre type d'intervention. Cette flexibilité très grande qu'on retrouve dans de nombreux groupes de femmes est en partie liée aux statuts différents qu'elles occupent (célibataire, mariée, divorcée, veuve pour ne parler que du statut matrimonial, toujours très important), mais surtout à l'importance relative accordée aux codes sociaux. Ainsi en explorant les différentes activités publiques des femmes au 20^e siècle, on découvre une infinité de stratégies adaptées aux besoins et aux nécessités immédiates. Elles préféreront selon le cas, intervenir seules, comme groupes de femmes, ou aux côtés des hommes pour soutenir ou leur faire prendre en charge leurs revendications. Ainsi le cas polonais montre clairement comment les femmes déclenchent la première grande grève pour ensuite appuyer les hommes quand ils en prennent la direction. Elles font porter par eux l'essentiel de leur propre volonté de changement social et politique. Plus troublante encore est l'interprétation attribuant aux femmes un rôle majeur dans le développement du *Welfare State*, surtout après la Deuxième Guerre mondiale.

3. Pointer leur présence revient donc à montrer la diversité des moyens mis en œuvre pour influencer sur l'État et la politique et opérer des changements majeurs dans la société. C'est aussi impliquer que les transformations ont lieu sans nécessairement qu'il y ait révoltes ou révolutions, partis ou syndicats, mouvement effervescent ou contestataire, ce que l'on sait déjà pour les révolutions française et russe, pour ne parler que de ces deux grands modèles. Ce qui ne veut pas dire que ces mouvements n'ont pas de raisons d'être : au contraire, ils indiquent, fixent et développent des potentialités déjà à l'œuvre dans la société. Parce que spectaculaires et extraordinaires, les révolutions et mouvements contestataires ont la capacité de propulser les changements quotidiens au rang d'une transformation de la vie. Après, on entérine avec des aménagements d'ordre politique, social, économique. Telle m'apparaît la charge émotive et passionnelle libérée par le mouvement des femmes des années 70. N'étant qu'accessoirement un mouvement de revendication de droits égaux, il conteste à la démocratie libérale, déjà mal en point, la capacité d'être viable. Artisan et pratiquant de formules associatives souples, proche d'une gestion décentralisée et autonome des affaires quotidiennes, le féminisme sera-t-il à même de faire émerger de ces subversions, une vision sociale praticable ? S'éloignant des confins du particularisme où on veut l'enfermer, le féminisme continue d'alimenter des utopies. L'utopie d'abolir la domination, ressentie par les femmes comme l'exigence d'établir de nouveaux rapports entre elles et

les hommes, a déjà façonné une nouvelle répartition de leurs pouvoirs. Quant à la vision du monde qui sous-tend leur configuration, il nous faut l'inventer. Reste à savoir si les femmes le voudront et si les hommes le pourront.

Fin